APR 19 1928

35e Année. N° 6. 15 Mars 1928.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

		Pages
Comtesse de Noailles.	*Poèmes*	241
Henry Bordeaux	*Chateaubriand à Rome*	251
Pierre Bost	*Faillite.* — I.	281
Madame de Staël	*Lettres à Benjamin Constant* (fin)	303
Henri Pouyanne	*De la Monnaie*	341
Vladimir d'Ormesson.	*La Confiance en l'Allemagne?* — II	362
Léon Krajewski	*La Politique anglaise en Arabie (1915-1927)*	378
Pierre Frédérix	*Ta Main gauche* (fin)	420
Albert Flament	La Quinzaine : *Tableaux de Paris*	448
Paul Souday	Le Théâtre : *Le Mouvement dramatique*	464

Chronique bibliographique : J.-M. Bourget; J. Poirier.

Copyright 1928 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1928

La **Revue de Paris** *publiera prochainement :*

Le Nouvel Anacharsis

par ABEL HERMANT

de l'Académie française

Le Tzar noir

par PAUL MORAND

Le plus beau Jeu du Monde

par HENRY BIDOU

Le Centenaire d'Ibsen

par HENRY BERNSTEIN

Une Série de Lettres d'Émile Zola à E. et J. de Goncourt

Un grand Profiteur de la Guerre sous l'Empire et la Restauration :

J. Ouvard

par ARTHUR-LÉVY

POÈMES

PORT-ROYAL-DES-CHAMPS

L'espace, une tiédeur nuageuse, et le chant
D'une source entravée, et qui va s'épanchant
Dans la mousse touffue. Au lointain se dessine
Le jardin de Pascal, la stèle de Racine,
Le colombier, avec son toit épais et roux,
Dont le modeste aspect tranquillement persiste,
Dominant le lointain et le royal courroux
Qui transperça le cloître et les cœurs jansénistes.
Les tilleuls, neufs et courts, ouvrent des bras tranchants.
Un blanc volubilis, à Port-Royal-des-Champs,
Est, ce matin d'été, brillant dans la résille
Qu'un rais vif du soleil noue ainsi qu'une vrille
A sa faible corolle au parfum de vanille.
Le jour mol et lassé repose sur le val.
Quoi! c'est sous ce ciel lourd, sur ce morceau de terre,
Dans l'hostile rigueur du monde végétal,
Que l'esprit scrupuleux, moqueur, sublime, austère,
Vit resplendir soudain le Christ oriental
Tel qu'un jour il priait au Jardin des Olives?
— Ni l'espace distrait, ni le bruit des eaux vives,
Ni le cours régulier des distraites saisons
N'ont imposé le doute à la haute raison!

15 Mars 1928.

Et je lève les yeux vers la nue, où s'allongent
Les nuages touffus qui dédaignent nos songes,
Et nous mépriseraient de languir aussi bas!
— Partout où mon regard a scruté la nature
J'ai vu l'effacement muet des créatures
Sur qui se renouvelle un printanier combat.
Rien ne vient conserver l'humaine réussite!
Pas même une ombre pâle et pas même un écho
Ne flotte dans l'azur où l'été ressuscite
L'avoine scintillante et les coquelicots
Qui règnent sur l'argile où s'écroula César!
Les temples de Sicile, en leurs suaves sites,
Palpitent par le chaud glissement des lézards,
Cependant que les dieux, riants ou redoutables,
Sont inconnus des flots murmurant sur le sable.
— Pascal, suprême esprit, croyant persécuté,
Voici encore en vain, un incrédule été.
Que reste-t-il de vous, songeur, prince des hommes?
Le siècle, captivé, vous écoute et vous nomme.
Mais cet encens ne peut toucher votre néant.
Je contemple l'éther, j'entends les océans.
Je suppute en tous sens la ténèbre et l'aurore.
Je confronte l'orgueil des humains et les cieux.
Et vous disiez : Que de royaumes nous ignorent!
Quand votre âme exhalait son rêve ambitieux
Sur vos cendres, le globe a son même visage.
Le poivre rose et vert, entre un mince feuillage,
Fait une ombre d'oiseau captif sur les chemins
De l'Hellade où marchaient Socrate et Diogène.
Innocence du Temps, force que rien ne gêne!
Les caféiers fleuris, au parfum de jasmins,
Enivreront sans fin, de leur heureuse haleine,
Les bois empanachés de l'azur tropical.
Seul l'univers triomphe, ascétique Pascal!
— Et j'erre ce matin dans l'enclos romanesque
Où le bocage étend sa verdoyante fresque,
(Qui, pareil à l'églogue, a des gestes penchants),
Sur l'horizon houleux que vos yeux contemplèrent.

— Beau visage busqué, mon cœur eût su vous plaire
Par l'âpreté rêveuse et triste de mon chant!
J'ai, sans trouver les mots, qu'un seul de vous dépasse,
Tendu l'oreille au calme effrayant de l'espace.
J'ai tout interpellé, j'ai porté tous les faix.
Je connais l'infini du songe insatisfait.
Même avant le tombeau, mon front gît où vous êtes.
J'entends l'écoulement du sable sur la tête,
Et ce sombre « *à jamais* » niant les paradis!
Tous les doutes poignants, votre voix les a dits;
Et cependant un Dieu de vos sanglots découle;
Votre âpre solitude a rejoint une foule.
Vous avez abaissé, sous les cieux ennemis,
La fierté des corps vifs et des corps endormis.
Je reste un vaisseau droit séparé de la houle!
Midi vient tout à coup comme un éclatement
Teinter d'un clair argent le tiède firmament
Où sommeille la pluie. Un pigeon qui roucoule,
Et dont le chaud soupir va dans l'air s'attachant,
Voile soudain votre ombre et me rend à moi-même...
— Je m'éloigne de vous, sombre ange trébuchant
A qui la mort offrait des promesses suprêmes.

Un cœur plus accablé refuse tout problème...

LE SOMMEIL M'ENVAHIT

Le sommeil m'envahit, je suis lucide encor.
La torpeur, dans ma main, descend comme une rose.
Je palpe, ainsi qu'un roi qui tient un globe d'or,
Le monde inférieur sur qui je me repose.

Mon esprit soulevé dédaigne ce qui fut.
Nul souvenir du jour, plus de mémoire amère.
Magnanime oiseleur délaissant ses affûts,
Le temps m'accorde un pur mépris de l'éphémère!

Augustes sentiments au rebut : Gloire, amour,
Combat de tout instant pour trouver dans les hommes
L'enchantement secret, cet étrange secours
Qui menace, accomplit, détruit ce que nous sommes,

Vous n'êtes plus qu'un fin tourbillon dans mon sang!
L'excès et la langueur guérissent d'être avide.
Le soir qui s'obscurcit n'est soudain qu'un absent.
Et je contemple avec un œil épris du vide
Le délicat regard qu'ouvre en la nuit solide
La fêlure aérée et pure du croissant!

OBSESSION

L'enclos qui te retient, le tombeau qui t'opprime,
Je les vois en tous lieux.
Je crois que c'est l'azur, les chemins et la cime
Qui recouvrent tes yeux.

Tu dors sous l'univers, le corps détruit, la face
Plongeant dans la torpeur,
Et moi, errant encor, quelque pas que je fasse,
Je marche sur ton cœur!

REPROCHE

O Monde, permanente offense
Envers l'âme, mais apparence
De paradis par la beauté,
Je songe à ton anxiété
Si, sortant de ton divin somme,
Tu pouvais percevoir dans l'homme,
Qui t'a contemplé, médité,
Par l'esprit, par la passion,
La raison, ton juge hébété,
Le cœur, ta condamnation!

CHLOÉ

Petit poème pour une anthologie

Chloé, timide enfant, ô vierge chevrière,
Dont le voluptueux et chaste étonnement
Fera rêver sans fin l'audace des amants,
Toi dont le nom retient l'amour et la lumière,

Que devint ton destin, quand te fut révélé
L'envahissant plaisir qui suspend ton haleine?
As-tu vécu sans pleurs, ton doux corps emmêlé
Au pâtre qui t'apprit ses jeux dans Mytilène?

N'as-tu jamais connu le désordre et les maux
Du désir, cris d'oiseaux et lancinantes ailes,
Quand le printemps furtif, sur les sombres rameaux,
Fait soudain crépiter ses vertes étincelles?

Dans ton île pierreuse, où le cyprès touffu
Semble un mât préparé pour déplier sa voile
Et voguer vers la vaine énigme des étoiles,
As-tu sû demeurer la nymphe que tu fus?

Ton agreste bonheur près des purs asphodèles,
Des troupeaux turbulents et des flots aux beaux plis,
A-t-il pu te garder, Chloé, d'être infidèle,
Et de louer Éros au creux d'un nouveau lit?

Qu'importe! Rien ne peut arrêter ta jeunesse,
Ton regard ingénu que bombe un frais cristal.
Tu reposes, pudique, ô gracile déesse!
Dans le constant azur d'un roman pastoral.

AMITIÉ POUR LA MORT

Amitié pour la mort, voyage sans encombre
Vers l'asile indulgent qui garde les fuyards!
Paisible lâcheté sans reproche, dans l'ombre,
Loin d'un constant décor d'azur ou de brouillards!

Glissement vers le sol qu'on pressent et qu'on frôle
Par les tâtonnements du sommeil épié :
Vertige mol et rond dormant sur notre épaule,
Chaîne silencieuse enroulée à nos pieds!

— Je ne reverrai pas les yeux qui m'ont aimée,
La gaîté de la chair, le rire de l'esprit!
Ma peine rôde autour de la porte fermée,
Je sais ce que mon cœur n'a pourtant pas compris!

Mais lorsque le doux soir comme une récompense
Termine la journée aride et sans espoir,
O morts qui me semblez la vie et l'abondance,
Je songe qu'en mourant je saurais vous revoir,

Car l'esprit peut rêver autrement qu'il ne pense!

ÉGALITÉ

Les lieux qui vous sont bons sont bons aussi pour moi,
Je n'ai jamais aimé que l'abondant partage.
Puisque vos corps éteints sont retranchés des mois,
Je suis absente aussi des séjours et des âges!

Le petit univers qui porte nos fiertés,
Qui tolère un instant nos vœux et nos audaces,
Et nous concède un bref empire dans l'espace
Aux instants du désir et de la volupté,

Je n'en peux plus aimer le négligent visage!
— Cieux qui m'ont enivrée, étroit monde natal,
A présent que je vois se hâter mon passage,
J'absous le fol destin, inutile et fatal.

— Et de tout ce qui fut mon extase et mon zèle,
Ma force opiniâtre et mon multiple amour,
De tout ce qui faisait, que, mince entre mes ailes,
Je frémissais, pensante abeille de velours,

Il ne me reste plus, sauf le bonheur du somme,
Que ces instants légers, sans souhaits, sans espoir,
Où j'aime encor ce front que désiraient les hommes,
Lorsque d'un pas dansant je pénètre un miroir...

LES JOURS ONT FUI

Les jours ont fui. Qu'est-ce qui peut changer?
Vos os toujours sont au sol mélangés.
Le temps sur moi, d'un pas régulier,
Meurtrit un cœur à tout mésallié.
Je hais en vous, espace aérien,
L'été si dur à qui n'espère rien!
Partout où l'homme a placé l'infini
Je n'aperçois que de basses cloisons.
La verte branche où va mûrir le nid
Sera rompue en la froide saison.
Le sort sanglant accable et désunit
Ce que nouaient l'amour et la raison.
— Et sous le ciel où tout est bref et vain,
Je fus cet œil plein d'un songe divin!

INTERROGATION

Peut-être puis-je encor, sans penser, contempler,
Avec la douceur qu'ont les bêtes
Dont le souhait jamais n'est sûr d'être comblé,
La beauté des cieux sur ma tête.

Peut-être, sans vouloir que tout serve à l'amour,
Puis-je louer d'un œil candide
La vanité pompeuse et naïve du jour,
L'orgueil des cités sous le vide.

Peut-être puis-je aimer d'un cœur indifférent
Le sable et l'eau d'une calanque.
— Qu'importe si fougueux, musical, odorants,
Le vaste univers me harangue?
Le jour à mon destin ne donne ni ne prend :

Rien ne peut menacer un cœur à qui tout manque.

SAGESSE

Vis sans peur, sans remords et sans contrainte. Crains
De dépasser les jours consacrés aux caresses,
Puisque tout n'aboutit qu'au lit où l'on étreint,
Qu'à la tombe où l'on cesse!

RÉSIGNATION

Quand on a tant aimé, tant loué l'univers,
Et que l'immense azur et l'éclatement vert
Viennent rompre avec nous les grandes fiançailles,
On combat, on languit. L'inégale bataille
Irrite en notre esprit le sombre affront d'avoir vécu.
Puis, lassé de souffrir, épuisé, juste et chaste,
Le cœur conçoit enfin avec un sens aigu
L'innocence du sort, favorable ou néfaste.
Et l'esprit, dédaignant ce qui lui semblait dû,
Contemple calmement le monde hostile et vaste,
Où l'homme, hôte pensif, n'était pas attendu!

DIFFÉRENCE

Le plaisir, plein de connaissance,
Dans son présomptueux élan,
Mêle à sa joueuse puissance
L'adresse des cœurs violents.

Il sait, par la chair et par l'âme,
Ce que recèle l'univers.
Rien ne lui nuit, rien ne le blâme,
Les secrets lui sont découverts.

Il est solennel et frivole,
Il peut se vanter, sans erreur.
Que l'on moque l'oiseau qui vole
Si l'on méprise le bonheur!

Son allégresse perspicace,
Sans interroger l'horizon,
Court et repose dans l'espace.
Toujours le plaisir a raison.

— Mais, gagnante silencieuse,
Qui s'avance et qui se tient coi,
Savante et pourtant soucieuse,
La douleur ne sait pas pourquoi...

CONTEMPLATION

Je regarde les cieux, un fracas de lumière
Émane du soleil, sa turbulente essence
Dans l'azur infini joyeusement élance
Le séculaire appel et la force première.
Et puis l'ombre survient. La nocturne pâleur
Autant que l'or du jour intrigue le regard;
On voit errer au ciel l'inflexible hasard
Dans la pulsation des étoiles en pleurs.
Nul amour, nul secours, nulle miséricorde
De l'abîme d'en haut sur l'homme ne s'abaisse.
L'effrayant univers l'ignore et le déborde.
Vanité de l'espoir! ô stoïque paresse!
Vous envahissez l'être et vous rendez oisif
L'esprit toujours trahi par l'espace insensé.
— Et c'est l'étonnement d'un front contemplatif
Qu'on puisse écrire encor après avoir pensé!

MISSION

J'ai reçu dans mes yeux le jeune éclat du jour
En sentant mon plaisir moins sacré que ma tâche,
Repoussant les repos heureux, j'ai, sans relâche,
Exalté l'univers et le perfide amour.

— Et tu m'avais choisie, ô monde, pour transmettre
A ce vague infini qui semble t'intriguer,
Et que l'homme poursuit par d'innombrables guets,
Le secret éclairci des choses et des êtres.

— J'accomplissais la dure et noble mission.
Le rêve, la douleur, l'effort, la passion,
L'horizon coloré, les grâces naturelles
Envahissaient mon âme et se fiaient à elle
Pour que rien ne périt du véhément trésor...
Je fus l'asile sûr, l'activité du port,
Le lien palpitant de la terre à la nue,
Le négoce divin par qui tout continue!

— Vous que je porte en moi, flamme, azur, océan,
Puisque je vais mourir, que dirai-je au néant?

COMTESSE DE NOAILLES

CHATEAUBRIAND A ROME[1]

Depuis qu'une jeune femme, à Gênes, comme je ne célébrais devant elle que l'Italie de l'histoire et de l'art, l'Italie du passé, m'apporta son enfant pour me montrer ce que la Superbe contenait de plus beau et me rappeler par la seule magie de ce geste maternel au souci de la vie présente, j'ai mieux compris le sourire un peu amer avec lequel nos amis Italiens accueillent parfois les plus somptueux bouquets des écrivains et des poètes d'outre-monts, les chrysanthèmes des *Mémoires d'outre-tombe,* quand Chateaubriand y célèbre la Ville où il y a plus de tombeaux que de morts, et jusqu'aux âcres tubéreuses de la *Mort de Venise* où Barrès multiplie « les puissances de tristesse ».

1. Sources : *Mémoires d'Outre-Tombe,* édit. Biré en 6 vol. (Garnier). — V. aussi *Correspondance* et *Voyages* de Chateaubriand et *Souvenirs et Correspondances* tirés des papiers de madame Récamier. — *Les débuts diplomatiques de Chateaubriand* d'après les documents conservés au dépôt des Archives des Affaires étrangères (1803-1804), par le comte Edouard Frémy (*Correspondant* des 10 et 25 sept. et 10 oct. 1893). — *L'Ambassade romaine de Chateaubriand* par Marie-Jeanne Durry (Champion, 1927). — *Trois amies de Chateaubriand,* par André Beaunier (Charpentier, 1920). — *Les Correspondants de Joubert* (Calmann-Lévy). — Léon Séché, *Hortense Allart de Méritens* (*Mercure,* 1908). — Gabriel Faure, *Paysages littéraires, les six voyages de Chateaubriand en Italie* (Fasquelle, 1917). — Maurice Levaillant, *Splendeurs et Misères de M. de Chateaubriand* (Ollendorff, 1922). — Édouard Herriot, *Madame Récamier et ses amis* 2 vol. (Plon, édit., 1904). — Victor Giraud, *Le Christianisme de Chateaubriand* (t. I, Hachette, édit., 1926). — Pierre Moreau, *Chateaubriand* (Garnier). — Comte d'Haussonville, *Ma Jeunesse* (Calmann-Lévy). — *Mémoires de la comtesse de Boigne* (édit. Plon, 4 vol.).

« Je m'imagine, écrit Chateaubriand à Rome, que les décédés, quand ils se sentent trop échauffés dans leur couche de marbre, se glissent dans une autre restée vide, comme on transporte un malade d'un lit dans un autre lit. On croirait entendre les squelettes passer durant la nuit de cercueil en cercueil. » Et dans cette même Rome, au lieu d'une ronde macabre, le d'Annunzio d'*Il Piacere* nous montrera la vie brûlante et toute rouge jusque sous la neige qui vient ajouter sa blancheur à celle des sépulcres. Barrès, à Venise, accuse « le paludisme de cette ruine romantique » et le même d'Annunzio, dans la *Nave*, nous la peint toute précipitée vers la fortune de mer, comme au temps des grands doges. Mais Barrès, à Ravenne, voit partout surgir des pensées énergiques et dévorantes « comme si elles avaient été laissées dans ce désert par tant d'hommes passionnés qui le traversèrent, ivres de désirs, de haines et de violences ». Et dans la guerre et après la guerre, il partagera avec son ami Gabriele d'Annunzio les mêmes espoirs et transmettra le même feu national. Et pour Chateaubriand, il ne faut jamais oublier que son amour des ruines ne l'empêcha pas d'entendre le cri poussé vers la vie par la jeune Italie, quand ce cri n'était encore qu'un vagissement que l'Autriche cherchait à étouffer. Le poète de la mort fut aussi le poète de la jeunesse et le prophète de l'unité italienne : « On prend, écrivait-il en 1829, devançant Mazzini, et alors qu'on affectait de considérer comme des attentats de carbonari les menaces de révolution dont la sourde rumeur gagnait Naples, Parme, Modène, et jusqu'au Piémont et à la Lombardie, on prend pour des *conspirations* ce qui n'est que le malaise de tous, le produit du siècle, la lutte de l'ancienne société avec la nouvelle, le combat de la décrépitude des vieilles institutions contre l'énergie des jeunes générations... » Et il annonce la chute de ces douanes intérieures qui entendent séparer l'esclavage de la liberté. L'*énergie des jeunes générations*, l'un des premiers il a deviné où elle aboutirait. Que l'Italie nouvelle soit donc amicale au grand ambassadeur de France qui, il y a juste un siècle, lui adressait déjà son lointain salut!

I

LE JEUNE SECRÉTAIRE D'AMBASSADE

Chateaubriand à Rome : on évoque surtout l'ambassadeur désabusé qui se considérait comme en disgrâce et aspirait à rentrer en France pour y reprendre le ministère des Affaires étrangères qu'il avait déjà occupé, ou même pour s'emparer de la Présidence du Conseil. Or il y eut un autre Chateaubriand à Rome, plus jeune de vingt-cinq ans, secrétaire d'ambassade, menant la guerre joyeusement contre son chef de file, le cardinal Fesch, ardent, ambitieux, dévorant, terrible, mais charmant. Le 14 avril 1802 avait paru le *Génie du Christianisme* en cinq volumes dédié au Premier Consul qui, disait l'auteur, « nous a retirés de l'abîme ». Du jour au lendemain, l'auteur était devenu célèbre, comme le fut plus tard Lamartine après *les Méditations*, sauf que les *Méditations* étaient un début, et que le *Génie du Christianisme* venait après l'*Essai sur les Révolutions* et le tirage à part d'*Atala*. Chateaubriand jouit avidement de cette jeune gloire. Il avait connu la misère, l'exil, la guerre, la douleur, et même le mariage. Un mariage dont il s'était d'ailleurs aussitôt affranchi. Revenu à Paris, il était devenu le centre de ce salon de la rue Neuve-du-Luxembourg, où Pauline de Beaumont, fille de ce Montmorin qui fut un des derniers ministres de Louis XVI et qui monta sur l'échafaud avec toute sa famille — Pauline seule avait été dédaignée par la police à cause de sa débile santé — réunissait une société qui, tout en regrettant l'ancien régime, accueillait avec faveur l'ordre nouveau enfin rétabli sur la démence révolutionnaire et le gaspillage du Directoire. Il avait même écrit son livre à Savigny-sur-Orge chez Madame de Beaumont qui, le soir, après son travail, lui apprenait à déchiffrer la carte du ciel et lui nommait les étoiles. Son ami Fontanes, enthousiasmé, le conduisait chez madame Bacciochi, puis chez Lucien Bonaparte où il rencontra le Premier Consul. Celui-ci s'était fait lire le *Génie du Christianisme* qui, le Concordat venant d'être signé, servait sa politique en préparant le renouveau religieux. Il avait admiré l'écrivain et prononcé cet oracle : « Ce n'est

pas le style de Racine, c'est celui du prophète. » La rencontre fut éblouissante. « Son sourire, dit Chateaubriand de Bonaparte, était caressant et beau. » Plus tard, le comte Molé, rapprochant les deux hommes, dira qu'il n'a jamais vu qu'à Chateaubriand et à Napoléon un sourire d'une irrésistible fascination. Bonaparte, dans cette entrevue, traita immédiatement l'écrivain comme s'il était de son intimité, le fit entrer de plain-pied dans son cerveau. Il lui parla de l'Égypte et des Arabes : « J'étais toujours frappé, lui dit-il, quand je voyais les cheiks tomber à genoux au milieu du désert, se tourner vers l'Orient et toucher le sable de leur front. Qu'était-ce que cette chose inconnue qu'ils adoraient vers l'Orient? » Pour cette *chose inconnue*, il avait fait le Concordat et voulu la paix catholique. Pour cette *chose inconnue*, Chateaubriand avait écrit le *Génie du Christianisme* et allait entreprendre l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*.

Il est à croire que dès lors Bonaparte, devinant de son œil exercé que Chateaubriand serait le prince littéraire de son temps, chercha à l'attirer. Son oncle, le cardinal Fesch, avait été nommé ambassadeur à Rome (8 avril 1803) : Talleyrand présenta Chateaubriand comme premier secrétaire et celui-ci fut agréé sans hésitation (4 mai). Il voulut refuser. Madame de Beaumont était déjà très malade et il souffrait de se séparer d'elle. Et puis, toujours infidèle, il aimait déjà la marquise de Custine. Pour le persuader, on lui dépêcha l'abbé Emery. Il se résolut donc au départ. Madame de Beaumont le devait rejoindre à Rome après deux mois. Il partit au début de juin. A Lyon, il assiste à une procession de la Fête-Dieu. En Savoie, il s'émeut de voir des croix debout aux carrefours. Le génie du christianisme le précède sur les grandes routes. De Saint-Jean-de-Maurienne, rapproché des Alpes, il donne cette description romantique et exacte ensemble : « L'air devint transparent à la crête des monts; leurs dentelures se traçaient avec une pureté extraordinaire sur le ciel, tandis qu'une grande nuit sortait peu à peu du pied de ces monts et s'élevait vers leur cime... » Faut-il signaler en passant la justesse de la vision, quand tant de poètes commettent l'erreur de faire *tomber la nuit* sur le sol, tandis qu'elle monte? A Lanslebourg, dernier relais avant le col du Mont-Cenis, il tente d'arracher

un jeune aiglon aux bâtons des paysans, mais l'oiseau qu'il achète et qui le fait songer à Louis XVII, meurt de ses blessures. A la descente, il ne voit qu'un gouffre noir et profond, un chaos de torrents et de précipices. Mais si Turin, par trop de régularité, le déçoit, il admire les plaines de la Lombardie dont il compare la verdure aux gazons anglais, si frais et si fins, et dont il célèbre pour leur grâce décorative les guirlandes de vignes au-dessus des moissons. Comme les Italiens doivent nous dédaigner! « Notre ciel de plomb, écrit-il, nos villes enfumées, nos villages boueux doivent leur faire horreur. » Reçu à Milan *froidement* et *poliment* par le général Murat que la littérature touche peu, il traverse la Toscane dont il donnera cette définition : « La Toscane est un jardin anglais au milieu duquel il y a un temple : Florence. » Enfin le voici à Rome. Tout le récit pittoresque de son voyage se trouve dans ses lettres à madame de Beaumont. Mais il réserve à Chênedollé qui devait alors épouser sa sœur Lucile les détails pratiques sur le prix de la diligence et sur la supériorité des auberges italiennes. « A cet égard, lui assure-t-il, nous sommes, l'Espagne exceptée, au-dessous de tous les peuples de l'Europe. »

Il nous faut imaginer ce nouveau secrétaire d'ambassade qui débarque dans la Ville Éternelle et, pour commencer, oublier tous les portraits habituels de Chateaubriand, notamment celui qu'il trace lui-même dans les *Mémoires d'outre-tombe* où il prend d'emblée le grand ton, dès l'enfance à Combourg, dès la naissance dans une tempête, en sorte qu'il n'en peut plus changer et que nous y perdons le Chateaubriand familier et simple, car il le fut. Il ne ressemble point à ce grand homme gourmé, solennel, morose, dominateur, pareil à quelque roi en exil, et qui, tout chargé de gloire et demeuré séduisant jusque dans la vieillesse, sait se parer de cette poésie du malheur et du désenchantement à quoi les femmes, dans leur divine pitié, se laisseront toujours prendre. Il a trente-cinq ans. Sa santé paraît invulnérable. Elle a résisté à l'émigration, au camp de Condé, aux voyages en Amérique, à la misère en Angleterre. Il est gai, spirituel, attrape fort bien le côté comique ou ridicule des gens et des choses, bon compagnon, d'humeur facile. « Je serais fort aise, écrit Joubert au comte Molé, que vous voyiez Chateaubriand ici, à Villeneuve,

pour juger de quelle incomparable bonté, de quelle parfaite innocence, de quelle simplicité de vie et de mœurs et, au milieu de tout cela, de quelle inépuisable gaîté, de quelle paix, de quel bonheur il est capable quand il n'est soumis qu'aux influences des saisons et remué que par lui-même. » Et la phrase de Joubert est toujours le vêtement collant de a vérité. Il y aurait toute une étude à écrire sur cette première nature, souple et primesautière, de Chateaubriand dont il est aisé de retrouver des traces dans tel ou tel chapitre de l'*Itinéraire* et jusque dans ses dépêches diplomatiques, quand il peindra plus tard le cardinal de Clermont-Tonnerre arrivant à Rome ou réclamera les dépenses occasionnées par ce grand personnage ecclésiastique. Cette première nature se donne alors libre cours en voyage. Ne méconnaissons pas le Chateaubriand qui mérita d'être surnommé l'Enchanteur, dont l'attrait était irrésistible, et dont les puissances d'envoûtement, prolongées si tard, seraient inexplicables s'il n'avait conservé toujours quelques restes de cette grâce première un peu sauvage.

Seulement il avait déjà conscience de son génie. Il savait — trop — qu'il n'était pas un secrétaire d'ambassade ordinaire. Il estimait que l'auteur du *Génie du Christianisme* devait être au premier plan. Je ne crois pas que jamais secrétaire d'ambassade ait joué de si mauvais tours à son ministre. Ce ministre, le cardinal Fesch, était pourtant l'oncle du Premier Consul. Mais rien n'arrête Chateaubriand. Il commence par séduire tout le monde, M. Cacault, l'ancien ambassadeur qui avait la confiance de Pie VII, M. Artaud dont il vient occuper le poste et qui lui sert de guide à travers la ville, les cardinaux, et aussi les employés, les boutiquiers, les gens du peuple. Mais il n'attend pas l'arrivée de son chef hiérarchique pour demander, contrairement à toutes les règles du protocole, une audience du pape. On lui fait savoir que, *malgré l'ancienne étiquette*, le Saint-Père le recevra le 1er juillet. Pie VII le reçoit en effet ayant sur sa table le *Génie du Christianisme*, Pie VII dont il burinera cette inoubliable eau-forte : « Le Pape a une figure admirable, pâle, triste, religieuse : toutes les tribulations de l'Église sont sur son front. »

Premier passe-droit. Le cardinal Fesch, qui débarque à

Rome le 2 juillet, mécontent d'avoir été devancé, prend dès lors en grippe ce premier secrétaire qui s'étale un peu trop et qui jouit de trop de renommée. Il loue pour l'ambassade le palais des princes Lancelotti, voisin du Tibre, loge Chateaubriand dans les combles, avec les puces, — mais Gœthe n'a-t-il pas déclaré, dans les *Elégies romaines*, préférer *le peuple actif des puces du Midi aux brouillards du triste Septentrion*? — et lui distribue comme travail des besognes d'expéditionnaire, délivrance des passeports, etc. On devine l'irritation du secrétaire qui croyait s'initier aux grandes affaires des États.

Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel, dépouillé du Piémont et réduit à son île, avait été autorisé à résider à Frascati, près de Rome — où il était l'objet d'une étroite surveillance, car il recevait des émigrés et passait pour servir de correspondant aux princes de la maison de Bourbon. Chateaubriand, qui sera toujours un maniaque de chevalerie, — il est des manies moins relevées, — ne manque pas, sans consulter son chef, d'aller rendre visite au monarque déchu. D'où scandale et plainte de l'ambassadeur. Le jeune et indépendant diplomate met en branle ses amis de Paris, et grâce à Fontanes et à madame Bacciochi le conflit s'apaise.

Le conflit s'apaise momentanément. Car le cardinal entend bien se débarrasser de Chateaubriand, et lui-même ne veut plus demeurer au second plan. On le charge de commissions insignifiantes, comme de remettre à la sœur de Bonaparte, Pauline Borghèse, une paire de souliers de bal qu'elle avait commandés à Paris par la valise diplomatique, réceptacle, déjà, des plus étranges objets. Admis à son petit lever, il écrira plus tard : « La princesse fit sa toilette devant moi : la jeune et jolie chaussure qu'elle avait à ses pieds ne devait fouler qu'un instant cette vieille terre. » C'est déjà l'antithèse romantique. Cependant il s'ennuie dans ses combles : « N'ayant rien à faire dans ma chambre aérienne, raconte-t-il, je regardais presque par-dessus les toits, dans une maison voisine, des blanchisseuses qui me faisaient des signes; une cantatrice future, instruisant sa voix, me poursuivait de son solfège éternel. Heureux quand il passait quelque enterrement pour me dédommager! Du haut de ma fenêtre, je vis, dans l'abîme de la rue, le

convoi d'une jeune mère : on la portait le visage découvert entre deux rangs de pèlerins blancs; son nouveau-né, mort aussi et couronné de fleurs, était déposé à ses pieds. »

Telles étaient les distractions de Chateaubriand dans la mansarde du palais de l'ambassade. Il y avait bien aussi les promenades dans Rome et la découverte de la campagne romaine dont je parlerai tout à l'heure. Mais un Chateaubriand qui s'ennuie devient vite redoutable. Joubert, qui n'a pas d'égal en psychologie et dépasse d'avance les Marcel Proust de l'avenir parce qu'il y introduit plus de sympathie humaine, l'a bien reconnu quand il plaide la cause de son ami auprès du comte Molé : « Il n'écrit que pour les autres, note-t-il, et ne vit que pour lui. » Et plus loin : « Un fonds d'ennui qui semble avoir pour réservoir l'espace immense qui est vacant entre lui-même et ses pensées, exige perpétuellement de lui des distractions qu'aucune occupation, aucune société ne lui fourniront jamais à son gré et auxquelles aucune fortune ne pourrait suffire s'il ne devenait tôt ou tard sage et réglé. » Mais il ne deviendra jamais sage ni réglé. C'est la faiblesse de sa vie, et peut-être aussi la force de son génie. Et le voilà qui entre en guerre ouverte avec son ambassadeur. Il prend sur lui de conduire lui-même au pape des visiteurs de marque sans passer par le canal du cardinal Fesch et sans même l'avertir. Quand celui-ci se plaint, il le traite de haut et prétend avoir le droit de traiter directement avec le Saint-Père comme premier secrétaire. Où prend-il ce droit contraire à tous les usages diplomatiques? Dans sa gloire littéraire. L'ambassadeur s'en venge en le dénonçant au premier consul : « Chateaubriand est venu à Rome persuadé d'être précédé par la réputation de son ouvrage; mais ici, il n'y a que des docteurs de théologie qui y ont vu des hérésies formelles. » Ah! s'il pouvait le faire mettre à l'index! Chateaubriand n'est pas en reste. Il a l'incroyable audace d'envoyer de son côté une note secrète au Premier Consul pour souligner l'insuffisance et les intrigues du cardinal Fesch, obscur et incapable au lieu d'être un ambassadeur reluisant et magnifique. Il rêve des grands ambassadeurs du passé, un Créqui sous Louis XIV, un cardinal de Bernis sous Louis XV. Et là-dessus, il réclame, comme une chose due, un poste indépendant. Le premier

rang seul lui convient. Bonaparte est exaspéré, mais Joubert est un bon avocat : « Nous l'aimerons toujours, coupable ou non coupable : dans le premier cas nous le défendrons, dans le deuxième nous le consolerons. » Le premier secrétaire n'est pas révoqué. Le malheur même va venir à son secours.

Pauline de Beaumont, malade au Mont-Dore, a reçu de trop belles lettres de Rome. Elle connaît maintenant le Colisée et Saint-Pierre, et l'effet de la lune sur le Tibre : « L'astre de la nuit, ce globe que l'on suppose un monde fini, promenait ses pâles déserts au-dessus du désert de Rome », cette Rome que lord Byron appellera la *Niobé des nations*. Et ailleurs : « Le Tibre sépare les deux gloires : assises dans la même poussière, Rome païenne s'enfonce de plus en plus dans ses tombeaux, et Rome chrétienne redescend peu à peu dans ses catacombes. » Non, Pauline n'a pas eu besoin que Fontanes lui communiquât la fameuse épitre sur les beautés de Rome, sur les couchers de soleil, sur la désolation de la campagne romaine livrée au silence et à la solitude, sur la beauté des femmes romaines, pareilles à des statues antiques de Junon ou de Pallas descendues de leur piédestal et se promenant autour de leur temple : « Les sommets des montagnes de la Sabine apparaissent alors de lapis-lazuli et d'opale, tandis que leur base et leurs flancs sont noyés dans une vapeur d'une teinte violette et purpurine. Quelquefois de beaux nuages, comme des chars légers portés sur le vent du soir avec une grâce inimitable, font comprendre l'apparition des habitants de l'Olympe sur ce ciel mythologique. » Et pas davantage Joubert la lettre sur la lumière de Rome : « Une vapeur particulière, répandue dans les lointains, arrondit les objets et dissimule ce qu'ils pourraient avoir de dur ou de heurté dans leurs formes. Les ombres ne sont jamais lourdes et noires; il n'y a pas de masses si obscures de rochers et de feuillages dans lesquelles il ne s'insinue toujours un peu de lumière. Une teinte singulièrement harmonieuse marie la terre, le ciel et les eaux : toutes les surfaces, au moyen d'une gradation insensible de couleurs, s'unissent par leurs extrémités, sans qu'on puisse déterminer le point où une nuance finit et où l'autre commence. Vous avez sans doute admiré dans les paysages de Claude Lorrain cette lumière qui semble idéale

et plus belle que nature? Eh bien, c'est la lumière de Rome. » Elle-même a reçu d'aussi émouvantes descriptions dans cette correspondance qui ne la quitta pas et qui, après sa mort, retrouvée par son amant, resservira à celui-ci pour orner les *Mémoires*, comme il reprendra la vapeur violette et le clair de lune pour les resservir à madame Récamier. Exaltée à distance, inquiète aussi de la trop longue séparation, elle se décide, presque mourante, à le rejoindre à petites journées. Joubert qui l'aime d'un amour transparent — l'amour d'une âme pour une âme, d'une intelligence pour un esprit, d'un cœur pour un souffle — essaie en vain de la retenir. A Milan, Bertin la recueille et l'accompagne jusqu'à Florence où Chateaubriand, venu à sa rencontre, la reçoit, bouleversé du changement qu'il surprend en elle. N'est-elle pas déjà « une de ces figures d'Herculanum qui coulent sans bruit dans les airs, à peine enveloppées d'un corps? » Il amène cette pauvre colombe blessée, sous son aile protectrice de grand oiseau de tempête, jusqu'à Rome, dans une petite maison du Pincio, proche de la place d'Espagne. Il ne la quittera plus.

Va-t-il déchaîner un scandale? Déjà, il a écrit chez elle le *Génie du Christianisme*. Et voici qu'il l'affiche aux yeux de tous, quand il occupe une charge officielle. N'est-ce pas braver l'opinion? Mais il y a autour de l'amour que la mort accompagne, fatale comme lui et comme lui toute-puissante, un halo de respect, même pour qui n'en perçoit pas le mystère ou n'en admet pas la révélation. Pauline ne fut aperçue que deux ou trois fois, dans la voiture où il la promenait, comme ils s'étaient tous deux repris momentanément à quelque espérance : assez pour apitoyer les passants et leur laisser une vision d'ombre et de grâce. Elle était la dernière descendante, échappée au naufrage, d'une famille illustre et fidèle jusqu'à l'échafaud. En outre, elle avait joué un rôle précieux en ralliant autour du Premier Consul et du régime de l'ordre les quelques débris de l'ancienne société, d'une politesse irremplaçable, qui étaient restés en France ou revenus de l'émigration. Aussi le cardinal Fesch avait-il reçu des instructions pour lui montrer des égards.

Et puis, elle mourut, le 4 novembre. Son dernier biographe, André Beaunier, a pieusement recueilli ses dernières

paroles. Au Mont-Dore, avant de partir : « Je tousse moins, mais il me semble que c'est pour mourir sans bruit. » A Florence, elle ne peut que sourire à Chateaubriand. Devant les cascades de Terni, elle murmure : « Il faut laisser tomber les flots. » Oui, comme les heures de la vie, comme les passions, comme tout ce qui doit passer. Au Colisée, devant les ruines, elle sent le froid et veut rentrer. Et comme il devine les suprêmes approches, c'est elle qui tente de le consoler : « Est-ce que vous ne vous y attendiez pas? » Enfin, confessée, elle murmure : « Êtes-vous content de moi? » Tout cela est dans les *Mémoires d'outre-tombe*, et le témoignage d'une douleur qui fut, comme il arrive, supérieure même à l'amour que la morte lui avait inspiré, comme s'il le mesurait mieux en le perdant.

Seul, Rome lui paraît déserte : « On n'a pas su, écrit-il, ce que c'est que la désolation du cœur quand on n'est point demeuré seul à errer dans les lieux naguère habités par une personne qui avait agréé votre vie... Je restais abandonné sur les ruines de Rome. A ma première promenade les aspects me semblaient changés; je ne reconnaissais ni les arbres, ni les monuments, ni le ciel. Je m'égarais au milieu des campagnes, le ong des cascades, des aqueducs, comme autrefois sous les berceaux des bois du nouveau monde. Je rentrais dans la Ville Éternelle qui joignait actuellement à tant d'existences passées une vie éteinte de plus. » Ailleurs, il imagine, se souvenant des soi s de Savigny, des signaux dans le ciel : « La nuit, quand les fenêtres de notre salon champêtre étaient ouvertes, madame de Beaumont remarquait diverses constellations en me disant que je me rappellerais un jour qu'elle m'avait appris à les connaître : depuis que je l'ai perdue, non loin de son tombeau, à Rome, j'ai plusieurs fois, du milieu de la campagne, cherché au firmament les étoiles qu'elle m'avait nommées; je les ai aperçues brillant au-dessus des montagnes de la Sabine; le rayon prolongé de ces astres venait frapper la surface du Tibre. Le lieu où je les ai vus sur les bois de Savigny, et les lieux où je les revoyais, la mobilité de mes destinées, ce signe qu'une femme m'avait laissé dans le ciel pour me souvenir d'elle, tout cela brisait mon cœur. Par quel miracle l'homme

consent-il à faire ce qu'il fait sur cette terre, lui qui doit mourir?... »

Un autre poète dira plus tard :

> Qu'est-ce que tout cela qui n'est pas éternel?

Lui-même reprendra encore : « On meurt à chaque moment pour un temps, une chose, une personne qu'on ne reverra jamais; la vie est une mort successive. » C'est presque la paraphrase de deux vers inconnus et admirables du vieux Corneille dans sa *Bérénice* beaucoup trop ignorée à cause du trop merveilleux chef-d'œuvre de Racine :

> Nous mourons à toute heure et dans le plus doux sort
> Chaque instant de la vie est un pas vers la mort.

Maurice Barrès, regrettant son ami Stanislas de Guaita, ajoutait néanmoins cette constatation qu'il manquait un tombeau à l'atmosphère de sa vie et que dorénavant il s'appuierait dans ses méditations sur ce monument funèbre. C'est la cruauté des conquérants. Ils usent des êtres humains comme s'ils leur appartenaient. Pauline de Beaumont orne d'une statue de marbre blanc le portique des *Mémoires* et Chateaubriand lui doit un attendrissement plus émouvant dans ses méditations sur la jeunesse, l'amour et la mort. « Rien ne guérit en moi, écrira-t-il encore se souvenant d'elle; si mes blessures se ferment instantanément, elles se rouvrent tout à coup comme celles des crucifix du moyen âge qui saignent à l'anniversaire de la Passion. »

Il se ruina pour lui élever un tombeau à Saint-Louis-des-Français et ne put même pas vendre pour se libérer les équipages où il l'avait promenée deux ou trois fois, parce que l'on craignait la contagion. Cependant le cardinal Fesch, un instant ralenti dans sa haine par la compassion, avait repris ses perfides attaques contre son subordonné, qu'il qualifiait sévèrement de « pensionnaire et protégé de madame de Beaumont ». Inutilement d'ailleurs, car Bonaparte qui admirait l'auteur du *Génie du Christianisme* le lui retira, mais pour le nommer chargé d'affaires près la petite république suisse du Valais. « Il me donna, dit Chateaubriand, une république catholique avec un monde de torrents. » Du

moins là, il serait le premier, et même le seul. Il rentra donc à Paris. Mais le 21 mars (1804), avant de partir pour le Valais où le Conseil de la ville de Sion lui écrivait qu'il était attendu avec impatience, comme il venait faire ses adieux au cyprès planté par Pauline de Beaumont dans le jardin de l'hôtel Montmorin, il entendit crier dans la rue l'exécution du duc d'Enghien. Aussitôt il rentra pour envoyer sa démission, seul témoignage de blâme inspiré par le crime de Vincennes contre le futur Empereur, qui ne lui retira pourtant pas son estime ni même sa lointaine sympathie. Dès lors la carrière diplomatique lui était fermée. Elle ne pouvait se rouvrir qu'à la chute de Napoléon. Du moins lui avait-elle déjà donné les couleurs des *Martyrs* et la lumière voilée de tout un livre, de tout un chant des *Mémoires d'outre-tombe*...

II

L'AMBASSADEUR

Vingt-cinq ans plus tard, la vie semblait offrir une belle revanche au jeune diplomate brimé par son ministre : Chateaubriand revenait à Rome, cette fois comme ambassadeur. Il y revenait par le Simplon, et par la voie Emilia, afin de saluer à Ravenne la tombe de Dante et de s'émouvoir sur le victorieux et tragique destin du beau Gaston de Foix. Il y arrivait au début d'octobre, par un radieux automne. Cependant, il était mécontent. Au fond, le ministère Martignac se débarrassait de lui en l'éloignant et sa femme, avec qui Pauline de Beaumont mourante lui avait conseillé de se réconcilier, l'accompagnait.

Il était de ces polémistes gênants que l'on ménage parce qu'ils sont puissants sur l'opinion, mais dont l'appui est presque aussi dangereux que l'hostilité. Sans doute, sa brochure *De Bonaparte et des Bourbons* avait-elle servi, lors de la chute de l'Empire, le retour de Louis XVIII. Mais il s'en était vanté à satiété. Après *La monarchie selon la Charte*, il avait passé à l'opposition. Son parti revenu au pouvoir s'était hâté de lui offrir l'ambassade de Berlin (1821) afin d'écarter sa présence. La Sprée, « cette rivière d'encre », lui donna la

nostalgie de la Seine, bien qu'il eût trouvé, à Berlin, des femmes charmantes. Son métier d'ambassadeur lui parut presque aussi mesquin que lorsqu'il signait les passeports dans le palais du cardinal Fesch : « Je vous assure, écrit-il à la duchesse de Duras, que le métier peut être parfaitement fait par la première mâchoire de l'ancien régime... Je me suis rapetissé au point que je ferais très bien un ministre si on en avait besoin... » Être ministre, c'est précisément l'objet de son ambition. Il fait des pieds et des mains pour rentrer en France, mais on le réexpédie à l'ambassade de Londres. Il y va plus volontiers. Londres est plus rapproché. La Tamise y est large comme une mer, et la mer a gardé sur lui son pouvoir. Enfin, il se souvient d'y avoir vécu pauvre, presque mourant de faim pendant l'émigration, et il jouit du contraste avec cette avidité que l'âge, chez lui, ne ralentit pas. Ne devait-il pas y revoir cette Charlotte Yves qui s'était promise à lui, qu'il aimait et qu'il avait dû écarter — au dernier moment — en lui révélant qu'il était déjà marié? Elle était devenue lady Sulton, veuve d'un amiral, et venait à l'ambassade lui demander sa protection pour ses deux fils. De suite ils se reconnaissent, si émus qu'ils ne peuvent parler. Elle était restée belle encore, divinement belle, dit Chateaubriand qui ajoute dans un transport de colère contre les séparations de la vie : « Je ne porterai plus à une femme ingénue la candeur des désirs, la suave ignorance d'un amour resté à la limite du rêve. J'écrivais alors sous le vague des tristesses; je n'en suis plus au vague de la vie. Eh bien ! si j'avais serré dans mes bras, épouse et mère, celle qui me fut destinée vierge et épouse, c'eût été avec une sorte de rage, pour flétrir, remplir de douleur et étouffer ces vingt-sept années livrées à un autre après m'avoir été offertes. » C'est toujours le même désir de propriétaire, la même frénésie de possession. Qu'a-t-il fait, lui, de ces vingt-sept années, sinon poursuivre la sylphide aperçue dans les bois de Combourg, l'incarner en d'adorables images pour les rejeter bientôt et chercher ailleurs son impossible rêve ou satisfaire son besoin éternel d'une distraction dévorante où se perdre soi-même et s'oublier? N'osera-t-il pas, dans sa vieillesse, écrire à une jeune femme, à moins que ce ne soit un brouillon où il révèle sa plus secrète pensée :

« Veux-tu me combler de délices? Fais une chose : sois à moi et laisse-moi te percer le cœur. » Ce qui ne l'empêchera pas de rendre aux femmes le plus bel hommage : « Rien ne remplace, dit-il dans les *Mémoires* pour l'avoir tant de fois éprouvé, l'attachement, la délicatesse et le dévouement d'une femme; on est oublié de ses frères et de ses amis; on est méconnu de ses compagnons : on ne l'est jamais de sa mère, de sa sœur ou de sa femme. Quand Harold fut tué à la bataille d'Hastings, personne ne le pouvait indiquer dans la foule des morts; il fallut avoir recours à une jeune fille, sa bien-aimée. Elle vint, et l'infortuné prince fut retrouvé par Edith au cou de cygne ». Mais lui, il eût été retrouvé par tout un chœur, depuis sa sœur Lucile, depuis Charlotte Yves et Pauline de Beaumont, jusqu'à Nathalie de Noailles, et Delphine de Custine, et la duchesse de Duras, et madame de Castellane, et la jeune Léontine de Villeneuve, l'occitanienne de Cauterets, et la marquise de Vichet, et même la légère Hortense Allart, jusqu'à madame de Chateaubriand elle-même. Je n'ai pas nommé Juliette Récamier, trop parfaite en amour comme en amitié pour n'être pas mise à part.

Cependant il convoite le pouvoir comme une femme. Après avoir représenté la France au Congrès de Vérone, le voilà enfin ministre des Affaires étrangères. Pour redonner du prestige à la royauté, il engage la guerre d'Espagne, « ma guerre d'Espagne » comme il l'appellera. Madame Récamier, trahie comme les autres par l'éternel infidèle, est partie pour Rome d'où elle ne reviendra que dix-huit mois plus tard les cheveux blancs, épurée, amincie, spiritualisée, ayant dépassé le domaine des sens et de la jalousie pour n'être plus qu'un cœur absolument dévoué et toujours tendrement ouvert. Mais le 6 juin 1824, il est précipité du ministère par M. de Villèle avec une inconvenance inusitée. Il se venge par de terribles attaques contre son ennemi, et contribue à la formation du ministère Martignac dont il est exclu, tant on redoute son individualité trop encombrante. « Il fut si furieux, écrit dans ses *Mémoires* madame de Boigne qui le déteste et ne manque pas une occasion de le dégonfler, qu'il pensa étouffer; il fallut lui mettre un collier de sangsues, et cela ne suffisant pas on lui en posa d'autres aux tempes. Le lendemain, la bile était

passée dans le sang, il était vert comme un lézard. » C'est alors qu'on lui donne, comme fiche de consolation, l'ambassade de Rome. Tel est le Chateaubriand qui part pour l'Italie par la Suisse le 14 septembre 1828, insatiable, irrité, satisfait néanmoins, autant qu'il peut l'être, de prendre sur Rome, comme il a pris sur Londres, la revanche du temps.

Le nonce du pape à Paris, Mgr Lambruschini, flairant en lui un libéral, le dessert par avance et le représente comme vaniteux et susceptible. Mais il le faut accepter tout de même, parce que, s'il était écarté, il pourrait mener « une âpre guerre ». Et le prélat ajoute dans sa lettre au secrétaire d'État à Rome, retrouvée aux archives par madame Marie-Jeanne Durry dans son excellent ouvrage sur *L'Ambassade romaine de Chateaubriand*, cette remarque assez piquante : « Je dois aussi faire remarquer à Votre Excellence que non seulement M. de Chateaubriand aime sa femme avec tendresse, mais qu'il dépend d'elle presque comme un enfant de sa mère; en somme, ainsi que des personnes dignes de foi me l'ont assuré, elle domine complètement l'esprit de son mari. Or, ainsi que je l'ai déjà écrit à Votre Eminence, cette dame est très pieuse, adonnée au bien; mais elle aussi, comme son mari, a un peu de vanité et est fort sensible aux bonnes grâces et aux égards qu'on a pour elle. Donc, en cultivant un peu cette dame et en lui faisant des attentions opportunes, je crois que Votre Eminence pourra réussir à obtenir du mari tout ce qu'Elle souhaitera. D'autre part, M. le vicomte veut être vite duc et voit que s'il ne se comportait pas bien de toutes manières, il ne réussirait pas à satisfaire cette vanité qu'il a en commun avec sa femme. Voilà le point faible : la vanité. Cette indication pourra servir de règle utile. »

A quoi le secrétaire d'État répond durement, peu soucieux de cette diplomatie conjugale : « Je ne dois pas dissimuler que Sa Sainteté a été peu satisfaite qu'on ait pu supposer son refus possible : bien loin de recevoir l'ambassadeur à contre-cœur, elle s'affirme contente du choix non seulement parce qu'il lui est agréable dès qu'il l'est à Sa Majesté très chrétienne, mais encore parce qu'elle espère que le célèbre écrivain emploiera sa plume pour la cause de la religion et du trône. »

Le cardinal Lambruschini est peut-être moins ridicule qu'on

ne pense quand il parle de l'influence de madame de Chateaubriand. La femme est toujours là, et les maîtresses sont éloignées. Un mari qui a beaucoup à se faire pardonner est plus condescendant qu'un mari austère. Et par surcroît madame de Chateaubriand était fort intelligente. La preuve, c'est qu'elle sut vivre et même agir parmi tant d'agitations et de passions contraires. Le règne caché de madame de Chateaubriand n'est pas sans importance, même s'il fut à Rome tracassier et despotique, à en croire un jeune attaché malicieux, M. d'Haussonville.

Les *Mémoires d'outre-tombe* contiennent une apologie du rôle diplomatique de Chateaubriand pendant son ambassade de Rome. Elle est à peine exagérée. Soit dans l'affaire des ordonnances, déjà à demi réglée avant lui, et sur l'acquiescement du pape, soit sur la question d'Orient à quoi il consacra un mémoire fameux, destiné à montrer, après la nécessité de l'indépendance de la Grèce, les avantages d'une alliance avec la Russie et les dangers d'une Turquie barbare incapable d'entrer dans le concert des nations civilisées d'Europe, soit sur le réveil de la nationalité italienne qu'il importe d'encourager contre l'Autriche, soit sur le rôle de la France au Conclave, il peut se vanter d'avoir vu clair. La clairvoyance de Chateaubriand en politique ne peut faire l'ombre d'un doute. Quand la Révolution éclatera en 1830, il verra immédiatement la solution pratique qui eût évité des révolutions à venir : l'abdication de Charles X et du dauphin, la royauté du petit Henri V avec la régence de Louis-Philippe. Il exagère, sans nul doute, quand il rabaisse à plaisir la besogne des ambassadeurs et des ministres et met au-dessus de la politique le génie littéraire. Mais son génie à lui ne cessa jamais d'envisager les temps éloignés et de distinguer nettement les solutions futures. Là est son incontestable supériorité. Il prend dans les difficultés présentes le recul nécessaire. Il ne se aisse pas absorber par les mesquineries immédiates, il plane comme l'oiseau de proie, et il aperçoit la direction utile. Les envieux et les sots qui n'admettent pas le mélange des genres et prennent plaisir à vouloir diminuer le prix de l'intelligence, fût-elle au profit des écrivains, sont aujourd'hui les seuls à nier une puissance de vision et d'action qui n'eut

guère d'égale sous le gouvernement de la Restauration, mais qui fut gâtée par un excès de vanité et par une humeur sans doute rendue ombrageuse par les attaques et par les négations persistantes.

Puissance d'action : elle se révèle à coup sûr lors du Conclave. Le 2 janvier (1829) Chateaubriand avait été reçu par le pape Léon XII. Aussitôt il adressait le récit de cette audience à son ministre, à son ami le comte de la Ferronnays. « Chateaubriand, résume avec beaucoup d'art Madame Durry, effleure tous les sujets. Il recueille comme en se jouant l'avis du Pontife sur la question d'Orient où il se trouve à sa grande joie d'accord avec le pape, sur la question des catholiques d'Irlande où la prudence de Léon XII, effrayé par les témérités d'O'Connell ne suit pas la fougue de Chateaubriand. » L'écrivain, emporté par son élan, par ses utopies de penseur, par ses aveuglements de théoricien, ne va-t-il pas jusqu'à proposer au Pape d'effectuer la réunion des « sectes dissidentes », la fusion des protestants émiettés, au moyen de légères concessions sur la discipline? C'est charmant de bon vouloir, de générosité et d'absence totale de réalisme. Le mot grave de Léon XII répond sans amertume et sans ironie à ces rêves hasardeux : « ...Il faut que les choses soient mûres, et que Dieu achève lui-même son ouvrage : les papes ne peuvent qu'attendre. » Je ne souscris pas entièrement à l'*absence totale de réalisme.* L'ambassadeur transcrit une conversation à deux où il joue le rôle de tentateur, où il paraît se livrer pour obtenir plus sûrement des réponses. J'imagine, au contraire, que les prudentes réparties du Pape lui parurent admirables, et c'est pourquoi il les transcrit avec tant de zèle. Quant au pastel du pape, il est incomparable : « Léon XII, prince d'une grande taille et d'un air à la fois serein et triste, est vêtu d'une simple soutane blanche; il n'a aucun faste et se tient dans un cabinet pauvre, presque sans meubles. Il ne mange presque pas; il vit, avec son chat, d'un peu de *polenta.* Il se sait très malade et se voit dépérir avec une résignation qui tient de la joie chrétienne; il mettrait volontiers, comme Benoit XIV, son cercueil sous son lit... » Il revient sur ce tableau, dans un autre mémoire au comte de la Ferronnays : « Le Pape n'est pas très popu-

laire, parce qu'il administre bien. Sa petite armée est composée de vieux soldats de Bonaparte qui ont une tenue très militaire et font bonne police sur les grands chemins. Si Rome matérielle a perdu sous le rapport pittoresque, elle a gagné en propreté et salubrité. Sa Sainteté fait planter des arbres, arrêter des ermites et des mendiants : autre sujet de plainte pour la populace. Léon XII est grand travailleur; il dort peu et ne mange presque point. Il ne lui est resté de sa jeunesse qu'un seul goût, celui de la chasse, exercice nécessaire à sa santé... Il tire quelques coups de fusil dans la vaste enceinte des jardins du Vatican. Les *zelanti* ont bien de la peine à lui pardonner cette innocente distraction... »

Chateaubriand avait installé son ambassade au palais Simonetti, place San-Marcello, mais, avec une vue exacte des choses à venir, il convoitait déjà pour la France le palais Farnèse qui était alors le siège de l'ambassade napolitaine. Le président de Brosses, débarquant à Rome, avait eu ce mot trop spirituel : « Que dites-vous de la galanterie de notre Saint-Père qui a la politesse de se laisser mourir pour nous faire voir un Conclave? » Léon XII eut précisément cette politesse pour Chateaubriand. Il l'avait reçu le 2 janvier, il mourut le 12 février (1829). Mais un conclave ne se voit pas; il se prépare. Aussitôt Chateaubriand déploie une prodigieuse activité. Ses dépêches diplomatiques se multiplient. Il envoie en courrier extraordinaire à Paris le comte de Montebello, ce Montebello qu'il a autorisé, lui, à rendre visite à Rome à la reine Hortense, sa marraine, se souvenant des absurdes vexations du cardinal Fesch quand lui-même s'était rendu à Frascati pour y voir un monarque déchu, le roi Charles-Emmanuel de Sardaigne. De même, il invitera le cardinal Fesch, son ancien persécuteur, à dîner. Il trace le portrait des cardinaux *papables*. Il oppose le veto de la France à la nomination du cardinal Albani, favori de l'Autriche, il se procure le journal du conclave (plus tard un cardinal Mathieu le rédigera lui-même), et quand le cardinal Castiglioni est élu sous le nom de Pie VIII le 31 mars, il exulte comme si c'était là un triomphe personnel, parce que, sous son ministère, il l'avait déjà recommandé.

Sans doute y a-t-il là quelque vantardise, mais quel don

étonnant dans cette galerie de portraits! Il serait à souhaiter que les ambassadeurs fussent doués d'un tel art de peindre, car ils restitueraient la présence réelle aux souverains, aux chefs d'État, aux diplomates étrangers et leurs gouvernements prendraient une connaissance exacte des hommes. La simplicité sans artifice de Pie VIII y apparaît aussi nettement que la grosse figure sensuelle et réjouie du cardinal Albani, nommé secrétaire d'État, ce qui porte ombrage au ministère français à cause de l'influence de l'Autriche que celui-ci incarne en sa personne. « Les hommes, écrit Chateaubriand, démentent moins leurs vices que leurs vertus. Le cardinal Albani est d'une indifférence profonde en matière religieuse; il n'est pas prêtre, il a même songé à quitter la pourpre et à se marier; il n'aime pas les ecclésiastiques; les Jésuites le fatiguent par le bruit qu'ils font; il est paresseux, gourmand, grand amateur de toutes sortes de plaisirs; l'ennui que lui causent les mandements et les lettres pastorales le rend extrêmement peu favorable à la cause des auteurs de ces lettres et de ces mandements. Ce vieillard de quatre-vingts ans veut mourir en paix et en joie : il sent que sa réputation d'Autrichien est la seule chose qui l'expose au péril d'une chute, et il fera ses efforts pour acquérir la bienveillance de la France. Il vient au-devant de tous mes désirs; je ne lui demande pas une grâce qu'il ne me l'accorde dans les vingt-quatre heures. Je crois que le gouvernement français peut être sans la moindre inquiétude sur le nouveau secrétaire d'État de Sa Sainteté... » Ainsi le cardinal Albani est-il jaugé, jugé, condamné, exécuté.

Mais il n'y a pas que les dépêches diplomatiques. Les *Mémoires* rendent un autre son. En quelques phrases toute la grandeur de l'élection pontificale apparaît. « Que cette cérémonie de la bénédiction papale est belle, écrit-il. La Sabine à l'horizon, puis la campagne déserte de Rome, puis Rome elle-même, puis la place Saint-Pierre et tout le peuple tombant à genoux sous la main d'un vieillard : le pape est le seul prince qui bénisse ses sujets... »

Brève interprétation dont la concision pâlit auprès du trop célèbre tableau du mercredi saint à la chapelle Sixtine qu'il retira d'une lettre à madame Récamier et dont il fut si content

quand il l'eut brossé, qu'il se hâta de le montrer à M. de Marcellus avant de l'envoyer : « Le jour s'affaiblissait; les ombres envahissaient lentement les fresques de la chapelle et l'on n'apercevait plus que quelques grands traits du pinceau de Michel-Ange. Les cierges, tour à tour éteints, laissaient échapper de leur lumière étouffée une légère fumée blanche, image assez naturelle de la vie que l'Écriture compare à *une petite vapeur*. Les cardinaux étaient à genoux, le nouveau pape prosterné au même autel où quelques jours avant j'avais vu son prédécesseur; l'admirable prière de pénitence et de miséricorde qui avait succédé aux lamentations du prophète, s'élevait par intervalles dans le silence et la nuit. On se sentait accablé sous le grand mystère d'un Dieu mourant pour effacer les crimes des hommes. La catholique héritière sur ses sept collines était là avec tous ses souvenirs; mais, au lieu de ces pontifes puissants, de ces cardinaux qui disputaient la préséance aux monarques, un pauvre vieux pape paralytique, sans famille et sans appui, des princes de l'Église sans éclat, annonçaient la fin d'une puissance qui civilisa le monde moderne. Les chefs-d'œuvre des arts disparaissaient avec elle, s'effaçaient sur les murs et sur les voûtes du Vatican, palais à demi abandonné... Une double tristesse s'emparait du cœur. Rome chrétienne, en commémorant l'agonie de Jésus-Christ, avait l'air de célébrer la sienne, de redire pour la nouvelle Jérusalem les paroles que Jérémie adressait à l'ancienne. C'est une belle chose que Rome pour tout oublier, mépriser tout et mourir. »

Il a besoin d'annoncer des funérailles pour accorder son violoncelle et ne s'aperçoit pas que le danger du génie littéraire est de déformer la réalité. Comment ce voyant ne devine-t-il pas que, si le pouvoir temporel des papes est menacé, leur puissance spirituelle ne fera que s'en accroître par la poésie même du malheur? Virtuose de la mélancolie, il se complaît dans une Rome moribonde, parce qu'elle est nécessaire au rythme actuel de son cœur désenchanté. « Les femmes que j'avais laissées jeunes, avait-il écrit à Villemain en prenant possession de son ambassade, sont devenues vieilles, et les ruines se sont rajeunies. » Or il n'aime que les ruines désagrégées qui s'écroulent, et les femmes de plus en plus jeunes.

Madame de Chateaubriand le chapitre et l'ennuie à domicile. Madame Récamier qui a perfectionné en même temps l'âge et l'amitié est lointaine, elle qui avait pris Rome pour confidente de son désespoir et de ce pieux désir de perfectionnement. N'a-t-il pas dû, certain jour, faire taire les secrétaires d'ambassade qui s'amusaient d'une anecdote sur la belle Juliette? Un soir, à Rome, comme l'imprudente suivait la vo e Appienne, proche le tombeau de Cecilia Metella, avec son amie, la reine Hortense, les deux femmes avaient été arrêtées par des rôdeurs. Mais le chef de ces malandrins, distinguant leur beauté à la lueur des étoiles, ordonna à ses hommes de restituer les bijoux et l'argent, à la condition que ces dames consentissent à accorder un baiser aux coupables et à lui-même. Elles durent s'exécuter, non sans répugnance. — Il n'y a que des voleurs en effet, s'écria l'ambassadeur en colère, qui puissent se vanter d'avoir embrassé madame Récamier!

Des voleurs, et peut-être ni le banquier Récamier, ni le prince Auguste de Prusse, ni Metternich, ni Benjamin Constant, mais lui. Lui qui multiplie à distance les envoûtements et les sortilèges. Avec les lettres qu'il lui adresse, en sachant qu'elle les lui rendra, il compose les plus beaux livres, les plus beaux chants des *Mémoires*. Il trace pour elle un programme de vie, il lui résume l'histoire en mouvement et lui fait part de ses promenades nocturnes dans la campagne romaine où il va *écouter le silence* et regarder *passer son ombre de portique en portique le long des aqueducs éclairés par la lune*. Les étoiles ont pu être dans le ciel un signe de Pauline de Beaumont. Mais la lune est l'astre réservé à Juliette. Quand il l'attendait en 1817, rue d'Anjou, déjà il fixait pour toujours dans ses yeux le paysage nocturne : « Il y avait un jardin, dans ce jardin un berceau de tilleuls entre les feuilles desquels j'apercevais un rayon de lune, lorsque j'attendais madame Récamier : ne me semble-t-il pas que ce rayon est à moi, et que si j'allais sous les mêmes abris je le retrouverais? Je ne me souviens guère du soleil que j'ai vu briller sur bien des fronts... » Ce rayon de lune qui lui appartient, il le retrouve, brisé, sur les eaux du Tibre, ou intact sur la campagne romaine. Infatigable promeneur, il emmène avec lui ses fantômes d'amour. « On n'a

point vu Rome, écrit-il encore, quand on n'a point parcouru les rues de ses faubourgs mêlées d'espaces vides, de jardins pleins de ruines, d'enclos plantés d'arbres et de vignes, de cloîtres où s'élèvent des palmiers et des cyprès, les uns ressemblant à des femmes de l'Orient, les autres à des religieuses en deuil. On voit sortir de ces débris de grandes Romaines, pauvres et belles, qui vont acheter des fruits ou puiser de l'eau aux cascades versées par les aqueducs des empereurs et des papes... »

Jeune secrétaire d'ambassade, il regardait de sa mansarde les blanchisseuses. Mais cet ambassadeur de soixante ans dépassés n'a point changé. Une absente, et une absente qui a renoncé par amour de la perfection, ne saurait lui suffire. Rome ressuscite, même la nuit au clair de lune réservé à la divinité. Car le rossignol y chante comme nulle part ailleurs : « Toutes ses notes étaient baissées d'un demi-ton; sa romance à refrain était transposée du majeur au mineur; il chantait à demi-voix; il avait l'air de vouloir charmer le sommeil des morts et non de les réveiller. Dans ces parcours incultes, la Lydie d'Horace, la Délie de Tibulle, la Corinne d'Ovide avaient passé; il n'y restait que la Philomèle de Virgile. Cet hymne d'amour était puissant dans ce lieu et à cette heure; il donnait je ne sais quelle passion d'une seconde vie : selon Socrate, l'amour est le désir de renaître par l'entremise de la beauté; c'était ce désir que faisait sentir à un jeune homme une jeune fille grecque en lui disant : « S'il ne me restait que le fil de mon collier de perles, je le partagerais avec toi. »

Comment se priver de réciter ces strophes où la *musique de perdition* est enclose? N'ont-elles pas enchanté ma jeunesse? N'ai-je pas devancé les commentateurs actuels de René avec un de mes premiers essais sur les *Passions de Chateaubriand*? René Boylesve, quand je l'allais voir alors dans son perchoir du boulevard Saint-Michel, plus classique, me reprochait cette mauvaise fréquentation. Mais devant de si pures cadences il s'inclinait...

Chateaubriand écoute les dangereux conseils du rossignol. Le tombeau de Pauline de Beaumont à Saint-Louis des Français ne reçoit plus sa visite. Juliette est décidément trop divinisée. Madame de Castellane ne donne plus signe de vie.

La correspondance avec la marquise de Vichet perdue au fond du Vivarais languit. Les bouquets portés par les jeunes attachés à la comtesse del Drago ne sont interprétés qu'à la façon des hommages d'un sigisbée. Alors entre en scène une jeune femme à la démarche légère comme un pas de danseuse ou une course de nymphe dans les bois. Hortense Allart vient le relancer jusque dans le palais de l'ambassade. Celle-ci n'a pas mérité la moindre mention dans les *Mémoires*, sauf une citation dans une nomenclature. C'est qu'elle n'a pas d'auréole, ni titre, ni salon, ni influence, ni cette délicatesse et cette grâce qui recouvrent de leurs voiles transparents, mais pudiques, le désir. Elle est le désir tout court. Le désir, et non pas l'amour. Le grand ton est démodé avec elle. Il n'est plus question du clair de lune, ni des étoiles, ni de la mer, ni des soleils couchants, ni des sentiments éternels. Toute cette armature est renvoyée au magasin d'accessoires. On se met à l'aise avec elle. On est familier. La conquête est bientôt achevée. Elle est agréable, au point que le grand homme a presque envie de rester à Rome, après avoir impérieusement réclamé un congé. Mais qu'à cela ne tienne! Hortense le suivra à Paris, s'installera à deux pas de lui, l'accompagnera dans ses promenades aux alentours du Jardin des Plantes, dînera avec lui au cabaret de l'Arc-en-ciel et chantera au dessert. Un voyage à Londres où elle rencontra Bulwer Lytton le débarrassa de cette liaison compromettante qu'il n'eût peut-être point dénouée de lui-même.

Hortense Allart, apparue si malencontreusement dans sa vie au mois d'avril 1829, fut-elle invitée à la fameuse fête que l'ambassadeur donna le 28 avril à la villa Médicis en l'honneur de la Grande-Duchesse Hélène et dont il nous a laissé dans les *Mémoires* une si complaisante description en la comparant à la poésie antique qui place la mort à côté des plaisirs? Serait-ce elle qui inspira cette page où toute sa jeunesse revenue le grise comme un vin trop capiteux : « J'ai bien de la peine à me souvenir de mon automne quand, dans mes soirées, je vois passer devant moi ces femmes du printemps qui s'enfoncent parmi les fleurs, les concerts et les lustres de mes galeries successives : on dirait des cygnes qui nagent vers des climats radieux. A quel désennui vont-elles?

Les unes cherchent ce qu'elles ont déjà aimé, les autres ce qu'elles n'aiment pas encore. Au bout de la route, elles tomberont dans ces sépulcres, toujours ouverts ici, dans ces anciens sarcophages qui servent de bassins à des fontaines suspendues à des portiques; elles iront augmenter tant de poussières légères et charmantes... Ma sylphide serait-elle cachée sous la forme de quelques-unes de ces brillantes Italiennes? Non : ma dryade est restée unie au saule des prairies où je causais avec elle de l'autre côté de la futaie de Combourg. Je suis bien étranger à ces débats de la société attachés à mes pas vers la fin de ma course; et pourtant il y a dans cette féerie une sorte d'enivrement qui me monte à la tête; je ne m'en débarrasse qu'en allant rafraîchir mon front à la place solitaire de Saint-Pierre ou au Colisée désert. Alors les petits spectacles de la terre s'abîment, et je ne trouve d'égal au brusque changement de la scène que les anciennes tristesses de mes premiers jours. » Mais il ne s'en débarrassera jamais. Rentré en France et prenant les eaux de Cauterets, il bouleversera le cœur d'une jeune fille, Léontine de Villeneuve, qui demeurera marquée de son signe et laissera après sa mort toute une pile de journaux intimes et de romans chateaubrianesques pour protester contre une prise de possession spirituelle dont elle étale l'évidence. Plus tard encore, au cours du voyage à Prague où il va rendre visite à Charles X, la rencontre d'une petite bohémienne le réveille. Quand cessera-t-il de désirer? Quand cessera-t-il d'aimer? Jusque dans le *Vie de Rancé*, qu'il écrit à près de quatre-vingts ans, il cherche l'objet du renoncement et non le renoncement lui-même. Renoncer, c'est déjà mourir. Et vouloir mourir en beauté, c'est ne pas accepter de mourir. L'humilité lui est inconnue.

Singulier ambassadeur en vérité, qui laisse traîner sur sa table les correspondances amoureuses mêlées aux dépêches diplomatiques, qui donne du fil à retordre à tout un Conclave de cardinaux et à tout un ministère épouvanté à la seule pensée de son retour, et qui, tandis que tout le monde s'affole et fait front contre lui, écrit de magnifiques lettres à madame Récamier, des épîtres enflammées à madame de Vichet et de courts billets à Hortense. Par surcroît il s'est

lancé en de telles dépenses qu'il se découvre sans ressources. Il a dû recevoir les cardinaux français, il a donné de somptueuses réceptions, élevé un monument à Nicolas Poussin, souscrit au monument du Tasse dont il avait recherché en Palestine les traces de la *Jérusalem délivrée* comme si tous ces beaux chevaliers avaient réellement vécu, — mais la vie de l'art n'est-elle pas la plus merveilleuse des réalités? — enfin il a, lui aussi, fouillé le sol romain à la Porte du Peuple et joué à la *loterie des morts*. Le ministère ne lui tiendra-t-il pas compte de sa magnifique ambassade, si utile au renom français et d'une si perspicace autorité? Là, pour envoyer sa note au comte Portalis qui remplace La Ferronnays malade et qu'il déteste, son génie familier le ressaisit. Je ne sais rien de plus comique que la dépêche officielle où il énumère les frais occasionnés par le cardinal de Clermont-Tonnerre : « Pour ce qui me regarde, monsieur le comte, lorsque vous avez bien voulu m'allouer un secours de trente mille francs, vous avez supposé qu'aucun cardinal ne logerait chez moi : or, M. de Clermont-Tonnerre s'y est établi avec sa suite, composée de deux conclavistes, d'un secrétaire ecclésiastique, d'un secrétaire laïque, d'un valet de chambre, de deux domestiques et d'un cuisinier français, enfin d'un maître de chambre romain, d'un maître de cérémonies, de trois valets de pied, d'un cocher, et de toute cette maison italienne qu'un cardinal est obligé d'avoir ici. M. l'archevêque de Toulouse, qui ne peut marcher (il s'était foulé un nerf au passage de l'Arno), ne dîne point à ma table : il faut deux ou trois services à différentes heures, des voitures et des chevaux pour les commensaux et les amis. Mon respectable hôte ne paiera certainement pas sa dépense ici : il partira, et les mémoires me resteront; il me faudra acquitter non seulement ceux des cuisiniers, de la blanchisseuse, des loueurs de carrosses, etc., etc., mais encore ceux des deux chirurgiens qui visitent la jambe de Monseigneur, du cordonnier qui fait ses mules blanches et pourpres, et du tailleur qui a *confectionné* les manteaux, les soutanes, les rabats, l'ajustement complet du cardinal et de ses abbés. »

On a l'impression qu'il en remet. C'est le Chateaubriand savoureux et cocasse recouvert malheureusement par le

Chateaubriand cravaté et solennel. Les princes de l'Église, aujourd'hui en France, ont un train si modeste que personne ne les remarque : eux aussi ont perdu leur temporel et se rattrapent sur le spirituel. Voilà donc le pauvre ambassadeur dans les embarras d'argent. Ils tiennent presque autant de place dans sa vie que les aventures amoureuses. Et ce n'étaient point des embarras retentissants comme ceux, plus tard, de Lamartine qui dilapida de confortables successions et de royaux droits d'auteur. C'était la plaie journalière, qui s'envenime aux fins de mois, aux fins d'année. Aussi n'est-ce pas sans une mélancolique grandeur que Chateaubriand rappelle dans les *Mémoires* le mérite désintéressé de ses ruineuses démissions.

Revenu en France, c'est à Cauterets, où il prend les eaux, qu'il apprend la formation du ministère Polignac. Son avenir politique est fini. Adieu l'ambassade de Rome! Il n'hésite pas à l'abandonner. Mais au retour, quand à la croisée des chemins, à Lourdes, il prend la route de Pau au lieu de tourner au midi et de rouler vers l'Italie, ses yeux se remplissent de larmes. Ces larmes de Chateaubriand, que de femmes les eussent souhaitées pour elle, et c'est Rome qui les a fait verser...

III

LE DERNIER ADIEU

Après la Révolution de juillet, le nouveau gouvernement, connaissant le pouvoir de Chateaubriand sur l'opinion, tenta de l'attirer. L'ambassade de Rome servit encore d'appât.

La perfide comtesse de Boigne raconte, dans ses *Récits d'une tante*, que, liée de longue date avec la famille d'Orléans, elle fut chargée par elle de lui faire des ouvertures. Elle s'en fut demander son concours à madame Récamier et toutes deux se rendirent chez le grand homme désabusé. « Je le connaissais trop, dit-elle, pour le croire un auxiliaire fort utile, mais je le savais un adversaire formidable. » Il était en robe de chambre, en pantoufles, et portait sur la tête un madras rouge et vert. Sur sa table de travail traînaient des restes de mangeaille et des objets de toilette. Cela le gênait. Mais il

lut à ces dames un discours qu'il préparait contre la famille d'Orléans, et sa prose lui rendit ses moyens, de sorte qu'il se trouva prêt lorsque madame de Boigne commença de lui parler de l'anarchie présente dont il fallait sortir et de l'ambassade de Rome qui lui conviendrait à merveille. Il se promenait de long en large, feignant de ne pas écouter, quand tout à coup il s'arrêta et montra sa bibliothèque :

« Et ces trente volumes qui me regardent en face, que leur répondrai-je? Non... non... ils me condamnent à attacher mon sort à celui de ces misérables! Qui les connaît, qui les méprise, qui les hait plus que moi?... »

Il faut choisir entre la version de madame de Boigne et celle des *Mémoires*. Je n'hésite pas à préférer les *Mémoires*. Madame de Boigne s'attribue une mission qui ne pouvait lui être confiée, puisque Chateaubriand, à cette date, était mis directement en présence de madame Adélaïde, de la duchesse d'Orléans, de Louis-Philippe. Il est dès lors bien plus vraisemblable que l'ambassade de Rome lui fut proposée personnellement, comme il le raconte. Quant à ses livres, c'est lui-même qui, dans sa conversation avec Madame, les invoque : « Je ne sais, dit-il, s'il y a une seule page de moi où le nom de mes anciens rois ne se trouve pour quelque chose, et où il ne soit environné de mes protestations d'amour et de fidélité; chose qui porte un caractère d'attachement individuel d'autant plus remarquable que Madame sait que je ne crois pas aux rois... » L'imposture de madame de Boigne se touche ici du doigt. De cette invocation à sa bibliothèque, de cet aveu d'incrédulité, elle tire son propre récit qui est puisé visiblement dans les *Mémoires* en les déformant. Le *qui les connaît, qui les méprise, qui les hait plus que moi?* est inventé. Chateaubriand a toujours su réserver ses invectives. Enfin les détails lamentables sur les croûtons et les peignes qui auraient traîné sur la table de travail de Chateaubriand ne doivent pas être plus réels. Ils sont démentis par tous les familiers du grand homme qui n'ont jamais cessé de le représenter comme très soigneux de sa personne et de son accueil. Les méchancetés trop faciles de madame de Boigne doivent être passées au crible.

C'était le définitif adieu à Rome. Chateaubriand n'y retourna jamais. Deux fois encore, au bout de sa longue carrière, il

devait passer les Alpes, et par fidélité à ces Bourbons qu'il aurait méprisés et haïs. La première en 1833 quand il va rendre visite à Prague au vieux Charles X, et la dernière en 1845 pour voir le comte de Chambord à Venise. Au retour de Prague à demi assoupi, la nuit, dans sa berline, il rêve de Rome et c'est la fameuse méditation retrouvée par M. Victor Giraud : « Qu'elle est admirable, cette nuit, dans la campagne romaine! La lune se lève derrière la Sabine pour regarder la mer; elle fait sortir des ténèbres diaphanes les sommets cendrés de bleu d'Albano, les lignes plus lointaines et moins gravées du Soracte... Écoutez! la nymphe Egérie chante au bord de sa fontaine; le rossignol se fait entendre dans la vigne de l'hypogée des Scipions; la brise alanguie de la Syrie nous apporte indolemment la senteur des tubéreuses sauvages... » Ses plus belles cadences ne lui viennent-elles pas de ses souvenirs romains?

Dans les *Mémoires*, il énumère, entrant dans Rome, les écrivains qui l'y ont précédé, comme dans l'*Itinéraire* il avait complaisamment dressé la liste de tous les récits des voyageurs en Palestine, avec cette extraordinaire érudition dont il aimait à alimenter ses propres songeries. Or, son seul rival, il l'a dédaigneusement écarté. Son unique rival, c'est Gœthe. Et Gœthe doit à Rome plus que lui. L'œuvre de Gœthe est toute modifiée par le voyage à Rome. Il n'y voit pas des ruines et des tombeaux, comme Chateaubriand, mais un ordre survivant. Il y apprend à s'accorder avec soi-même, à se construire au lieu de se détruire. « Je vis ici maintenant, écrit-il, dans une clarté et dans un calme dont j'avais depuis longtemps perdu la sensation. » Et plus loin : « L'esprit à Rome arrive à un sérieux dépourvu de sécheresse, à une sorte de calme allié à la joie. » Ce n'est pas la Rome catholique qui l'émeut, mais la Rome païenne, l'art antique rapporté ou imité de Grèce, et aussi la *sûreté intérieure* et la *virilité* de Michel-Ange attestées par les fresques de la chapelle Sixtine. Le passé devient pour lui une *conception vivante* et non une tradition. Il retrouve sa jeunesse et s'il parle, lui aussi, de la couleur du paysage romain, c'est surtout pour la clarté qu'il répand sur lui-même. « A Rome, convient-il, je me suis retrouvé moi-même. Je me suis senti d'accord avec moi-même, heureux et sensé. » Et encore : « Quand on ouvre les yeux le matin, on se sent en

contact avec ce qu'il y a de plus excellent; toute notre pensée et toute notre réflexion se trouvent escortées de ces images-là, et il nous devient impossible de retomber dans la barbarie. » Il en rapportera les *Elégies romaines*, mais surtout il aura senti ce qu'il appelle magnifiquement *la présence du sol classique*, la vie naturelle comprise dans ses harmonies, l'impérieux besoin de créer de la beauté. Et, avant de quitter la Ville Éternelle, il portera ce jugement si vrai sur la leçon des ruines qui n'est pas une leçon de mort, mais une leçon de vie : « Il ne faut pas, écrit-il, nous laisser abattre quand la pensée s'impose à nous que tout ce qui est grand est aussi passager. Au contraire, quand nous constatons combien le passé a été grand, cela doit nous encourager à créer quelque chose d'important, afin que cette œuvre, fût-elle même tombée en ruines, encourage nos successeurs à une noble activité, stimulant dont nos devanciers ne nous ont jamais laissés manquer nous-mêmes. »

Enseignement de sagesse qui n'accepte pas la blessure du temps et lui oppose le mouvement humain. Chateaubriand n'a pas vu, dans les ruines de la Rome païenne, cette leçon de virilité, mais il a exprimé mieux que personne la poésie des deux Romes superposées, l'antique et la catholique, la mélancolie de la campagne romaine, la solitude de l'homme au point le plus sensible, au cœur même des civilisations disparues et renouvelées et la force italienne destinée à sortir de *l'énergie des jeunes générations*.

HENRY BORDEAUX

FAILLITE

I

Brugnon avait eu une jeunesse facile. Son père était riche, sa mère lui parlait toujours avec douceur. Tous deux lui avaient enseigné de bonne heure qu'il devait travailler et il ne s'était trouvé personne pour lui apprendre à douter de ces paroles-là; le seul rêve qu'il voulût un jour réaliser, c'était de se mettre au travail chaque matin, de s'interrompre à une heure, puis de reprendre et de s'arrêter enfin, très tard. Le lendemain, il recommencerait. La vie de tous les hommes qu'il voyait était construite sur ce squelette.

Brugnon acheva ses études par l'École des Sciences Politiques, comme son père le lui demanda. Quand il en fut sorti et quand il eut, pendant quelque temps, porté sur l'ordre du pays des armes alors pacifiques, il vit enfin s'ouvrir devant lui des portes qui lui paraissaient celles d'un Paradis. Il fut le secrétaire de son père.

Le père de Brugnon vendait du sucre. Les débuts de la maison Brugnon, trente ans plus tôt, dans une petite ville du Nord, avaient été modestes et lents. C'était l'époque où la mode n'était pas encore venue de commencer par le succès, où une grande entreprise n'était jamais que le développement d'une petite affaire. Ainsi avait avancé le père de Brugnon, tenace et ambitieux, franchissant de mauvaises années sans jamais perdre tout son bien, jusqu'au jour où il avait su prendre enfin sur le mauvais sort cette avance

qu'on ne perd plus. Il n'y avait eu peut-être dans cette vie droite qu'une faiblesse. Le père de Brugnon, lorsqu'il crut qu'enfin la vie de sa maison était assurée, vint s'établir à Paris. Il ne fut pas puni de cette ambition, et ses affaires ne souffrirent pas, mais il arriva qu'au lieu d'être le premier au village il fut à la ville l'un des derniers; il eut la sagesse d'accepter cette loi, et se réjouit même d'avoir ainsi à regagner des places. L'amour du travail ne se développe sans doute parfaitement que dans les grandes villes, et en effet la maison grandit peu à peu. Brugnon vieillissant pensait bien qu'il mourrait avant qu'elle fût aussi puissante qu'il l'aurait voulu, mais il lui suffisait de la faire aussi puissante qu'il le pouvait. Il désirait seulement faire de son mieux, mais il désirait cela de toute sa force, et c'est pourquoi Brugnon croyait sans doute, quand il entra au service de son père, qu'il prenait sa place dans une entreprise très puissante. Le désir qu'il avait de travailler et de réussir lui permettait de tout croire, et de tout attendre.

Son père, qui s'étonnait un peu, comme toujours, que son fils fût plus jeune que lui, et peut-être redoutait, en homme sage, un zèle trop enthousiaste, avait dit prudemment, et presque avec sévérité : « Ne te fais pas d'illusions, ni sur le sucre ni sur moi. Ce n'est pas si amusant que tu le crois, et j'espère que les débuts te décourageront un peu. Je tâcherai de te donner des besognes ingrates, pour commencer; si cela t'ennuie, plains-toi, je serai content. » Mais Brugnon ne s'était jamais plaint.

Brugnon avait alors vingt-trois ans. Pendant quatre ans il fut le secrétaire particulier de son père, qui ne réussit pas à lasser son zèle, et y renonça enfin, rassuré. Comme récompense il envoya son fils pendant de longs mois à travers l'Europe, à travers le monde, l'heure étant venue pour la maison de grandir encore. Brugnon revint de ce voyage instruit sur tout ce qui concerne le sucre, assez habile à connaître les hommes, parlant plusieurs langues, ayant plu à beaucoup de femmes, habitué à la richesse par les hôtels et les paquebots. Il reprit sa place auprès de son père, qui gardait encore quelque défiance devant un fils préparé à la vie par des moyens si nouveaux, mais pour-

tant le prit comme associé quelques années plus tard. Brugnon avait trente-cinq ans.

Puis, le père de Brugnon mourut. Brugnon s'était si bien appliqué à l'imiter, à le suivre, à le reproduire, que cette mort, qui le frappa d'abord cruellement comme si elle l'eût détruit lui-même, lui laissa cependant comme l'héritage de toute une vie qui venait s'ajouter à la sienne. Dès le lendemain, comme si en vérité son père n'avait pas quitté la maison, Brugnon retrouvait dans ses gestes les gestes mêmes du mort, ses intonations dans sa voix, ses expressions sur son visage, et sa mère plusieurs fois poussa un cri comme devant un portrait trop touchant. Brugnon, fier, se demandait s'il ne reste pas quelque chose des morts.

De Brugnon père il restait la maison; il restait le bureau, où le fils prit la place vide. La pensée ne lui vint pas que la mort de son père lui donnait le pouvoir sur ce petit monde en marche; il le prit.

Il avait maintenant quarante ans; la maison qui lui avait été transmise, il la souhaitait plus grande, et seul le souvenir de son père le retenait de pousser trop vite et de brûler des étapes. Il supportait mal de n'être le chef que d'un tout petit groupe, et ne voulait pas comprendre qu'en tant d'années son père n'eût pas fait de la maison Brugnon la première de Paris. Plusieurs fois il lui arriva de tenter des affaires imprudentes; il ne réussit que rarement, mais enfin il réussit quelquefois, et certains en furent surpris. Les hasards lui furent encore plusieurs fois favorables; Brugnon était content.

Cette marche rapide, d'ailleurs, et qui eût sans doute effrayé le père de Brugnon, inquiétait peu les concurrents de celui-ci. Il est remarquable que les hommes d'affaires méprisent les succès dûs à la hardiesse, qu'ils appellent folie. Et l'on disait souvent que la maison Brugnon avait derrière elle une très honorable carrière, et qu'elle eût pu la poursuivre, mais qu'elle était malheureusement entre les mains d'un imprudent; on disait parfois : un hurluberlu. Les petits journaux de chantage (Brugnon avait connu une de ses plus grandes joies le premier jour où il y avait enfin lu son nom) disaient volontiers de Brugnon qu'il était fou.

Brugnon avait d'abord méprisé tout cela; à la longue il s'en était irrité; il se demandait si son père ne l'eût pas lui-même jugé ainsi. Il secouait la tête pour n'y plus penser, mais il y avait pensé.

Un journal de petit format, imprimé sur papier bleu pâle, et ouvert sur la table de toilette répétait encore ces mots que Brugnon ne voulait plus entendre. Brugnon qui devait dîner avec Simone et nouait sa cravate devant la glace, reprit le journal bleu pâle, qui s'appelait *le Franc-Joueur*, et relut les lignes encadrées d'un trait rouge : « ... *ce n'est d'ailleurs un secret pour personne de bien informé que les voyages de M. B... n'ont d'autre but que de se rendre auprès des spécialistes qui l'ont déjà soigné. La médecine des troubles mentaux a progressé, certes, mais une telle réitération des symptômes ne paraît pas devoir laisser beaucoup d'espoir aux maisons en instance de marchés. Ce n'est pas la première fois d'ailleurs...* ». Brugnon se regarda dans la glace, comme il faisait parfois quand il était seul, car il aimait la compagnie.

— Tu as entendu? — demanda-t-il à son image.

Celle-ci fit oui de la tête.

— Qu'en penses-tu?

L'image eut un geste dubitatif et une moue.

— Ce n'est pas une réponse, — dit Brugnon un peu nerveux. — Explique-toi. Toi aussi tu crois que je suis fou?

— Après tout, — dit l'image, — pourquoi pas?...

— Ah?... Tu crois...

— Je crois... Je crois... Je ne sais pas, moi... Je cherche... En tous cas, rassure-toi, « fou » est excessif.

— Vraiment?

— Oui.

— Pourtant, je veux bien me moquer des racontars, mais j'aimerais savoir sur quoi ils reposent.

Brugnon se pencha sur le journal bleu pâle :

— Il en est déjà au trentième numéro,— dit-il. — Il y a vraiment des gens qui ont peur...

— Tu détournes la question, — dit l'image. — Il s'agit de savoir si tu es fou; disons bizarre; ou un peu détraqué, comme tu voudras.

— Non, non, bien sûr! je ne suis pas fou.

Brugnon haussa les épaules.

— Ne t'emporte pas, — dit l'image. — Tu as refusé au sieur... (Brugnon se penche à nouveau sur le journal bleu pâle) ...au sieur Louleau les quelques billets qu'il croyait pouvoir attendre de toi; cela te regarde; cela fait honneur à la netteté de tes affaires; mais es-tu fou, comme il le dit? Toute la question est là.

— Certes non.

— Il n'y a pas de fumée sans feu. Ce n'est pas la première fois que tu entends murmurer ces mots.

— Je ne sais qui a inventé cette légende.

— N'y a-t-il rien dans ta vie, — dit l'image, — qui puisse l'expliquer? Rappelle-toi cette petite crise que tu as eue, il y a dix ans, en revenant du Japon?... Cette crise de colère qui a duré deux mois. Tu entrais en fureur pour tout et pour rien. Une porte ouverte, un bruit de papier, un rire, une averse. Des colères d'enfant.

— C'est de l'histoire ancienne! — dit Brugnon.

— Et depuis? — dit l'image; — plus rien?

— Non, plus rien.

— Plus de colères?

— Diable, si! Beaucoup de colères; mais on n'est pas fou, j'imagine, parce qu'on se met facilement en colère?

— La colère est une courte folie, a dit...

— C'est curieux comme les noms m'échappent...

— Méfie-toi, c'est peut-être un symptôme.

— Et de se parler à soi-même dans une glace, est-ce aussi un symptôme?

— Qui sait?

Brugnon secoua la tête violemment, pour s'arracher à son propre regard.

— Va te coucher! — dit-il à son image. — Je suis fou! — Par exemple!... En voilà une belle blague... Quant à monsieur Louleau je lui conseille de venir me voir, et je le casse en deux.

Il froissa entre ses mains le journal bleu pâle et le déchira avec tant de violence, si longtemps, qu'on eût dit, quand il le rejeta sur le sol, qu'un chien l'avait déchiqueté.

Brugnon acheva sa toilette. C'était la première fois qu'il

prêtait tant d'attention à des allusions de ce genre, et il se le reprochait. A son âge, encore ou déjà se laisser émouvoir par ces misères! Ce n'était pas la première fois qu'il avait à se débarrasser d'un Louleau ou d'un autre. Il n'était pas plus un débutant qu'un homme fini, n'est-ce pas? Quoi? Il se met souvent en colère? Et après? Cette crise d'il y a dix ans, c'était un accident déjà oublié; la jeunesse, les pays chauds, les femmes, sait-on jamais? On ne l'y reprendra plus à parler avec son image dans un miroir; ces jeux sont ridicules.

Brugnon se met en route, en voiture, vers le restaurant où il doit retrouver Simone; le voici tout prêt; droit et ferme, assez grand; ses épaules sont presque trop larges, ses jambes longues et solides, son visage net mais jamais dur, rasé, des yeux clairs, une expression de solidité et de vitesse sur tout le corps, avec là-dessus le vernis de l'âge mûr; les cheveux un peu gris, les traits un peu tombants, et derrière la nuque le pli gras de l'homme un peu trop bien nourri, car il a vieilli assez vite. Mais quarante ans, que peut-on désirer de mieux? Fou? Allons donc!... S'il était fou, il l'aurait certainement écrasée, cette vieille femme qui vient de se jeter devant sa voiture, comme une imbécile, sans rien regarder; il l'a évitée par un miracle d'adresse; il sait conduire, peut-être? C'est bien plutôt la vieille qui est folle. Elle a eu un geste de peur parfaitement grotesque. Un coup de sifflet; que lui veut-on encore? Il s'arrête, en quelques mètres (à cette vitesse-là, c'est du beau travail; si Simone avait été à son côté elle en aurait hurlé! Pauvre petite!...) C'est un agent; à qui en a-t-il? A moi? Quoi? Ah?... Oui; c'est possible. Quoi encore? Je conduis comme un fou? Voilà!... Je conduis comme un fou... Comme un fou... Ils se sont donné le mot aujourd'hui... ce n'est pas possible! il doit être payé par le nommé Louleau, cet agent...

Brugnon se remet en marche, serrant les dents.

Il entra dans le restaurant, et marcha vers Simone qui l'attendait devant une table, assise profondément sur la banquette rouge, dans un grand manteau. Elle lui tendit sa main, qu'il prit comme pour la baiser, mais il l'appliqua

contre son front et contre ses joues. Elle sourit, elle aimait beaucoup ce geste. Brugnon s'assit auprès d'elle.

Simone avait plu à Brugnon, longtemps auparavant, et lui plaisait encore. Lui, ce qu'il aimait peut-être le plus en Simone c'est qu'elle travaillait. Il ne se rappelait pas s'être attaché plus de huit jours à une femme oisive.

Simone était libraire; elle avait cru d'abord que, puisqu'il fallait vendre quelque chose, il serait meilleur de vendre une marchandise noble; elle avait choisi les livres parce qu'elle les aimait, et elle avait été un peu déçue en comprenant que rien ne saurait embellir le commerce, aux yeux de ceux qui ne l'aiment pas. Les livres, elle eût préféré les lire, simplement, mais pourtant elle était bien obligée, aussi, de les vendre, et elle savait qu'en y renonçant elle eût d'abord perdu l'amour de Brugnon.

Elle avait été sa maîtresse, car il faut tout de même cela pour lier un couple; mais elle ne l'était plus, ou presque plus si l'on peut dire, n'ayant jamais pris beaucoup de plaisir entre les bras de Brugnon, au grand étonnement de celui-ci, habitué à plus de reconnaissance. Elle s'en était excusée, elle en avait eu du remords et même un peu de honte; pour Brugnon il en avait été si surpris, qu'il avait cru trouver une femme étrange et peut-être supérieure, qui demandait un plus grand soin. Il avait accepté cette froideur; (« non, disait Simone; ce n'est pas de la froideur; je ne peux pas bien t'expliquer, tu comprends... »). Et lui qui n'avait guère connu des femmes que le plaisir qu'on prend avec elles avait appris à goûter avec Simone une autre joie, qu'elle lui avait enseignée lentement. Elle savait qu'il prenait volontiers ailleurs ce qu'elle ne savait lui donner et elle avait permis cela, sans l'avouer.

— Dis-moi, — demanda Brugnon; — crois-tu vraiment que je sois fou?

— Fou?

— Oui. C'est un bruit qui court. Quand on veut m'attaquer c'est toujours par là qu'on cherche.

— Je te défends bien de parler de cela, — dit Simone.

Et elle fit avec sa main le geste de couper l'air verticalement devant le visage de son ami.

Cela suffisait à Brugnon. Il obéissait volontiers à Simone, qui le savait, et, ne voulant pas perdre ce pouvoir, ne commandait guère que des choses agréables. Ainsi lui commanda-t-elle de la conduire au music-hall, sur le ton de commandement très énergique qu'elle s'amusait à prendre pour les ordres de ce genre si faciles à exécuter. C'était un jeu. Brugnon qui en connaissait la règle obéit. Pendant le spectacle elle laissait glisser sa tête sur l'épaule de son ami, quand la salle était dans l'obscurité, et lui, pour ne pas lui déplaire, ne la prenait pas par l'épaule. Pourtant, ce soir-là, il eût aimé la ramener chez lui, mais il y avait si longtemps qu'il ne l'avait osé qu'il ne savait plus comment le demander, et, quand le spectacle eut pris fin, il reconduisit Simone chez elle, et lui dit adieu. Alors, après avoir rêvé un moment dans sa voiture, immobile, plein de pensées troubles, il revint chez lui.

Le lendemain il était au bureau à huit heures et demie, comme tous les jours où il n'y était pas plus tôt.

Les bureaux de Brugnon sont établis dans une haute maison toute neuve, et qui ne semble pas destinée à vieillir. Elle se compose de sept étages tous semblables entre eux, que couronne une grande salle dont la baie vitrée s'ouvre sur les toits et le ciel, une salle si lumineuse qu'on croirait, en y pénétrant, arriver sur une terrasse dominant l'immeuble. Les dactylographes de Brugnon occupent cette pièce, et Brugnon lui-même, dans les bureaux proprements dits, est installé à l'étage inférieur, le septième.

Brugnon est dans cette maison éclatante depuis trois ans; il ne pouvait plus vivre dans les anciens bureaux de son père, étroits et sombres. Il a voulu grandir. Voilà peut-être pourquoi les jaloux répètent qu'il est fou; ils verront bien.

Quand Brugnon arriva au bureau, ce matin-là, il fit le tour de toutes les pièces l'une après l'autre, comme chaque jour. Mais le travail ne commençant qu'à neuf heures, il n'y avait là que Jean Poussain, le secrétaire de Brugnon, qui fumait devant une fenêtre. C'était un homme de vingt-cinq ans, vêtu avec élégance, de taille moyenne, maigre, et de gestes lents; ses yeux étaient creux et noircis car il se couchait tard,

s'amusant volontiers, sans jamais manquer d'être à son poste quand arrivait son patron.

— Vous n'avez pas beaucoup dormi cette nuit, hein?... — dit Brugnon amicalement.

— Je n'ai pas dormi du tout, — dit Jean Poussain. — Je suis rentré chez moi ce matin pour quitter mon smoking, et j'arrive. Et vous?

— Moi, je suis allé à l'*Empire*. Vous n'avez jamais vu Colson?

— Non. Il paraît que c'est étonnant?...

— Ah! mon petit! plus qu'étonnant. Un des plus grands comiques que j'aie vus. Et alors, vous savez, le type qui vous fait rire, comme ça... Rien du tout... Il se met à quatre pattes, et puis il se relève; et puis il se remet à quatre pattes, et puis il se relève. Ou encore quand il fait le type qui prend froid dans un musée... Magnifique!... Il a quatre mille francs par soirée.

— Il est mieux payé que moi, — dit Jean Poussain.

— Oui, mais il travaille beaucoup mieux que vous, mon petit vieux. J'étais avec Simone... Vous avez travaillé pour Montélimar?

— Hier. Voulez-vous regarder ça tout de suite?

— Vous y croyez, vous, à la betterave le long du Rhône?

— On ne sait pas. Les analyses de terrains sont assez bonnes.

Tous deux se mirent au travail. Jean Poussain avait une table dans le bureau même de Brugnon, qui n'aimait pas à être seul. Et si, au cours d'un entretien confidentiel, Brugnon voulait rester sans témoins, il appuyait d'une certaine façon sur le bouton du téléphone d'intérieur. Le sous-directeur, au bout du fil, comprenait, et, décrochant son appareil, faisait appeler Jean Poussain chez lui. Mais Brugnon usait rarement de ce procédé car il avait mis Jean au courant de toutes ses affaires, et lui faisait pleine confiance. Il ne l'entretenait pas, d'ailleurs, que de ses affaires, mais l'avait aussi mis au courant de sa vie entière. En échange de cette confiance il ne demandait à son secrétaire que de garder un souvenir fidèle de tout ce qu'il lui disait, et n'aimait pas répéter ce qu'il avait dit une fois. Aussi Jean, de même qu'il avait des dossiers et des clas-

seurs pour les affaires, avait également chez lui un fichier où il consignait les confidences de Brugnon, classées par noms de personnes et de lieux. Il le consultait rapidement, à certains jours, pour rafraîchir sa mémoire et ne pas commettre d'impairs. Il était discret et n'avait pas imaginé ce moyen pour tenir à jour un espionnage de son patron, mais parce que les récits de Brugnon, souvent, ne l'intéressaient guère et qu'il craignait de les oublier aussitôt, ce que Brugnon n'admettait pas. Le fichier comptait cent quarante-huit fiches, quelques-unes doubles, et l'une triple, la fiche : Simone.

Quand sonnèrent dix heures, Brugnon se leva et recommença à travers les bureaux la promenade qu'il y avait faite en arrivant. Tout le monde était arrivé. Dans l'antichambre, un groom blanchâtre se dressa au garde-à-vous devant le patron; on voyait dépasser de sa poche un journal libertin imprimé sur papier rose, que le groom espérait faire passer pour un journal sportif. Ce papier rose rappela à Brugnon les accusations du nommé Louleau. « Il faudra que j'en parle à Jean Poussain », pensa-t-il, puis : Je lui casserai les reins, à cette canaille. » Il ne dédaignait pas ces expressions un peu théâtrales. Le groom dit :

— Bonjour, monsieur.

— Bonjour, général, — dit Brugnon, qui, à cause de la livrée, donnait toujours un nom d'officier à l'enfant.

Celui-ci sourit d'un air niais, car il savait depuis longtemps que malgré son désir de bien faire il ne pourrait jamais répondre à cette plaisanterie.

Brugnon rendit visite au sous-directeur, M. Narbonne, à M. Colleton, à M. Comte et à M. Quellemaleur. Il entrait dans chaque bureau, frappant à la porte en même temps qu'il l'ouvrait, tendait la main, parlait clair et net, toujours avec un sourire, et il y avait chez lui derrière cette cordialité quelque chose d'un peu supérieur qui plaisait à tous.

Montant par un escalier intérieur en colimaçon, Brugnon arrivait dans la salle où les dactylographes flottaient dans le vacarme sec de leurs machines comme dans un nuage de sable.

— Mesdemoiselles, mes hommages, — disait Brugnon en entrant dans la salle vitrée qu'il appelait l'aquarium.

Et il envoyait un salut de la main, avec un sourire qu'il répandait également vers toutes les têtes. Le silence revenait dans la pièce et l'on aurait presque cherché des yeux vers le ciel le bruit envolé, comme après un lâcher de pigeons. Toutes les dactylographes, un peu, étaient amoureuses de Brugnon, mais sans excès et plutôt pour une sorte de satisfaction commune; elles formaient un bloc sentimental, aimaient Brugnon comme l'eût aimé une seule femme, et cela faisait pour chacune juste assez d'amour pour que ce fût agréable à sentir. Elles parlaient de Brugnon entre elles, avec un plaisir permis; il faisait partie de leur existence. Une dactylographe nouvellement entrée, qui était tombée amoureuse pour tout de bon, rougissait quand Brugnon entrait dans l'aquarium, et tapait : « Brugnon, Brugnon, Brugnon », cent fois de suite sur du papier à en-tête, avait été si bien mise à l'écart et regardée comme traîtresse à un pacte secret, qu'elle avait été doucement renvoyée en huit jours. Elle avait dix-sept ans et c'était sa première place.

Quand il eut terminé sa tournée, Brugnon revint à son bureau. Un paquet de lettres l'y attendait. Dans un coin de la pièce hors d'une petite boîte jaune fixée au mur montait lentement vers le plafond, comme un funiculaire pour chiffres, un long ruban de papier où de nouveaux nombres venaient s'inscrire sans arrêt.

Brugnon sonna, le groom parut.

— Va me chercher ces Messieurs.

C'était l'heure du conseil quotidien. M. Narbonne parut le premier, puis M. Colleton, puis M. Comte, puis M. Quellemaleur, qui avait un porte-plume sur l'oreille mais ne s'en servait jamais. « C'est en cas de besoin », disait-il. En effet, il s'en était servi une fois.

La séance fut ouverte aussitôt. Brugnon écouta des rapports. A cette heure-là mieux qu'à aucune autre il sentait sa puissance, qui était surtout, à ses yeux, celle qu'il voulait avoir, et qu'il aurait un jour. Il la sentait avec exactitude, comme on sent son thorax en boutonnant un gilet. Ces hommes étaient rassemblés pour lui rendre compte des actes qu'ils avaient accomplis en son nom. Il sentait ces actes se répandre dans la pièce, comme se détachant de ses doigts,

tombant de sa bouche. Rien ne pouvait empêcher qu'il fût là, assis dans son fauteuil dur, un crayon bleu entre les doigts, regardant ces hommes, tous plus vieux que lui, dresser devant ses yeux le tableau d'une journée de travail. Combien avait-il gagné d'argent la veille? Il ne le savait pas, et ne s'en souciait guère; il savait seulement qu'il avait bien travaillé, qu'il avait donc gagné beaucoup d'argent. Ces quatre hommes étaient là pour le lui dire.

La conférence dura une heure. Brugnon la dirigeait, tantôt sévère, tantôt souriant. Il ne gardait pas longtemps la même attitude, et surtout il se faisait un jeu d'interrompre les plus graves propos par quelque bouffonnerie bien lourde, dont il riait très vite et très fort. C'était comme un coup de vent; puis, secoué, aéré, Brugnon reprenait un visage sérieux. Ceux qui travaillaient près de lui ne savaient comment recevoir ces vagues imprévues, et M. Narbonne les supportaient moins que tout autre.

Justement Brugnon, regardant fixement M. Narbonne :

— Excusez-moi de vous interrompre, mon cher monsieur Narbonne; vous ressemblez étonnamment à un chanteur de tyroliennes que j'ai vu hier soir à l'*Empire*.

— Vraiment? — dit M. Narbonne, un peu piqué.

— C'est à hurler, — dit Brugnon, — surtout quand vous prenez votre petit air vexé. Nous n'avez jamais chanté de tyroliennes, non?

— Pas à ma connaissance, — dit M. Narbonne, très digne.

— Je suis sûr que nous y perdons.

— Oh! — dit M. Quellemaleur, — en fait de tyrolienne, j'ai vu un type dans la rue de Clichy, l'autre soir, tout à fait étonnant.

— Rue de Clichy? — dit Jean Poussain; — moi aussi. C'était à quelle heure?

— Il pouvait être huit heures et demie, neuf heures.

— C'est bien ça; moi, il était neuf heures. C'était... voyons... c'était mercredi dernier...

— C'est bien ça, — fit M. Quellemaleur. Mercredi. Tiens!... C'est curieux.

— Je ne vous ai pas vu, — dit Jean Poussain.

— Moi non plus, — dit M. Quellemaleur. — Il était épatant,

ce type-là. Il était sur le trottoir, et il chantait une tyrolienne.

— Pas possible, — dit Brugnon. — Montrez-nous ça, monsieur Quellemaleur?

Et M. Quellemaleur, pour illustrer son récit, essaya d'imiter le chanteur de tyroliennes. Tout le monde se mit à rire, et M. Quellemaleur, un peu vexé tout de même, dit :

— Essayez donc, vous verrez.

M. Narbonne, M Colleton, M. Comte, Jean Poussain et Brugnon lui-même essayèrent de chanter une tyrolienne.

« Le groom est derrière la porte, pense soudain Brugnon, et il nous croit fous. » Fou? je lui casserai les reins, moi, au nommé Louleau... Les reins, parfaitement, les reins, comme à un chat!

Le crayon bleu que tenait Brugnon sauta comme une balle jusqu'au plafond, où il sonna sec, retomba sur le tapis, sans bruit. La tyrolienne s'était arrêtée net.

Brugnon se mit à crier :

— En voilà assez! Ma parole où se croit-on ici? Monsieur Poussain, d'abord, si ce n'est pas trop vous demander, voulez-vous noter les cours? Vous ne pensez pas que l'appareil se dévide pour le plaisir de payer l'abonnement. Et vous, mes enfants, si vous le voulez bien, vous chanterez à domicile. Monsieur Comte, avez-vous vu Chanoine? Non, n'est-ce-pas? Alors, que faites-vous ici?

— Je l'ai vu, Monsieur, je l'ai vu...

— Et bien, alors dites-le, nom d'un chien, sans me faire attendre une heure. Qu'est-ce qu'il veut, Chanoine? C'est intéressant, ça? Nous en reparlerons demain. Ah!... Autre chose. Monsieur Narbonne, vous avez lu le dernier *Bulletin*?

— Oui, — dit M. Narbonne

— Alors, qu'en dites-vous?

— Mais... — dit M. Narbonne qui ne savait de quoi il s'agissait.

— Vous n'avez rien vu, bon; c'est ce que je disais.

Le téléphone sonna. Jean Poussain décrocha le récepteur, dit quelques mots et passa l'appareil à Brugnon.

— Allô?... Oui... Bonjour, chérie. Écoute, voudrais-tu téléphoner dans une demi-heure, je suis en conférence... C'est ça, à tout à l'heure...

Il tendit le récepteur à Jean, qui raccrocha.

— Vous n'avez rien vu? Eh bien, on y fait pourtant allusion à un nouveau procédé allemand pour le filtrage des jus. Il faudra vous renseigner là-dessus.

— Dans le dernier *Bulletin*? — demanda M. Narbonne, rouge de confusion.

— Oui, monsieur Narbonne (Brugnon ouvrit un tiroir, y prit le *Bulletin* et le tendit). Dans une note sur les sucrateries de Termonde, si vous voulez tout savoir.

— Je n'avais pas vu...

— Dont acte. Quels cours, mon petit? Merci.

Au delà de la fenêtre brillait un chaud soleil sur une terre froide. Les bruits de la rue, qu'on entendait de loin, faibles et nets, frappaient aux vitres et s'en retournaient comme après un salut en passant. En s'approchant on apercevait, raccourcis et si déformés qu'on se demandait si leur véritable forme était plus nécessaire, des hommes, des chevaux, des voitures, des becs de gaz, des boutiques. La bouche du métro, vraiment, semblait une bouche, avec son escalier comme une mâchoire, la bouche même de la terre, qui avalait mille hommes par minute, mais les laissait ressortir aussitôt. Un peu plus loin, le toit de la Bourse ne répondait à aucune nécessité, qu'à celle qu'il avait créée lui-même. A l'angle de deux rues on apercevait un agent de police, entouré d'automobiles, mais qui ne serait jamais écrasé.

— Maintenant, Messieurs, allons travailler. Vous m'avez laissé le dossier Chanoine? Merci. A tout à l'heure.

Quand il fut seul avec Jean Poussain, Brugnon ramassa le crayon bleu qu'il avait lancé au plafond, s'installa devant sa table, et se mit au travail sans plus rien dire. Vers midi Simone téléphona de nouveau. Tout à l'heure elle avait reconnu au premier « allo! » de Brugnon qu'il était occupé, et qu'il ne l'écouterait pas; ce n'était pas la première fois. Elle supportait difficilement qu'il la renvoyât ainsi, mais n'avait jamais osé le dire. Que son ami fût un homme occupé, elle en était heureuse; mais elle n'allait pas jusqu'à aimer qu'il fît passer son travail avant elle. C'est une inconséquence commune. Elle était la première, s'ils étaient ensemble, à le renvoyer : « Va travailler », disait-elle; mais elle voulait qu'il travaillât

loin d'elle, car le travail d'autrui est un spectacle insupportable. Un jour que Brugnon était allé voir Simone dans sa librairie, il l'avait trouvée assise dans une petite salle obscure, écrivant devant un bureau chargé de papiers; sur une table plus petite, une machine à écrire. Simone avait un visage immobile et uni où ne paraissait plus aucun de ses sentiments familiers; elle n'était plus la même femme. Brugnon arrêté soudain lui avait dit : « Je te reconnaissais à peine », sans savoir encore s'il oserait dire pourquoi.

— C'est le faux-jour, — avait dit Simone.

— Oui.

Brugnon n'avait pas osé dire ce qu'il pensait, il avait souri gauchement, puis Simone avait été appelée au téléphone et Brugnon n'avait pu accepter cela.

— Je m'en vais, — avait-il dit à mi-voix, pendant que Simone était encore à l'appareil.

Elle avait eu un petit geste d'adieu, avec son regard, et elle avait tendu en souriant sa main libre. Brugnon s'était sauvé.

— Suis-je ainsi dans mon bureau? Ai-je, moi aussi, cet autre visage collé sur mon visage humain?

Il n'avait jamais reparlé de cette scène, mais jamais il n'avait voulu retourner dans la librairie.

« Si elle venait un jour me voir au bureau, pensait-il, comme je la recevrais autrement! »

Pourtant, quand Simone lui téléphonait il ne l'écoutait même pas. Et elle pensait :

— S'il me téléphonait ici, je lui répondrais, moi.

Ainsi mentaient-ils chacun à soi-même. Ils rachetaient ce double mensonge par un autre, en ne parlant jamais entre eux de ces pensées qui leur venaient. Ils se taisaient, lui par prudence, elle par pudeur. Ainsi, ce jour-là, quand Simone téléphona de nouveau, elle ne dit rien de sa déception.

Elle voulait seulement savoir ce qu'avait fait Brugnon, la veille, en la quittant, car elle avait peur qu'il ne l'eût, ce soir-là, remplacée. Elle ne pensait pas, certes, qu'il pût le lui avouer ainsi, s'il l'avait fait; mais elle voulait l'avoir demandé. Elle croyait qu'à un signe quelconque, à la voix, aux mots, elle devinerait, comme on le croit toujours, parce que cela arrive quelquefois. Mais elle ne put rien deviner quand

Brugnon lui dit qu'il était rentré chez lui sans tarder, et fut déçue de ne pouvoir placer aucun soupçon; elle n'osa rien dire, et affirma seulement qu'elle était heureuse. Brugnon dit qu'il l'était aussi. Et en effet, en reposant leurs appareils, ils étaient heureux.

II

Le journal bleu pâle du sieur Louleau arrivait chaque semaine sur la table de Brugnon... Celui-ci le froissait violemment sans l'ouvrir, puis l'ouvrait en effaçant les plis de son mieux. Quand on parlait de lui, Brugnon lisait les lignes qui lui étaient consacrées jusqu'à les apprendre par cœur. On ne disait plus seulement qu'il était fou, on le disait aussi près de faire faillite, ou bien on l'accusait d'avoir étouffé à coups de millions un brevet allemand pour un meilleur filtrage des jus. Un jour, enfin, le journal bleu pâle annonça que Brugnon avait résilié tous ses marchés, et qu'il avait, chez l'un au moins de ses banquiers, un découvert de deux millions.

Bientôt après Brugnon partit en voyage. Il allait à Montélimar, où il avait décidé d'établir une nouvelle raffinerie, la première dans cette région. « Si l'on n'essayait pas du nouveau, disait-il, qu'essayerait-on? » Brugnon qui s'était déjà rendu sur place plusieurs fois y retournait pour l'essai des machines. On était au milieu de l'été; heureux et libre, chargé de travail, il prolongea son voyage un peu plus longtemps qu'il n'avait annoncé. Quand il revint à Paris, il rencontra des visages assez froids, inquiets. La campagne du *Franc-Joueur* s'était poursuivie, présentant l'absence de Brugnon comme une cure d'isolement ou comme une fuite; les bruits les plus mensongers peuvent trouver créance chez les hommes les plus raisonnables, quand l'intérêt est en jeu, et si peut-être les amis ou les adversaires de Brugnon n'avaient pas cru vraiment ce qu'on disait de lui, ils n'étaient plus très loin de le croire. On ne pouvait savoir si ses collaborateurs eux-mêmes n'avaient pas quelque inquiétude. M. Narbonne avait parlé par allusions à Jean Poussain, qui avait ri. Mais Jean Poussain n'était pas vraiment un homme

d'affaires. Il faut peu de temps à un mensonge pour devenir vérité.

Brugnon sentit alors un léger temps d'arrêt dans sa marche. Il ne l'eût avoué à personne, pas même à son image, s'il avait encore osé l'interroger dans les glaces, mais parfois, la nuit, avant de s'endormir, ou le matin, quand il ne sortait plus du lit aussi soudainement qu'autrefois, il lui arrivait de calculer en cachette son âge, d'essayer par des mouvements secrets l'intérieur de son corps, ou de rappeler à lui comme des bêtes désobéissantes les grands desseins qu'il avait formés. Il n'était pas satisfait, et cherchait la raison cachée de son trouble; mais il ne savait pas la trouver, et Simone ne l'éclairait pas davantage; elle l'encourageait, lui disait qu'il ne fallait rien craindre, mais Brugnon croyait qu'elle voulait seulement le rassurer par affection, et il lui en voulait un peu.

Simone devinait bien ces mouvements, mais ne paraissait pas comprendre que, si Brugnon lui montrait un peu moins de tendresse, c'était aussi qu'elle-même le dédaignait un peu trop. Ils se voyaient presque chaque soir, mais elle ne revenait plus jamais chez son ami. A chaque séparation, ils étaient l'un et l'autre déçus, lui parce qu'elle n'accordait rien, elle parce qu'elle avait compris ce qu'il désirait.

Une nuit, ils étaient allés au cabaret du *Crabe*, où Brugnon montait parfois; Jean Poussain était avec eux. Simone refusait le plus souvent d'entrer dans les maisons de ce genre, oubliant qu'aussitôt qu'elle en avait passé la porte, elle était la plus heureuse des femmes. Mais peut-être était-ce pour cela même qu'elle refusait; certaines femmes redoutent par-dessus tout le plaisir. Brugnon, lui, aimait ce spectacle, après les jours de travail trop brusquement terminés, et, pour Jean Poussain, il eût passé toutes ses nuits dans des bars ou des dancings s'il avait trouvé chaque soir un ami assez riche pour l'y conduire; il aimait boire, danser, regarder, et ne travaillait jamais aussi bien que lorsqu'il attendait, pour le soir, cette récompense; ces jours-là, il préparait dans toutes ses poches, un grand nombre de billets de cinq et de dix francs, pour les pourboires, les boules colorées, les serpentins et le vestiaire.

Sur la table deux bouteilles de champagne, et dans une

soucoupe des cigarettes mortes. Simone, Brugnon et Jean parlaient entre eux, gaiement; Jean était le seul, qui parfois, allât danser. Brugnon, hors de son travail ne disait mot de ses affaires, non point par un sage principe d'équilibre, mais parce que réellement il oubliait tout. Rien ne comptait pour lui que le lieu et le moment; il admirait cette piste ronde, entourée d'une sorte de balcon, où les tables étaient disposées, garnies de toilettes brillantes; des couples dansaient avec des gestes si divers qu'on se demandait si vraiment ils suivaient bien la même musique. Parfois une boule légère venait tomber sur la table, et quand on avait cherché des yeux qui l'avait lancée, on trouvait une femme au visage hardi, qui envoyait maintenant des sourires, où un vieux monsieur au visage grave, mais coiffé d'un chapeau de clown en papier. Selon le cas c'était Brugnon ou Simone qui renvoyait une boulette; le jeu durait quelques instants, puis on n'y pensait plus. Au bar, dans une partie reculée de la salle, des hommes en veston et des femmes qui ne possédaient qu'une robe liaient connaissance en buvant ensemble; le barman, Eugène, un grand garçon maigre, restait impassible, froid, correct, et c'était seulement à l'humidité trouble de ses yeux qu'on comprenait qu'il était ivre lui aussi. Sous la table d'acajou, pendues à des clous et chacune portant une étiquette, treize montres s'alignaient, qu'on lui avait laissées en paiement; dans un tiroir, à droite, étaient les porte-cigarettes, les épingles de cravate, les bagues; mais il ne revendait jamais rien. Autour du bar, plusieurs buveurs étaient ivres, et Eugène leur tendait de temps en temps un verre d'eau où il avait fait fondre du bicarbonate de soude. Il y ajoutait un liquide coloré pour tromper l'ivrogne.

— C'est bon, ça? — demandait-il.

— Oui, ça fait du bien. Et vous, qu'est-ce que vous prenez?

Eugène prenait un apéritif, car il était quatre heures du matin, et il allait déjeuner à six.

— Quatre heures! — disait Simone. — Il faut partir.

Brugnon était si bien désigné pour payer que les deux autres n'avaient même pas à détourner la tête d'un air discret.

— Vous habitez au diable, mon pauvre petit, — dit Bru-

gnon à Jean Poussain au moment où la voiture passait les ponts.

On le déposa dans une petite rue, près du Jardin des Plantes; il vivait là dans deux pièces meublées de divans et d'étoffes.

Quand Jean Poussain eut refermé la porte de la voiture, Brugnon regarda Simone avec ce visage gêné et timide qu'il avait toujours au moment de la quitter. Entre eux apparaissait alors quelque chose d'invisible et d'infranchissable.

— Où vas-tu, maintenant? — demanda Brugnon.

— Oh! dit-elle d'un ton de reproche; — à cette heure-là...

— Tu travailles de bonne heure demain?

— Comme d'habitude.

— Tu te lèverais un peu plus tard...

Il n'osait pas la regarder; la main sur la commande, le pied sur la pédale, un peu courbé, immobile, il attendait que Simone refusât. Elle était assise contre lui, dans une fourrure si vaste que le bras de Brugnon l'écrasait un peu. Au delà des glaces s'allongeaient deux lignes de lumières froides, des maisons noires, tandis qu'au ciel trois bandes horizontales, rose, jaune et verte, annonçaient le lever du jour. Aucun des deux n'osait parler. Brugnon sentait près de lui le corps de Simone, souple comme à l'heure du coucher, chaud comme à l'heure du réveil. A cinq heures du matin, l'homme est bien faible contre soi-même; pourtant Brugnon ne songeait pas à employer la violence; il était là, plein de désir et tremblant un peu, sachant qu'il n'oserait rien demander. Simone allait répondre; il l'entendait réfléchir auprès de lui, devinait ses pensées : « Je vais refuser encore parce que je dois refuser, et il ne le comprendra pas. Pourquoi demander toujours la seule chose que je ne puisse lui donner? Si je lui donne tout le reste, qu'il me fasse au moins ce sacrifice. Mais j'aurai le courage de dire non. »

Elle dit, sur un ton plaisant, mais aucun des deux ne pouvait s'y laisser prendre :

— Quoi! Est-ce bien toi qui me demandes de me lever plus tard? Et mon travail? Toi, qui aimes tant qu'on travaille beaucoup?...

Brugnon ne répondit rien, pinça les lèvres, respira très fort et

mit sa voiture en marche, à toute vitesse. Il eût voulu marcher de long en large, en serrant ses mains au fond de ses poches. « C'est vrai, pensait-il; j'aime qu'elle se lève tôt, et qu'elle n'ait point de paresse; et parce que j'y trouve mon plaisir, voici que je lui demande de manquer à tout cela? Elle a raison. Mais pourquoi a-t-elle raison? Elle refusera toujours, et elle aura toujours raison. Qu'appelle-t-elle donc du nom d'amour, cette femme, qui est belle et qui est sage, cette femme que j'aime et qui m'aime, pour qu'au moment où je vais la saisir elle se dérobe et me laisse? Elle va parler; elle va parler la première; elle ne sait pas comme je souffre. Que va-t-elle me dire? Toute parole va me blesser; j'accepte son indifférence, puisque je l'aime, mais qu'au moins elle ne m'accuse pas; elle va se plaindre, dire que je suis exigeant, hargneux; qu'elle se taise, pour l'amour du ciel! qu'elle se taise, ou ma tristesse va tomber sur elle en colère. Mes mains sont blanches, de serrer si fort le volant; à peine suis-je maître de mes gestes; et derrière mes dents se pressent des mots durs que je retiens à peine. Quelle se taise! qu'elle se taise, et qu'on n'en parle plus... »

Simone se pencha vers Brugnon. Elle lisait tout sur son visage; elle comprenait un peu ses pensées. Elle ne savait que lui dire, car pour pardonner à Brugnon son silence et cette triste colère qu'il laissait voir, elle devait aller chercher très loin des excuses qu'elle ne trouvait pas dans son cœur, et qu'à peine elle comprenait. Elle pensait : « Voici, l'homme que j'aime est semblable aux autres. »

Elle se pencha vers lui.

— Tu ne m'en veux pas trop?

— Non, — dit-il entre ses dents.

Elle s'éloigna de lui.

— Si, tu m'en veux. Tu ne me comprends pas.

— Je te comprends très bien, — dit Brugnon plus doucement; — je suis seulement un peu déçu...

— Il ne faut pas, — dit-elle en revenant contre lui.

— Cela va passer, — dit Brugnon. — Mais au moins, je t'en prie, ne te mets pas trop près de moi. Il ne faut pas m'en vouloir.

— Je ne t'en veux pas.

Simone s'écarta de lui, généreusement; elle faisait de grands efforts pour le comprendre, et elle y parvenait presque. Quand elle arriva chez elle ils s'embrassèrent, mais Simone se dégagea vite. Le ciel était déjà très clair; des voitures passaient dans la rue.

— A huit heures, — dit-elle, — debout....

— Bravo! — lui dit Brugnon; et, comme il se remettait en route, il adressa à Simone un adieu de la main. Il souriait, maintenant, presque fier, il n'aurait su dire pourquoi, et le désir de revoir bientôt son amie luttait en lui avec le sommeil.

Simone, rentrée chez elle, se demandait, dans cet engourdissement des couchers tardifs, si Brugnon, déçu, n'irait pas achever la nuit près d'une autre femme. De telles trahisons, parce qu'elles étaient du domaine du corps, elle eut dû les détester plus que d'autres; pourtant elle les acceptait; elle avait compris qu'elle perdrait Brugnon si elle prétendait lui défendre de chercher ailleurs ce qu'elle refusait; et elle avait compris que, cela, elle ne pouvait le lui donner. Le droit de disposer de son corps, que l'on invoque le plus souvent pour l'offrir à qui l'on veut, c'était pour elle le droit de ne l'offrir à personne, pas même à l'homme qu'elle aimait. Elle s'étonnait elle-même de se reconnaître insensible; ce n'était même pas froideur; elle était autant qu'une autre capable de réponse; mais elle ignorait tout désir. Elle n'avait jamais tiré du corps aucune joie, et elle le méprisait, poussant à l'extrême cette idée ancienne et respectable que la chair est le lieu du démon, qu'il faut la maîtriser et la maudire.

Pourtant, elle aimait Brugnon. Elle pensait à lui tout le jour et l'attendait comme un amant. Elle avait même une joie secrète, qu'elle n'expliquait pas, à ce qu'on la crût sa maîtresse ou sa femme. Un grand orgueil était au fond de son cœur, sans doute, qu'elle n'osait pas avouer, et peut-être était-elle fière, lâchement, de dominer cet homme fort, et de commander toujours sans rien donner en échange. Là, elle s'arrêtait. Sans rien donner... Elle l'aimait. Elle ne comprenait pas que le don du corps eût aux yeux du monde tant de prix, le seul prix. La colère la prenait. Autrefois, quand Brugnon repoussé lui disait encore : « Tu ne m'aimes

pas », elle se demandait s'il était vraiment semblable aux autres, et si elle ne devrait pas lui retirer même ce qu'elle lui donnait, son amour. Mais peu à peu Brugnon avait compris, ou du moins ne disait plus rien à Simone.

Celle-ci, s'endormant, songeait à toutes ces choses, recherchait en elle-même la trace de son amour et, malgré le plaisir de la nuit, l'excitation du vin, la chaleur du bruit, ne trouvait rien qu'une lassitude légère et agréable où elle enfermait le souvenir de Brugnon, de son visage, de sa force et de sa douceur, qu'elle contemplait en fermant les yeux, avec amour, avec sa tendresse à elle, qui était véritable. Et elle pensait, déjà plus indulgente et plus proche de la vérité :

— Il est bon, de m'aimer quand même...

Alors elle donnait une tape amicale à son oreiller. Une autre l'eût serré dans ses bras.

Brugnon, cependant, s'était endormi en pensant à Simone, mais n'avait pas eu de rêves, et, réveillé bientôt comme chaque jour, était à son bureau dès huit heures et demie; Jean Poussain y était déjà, assis devant sa table.

— Bonjour, patron. Vous avez bien dormi?

— Et vous?

— Très bien.

— Bien réveillé?

— J'ai quatre réveille-matin, que je fais sonner à cinq minutes d'intervalle. Ce matin, c'est au troisième que je me suis réveillé. Je me rappelle le jour où je n'en ai entendu aucun; c'était d'ailleurs de ma faute, je m'étais couché à dix heures.

Il avait le teint gris, les yeux fatigués.

— Vous vous rappelez cette femme, hier soir, qui dansait avec le Chinois?...

PIERRE BOST

(A suivre.)

LETTRES DE MADAME DE STAËL

À

BENJAMIN CONSTANT[1]

XIII

Ce 18 janvier 1814 [Londres].

Je ne conçois pas comment mes lettres ne vous parviennent pas; je vous ai écrit dix fois par le Quartier Général, directement, de toutes les manières. Votre livre n'est point arrivé à mon libraire Murray, Albemarle street[2]. Il dit que, si vous lui donnez un manuscrit avant qu'il paraisse sur le continent, il le paiera bien. — Plus si c'est politique, moins si c'est philosophie. Mais en vérité ne vaut-il pas mieux attendre la France? On croit ici à la restauration[3], si généralement que, soit que cela me plaise ou non, je m'y prépare en vivant bien littérairement. On sera tranquille à ce que je crois. Il vaut mieux tout ajourner à ce temps. — J'irai en Écosse et en Irlande cet été, mais je crains que ce pays ne m'offre rien pour Albertine et alors je n'y veux pas rester. Croyez-vous qu'en Allemagne je trouverai l'homme qu'il lui faut? Elle n'est pas taciturne mais elle a été désappointée, les héros de romans manquent ici et l'excès de fortune du pays fait que nous

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er mars.

2. Il s'agit de la brochure de Constant intitulé *De l'esprit de conquête et de l'usurpation* qui eut un prodigieux succès : Première édition à Hanovre [janvier 1814, in-8°, 209 p.], deuxième édition à Londres [Mars 1814], troisième édition à Paris [Avril 1814, in-8°, 199 p.], quatrième édition à Paris [Juillet 1814].

3. Madame de Staël écrit « restoration ».

sommes à la lettre pauvres, ce qui ne laisse pas d'être désagréable, quand on n'y est pas accoutumé. — Ajoutez à cela la contre-révolution qui sera tout au plus généreuse pour nous et vous comprendrez qu'on peut être triste. — Il n'y a de net que la peine et ce misérable tyran nous a fait un mal qui durera longtemps après lui. — Mon admiration pour ce pays n'est pas diminuée, j'y suis très bien personnellement, mais Albertine est ma seule vie dans ce monde et je commence à craindre qu'elle ne serait pas heureuse ici. — Parlez-moi sur elle, aidez-moi si vous le pouvez. Que ferait-elle si je mourais demain, et ma santé est bien affaiblie. Adieu. Ah! vous avez perdu notre sort! —

Voilà une lettre de Mackintosh pour vous, — c'est un homme excellent mais qui s'effraye un peu à la Garat[1].

XIV[2]

Ce 23 janvier 1814 [Londres].

J'ai reçu vos feuilles[3] et je suis toute admiration. La seule personne qui les a lues, Mackintosh, en a eu la même impression et il ne peut y avoir d'autre avis à ce sujet. Mais écoutez à présent ce que je vous propose. Voulez-vous les faire imprimer sans votre nom? Cette forme à la Montesquieu vous semble-t-elle suffisamment énergique pour le moment actuel? Le libraire qui a parcouru le premier chapitre dit qu'il en donnerait cent louis sans nom d'auteur, mais cinq fois autant avec le nom. Si vous voulez laisser échapper cette occasion, publiez votre grand ouvrage; si vous voulez en profiter, mettez-y votre nom. Si j'ai tort, ordonnez par retour du courrier et votre volonté sera faite. Murray dit que vous n'êtes pas encore très connu ici, vous devriez d'abord vous faire un nom par cet écrit; ensuite on paiera très cher tout ce que vous écrirez. Je vous fais part de mon opinion et de celle

1. Sur la première page en face de la date. — Garat, ministre pendant la Révolution, philosophe, auteur d'intéressants mémoires apologétiques. L'allusion doit être sans doute à quelque trait de son caractère qui nous est inconnu, bien que son discours devant la Convention une heure avant l'explosion de l'insurrection en 1793 soit très caractéristique de son aveuglement.

2. Documents Strodtmann.

3. Il s'agit des premières feuilles de *L'Esprit de conquête et de l'usurpation.*

du libraire, c'est à vous à décider! Huit jours après l'arrivée du reste des feuilles et de votre réponse à cette lettre l'ouvrage paraîtra, mais pour recevoir ici beaucoup d'argent la publication n'en doit pas être faite auparavant sur le continent; le contraire est préférable. Enfin une dernière question et la plus importante : votre sentiment est-il toujours le même qu'il y a trois mois? Ne voyez-vous pas le danger que court la France? Ne sentez-vous pas le vent de la contre-révolution qui souffle en Hollande, en Suisse et qui renversera bientôt tout en France? Je suis comme Gustave Vasa, j'avais attaqué Christiern — mais on a placé ma mère sur le rempart; est-ce le moment de parler mal des Français, lorsque les flammes de Moscou menacent Paris? Pesez bien tout cela et décidez, mais sans flatterie! Dites-vous que votre talent est incomparable, fixez-lui son cours, mais ne soyez pas incertain de sa force!

Le duc de Berri est venu me voir et je ne suis pas mal avec les Bourbons. S'ils reviennent, il faudra se soumettre, car tout vaut mieux que de nouveaux troubles; mais ils n'ont changé en rien, ni surtout ceux qui font leur entourage; et tandis que le pouvoir absolu de Napoléon avait toute l'Europe contre lui, le leur sera raffermi par elle. Je voudrais bien [en] causer avec vous, mais de quoi ne voudrais-je pas causer avec vous? C'est cependant nécessaire, car nos esprits du moins seront toujours en sympathie l'un avec l'autre.

Voulez-vous qu'on mette votre nom sur votre ouvrage? Tout le monde le saura, sauf le public qui fait la renommée de l'auteur. Il n'est plus temps d'exciter [les esprits] contre les Français, on ne les hait que trop; quant à l'homme[1], quel cœur libre pourrait souhaiter qu'il fût renversé par les cosaques? Les Athéniens disaient de Hippias : « Nous vous le refusons, si vous nous le réclamez. » Il doit signer une paix humiliante, et la France doit réclamer une ass[emblée] représentative; mais, tant que les étrangers y sont, pouvons-nous les aider? L'opposition ici est de mon avis, et vous savez si je hais Napoléon. Réfléchissez mûrement à ce que vous êtes en train de faire. On peut tout dire dans un grand ouvrage; mais dans un pamphlet, qui est une action, il faut bien choisir

1. Napoléon.

le moment. On ne doit pas dire du mal des Français, lorsque les Russes sont à Langres. Que Dieu me bannisse de France, plutôt que de m'y faire rentrer à l'aide des étrangers! Je vous ai dit mon opinion, dorénavant vous pouvez compter que je vous servirai avec exactitude et empressement. Écrivez-moi, je n'ai pas cessé de vous écrire, je ne le cesserai jamais. Vous m'avez fait beaucoup de mal, et plus je vis ici plus je vois que votre caractère n'est pas moral. Mais j'estime le talent qui est en vous et le sentiment qui a rempli mon cœur pendant tant d'années, aussi serai-je pour vous toujours une amie, vous n'en devez jamais douter.

Quelle crise, ce moment! La liberté est la seule chose qui est dans le sang de toutes les époques, dans tous les pays et dans toutes les littératures, la liberté et ce qu'on n'en peut séparer, l'amour de la patrie. Mais quelle combinaison qui nous fait trembler devant la défaite d'un tel homme! La France n'a-t-elle pas deux bras : un pour chasser l'ennemi, et l'autre pour renverser la tyrannie? Pourquoi le Sénat n'appellerait-il pas le prince de Suède comme négociateur de la paix? Il devrait être le Guillaume III de la France. Pourquoi n'allez-vous pas le voir? Pourquoi ne pousse-t-il pas seul avec ses Suédois une pointe vers Paris? Cela serait possible. Je l'ai vu de près et je le tiens pour le meilleur et le plus noble des hommes qui puissent régner. Je me laisse entraîner à causer avec vous. Le duc de Berry est à Jersey, le duc d'Angoulême chez lord Wellington, le comte d'Artois est parti pour recruter en Suisse, en sa qualité d'ancien Colonel-Général. Chacun d'eux n'a qu'un seul aide de camp avec lui. Le Gouvernement d'ici dit seulement qu'ils ne sont pas prisonniers. Le pays n'est pas pour eux mais très violemment contre Bonaparte! En effet il n'y a qu'un armistice de possible avec lui, et la France, la France, si elle aimait la liberté! — Dites-moi si toutes mes lettres vous sont parvenues; répondez à celle-ci vite et en détails, je vous en prie.

[*La suite est d'Albertine de Staël.*]

Voici une lettre de Sir James Mackintosh sur votre ouvrage. Je dois vous exprimer toute mon admiration pour ce que vous avez écrit, la lecture m'en a captivée comme celles

d'un roman. C'est beaucoup dire, que des idées puissent m'impressionner de cette façon : je me cite en exemple de l'effet sur la *grande foule.*

XV

27 février [1814, Londres].

Je vous ai écrit [par] le dernier courrier, et je vous envoie votre morceau sur la destinée imprimé dans l'*Ambigu.* — L'usurpation etc. sera publiée la semaine prochaine et je vous manderai ce qu'on en dira. Mon fils vous verra, j'imagine; mandez-moi donc vos projets. — Les miens, à moi, sont de retourner en Suisse au printemps 1815 et de là en Italie, mais je veux vous revoir où que ce puisse être et je vous demande à cet égard vos résolutions. Ma santé est très mauvaise et je ne sais si je pourrai surmonter l'époque fâcheuse de la vie des femmes où je me trouve. — Je voudrais donc vous revoir, si je dois mourir bientôt comme si je dois vivre. — Écrivez-moi donc ce que vous ferez. — Je pense que les alliés ont mal fait de vouloir aller à Paris, les cœurs français s'en sont révoltés et on a donné à celui qui n'avait rien fait que pour lui-même l'air du dévouement. On a donné l'air du vainqueur au vaincu, — enfin on a mal fait et c'est parce qu'on a compté sur un parti Bourbon qu'on a commis cette faute. — Moi-même je ne pouvais plus penser qu'à la France et lui s'est trouvé défendant la liberté, quel blasphème! — J'ai tant pris d'opium pour ne pas souffrir, cette fois physiquement, que je suis dans l'état où j'étais quand vous me faisiez mal à l'âme, — c'est beaucoup plus doux. — Adieu, souvenez-vous de moi. Personne n'a pu vous aimer comme je vous ai aimé. Adieu, adieu. Albertine vous aime toujours.

XVI[1]

Londres, ce 22 mars [1814].

Vous me priez de continuer *l'exposé de mes idées,* je voudrais vous prier de continuer à exposer les vôtres. — Avez-vous oublié ce que vous avez écrit contre les étrangers et vous

1. Documents Strodtmann.

figurez-vous un roi soutenu par les lances des cosaques? — Vous me dites que je suis *désintéressée dans mes vœux*, oui, certes; mais vous, vos relations ont fait de vous un chambellan. — Croyez-vous donc que Bonaparte ne puisse pas se montrer dans une assemblée de princes? Quarante batailles sont aussi une noblesse. — Je hais l'homme, mais je blâme les événements qui me forcent en ce moment à lui souhaiter du succès. — Voulez-vous donc qu'on foule la France aux pieds? Un homme, quel qu'il soit trouve sa fin, mais le destin de la Pologne trouvera-t-il sa fin? — Si les Français rappelaient les Bourbons sous conditions, ce serait bien beau, mais ne voyez-vous pas qu'on fera de vingt-cinq années un long crime et de la légitimité des princes un article de foi? — J'ai lu votre mémoire; Dieu me garde de le montrer! Je ne ferai rien contre la France; je ne tournerai pas contre elle dans son malheur, ni la renommée que je lui dois, ni le nom de mon père qu'elle a aimé. — Ces villages brûlés sont sur la route où les femmes se jetèrent à genoux pour le voir passer. — Vous n'êtes pas Français, Benjamin. — Tous les souvenirs de votre enfance ne sont pas attachés à cette terre, voilà d'où vient la différence entre vous et moi; — mais pouvez-vous vraiment désirer voir les cosaques dans la rue Racine? — Le tyran est encore en ce moment couvert de la gloire militaire des Français; mais que seraient ces Français, s'il ne leur restait plus que le souvenir de leurs actes législatifs et de leurs actions civiques? — Enfin, si vous craigniez l'invasion des étrangers en 1792 alors qu'on égorgeait tous les jours, alors que la France n'avait pas l'Europe pour ennemie, qu'en est-il à présent? — Je sens en moi-même que j'ai raison, car mon émotion est involontaire et contraire à mes intérêts personnels.

Que faites-vous? Vous verrai-je ici, en Suisse ou à Berlin? Votre livre est très admiré par les connaisseurs, mais les sots réclament plus de noms propres; — on veut le traduire et comme tout dans ce pays sa renommée grandit de jour en jour.

Albertine vous écrira dans huit jours.

Renvoyez-moi Schlegel, je ne puis vivre sans lui.

XVII[1]

Londres ce 1er avril 1814[2].

J'ai remis votre mémoire à l'ambassade d'Autriche. Ils disent que c'est plein d'esprit, mais qu'ils ne comprennent pas bien comment on pourrait se défaire du père, si on conservait le fils, — en effet le moyen d'exécution manque. — Tout le monde est d'accord avec vous au sujet de la régence, mais le fait est certain qu'une fois Bonap[arte] renversé l'ancien gouvernement sera rétabli. — C'est peut-être mieux, mais c'est triste.

Votre lettre m'a profondément émue, par la vision qu'il était possible que vous vinssiez ici, — mais je n'y crois pas. — Ce dont j'ose vous assurer c'est que M. de Rocca se comportera envers vous comme envers M. de Montmorency. — Notre inclination mutuelle est fondée pour la vie; il m'a assistée dans mon malheur avec un courage si noble et une tendresse de cœur si grande que je n'oublierai jamais. — Il est devenu tout autre, et vous ne reconnaîtrez plus ni ses manières ni sa conversation. *Ne pensez donc plus à lui comme à un obstacle*; mais faites de votre côté ce que vous dictera votre cœur. C'est pour toute la vie et non point pour huit jours que nous devrions nous établir au même endroit; mais le ferez-vous? L'incertitude de vos décisions est si grande, — vous êtes sûr de mon accueil, trop sûr, hélas!

Vous me demandez pourquoi Albertine n'aime pas l'Angleterre? En vérité la société des jeunes gens est si nombreuse et si silencieuse que je comprends son ennui, en plus il n'y a ici que de l'amour ou rien du tout, et jusqu'à présent ce n'est rien. Elle préfère l'Allemagne. Je resterai ici encore quatorze mois, — le 1er juillet je partirai pour l'Écosse. Je ferai tout pour vaincre son humeur, et à dix-huit ans exactement je la ramènerai au continent. — Je me tourmente souvent à la crainte que tous ces soucis ne sont pas ce qu'il lui faudrait. — Ah! Le passé, le passé! Vous avez ruiné notre vie par l'inconstance de votre caractère. — Nous serions ici ensemble à nous soutenir l'un et l'autre, si vous n'aviez

1. Documents Strodtmann.
2. L'adresse : Monsieur Benjamin Constant de Rebecque, chevalier de l'Étoile Polaire, chez M. Dubois, banquier à Liége, Pays-Bas.

pas tout déchaîné contre moi. — Adieu soyez fidèle à la France et à la liberté. —On n'accomplit rien sans unité.

XVIII

Ce 24 avril [1814], Londres.

Je suis tout à fait d'avis qu'il faut se rallier aux Bourbons — et j'espère qu'ils souhaiteront l'éloignement des troupes étrangères, ce qui me paraît plus essentiel à la liberté que tous les sénats du monde. — Je reviendrai cocarde blanche, le plus sincèrement du monde et pensant bien plus à l'indépendance qu'à la liberté, dont en vérité les Français se sont guère dignes — Du reste la politique est finie pour moi et j'irai en Grèce écrire mon poème sur les croisades de Richard[1]. — Je vous ai écrit, quant à ce qui vous regarde, que mon ami est aussi loin que vous d'une algarade, il ne songe plus à une jalousie tout à fait sans motifs[2], — quant à madame de Constant, si

1. Madame de Staël travaillait à un ouvrage poétique sur les croisades de Richard Cœur de Lion depuis 1812. Lors de son passage à Vienne en 1812 la baronne de Montet écrivait : « Elle (Mme de Staël) écrit l'histoire de Richard Cœur de Lion, pour lequel elle est passionnée. »

2. Strodtmann a publié la curieuse déclaration qui suit ; nous la retraduisons en français [Strodtmann, *Dichterprofile*, II, p. 19-20].

Genève, ce 19 avril 1811.

« Je soussigné déclare : Hier, le 18 avril j'étais venu ici de Lausanne pour conférer avec mon avocat M. Girod au sujet d'une affaire dont je l'avais chargé. Après cette consultation je fis une visite à madame de Staël et soupai chez elle. Lorsque je la quittai après souper, M. Rocca m'aborda et me dit que mes fréquentes assiduités auprès de madame de Staël lui déplaisaient souverainement, et qu'il voulait se couper la gorge avec moi. Pareille proposition ne pouvant jamais être refusée, je ne pouvais ni ne devais m'engager dans des éclaircissements avec le nommé M. Rocca, ni lui faire remarquer que mes soi-disant fréquentes visites se bornaient à deux visites en trois mois, que je repartais le lendemain et que j'étais sur le point d'entreprendre un très long voyage, enfin qu'étant attaché à ma femme par de tendres liens et m'en éloignant le moins possible je ne pouvais être soupçonné d'empiéter sur le domaine de qui que ce fut. La manière dont M. Rocca m'avait abordé ne me permettait uniquement que d'accepter sa proposition sans aucune discussion. En conséquence nous convînmes de nous rencontrer ce matin à 9 heures au Pont d'Arve et d'y terminer par les armes l'affaire qu'il avait plu à M. Rocca d'entamer. Ne pouvant en prévoir l'issue je prends par la présente certaines dispositions pour le cas où je serais tué.

» Je demande pardon à ma femme pour tous les chagrins que je lui ai causés et pour cette dernière catastrophe qui l'attristera encore bien plus amèrement. Je la prie de ne pas croire du moins que ce soit moi qui l'aie provoqué. Mon

cela lui convient, je serai charmée de la recevoir chez moi, et je ne l'accuse nullement de ce dont il m'était autrefois trop cruel de vous accuser vous-même. — Votre esprit et vos talents seront toujours l'objet de mon admiration et causer avec vous, si vous aimez encore mon entretien, sera toujours le premier de tous mes plaisirs.

[*La suite est d'Albertine de Staël.*]

Vous m'avez écrit une lettre charmante, cher ami, dont je vous remercie de tout mon cœur. Ce que vous dites sur Schlegel est parfaitement juste, mais à présent il vous aime tendrement. Je suis toute triste de quitter l'Angleterre quoique, certainement, je ne m'y sois pas beaucoup amusée. Mais un Anglais est un être si noble et si vrai! J'espère qu'ils viendront sur le continent et là ils seront très agréables. Ici ils se ressemblent trop extérieurement; de la même manière qu'il faut tenir à un parti en politique, il faut tenir à une classe dans la société, soit des *fashionables* ou même des antifashionables. Un Anglais cherche à faire partie de quelque chose plutôt q[ue d'ê]tre un tout lui même. Les Français imitent les autres pour faire effet et les Anglais pour n'être pas regardés. J'ai un peu peur de la France que je ne connais pas, mais ce dont je me réjouis c'est de vous revoir et de retrouver

sentiment vrai, profond, inaltérable pour elle était un obstacle à toute galanterie de ma part envers une autre femme; je n'aime personne avec la même force qu'elle. Elle a été un ange pour moi, et ma dernière parole, si je meurs, sera une prière pour elle, mon dernier sentiment celui de la reconnaissance et de l'amour.

» Je pardonne à madame de Staël l'événement dont elle aura été la cause et je ne la tiens pas pour responsable de la fureur d'un jeune fou. Je la prie de même de me pardonner si, en certaines occasions, je lui ai causé du chagrin. Je n'examine pas si j'ai eu tort ou raison; lui avoir fait de la peine suffit pour m'en faire ressentir du remord.

» Je laisse tout ce que je possède sans exception à ma femme et la prie de se mettre d'accord avec mon père au sujet de la partie de mes biens à laquelle il prétendra. Mais dans la mesure où ma volonté comptera je donne à ma femme tout ce qu'elle voudra garder de mes biens.

» J'espère que ma mort ne causera pas de grande peine à mon père et cette pensée me console des circonstances qui nous ont éloignés l'un de l'autre durant ces derniers temps.

» Je laisse à M. d'Arlens sept paquets cachetés et marqués Σ qui se trouvent dans une caisse chez madame de Nassau. En les ouvrant il verra l'usage qu'il doit en faire.

« BENJAMIN CONSTANT »

votre esprit pour lequel j'ai un souvenir de patrie. Vous trouverez ma mère maigrie et faible de santé mais vous verrez plus que jamais combien c'est une personne admirable. Adieu.

XIX

[*Lettre d'Albertine de Staël.*]

2 août [1814, Coppet].

Je suis bien étonnée, cher ami, que nous n'ayons pas de lettres de vous depuis quinze jours que nous sommes ici[1]. Il me semble que dans un pareil moment quand vous savez que ma mère désire avoir des détails sur ses affaires et sur Paris, c'était un devoir d'amitié que d'écrire. Vous êtes amical en présence; mais, en absence, quand vous ne vous *ennuyez* pas, vous oubliez vos amis. Ma mère se trouve assez bien comme santé de Coppet, mais elle est inquiète de ce qui [se] passe là-bas et elle aurait besoin de nouvelles. Je suis très heureuse à Coppet, je cours, je monte à cheval et je sens avec plaisir que je ne regrette point Paris. Une *seule chose est* nécessaire dans la vie comme dans la religion et on est heureux d'être indépendant de tout le reste. On ne peut se retrouver ici sans que mille choses vous rappellent. Si vous y étiez, ne sentiriez-vous pas qu'il faut tâcher de réparer par du soin dans les petits détails l'irréparable mal qu'on a fait en grand? Il y a bien des choses qui manquent à Coppet. Vous m'amusez tant quand je vous vois que je ne vous sais mauvais gré de rien, mais de loin je suis moins douce. Les Bernois parlent aussi de tout rétablir et veulent reprendre les nouveaux cantons par *droit divin*. Mais le pays de Vaud ne les écoute pas, ils sont *presque* tous *Français* ici. Simonde[2] est revenu d'Italie révolté des persécutions qu'on y fait souffrir; il y a ici quelques Anglais assez agréables. Du reste la société de nos voisins recommence et je crains que le monde ne m'ait pervertie, car je ne jouis plus autant de l'esprit du général Frossard[3]. Ces sortes de gens ont pourtant un avan-

1. Madame de Staël quitta Paris pour Coppet le 14 juillet 1814 et y rentra vers la fin octobre.

2. Jean-Charles-Léonard-Simonde de Sismondi, l'économiste et historien célèbre (1743-1843).

3. Général Frossard, Marc-Étienne, anciennement au service de l'Autriche qu'il quitta avec le grade de général en 1793. Il fut également un poète agréable.

tage, ils me rappellent mes anciennes pensées comme un vieux meuble que je n'aurais pas vu depuis longtemps, ils ne sont rien par eux-mêmes mais le son de leur voix me remet à deux ans de distance. Dites au général La Fayette que je pense à lui bien souvent et que je le prie de ne pas m'oublier. C'est le seul juste de Sodome auquel je vous demande de parler de moi. Vous n'êtes certes pas un des justes, cependant, comme je vous l'ai dit, vous me plaisez comme une nouvelle et une ancienne connaissance à la fois. Je ne vous comprends pas, je crois que personne ne vous est nécessaire, vous avez besoin de l'esprit de vos amis mais pas d'eux-mêmes; cinq indifférents agréables valent pour vous le meilleur ami. Adieu, écrivez-nous donc. Albertine.

[*De la main de madame de Staël.*]

Votre silence m'a blessée, je ne m'y attendais pas, — c'est trop. —

XX

Ce 18 août [1814, Coppet].

Quand vous avez vu que je reviendrais près de vous, vos lettres ont changé de ton et celles que vous m'avez écrites de Paris à Londres m'ont profondément blessée. Quand je suis revenue, je vous ai trouvé d'accord avec vos lettres, pas un regard, pas une inflexion ne trahissait en vous un souvenir et je vous admirais quelques fois d'être si spirituel et si peu inspiré tout ensemble[1]. — Cela m'a fait de la peine mais cela valait mieux, car quinze ans d'un sentiment si profond sont une cruelle blessure dont il ne serait que trop aisé de faire sortir du sang. Mais laissons cela. — Le rejet de la liberté de la presse et ce qu'on a dit sur l'Angleterre a ranimé mon ancien cœur; mais laissons encore cela. Je désire seulement d'être payée et j'en serais très reconnaissante. C'est pour Albertine que je le désire, elle est si agréable, elle gagne tellement qu'il n'y a rien qu'elle ne mérite. — Je vous l'ai dit, ce que je souhaiterais, ce serait Victor de

1. Le 23 décembre 1814 Constant écrivait à sa cousine Rosalie au sujet de ses relations avec madame de Staël comme suit : « Ma relation, si relation il y a, avec madame de Staël est plus que simple. Je passe des semaines sans la voir un instant seule, et des jours sans la voir du tout... » (Ménos, p. 534).

Broglie. — Tâchez de faire parler d'elle devant lui, on peut la louer certes sans rien exagérer. — Sa figure est encore embellie et tous les Anglais ici en sont enthousiastes. — La famille Humboldt[1] est ici : trois filles, un fils, un instituteur et la mère, cela est fort agréable d'esprit, mais sa fille est horrible. La princesse de Galles[2] doit arriver ici le mois prochain, mais je n'ai nulle envie de l'y attendre. Mandez-moi quand vous croyez que je peux revenir, quand la délibération des pairs sera finie[3]; je ne sais pourquoi elle serait longue. — Je suis toujours inquiète de mes affaires et je voudrais être là pour les surveiller. — Mad[ame] de Constant arrive-t-elle bientôt à Paris? J'ai vu vos parents ici il n'y a rien de changé que les visages; — les esprits sont aussi un peu flétris mais du reste cela va bien. — Le général Filangieri[4] a passé ici; il m'avait fait dire qu'il voulait épouser Albertine, mais c'était quand elle était si enfant qu'il ne valait pas la peine d'y répondre. — Je lui crois le même désir, mais il a pris un air bonapartiste. — A propos, savez-vous que les Genevois sont très illibéraux? Ils enlèvent l'acceptation de leur mauvaise constitution

1. Humboldt, Charles, Wilhelm (1767-1835), frère aîné d'Alexandre de Humboldt, célèbre humaniste. Charles fut le premier ministre de l'instruction publique en Prusse et le fondateur de l'université de Berlin, ministre à Vienne en 1810, marié depuis 1791.

2. Amélie, Élisabeth, Caroline, fille du duc de Brunswick-Wolfenbüttel et de son épouse Augusta, fille de George III, roi d'Angleterre. Elle fut mariée à son cousin le futur George IV en 1795. La mésentente qui régnait dans le couple princier est célèbre.

3. Il s'agit de l'affaire de la restitution des deux millions qui avait été avancés au trésor sous Louis XVI par M. Necker. Necker avait avancé 2 400 000 livres dont 400 000 lui avait été restituées par la Convention (cf. Stourm, *Les Finances de l'Ancien régime*). Napoléon ne consentit jamais à restituer les 2 millions qui restaient et ce n'est que sous la Restauration que madame de Staël réussit à obtenir gain de cause, encore que toute l'affaire fût remise en question par le retour de Napoléon durant les Cent Jours. La Commission chargée de la liquidation de cette dette termina ses travaux vers le 11 février 1815 et semble avoir conclu à un rejet (voir Lettres de Sismondi, *Revue Historique*, t. III, p. 323), mais l'intervention personnelle de Louis XVIII et celle du duc de Blacas furent favorables à madame de Staël. Pendant les Cent Jours elle réclama de Napoléon l'exécution de la décision de Louis XVIII, et Napoléon semble avoir été assez enclin à lui accorder sa requête. La fin des Cent Jours vint trop vite pour que nous puissions savoir quelle aurait été la décision définitive. Madame de Staël fut payée lors de la seconde Restauration.

4. Probablement le fils de l'écrivain politique célèbre, pour l'ouvrage principal duquel Constant écrivit un commentaire qui fut publié en 1822.

comme de petits tyrans et craignent l'esprit, comme si le danger à cet égard était grand chez eux. — C'est comique et triste comme le monde en petit. J'ai écrit à Auguste que je croyais qu'il valait mieux que notre nom ne fût pas prononcé au corps législatif. Qu'en pensez-vous?

XXI

Ce 25 août [1814, Coppet].

Je n'ai rien lu de si piquant et de si spirituel que vos observations[1], c'est un chef-d'œuvre de pensées sérieuses et de plaisanteries brillantes. Vous n'avez rien fait selon moi d'aussi parfait dans son genre. — Je l'ai lu à Lady Davy[2] qui est ici et nous faisions des exclamations à chaque ligne. — Mais de grâce dites-moi l'effet que cela a produit parmi les amis et les adversaires. — Il faut aussi que je vous parle d'une chose qui me trouble beaucoup, c'est la lettre dont voici la copie faite par Schlegel. Je ne sais pas si c'est une manière d'escroquer de l'argent ou si j'ai vraiment cette horreur à craindre. — Il serait dangereux d'écrite *un mot* à cette adresse; mais si vous aviez un laquais assez intelligent pour savoir qui y demeure, ou si le malheur voulait que vous entendiez parler de cet ouvrage, je vous supplie d'aller chez Beugnot de ma part et de le faire supprimer. — Vous sentez quel mal cela pourrait faire et je ne puis, dans cette circonstance, m'adresser qu'à vous. — Ce n'est pas pour moi vous le croyez bien, c'est pour ma fille que je suis troublée. Un mot de réponse sur les deux sujets de cette lettre. —

Les notes à votre seconde édition m'ont très intéressée; un journal anglais le Times says *the admirable little pamphlet* of Mr. B. C. on the liberty of press. Toute l'Angleterre est à Sècheron. Faites donc envoyer vos brochures chez Paschoud[3], — au reste à Genève ils ne sont guère libéraux.

1. Il s'agit de la brochure de Constant intitulée; *De la liberté des journaux, des brochures et des pamphlets*. Deux éditions en 1814 (2e éd. in-8°, 75 p.).

2. Lady Davy, née Jane Kerr, 1780-1855 mariée depuis 1812 à Sir Humphrey Davy, célèbre chimiste (1778-1829).

3. Paschoud, libraire éditeur de Genève, qui publia le *Wallstein* de Constant en 1809.

XXII

Pourquoi n'êtes-vous pas venu hier? Si vous pensez à venir ici aujourd'hui, songez que je dîne à quatre heures et demie pour aller à Brunet. — Il me paraît inconvenable d'aller dîner demain chez madame Beugnot[1], n'en ayant pas reçu un mot. Si vous y dînez, dites-lui que je n'ai pas osé y venir, n'ayant pas reçu d'invitation. — Vous ne soignez pas assez vos vrais amis, — vous négligez ce qui est *sûr*, — mais c'est même mal calculé.

Vendredi matin.

Ce billet était écrit quand le vôtre m'est arrivé, si vous voulez amener Saint Léon pour une heure j'en serais ravie, mais voilà mes projets du jour. — Je n'ai rien de Beugnot. — Merci pour Villers. —

Mardi cinq heures.

[Octobre-décembre 1814.]

XXIII

M. de Balainvillers dit que M. de Blacas[2] a pris à lui toute mon affaire et que je n'ai plus rien à voir à la commission[3]. — Vous me ferez grand plaisir d'aller savoir tous les détails de notre affaire chez M. Forestier demain. — Ne dînez-vous pas chez moi demain? — Quand vous avez le moindre accent de vérité, même sur ce qui me déplaît je me rapproche de votre âme. — A demain.

[Février-mars 1815].

XXIV

[12 mars 1815, en cours de route de Paris à Coppet[4]].

Je vous supplie par notre ancienne affection de partir

1. Beugnot, commissaire du Gouvernement provisoire à l'Intérieur (3 avril 1814), directeur général de la police (13 mai), conseiller d'État en service ordinaire (5 juillet), ministre de la Marine (3 décembre 1814).

2. Le duc de Blacas des Aulps, favori de Louis XVIII, fut nommé ministre de la Maison du Roi le 13 mai 1814 et conserva ses fonctions jusqu'au 20 mars 1815.

3. Il s'agit de l'affaire de la restitution des 2 millions, la commission chargée du règlement de cette affaire termina ses travaux en février 1815.

4. Madame de Staël quitta précipitamment Paris le matin du 11 mars 1815, cinq jours après que la nouvelle du débarquement de Napoléon se fut répandue à Paris.

à l'instant. — Si vous pouvez passer par la Suisse j'en serais bien heureuse, mais ce que j'ose exiger c'est votre départ. Prenez un passeport où le nom de baptême ne soit pas. — God bless you[1].

XXV

7 avril [1815, Coppet][2].

Combien il est pénible de voir un homme tel que vous faire par l'amour du jeu la plus triste des folies. Vous savez que tôt ou tard votre tante vous déshéritera pour cela et vous ne craignez pas à votre âge que tout le monde dise que vous l'avez bien voulu. — Il n'y a pas plus de raison que de dignité à cela et Dieu veuille que le manque d'argent pendant toute votre vie n'expie pas votre passion d'un moment. — Mon Dieu que cela est absurde! — Je n'ai vu personne ici qui pût ni vous concevoir ni vous approuver. — Je vous en dirais bien plus si cela pouvait être utile mais vous n'avez qu'une idée dans la tête et la passion qui vous domine ne passera jamais parce que vous n'en atteindrez jamais le but, et que vous n'avez jamais connu dans ce monde que la difficulté. — Je vous plains et je suis irritée, je l'avoue, du mal que me fera votre ruine quand elle sera si bien votre faute! Laissons cela. — Comme j'ai su positivement que l'Emp[ereur] avait bien voulu dire qu'il était très content de mon silence pendant cette année et de toute ma conduite envers lui et que je pouvais revenir, j'ai écrit au ministre de la police[3] et au prince Joseph[4] pour leur dire que ce n'était pas revenir à Paris que je souhaitais, mais que la promesse d'inscriptions[5] que je possède ne fût pas refusée, puisque le mariage de ma fille tenait à cela. — En effet je crois qu'il y tient car il y a quinze jours que nous n'avons pas un mot de

1. Sur la quatrième page de la main de madame de Staël : « Monsieur Benjamin Constant. »

2. A la date du 11, Constant note dans son journal [éd. Rudler, *Revue des Études Napoléoniennes*, janvier-février 1915, p. 103] : « Lettre de madame de Staël désapprobation ». A en juger par cette lettre madame de Staël attribuait à la passion du jeu le retour de Constant à Paris et son ralliement à l'Empire.

3. Fouché.

4. Joseph, frère de Napoléon, fut toujours un ami fidèle de madame de Staël.

5. Il s'agit toujours du remboursement des deux millions.

Victor[1]; ne dites cela à personne et surtout pas à madame R.[2], mais *mandez-moi* ce que vous en savez. — Je n'ai pu lui dire ce que vous feriez si je n'étais pas payée et en général je trouverais triste qu'une si charmante personne fût marchandée. — S'il ne s'agissait pas d'elle je ne vous dirais pas un mot d'affaire car je regarde votre fortune comme perdue si vous continuez la vie de Paris. — Écoutez-moi comme une prédiction, si vous ne me croyez plus comme une amie. — Savez-vous que mad[ame] Cachet demeure à Genève?

XXVI[3]

Ce 10 avril [1815, Coppet].

Je reçois une lettre de vous dans laquelle vous ne me dites pas un mot de Victor[4]. Mais ce qui est plus surprenant encore, c'est que depuis l'arrivée d'Auguste nous n'avons pas reçu un mot de lui. Ceci est tellement étrange que je ne puis me l'expliquer. Je vous prie *si* ce mariage a lieu et *si* je ne reçois pas mon argent, de vous donner la peine de payer ou bien 40 000 francs ou bien 2 000 francs de revenu. Si même je réunissais tous mes moyens je ne pourrais pas dépasser 100 000 écus à cause de mes pertes en Italie qui sont complètes, de celles que j'ai essuyées en Angleterre et de ce que le total est menacé[5]. Tâchez de me faire savoir (sans en parler

1. Victor de Broglie, fiancé à Albertine de Staël.

2. Sans aucun doute madame Récamier.

3. Documents Strodtmann. L'adresse : Monsieur Benjamin Constant de Rebecque, rue Neuve de Berry, n° 2, faubourg du Rouille à Paris [Strodtmann a dû se tromper car l'adresse est ou bien faubourg du Rouille, n° 2, ou rue Neuve-de-Berry, n° 6].

4. Victor de Broglie, fiancé d'Albertine de Staël.

5. Le 29 janvier 1815 Sismondi écrivait à sa mère : « Pour le coup le mariage de sa fille [la fille de madame de Staël] avec le duc de Broglie (âgé de vingt-neuf ans) paraît fait. Elle lui donne, si elle n'est pas payée, 400 000 francs, elle en rajoute 200 000 si elle est payée, et elle a tout lieu de croire qu'elle le sera » [*Revue Historique*, vol. III, p. 105]. Le 11 février il ajoutait : « Madame de Staël chez qui je dînais hier était dans une extrême agitation; elle venait de découvrir que le rapport de la commission de liquidation avait été très fort contre elle. Après les paroles positives du Roi et de M. de Blacas, elle court risque de se voir rejetée. Ce n'est pas qu'elle y renonce à beaucoup près, elle conserve même beaucoup plus d'espérance que je n'en aurais à sa place. Cette affaire lui tient surtout à cœur pour le mariage de sa fille, qui est comme publié, qui se ferait sans ce paiement, mais qui alors se trouverait assez pauvre » [*Ibid*, p. 323]. Enfin le 26 février, il écrit : « Je crois que ce sera pour le commencement d'avril

à qui que ce soit au monde), comment il se fait que Victor se conduise d'une façon inexprimable; tâchez de lui parler.

Je ne veux rien vous dire au sujet de la politique, je ne puis pas *balbutier des mots profanés*. S'il est vrai que vous travaillez à la constitution[1], je vous conseille de songer plus aux garanties qu'aux déclarations des droits. — Le prince Joseph m'a écrit la lettre la plus aimable du monde; il me dit qu'il *ne doute pas du succès* de ma réclamation. C'est la seule chose que je désire, surtout à cause de l'ajournement du mariage. — Ma santé ne me permet pas un séjour à Paris, et j'ai besoin du sud pour vivre. — Je ne sais donc pas quand nous nous reverrons. — Puissiez-vous être heureux et raisonnable, — il est difficile qu'à notre âge l'un puisse se passer de l'autre.

Vous devez m'écrire à Genève afin que je reçoive la lettre plus vite.

XXVII[2]

Coppet, ce 17 avril [1815].

Pourquoi n'est-ce pas vous qui m'avez écrit le premier? Je vous en avais prié à mon départ, et, pour vous en faire un genre de devoir, je vous avais prié en outre de me tenir au courant de toutes les nouvelles concernant ma grande affaire. Vous avez laissé écouler trois semaines sans m'écrire une seule ligne, et maintenant vous me mandez ce qu'on dit à Auguste! Ce n'est pas tout, vous m'écrivez deux pages sur le ton d'un acquis de conscience « On dit que le d[uc] de Broglie pense à votre fille. » Elle-même a été très peinée de cette légèreté à propos d'un tel intérêt. C'est Auguste qui vous aura probablement dit cela; néanmoins j'aurais donné je ne sais quoi pour une ligne de plus sur un sujet

que sera et le voyage et le mariage. Comme les deux millions sont promis, les jeunes époux auront entre eux deux environ 36 mille francs de rente ce qui est considéré comme fort peu pour vivre à Paris; aussi passeront-ils plus de la moitié de l'année à la campagne [*Ibid*, p. 328].

1. Le 5 avril 1815 le *Journal général de France* annonçait : « On assure que M. Benjamin Constant a été nommé l'un des commissaires chargés de préparer l'acte constitutionnel. » Cette note fut reproduite dans divers journaux le 6 avril [cf. Journal Intime, éd. Rudler, p. 102].

2. Document Strodtmann.

si important. M. de Broglie est justement l'homme que je désirais entre tous, et je ne puis comprendre comment on peut traiter un pareil intérêt avec une telle légèreté. Je sais que depuis que vous ne vous ennuyez pas[1] je ne suis plus rien pour vous. Depuis le jour où vous avez parlé au prince de Suède, le ton de vos lettres à changé, bien qu'alors il n'y eût rien de nouveau que 8 jours auparavant, sauf que je suis pour vous la belle Angélique[2] et que je vous apparais comme un remords qu'on ne ressent que quand on est malheureux. J'ai la triste faculté de lire au plus profond des cœurs. Mais écrivez-moi au sujet d'Albertine et tâchez de conserver au moins autant de sentiment qu'il en faut pour votre talent. Votre lettre au *Journal des Débats* était presque comme celle que vous m'avez adressée dans la dernière édition, c'est-à-dire lorsque vous aviez autre chose dans la tête. M. de Rocca n'a reçu ni votre brochure, ni son Thucydide. J'aurais reçu volontiers la seconde édition de la *liberté de la presse* sous bande, vous pourriez me l'envoyer à Genève. La lettre de madame de Monthuissier Malesherbes m'a mis dans un état d'irritation que je ne puis décrire! Et vous connaissez les sentiments qui m'ont agité à sa lecture. Dieu soit loué, mon père ne subira pas pareille apologie. J'ai bien fait de m'éloigner; quand me conseillez-vous de revenir et dois-je choisir Clichy ou un appartement en ville? Conseillez-moi à ce sujet. J'ai ici une société anglaise agréable, j'ai bien pris en affection Coppet depuis que j'y suis de mon gré. Je prie ici beaucoup le ciel en m'adressant à mes Saints[3]. Vous souvenez-vous que vous étiez un mystique? Avez-vous réellement écrit que la liberté de la presse *ne devait pas attaquer le républicanisme*? On le dit à Genève où les gens sont aristocrates à la Calvin ou plutôt d'une manière illibérale. Adieu. Écrivez-moi.

Les affaires de la Suisse auront un cours pacifique et les dix-neuf cantons resteront.

1. Allusion à la passion de Constant pour madame Récamier.
2. L'amante délaissée, allusion à l'opéra *Roland*, de Philippe Quinault (note de Strodtmann).
3. Monsieur et Madame Necker.

XXVIII

17 avril [1815 Coppet].

Vous aurez vu par mes lettres par la poste que j'aurais mieux aimé pour vous une autre conduite. — Vous en êtes meilleur juge que moi, mais il me semble qu'un intervalle était nécessaire et qu'un voyage y satisfaisait. — Enfin laissons cela. J'ai vu hier Lucien [1] qui attend encore pour revenir à Paris. Je ferai de même à moins que cela ne fût nécessaire à mes affaires. — Mais comme je suis en conversation politique comme Nicolle du Bourgeois Gentilhomme et que je vais droit au corps, il me semble que l'Empereur lui-même doit trouver mieux que je ne revienne que quand la constitution sera finie ou qu'il en sera fini des constitutions. — Mon intérêt à moi c'est mon paiement, il y a mille difficultés d'argent que je ne puis lever dans mon mariage, si je ne suis pas payée. Auguste va pour cela, et j'irais et je ferais tout pour une chose dont mes enfants ont vraiment besoin. *Si* tous mes efforts sont vains je vous prie de mettre à la disposition d'Albertine chez Fourcault 40 mille francs ou deux mille de revenus. Mon fils porte avec lui l'acte passé entre nous, il vous le rendra contre votre assignation. — Je le répète : *si* je ne suis pas payée avant le contrat d'Albertine, le seul service que vous puissiez me rendre c'est de dire aux puissants que c'est par une loi que je suis liquidée, qu'un contrat est fondé sur cette liquidation, et que c'est absolument comme la vente des biens que l'Em[pereur] a ratifiée [3]. — Il ne s'agit d'ailleurs d'aucune dépense mais simplement de faire mettre en bas par le ministre des finances : *approuvé la liquidation ci-dessus.* — Au reste parlez-en à Auguste. Je ne me reproche pas de vous

1. Lucien Bonaparte, prince de Canino, frère de Napoléon.

2. A la date du 20 avril Constant note dans son journal « Lettre de madame de Staël : elle voudrait que je ne fisse rien pour ma fortune, et que je lui donnasse le peu que j'ai; jolie combinaison : ni l'un ni l'autre » [éd. Rudler, p. 104]. Il se peut pourtant que cette note se rapporte à la lettre du 10 avril ou à celle du 17 toutes les deux publiées par Stradtmann, voir les deux lettres qui précèdent.

3. Constant s'employa effectivement au service des intérêts de madame de Staël; à la date du 10 mai il note dans son journal; « Courses chez Gaudin [duc de Gaète, ministre des finances] pour madame de Staël » [éd. Rudler, p. 107].

occuper des intérêts d'Albertine. — Vous savez très bien que je ne tiens pas au parti royaliste, si l'Emp[ereur] donne la liberté il sera pour moi le gouv[ernement] légitime; mais depuis le voyage d'Antibes, surtout, je ne sais qui pourrait lui résister en face. J'en serais moins capable à présent qu'autrefois, jugez de la nation. Enfin je ne pense qu'à ma pauvre Albertine, mais c'est un supplice dont vous n'avez pas d'idée que la complication des devoirs, des engagements, des sentiments. — Ah, mourir arrangerait tout. Je suis fâchée d'accepter le sacrifice des 40 mille francs que vous voulez faire à mes intérêts actuels; mais en vérité, si le mariage a lieu et que mon paiement ne soit pas fait, leur situation l'exige. Cela *seul* pouvait me déterminer, vous le savez, à vous le demander. Puissiez-vous être heureux à votre manière, j'aurais voulu que ce fût à la mienne.

XXIX[1]

Ce 30 avril [1815, Coppet][2].

La constitution m'a fort satisfaite[3], — cependant j'ai quelques objections à faire. Que seront les conseillers d'État? Sont-ils responsables ou inviolables? Que signifie leur présence dans la constitution? Que seront les pairs? On n'a pas tout dit en prononçant ce mot. — Une chambre de militaires ne serait pas une garantie pour la liberté. L'administration des provinces ne sera-t-elle pas confiée à des hommes élus par le peuple? Quoi qu'il en soit, il faut louer ce qui est louable et je conçois que vous soyez très content d'y avoir collaboré. — Mais ce que vous me dites de la satisfaction que vous ressentez ne me semble pas provenir uniquement de votre conscience. C'est une grande chose que de prononcer de grands principes, les principes gouvernent parfois les hommes plus que les hommes n'en sont les maîtres. — Quant à vous, vous savez mieux que personne ce qu'on peut dire; je suis

1. Documents Strodtmann.
2. Constant note dans son journal à la date du 6 mai : « Lettre de madame de Staël. Quelle harpie, elle n'aura pas si bon marché de moi qu'elle croit » [éd. Rudler, p. 107].
3. L'acte additionnel est du 22 avril 1815.

personnellement disposée à tout comprendre, sauf en ce qui a rapport à un manque de sentiment, et en ceci vous n'étiez pas lié. — Je me suis permis de vous dire que votre conduite au sujet de mon affaire est bien moins pardonnable. — Vous m'avez *promis* de me rendre 40 000 francs sur les 80, à l'occasion du mariage de ma fille. — Je promets ces 40 000 francs à M. d'Argenson qui le rappelle dans sa dernière lettre à Victor, qui devait s'établir avec cette somme; que puis-je faire sinon dire que vous vous soustrayez maintenant à votre obligation? — Notre arrangement, vous le savez, n'est qu'un simple cadeau, qui ne signifie rien. Considérez donc votre situation — en quoi a-t-elle changé depuis votre *promesse* à Paris, sinon pour le mieux? — Vous m'écrivez, dans votre avant-dernière lettre, que vous vous êtes engagé envers moi et Albertine dans l'espoir de devenir député. Maintenant vous êtes conseiller d'État, cela rapporte plus. — Dites donc à Fourcault qu'il subroge ma fille dans une partie de votre créance sur madame Du Roure[1]. — Vous venez maintenant avec l'invention que votre situation ne saurait avoir de durée, mais puisque vous dites vous-même que l'Empereur est invincible, que craignez-vous? En outre, quand est-ce que vous trouverez que votre situation sera durable? Et que m'importe-t-il de savoir ce que vous ferez ou ne ferez pas à une autre époque, alors qu'il s'agit maintenant de quatorze jours, durant lesquels le sort de ma fille doit être réglé. — Nous avons eu autrefois une correspondance qui dura pendant six mois et dans laquelle vous me menaciez tous les jours de me payer par une hypothèque sur Vallombreuse, etc. — Vous n'avez rien perdu depuis et je vous ai prouvé alors que, s'il ne s'agissait que de moi, je voulais tout vous donner, — mais maintenant, alors qu'il s'agit du sort de ma fille, je dois comme mère poursuivre cette affaire avec toute l'insistance dont on *peut* la poursuivre. — Vous serez préservé de ces désagréments, que je ne veux pas spécifier davantage, si je reçois mon argent, et il me semble que vous pouvez aisément persuader l'Empereur que si une liquidation a lieu maintenant, en proportion à la vente des biens de l'année passée et s'il suit le principe, sur lequel je

1. Strodtmann n'a pas pu lire le nom de madame du Roure.

me fonde, et l'article de la constitution qui déclare que toutes *les propriétés acquises en vertus d'une loi sont inviolables*[1], ma liquidation est une *propriété acquise.* — Enfin il ne tient qu'à vous de convaincre l'Empereur que je suis une personne sur laquelle la reconnaissance aura toujours un plus grand pouvoir que n'importe quel souvenir. — Je souhaite ardemment que vous soyez fidèle à la constitution, l'estime qu'on aura pour vous en dépend. — Pensez à la situation d'Albertine, je vous en conjure, et à l'inquiétude que je souffre à son égard, et trouvez naturel qu'à un tel moment *tous* les moyens qui sont à ma disposition soient employés pour elle. — Aimez-la donc, *elle* au moins.

XXX

Ce 15 mai [1815, Coppet][2].

Je ne saurais répondre à votre lettre, elle dépasse tout ce que je croyais du cœur humain. Les lois de ce pays vous regardent comme moi, c'est ici que je consulterai. — Mais dussé-je perdre, j'aurais l'amer plaisir de rassembler des faits qui exciteront une pitié profonde pour une personne assez malheureuse pour avoir été liée quinze ans avec vous! Vous osez vous servir de la générosité que j'ai eue envers vous quand je vous aimais, comme d'un droit! Et que dites-vous de la promesse que vous m'avez faite à Paris et que vous rappelez dans votre avant-dernière lettre? Vous me dites que mes enfants auront la plus grande partie de votre fortune après vous, — votre? La mienne, — puisque je vous prête ces 80 mille francs sans intérêts votre vie durant, — si la loi maintient un arrangement, dont vous n'avez rempli aucune condition et qui n'est pas légal puisqu'il n'est pas autorisé. — Si je n'avais pas promis cet argent à M. d'Argenson *d'après votre promesse* répétée dix fois à Paris, je vous laisserais à tout ce que vous faites et à tout ce que vous êtes. Mais, si je le puis, je vous ferai tenir votre promesse; si je ne le puis

1. L'article 63 (titre VI, Des droits des citoyens) de l'Acte Additionnel déclare : « Toutes les propriétés possédées ou acquises en vertu des lois et toutes les créances sur l'État sont inviolables. »

2. A la date du 19 mai Constant note dans son journal : « Lettre de madame de Staël. Voilà donc la guerre entre nous? Je le veux bien, je la ferai de bon cœur. » [éd. Rudler, p. 108].

pas, nos deux conduites au moins seront connues. — Cela complètera vos mémoires. Vous savez qu'une partie de cet argent a été avancée par moi à votre père, — au reste vous l'avez traité comme vous me traitez. — Quant à votre fortune, je ne conçois pas pourquoi vous me dites ce qui est faux, quand je la sais comme la mienne. Vous êtes aujourd'hui plus riche que moi, — vous n'avez soin de personne, vous n'êtes obligé à rien envers qui que ce soit. — Ainsi vous n'avez pas une excuse pour une action que vous motivez d'une manière qui me révolte encore plus que l'action même. — Je vous prie, comme vous le dites si bien, de ne pas *m'obliger* — vous me devez 80 mille francs, payez-en la moitié et laissez-moi du reste sans rapport de service avec vous. — Vous avez daté du 9 mai. — Je vous conseille d'être heureux car à présent l'adversité ne vous siérait pas.

XXXI[1]

Coppet, ce 25 (? 23) mai [1815][2].

S'il ne s'agissait que de moi je continuerais de vous faire cadeau de ce que je vous avais prêté, comme j'en ai eu la folie à d'autres époques, mais vous êtes *coupable* de ce que le mariage de ma fille ne puisse se faire, *coupable* parce que vous avez *promis* 40 000 francs et qu'ils sont portés au contrat. J'ai négligé de vous le faire signer; mais comme vous me parlez de lettres, j'en ai une de vous qui avoue cette *promesse*. Mais en outre quel homme, qui ne me supplie pas à genoux de lui permettre de participer au bonheur d'Albertine! quel homme, qui est aujourd'hui dans une heureuse situation et ne cherche pas, malheureuses que nous sommes, à être utile à ma fille! quel homme, qui fait autant de mal à la fille qu'il en a fait à la mère, quel homme! L'imagination frémit à l'horreur d'une telle expérience. Toute la terre jugera votre conduite comme moi, mais au moment de votre

1. Documents Strodtmann. L'adresse: Monsieur Benjamin de Constant, conseiller d'État, rue Neuve de Berry, n° 2, fbg. du Roule, Paris.

2. A la date du 27 mai Constant note dans son journal : « Lettre furieuse de madame de Staël. Dieu sait où s'arrêtera sa furie » [éd. Rudler, p. 109]. La date du journal étant exacte, je suppose que Strodtmann a dû mal lire et prendre le 23 pour le 25, car les lettres mettaient toujours quatre jours pour venir de Coppet à Paris.

mort le souvenir de votre vie passée vous fera trembler. Du reste tout est fini entre vous et moi, entre vous et Albertine, entre vous et quiconque est encore susceptible de sentiment. Je ne vous parlerai plus que par l'intermédiaire des avocats et comme tutrice de ma fille. — Adieu. —

XXXII

Coppet, ce 28 mai [1815][1].

Je ne voulais plus vous écrire sur ce sujet affreux mais les lettres que mon fils m'apporte exigent une dernière réponse. — Vous me menacez de *mes lettres*. Ce dernier trait est digne de vous, menacer une femme de lettres intimes qui peuvent compromettre elle et sa famille pour ne pas lui payer l'argent qu'on lui doit, c'est un trait qui manquait à M. de Sade. — Sans doute si telle est votre intention, comme Albertine en souffrirait, et que mon fils en serait irrité, quand il sera prouvé aux yeux de l'Europe que vous me devez 80 mille francs dont 34 *à mon père* pour Hérivaux, 18 pour votre billet pour Valombreuse, etc., point d'intérêts depuis dix ans, je déclarerai qu'une femme ne peut pas s'exposer à la menace de publier ses lettres et ce nouveau genre de moyen de s'enrichir sera connu, car avant vous personne n'eût osé le concevoir. — Ce manque de fortune que vous affichez, quand vous avez joué tout l'hiver comme vous avez joué, est une moquerie. — Il vous plaît de dire de moi que je ne veux pas me gêner pour Albertine, oubliant que ma fortune est réduite de moitié par l'exil, et que je suis chargée de vingt mille francs de pension y compris Schlegel et mademoiselle Randall. — Mais cela est égal. — Vous me devez 80 mille francs, notre absurde convention en est la preuve. — Vous m'avez *offert* la moitié, ma fille en est témoin et le projet de contrat en fait foi. D'ailleurs quand j'aurai la signature de tous les avocats de ce pays-ci, si vous me menacez de mes lettres, je suis prête à faire dire en tribunal que cette menace a suspendu la procédure. — Ainsi si vous êtes capable d'une lâcheté beaucoup pire qu'un vol, je

1. A la date du 2 juin Constant note dans son journal : « Lettre de madame de Staël. Quelle furie! » [éd. Rudler, p. 110], mais le 31 mai il notait déjà : « Lettre plus furieuse encore de madame de Staël. Je l'attends et je l'écrase » [éd. Rudler, *ibid.*]. Il faut qu'une lettre se soit perdue.

veux que cette lâcheté soit connue, mais elle m'arrêtera, du moins pour un temps. — Car je trouve votre conduite tellement atroce que, sachant parfaitement que ni l'honneur, ni l'amitié, ni le désespoir que vous avez répandu sur ma vie, ni le mal que vous faites à ma fille, tout cela n'est rien pour vous, et que l'argent seul dispose de votre vie politique et privée, je tâcherai de vous faire rendre ce que vous me devez, parce que je sais que ma fille et moi nous mourrions de chagrin demain que cela vous ferait beaucoup moins que d'avoir payé vos dettes. — Vous manquez d'esprit à force de méchanceté. Vous m'écrivez que vous avez voulu rompre avec moi et que *je vous ai retenu par* [*des ser*]*vices d'argent*, je le sais, mais il é[tait étrange] de le dire. C'est ainsi que votre esprit vous fait dire quelquefois ce que vous êtes, mais prenez-y garde, vous avez trop lassé la puissance de vos talents, ils ne vous tireront plus de votre caractère, il est trop connu maintenant. — Albertine non moins blessée que moi témoignera l'offre que vous *lui* avez faite à Paris et votre place de conseiller d'État n'a pu la changer. — Vous avez dit à Auguste que madame du Roure[1] ne vous payait pas; hé bien, je prends la créance de madame du Roure en tout ou en partie. — D'ailleurs il ne s'agit pas d'avoir raison, vous savez comme moi la vérité, mais ce que vous savez moins, — c'est que le malheur que je vous ai dû, l'horreur de mes souvenirs de jeunesse en entier dévastés par votre effroyable caractère m'ont donné une fermeté de dé[cision] telle que pendant vingt ans [si je les] vis, je suivrai le procès que je vais commencer, — adieu. —

XXXIII

Coppet, ce 12 juin [1815][2].

Vous me dites que je suis une personne injurieuse et, pour me donner l'exemple de la modération, vous me citez le

1. A la date du 11 mai Constant note dans son journal : « Mon hypothèque sur madame Duroure pourrait bien être mauvaise »; elle l'était en effet [voir éd. Rudler, p. 108, note 4].

2. Constant dut recevoir cette lettre à la veille de Waterloo, ses journées étaient alors bien remplies. A partir du 2 juin, il ne note plus la réception des lettres de madame de Staël.

passage latin de *spretaeque injuria formae*[1] que vous croyez le plus insultant de tous pour une femme. — Mais vous vous trompez, une personne qui a donné toute sa jeunesse à un homme qui a déchiré son cœur, — comme l'auteur des supplices à petit feu pourrait le faire, — cette personne n'est plus accessible à l'amour-propre. Si vous aviez traité comme moi une servante aussi laide que bête mais qui vous aurait aimé comme je vous ai aimé, vous seriez encore ce que vous êtes : — l'homme le plus profondément amer et le plus indélicat qui vive aujourd'hui sur la terre. Vous me dites que depuis six mille ans les femmes se sont plaintes des hommes dont elles n'ont pas été aimées; mais depuis six mille ans aussi les hommes ont aimé l'argent et je ne crois pas que depuis deux mois vous vous y soyez montré indifférent. — Si vous croyez que je devais vous payer le plaisir de votre entretien, mon père vous devait-il 34 000 francs pour cela? Vous me dites que ma douleur autrefois vous faisait plus d'impression, voulez-vous me dire si elle vous a empêché de vous marier malgré une promesse de mariage à moi, et de porter à une autre, à mon insu, — la fortune que vous teniez de mon père et de moi? — Vous m'annoncez que *vous direz du mal de moi*, je suis fâchée de vous le dire, mais j'ai dix lettres qui me conjurent de marquer que je n'ai plus aucun rapport avec vous. — Si vous ne vous entendez pas mieux à attaquer les autres qu'à vous justifier vous-même, vous n'êtes pas à craindre, — d'ailleurs le fussiez-vous, pensez-vous que vous puissiez me faire une blessure nouvelle? — Il n'y a pas une place de mon âme qui ne soit ravagée par votre persévérante haine; — je m'étais réfugiée dans le passé, il vous a fallu dire à ma fille et à moi que vous n'aviez jamais aimé une femme trois mois, misérable propos de roué que vous deviez épargner à l'innocence d'Albertine. — Enfin, après que vous m'aviez encore ôté jusqu'à l'idée de ces jours de ma jeunesse dans lesquels, quoi que vous en disiez, j'étais digne d'un cœur en retour du mien, je voulais encore conserver un lien avec vous par le service que vous auriez rendu à ma fille. — Le malheur l'a frappé à 18 ans, — on dirait que tout ce qui vous a connu

1. « Spretæque, etc. » *Enéide* I, 27, sentiments prêtés par Virgile à Junon : colère contre Pâris pour « son mépris injurieux de sa beauté ».

doit souffrir et qu'il y a dans vous quelque chose d'une puissance perverse surnaturelle. Vous qui achetez des maisons, qui les payez de votre jeu, m'avez-vous dit, qui allez tous les soirs au salon des étrangers, vous ne savez pas faire un sacrifice à la fille d'une personne qui vous a donné 80 mille francs, qu'elle lui donnerait aujourd'hui si elle les avait. — Je donnerai tout ce que je pourrai à ma pauvre enfant et le ciel m'est témoin que, menacée l'autre jour par des dangers singuliers, je me consolais de mourir pour augmenter sa dot. — Mais j'ai *promis* ce que vous m'aviez *promis* et je ne puis le tenir. — On me dit en Suisse que l'acte que vous m'avez fait signer et que vous avez rédigé et écrit vous-même n'est pas légal, — nous verrons, — mais ce que je sais c'est que votre prétendu legs sans hypothèque, sans garantie ne peut servir à marier Albertine. Si vous aviez fait quelque acte chez Fourcault pour lui donner la nue-propriété de 80 000 francs placés en immeubles, je ne sais si cela était valable, vous auriez alors pu n'en donner l'intérêt à Albertine que pendant la durée de votre place. — En effet si vous la perdiez vous seriez bien malheureux, mais vous vous en tireriez au fond de vous-même. — Moi, depuis que je ne vois dans notre liaison qu'un sort jeté sur moi par la vengeance de l'enfer, je suis poursuivie par l'idée qu'apparemment je le méritais, que mon père lui-même n'a pu obtenir mon pardon, — enfin je souffre de ne plus pouvoir vous considérer que comme un être qui a été chargé de me punir, — je souffre autant que lorsque je vous aimais. — Si je puis me réconcilier avec Dieu après vous avoir approché, — je m'adoucirais peut-être, — mais dans ce moment je fuirais en criant d'un lieu quelconque où je pourrais vous rencontrer et ce me serait une jouissance de le dire à la face de la terre. — Voilà mes sentiments, mais, comme il ne s'agit que de ma fille, si vous pouvez m'offrir un arrangement avantageux pour elle, je l'accepterai. —

XXXIV

C[oppet], ce 21 juillet [1815][1].

Je voudrais que vous crussiez que je suis mieux pour vous

1. Le 29 juillet, Constant écrit à sa cousine Rosalie : « Madame de Staël

que je ne l'étais. — Il y a sûrement des points dans lesquels nous sommes en sympathie, mais il me semble que la conduite du ministère doit vous paraître bonne et l'on ne peut s'empêcher, ce me semble, à présent de désirer le maintien du roi et de la France, il n'y a d'espoir pour l'un que par l'autre. — Je ne sais ce que je ferai. Écrivez-moi l'état de Paris cela me décidera. — J'ai envie de l'Italie pour laisser passer tout ce flot d'étrangers qui me fait mal, quelque bien qu'il ait pu vous faire. — Je vous conseille à vous deux choses : d'être élu si vous le pouvez, si vous ne le pouvez pas de finir votre ouvrage sur les religions et de le publier. Mad. de Constant a écrit, dit-on, à Rosalie pour savoir de vos nouvelles. Mad. de Loys[1] et d'autres vous recevraient très bien à Lausanne. Le Landamann Pidou[2] dit que depuis Montesquieu il n'y a pas d'ouvrages plus forts que les vôtres. — Votre talent vous soutiendra toujours. — Je vous conseille Paris si vous pouvez y rester, car y revenir est toujours plus difficile, mais il ne faut pas s'exagérer les haines de parti; le temps les apaise. — Mon fils vous verra bientôt. — J'espère que nous serons payés et alors je m'en tiendrai à vous prouver par la consultation de Sécrétan[3] que j'avais raison *en droit* contre vous; mais il n'est plus question de cela à présent, puissiez-vous être encore heureux à votre manière. — Écrivez-moi. —

XXXV

Ce 11 août [1815, Coppet].

Votre justification[4] est parfaite et je me suis sentie ébranlée en la lisant; — il n'y a pas une possibilité de vous attaquer

m'a écrit une lettre plus amicale, en renonçant à ses prétentions sur ma fortune, que ces derniers événements n'ont point arrangée. Mais les mouvements qui paraissent bons doivent toujours être pris pour tels tant qu'ils durent ». [Ménos, p. 538.]

1. Pauline, femme de Jean-Samuel de Loys de Middles, conseiller d'État vaudois, tant de Benjamin Constant.

2. Auguste Pidou, chef du gouvernement vaudois.

3. La consultation de Louis Secrétan déjà citée a été publiée par M. Kohler, *Madame de Staël et la Suisse*, Payot, Lausanne, 1916, p. 696-699.

4. Il s'agit de l'apologie que Constant commença à rédiger le 8 juillet et qui lui valut d'être radié de la liste des exilés par Louis XVIII lui-même. Ce Mémoire qui est en effet un écrit d'une très grande force a été publié par Musnier-Desclozeaux, dans un volume de souvenirs intitulé *Indiscrétions*, 1798-1830, (Paris,

légalement; — il n'y a que vos amis qui peuvent s'affliger de l'extrême mobilité de votre caractère, vous avez des réponses excellentes à vos ennemis. — Quant à moi, si j'allais à Paris, avez-vous un doute que je vous verrais comme jadis? Si j'ai pu vous pardonner votre conduite envers moi, sont-ce les considérations de société qui pourraient agir sur moi? Mais si je puis éviter de voir la France dans l'état où elle est, je le souhaite ardemment. — Si j'osais me flatter qu'après avoir tant loué les Allemands dans leur adversité, ils m'écouteraient dans leurs triomphes, j'irais non pour me taire mais pour parler, car je ne sais rien qui puisse étouffer dans mon âme ce qui y est. — Mais tant de personnes en France doivent leur faire entendre la vérité qu'il y aurait de la présomption à me croire plus heureuse qu'une autre; j'attends donc le résultat de mes affaires et je me voue uniquement au sort d'Albertine. — Mon intention est d'aller à Rome où nous aurons nous-mêmes la dispense. Peut-être se mariera-t-elle à Saint-Pierre, Coppet est plus Saint encore. — J'ai montré votre mémoire, mais selon vos ordres il n'est pas sorti de mes mains. Tout le monde a dit que sans l'article du 19[1] il n'y aurait rien à dire contre vous. C'est l'éclat de votre propre talent qui a fait votre tort. Dieu a voulu que vous eussiez tout dans vos mains, et qu'une fée malfaisante vous fît tout rejeter. — Ayez cependant du courage, soutenez la cause de la France; ne vous abandonnez pas vous-même, et faites-vous des principes immuables. — Assurément Mirabeau et plusieurs autres en ont rappelé de plus loin que vous. — L'esprit de parti par degrés s'apaise et les grandes couleurs de votre vie, l'amour de la liberté et le talent reparaîtront. — Évitez les duels, à présent cela ne signifierait rien. C'est peu de choses que la société à présent, il y a plus grand que cela dans les affaires du monde. — Supportez ce que vous n'avez pas, vous avez tant fait d'efforts pour vous débarrasser de ce que vous aviez. — Vos lettres sont pour moi d'un intérêt

1832 vol. II, p. 152-172) et basé sur les souvenirs et documents du comte Réal. Le mémoire de Constant est daté du 21 juillet 1815. [Cf. Journal Intime, éd. Rudler, p. 114 et 115 et éd. Mélégari, p. 158.]

1. Article célèbre et violent contre Bonaparte que Constant publia dans le *Journal des Débats*, le 19 mars 1815, la veille de la rentrée triomphale de Napoléon aux Tuileries.

très grand, maintenant nous sommes d'accord, profitons de ce moment pour nous écrire. — Donnez de bons conseils à mon fils pour mon affaire, ne pensez plus à celle dont il a été question entre nous. —

XXXVI

Ce 1er septembre [1815, Coppet].

Votre état de santé m'inquiète beaucoup, mon cher ami, je puis tout supporter de vous à présent excepté que vous soyez malade. — J'ai trouvé dans le fond de mon cœur à ce mot des émotions que je croyais éteintes. — Vous avez été bien fou et bien cruel, mais, enfin, vous avez un esprit et des facultés uniques et vous devez au bon Dieu, qui vous a fait tel, de vous soigner avec scrupule. — Vous pouvez à jamais compter sur ma fille et sur moi, non telles que nous voulions être, mais telles que vous nous avez permis d'être, en amies, — et vous finirez par trouver que c'est encore ce que vous avez de mieux. — M. de Langallerie[1], qui est ici, me charge de vous dire qu'il m'a répété ce matin toutes les conversations qu'il avait eues avec vous. Hélas, à quoi bon? — Votre brochure[2] — que je prête est extrêmement admirée ici par les Anglais et par ceux des Genevois qui savent lire, on me mande de Paris qu'elle réussit beaucoup, c'est une belle carrière que la vôtre si vous pouvez apprendre la liberté à la France. — Vous me dites que tout le monde croit que je serai payée, je l'espère aussi, mais j'ai pris une telle habitude de la crainte que je ne dépenserais pas un louis sur ces deux millions. — S'ils arrivent j'espère que V. de Broglie pensera à nous, vous voyez que je suis modeste. — Si vous pouvez servir à cela faites-le, je m'en remets en entier à votre fierté comme à votre zèle dans ce qui concerne Albertine. — Vous avez écrit à Ch. Constant[3] que vous passeriez peut-être par ici

1. Charles, second fils du marquis de Gentil de Langallerie et d'Angélique de Constant, d'abord membre et ensuite chef de la secte des « Ames Intérieures ».

2. Il s'agit probablement des *Principes de politique applicables à tous les gouvernements représentatifs...*, par Benjamin Constant, conseiller d'État, Paris, Eymery, mai 1815, in-8°, 321 pages + Errata et table. Commencé le 3 avril cet ouvrage remarquable parut le 30 mai 1815.

3. Son cousin, frère de Rosalie de Constant.

en allant en Allemagne, j'espère que c'est une phrase d'usage, mais j'ose espérer que vous n'irez pas. — Vous auriez l'air ou d'un exilé ou d'une tentative manquée en vous en allant à présent. — Je compte partir le 15 septembre, vous pouvez encore m'écrire ici, ne l'oubliez pas, mais adressez par Genève et non par la Suisse, cela retarde. — Donnez-moi des nouvelles exactes de votre santé. —

XXXVII

Coppet, ce 3 septembre [1815].

Je mène une si cruelle vie toujours inquiète de la santé de la personne sur qui tout mon bonheur repose que j'ai quelquefois des instants de véritable désespoir[1]. Croyez-moi, toutes les choses politiques ne sont rien à côté de ce qui tient au cœur. Mais laissons cela, c'est comme le terme de l'existence, Dieu seul sait ce qui en est. — Un Anglais, homme de sens, que j'ai vu avant-hier me disait qu'il n'avait rien lu qui lui parût aussi beau que votre dernier ouvrage sur les principes politiques[2] et que nulle part la constitution anglaise n'était si bien présentée. Si donc quelques circonstances vous amenaient en Angleterre et que vous voulussiez écrire de là des faits avec des réflexions, je crois encore que vous y auriez une grande influence. Le talent efface bien vite ce qui est inconsidéré mais pas coupable. — Dans ce pays aussi vous seriez très bien; je crois vous avoir écrit que le landamann régnant Pidou, qui est vraiment un homme d'esprit très cultivé, m'a parlé de vos écrits avec beaucoup d'enthousiasme. — Je ne puis pas vous dire avec certitude ce qui concerne Mad. de Constant; mais on m'a assuré qu'elle était en Allemagne. Auriez-vous des raisons de la faire venir à Paris, si ses parents n'y restent pas? — Il me semble que les Chambres sont composées de manière à ne pas propager les idées libérales, enfin il faut voir. Ce que je voudrais c'est que mes affaires et le mariage qui s'en suit fussent terminées. — Victor et mon fils viendront me rejoindre en Italie dès qu'ils auront les bans. — Écrivez-moi toujours ici jusqu'à ce que

1. M. de Rocca.
2. Il s'agit de l'ouvrage dont il est parlé dans la note à la lettre précédente.

je vous donne une autre adresse. — J'ai reçu deux lettres de l'Emp. Alexandre[1] en réponse aux miennes dont l'une surtout est vraiment superbe. — C'est un miracle que des idées si fermes de liberté dans la tête d'un tel homme, et je ne conçois pas comment on n'en tire pas plus de bien pour la France. — Dans quel état est le midi[2]! Et comme on prend cela tranquillement; l'esprit de parti a les mêmes effets chez tous les hommes. — Sismondi est ici malade et triste à un degré qui fait pitié. — Il avait trop peur de la malveillance pour s'y exposer ainsi. Je l'ai recueilli chez moi et Manget (?) dans sa famille de Bernes (?), la plus impertinente de toutes, n'a pas manqué de le dire. — Mais que signifierait l'amitié si l'on ne se retrouvait pas dans le malheur? D'ailleurs dans les affaires politiques je trouve qu'il n'y a que les battus avec qui l'on puisse causer. — Mandez-moi ce que vous pensez de l'avenir. — Adieu, au printemps. —

XXXVIII

Ce 25 septembre 1815, Lausanne.

[*Lettre d'Albertine de Staël.*]

Je ne veux pas quitter la Suisse sans vous dire adieu, quoique vous ne nous donniez plus signe de vie. Nous partons demain pour l'Italie, nous laissons nos affaires dans un assez triste état, car, vraiment, on n'avance à rien, il faut s'entendre [répéter] les mêmes phrases et faire les mêmes démarches que l'année passée. Nous allons être séquestrées à peu près de toute nouvelle en Italie et peut-être quand nous reviendrons tout sera changé. Je voudrais savoir ce que vous faites, à quoi vous vous décidez; vous m'oubliez sûrement beaucoup, mais il n'est pas en votre pouvoir de

1. L'une est datée de Heidelberg, le 13-25 juin 1815 et l'autre de Paris le 13 août 1815 (les deux lettres ont été envoyées en même temps). Elles ont été publiées avec 3 autres de l'Empereur et 10 de madame de Staël à l'Empereur Alexandre par le général Schilder, d'abord en traduction russe dans le *Vestnik Evropy* [Messager de l'Europe] le 1-13 décembre 1896 et en original dans la *Revue de Paris* du 1er janvier 1897, p. 5-22.

2. Madame de Staël fait ici allusion aux troubles anti-bonapartistes et anti-protestants qui déchiraient le sud de la France particulièrement à Nîmes, Lyon et Avignon (assassinat du maréchal Brune).

m'empêcher de penser à vous, de regretter les temps où nous vivions ensemble, et de me dire souvent que je n'en aurai peut-être jamais de plus doux. Vous avez tant agité l'existence de ceux que vous ont connu intimement que, lors même que les liens sont rompus, on conserve un profond ébranlement sur tout ce qui vous regarde. Vos chers parents, que vous aimiez tant autrefois, sont les plus violents du monde contre la France, je me suis beaucoup disputée avec votre cousine Mad. d'Arlens[1] qui remue sa petite vieille tête avec une véhémence extraordinaire. Cependant j'aime assez Lausanne, on sent que des gens d'esprit y ont passé et cela laisse une certaine trace lors même que les habitants actuels n'en ont guère. Vous devinerez aisément que je suis très française et que hors un certain point (sur lequel il m'amuserait beaucoup de vous entendre parler) nous serions tout à fait d'accord. Ma mère se trouvera peut-être obligée de revenir de Milan pour ses affaires. Je voudrais pouvoir croire que Paris sera alors moins *peuplé* qu'aujourd'hui. Adieu, si vous voulez, vous pouvez donner une lettre pour moi à Auguste.

[*La suite est de madame de Staël.*]

Je n'ai pas reçu une ligne de vous depuis un mois et cependant nous aurions eu besoin de savoir par vous ce qu'il faut faire pour notre liquidation; s'il faut se décider à vendre. Mais depuis que vous avez su par moi que je renonçais au procès pour lequel j'avais l'approbation en forme du docteur Sécrétan, — on dirait que vous n'avez plus rien à me dire. Il faut pourtant être animé par un autre principe que celui des injures. — Vous voyez souvent, m'a-t-on dit, madame de Krüdener[2], j'adore son souverain et j'espère que vous lui parlez de liberté et qu'elle l'aime. — J'ai reçu une lettre de l'Emp[ereur] Alexandre que mon père aurait signée[3], je

1. Constance, fille de Constant d'Hermenches marié à Antoine de Cazenove d'Arlens, cousine de Benjamin Constant.

2. Julie de Vietinghof baronne de Krüdener (1766-1824) auteur du roman célèbre *Valérie*, joua un rôle important dans la politique de l'empereur Alexandre Ier.

3. Elle est datée de Paris le 14 septembre 1815. L'empereur Alexandre y

ne puis rien dire au delà. Adieu. — Je serai peut-être à Paris dans six semaines.

XXXIX

Pise, ce 14 janvier 1816.

J'ai toujours su de vos nouvelles exactement, il me serait impossible d'ignorer votre destinée. — Vous faites bien d'aller en Angleterre, vous oublierez là l'esprit de parti de France, mais réfléchissez cependant avant de vous en fermer la porte par un livre. — L'imagination se heurte contre l'irréparable. J'ai enfin la dispense de Rome et je l'ai envoyée légaliser à Paris. Victor de Broglie et mon fils nous la rapportent et le mariage doit se faire à Florence[1] où nous aurons un ministre protestant. — Là finissent mes projets, car un bruit de peste dans le midi de l'Italie m'inspire encore plus la crainte d'exposer M. de Rocca à la quarantaine qu'à la maladie. — Dans tous les cas nous voulons être tous réunis à Coppet dans le mois de juin. — C'est là que les ailes de notre Saint[2] s'étendent sur nous. — J'ai commandé la statue de mon père à Carrare à Tieck[3] et je la placerai sur le grand escalier de Coppet jusqu'à ce qu'on vienne me la prendre pour la mettre à l'hôtel de ville; cela sera quand il y aura de la liberté en France et comme il y en aura, cela sera. — Bonaparte a été le véritable ennemi de la liberté dans le monde; il est bien malheureux qu'il ne soit pas mort à Fontainebleau; nous serions en route au lieu d'avoir reculé. — Quel spectacle que l'Italie! Je ne la reconnais plus, parce que les débris y absorbent les ruines. — Si vous restez en Angleterre je vous y verrai, il faut, si je vis, que je marie mon fils à une Anglaise belle, aimable et riche. — Ils feront de Coppet une belle habitation après moi où le nom de mon père présidera. — Plus j'approche de mon départ à moi-même, plus je sens sa main s'étendre vers moi. — Si comme je l'espère M. de Rocca

fait part à madame de Staël de la fondation de la Sainte-Alliance. [*Revue de Paris*, 1er janvier 1897, p. 12-13.]

1. Le mariage d'Albertine de Staël et de Victor de Broglie.
2. M. Necker auquel madame de Staël avait voué une piété filiale bien connue.
3. Frédéric-Guillaume Tieck (1776-1851) auteur du monument de la reine Louise de Prusse.

se guérit je pourrai dire que je suis plus heureuse à présent que je ne l'ai jamais été... Je suis bien émue du mariage d'Albertine mais j'en suis très contente. — Victor a un sentiment de probité dans l'âme, dont son esprit ne le fera jamais [se] départir. — Donnez-moi de vos nouvelles, rapprochez-vous de nous quand vous le pourrez, — et croyez aux honnêtes gens, vous les retrouverez toujours quand vous les ch[ercherez].

XL

Ce 23 février, Pise 1816.

Je laisse ma fille vous annoncer son mariage; ses sentiments pour vous sont entiers et je n'ai point cherché à les diminuer, c'est donc à elle à vous parler. Grâce à Dieu, elle est heureuse et je m'applaudis tous les jours de l'avoir unie à un homme d'un beau caractère. — Je vous souhaite tout le bonheur que vous pouvez conserver, — quant à moi, le mien dépend du sort d'Albertine et de la guérison de mon ami. — Si le reste des souhaits vient, ce sera du luxe. — Mandez-nous vos projets et si l'Angleterre vous convient.

[*La suite est d'Albertine de Staël.*]

Ma mère a raison de dire que mes sentiments pour vous n'ont pas diminué, toutes les grandes émotions de ma vie me donnent le besion de penser à vous et de vous parler. Je bénis Dieu du choix que j'ai fait, chaque jour mon admiration pour le caractère de Victor va en augmentant. C'est un bien grand bonheur que ce sentiment de parfaite confiance dans la noblesse d'âme de l'homme qu'on épouse. J'espère de mon côté n'être jamais indigne de lui et nous pourrons nous perfectionner mutuellement. Son cœur est si pur que, lors même qu'il n'est pas aussi religieux que je le voudrais, il me semble qu'il est impossible que la protection de Dieu ne tombe pas sur lui, car il n'y a qu'un mésentendu de paroles entre la parfaite croyance et lui. Vous voyez que je vous parle de moi avec la confiance de ne pas vous ennuyer; donnez-nous de vos nouvelles chez Messrs Donat et Orsi à Florence; nous y allons demain, nous y passerons trois mois

et puis nous retournerons tous en Suisse. Adieu cher ami, quelle triste combinaison de circonstances il a fallu pour que vous n'assistassiez pas à mon mariage; je ne l'aurais pas cru il y a six ans. Enfin c'est égal, aimez-moi toujours et peut-être nous entendrons-nous une fois, dans ce monde. Victor se rappelle à vous, il vous est vraiment tendrement attaché.

XLI[1]

Florence, ce 30 mai 1816.

Nous sommes sur le point de quitter Florence, nous y avons continuellement reçu de vos nouvelles, bien que vous ne nous eussiez pas écrit. Maintenant que nous voulons nous établir à Coppet, envoyez-nous quelques lignes sur vos plans ou sur l'absence de plans, car peut-être vous sentez-vous si bien en Angleterre que vous voulez y rester. Tôt ou tard je vous y reverrai, mais d'abord mon fils passera par l'Angleterre en automne pour se rendre en Amérique. Je compte rester à Coppet jusqu'à mon retour à Paris; j'ai des raisons d'espérer que la santé de M. de Rocca, qui s'est, grâce à Dieu, beaucoup améliorée me permettra de passer l'hiver dans ce pays dangereux, mais il faut d'abord voir et juger. J'ai toujours l'intention d'aller ensuite en Grèce, afin d'écrire avant ma mort un dernier ouvrage qui représentera ce que je pense avoir en moi de nouvelle imagination. Cependant, ma santé s'affaiblit et plus encore mon intérêt pour une vie qui ne sera plus que très courte. J'y suis maintenant très attachée pourtant, parce qu'elle est heureuse et je regrette beaucoup la perte de temps que m'a ravi le malheur. Mais enfin qui peut rendre compte de tous ses jours à celui qui nous fit ce don merveilleux?

Nous avons cru vous reconnaître dans un article de la *Edinburgh Review* qui était intitulé « Extrait de lettres de France du mois de février; » faites-moi savoir si nous avons raison. — Il paraît difficile d'avoir un tel soupçon sans qu'il soit fondé. — Vous voyez souvent miss Berry et lady Davy[2] que j'aime bien toutes les deux. Je vous prie

1. Documents Strodtmann.
2. Strodtmann a mal lu, je reconstitue le nom.

de leur dire que je pense rester à Coppet jusqu'au 1er septembre, qu'ensuite j'irai à Paris et que je voudrais connaître leurs plans, afin de nous rencontrer ensemble. L'Italie est d'un séjour agréable, depuis que les Anglais y voyagent; on y jouit tout ensemble de leur société et du soleil, rare combinaison. Nous devons pourtant la quitter, car on y est encore plus incertain que partout ailleurs; mais on regrette la perte de cette existence sans responsabilité, sans espoir et sans crainte qui nous mène à la mort, pour y arriver à la fin comme chacun d'entre nous soutenu seulement par les sentiments de son cœur. Je laisse ma fille continuer cette lettre, répondez-nous.

[*La suite est d'Albertine de Broglie.*]

On nous parle beaucoup de vous, on dit que vous avez de grands succès.

Je voudrais beaucoup que Londres fût Paris et qu'on n'ait que la société de Londres à craindre, car c'est un pays où on n'est jugé que sur ce qu'on est au fond du cœur. Mais j'ai le sentiment que je passerai l'hiver au milieu d'ennemis. L'Italie commence à être très belle et très douce; le climat fait l'impression exactement opposée à celui de l'Angleterre; il vous rend heureux sans raison comme l'autre vous rend triste. Victor vous salue bien des fois. Je crois que vous ne pensez plus à moi, et vous avez tort, car il faudrait bien peu pour me rendre l'amour que j'avais pour vous, mais vous avez tout oublié.

XLII

Coppet, ce 3 juillet 1816.

[*Lettre d'Albertine de Broglie.*]

J'ai reçu votre lettre en arrivant ici, cher ami, et je vous en remercie vraiment beaucoup. Vous êtes aimable de reprendre à l'amitié pour moi, quoique bien souvent j'aie cru que vous m'aviez oubliée. Nous avons reçu ici votre roman[1]

1. Il s'agit d'*Adolphe* qui parut simultanément, ou presque, à Londres et à Paris vers la mi-juin 1816.

que tout le monde a trouvé très spirituel, mais je ne me suis pas sentie grande sympathie avec le héros, je n'ai pas encore souffert du malheur d'être trop *aimée* pour compatir à ses douleurs; je vous avoue que j'ai eu un sentiment d'humeur en le lisant, mais peut-être ceux qui ne sont pas vos amis n'auront pas ce sentiment-là. Mon impression n'est en aucune façon un jugement sur l'ouvrage, car elle est purement individuelle. Le fameux Lord Byron est ici, il occupe beaucoup le canton mais nous ne l'avons pas vu. Il est aussi dans le système de dévoiler son caractère en mal, je commence à trouver qu'il vaut mieux avoir bonne opinion de soi. Je ne vois pas encore le lieu où nous nous retrouverons, peut-être irons-nous en Angleterre mais seulement dans un an ou deux et alors vous n'y serez peut-être plus. La France n'est pas bien tentante mais il faudra bien y passer quelque temps. Je suis avec la famille de Victor dans les limites de la simple politesse mais ne désire pas autre chose. Je suis loin de dire la même chose de l'autre partie de sa famille; M. d'Argenson[1] qui est venu passer quelques jours ici a déjà pris beaucoup d'empire sur moi, il a quelque chose de passionné et de contenu qui lui donne un grand charme. Victor vous aime beaucoup et moi aussi, mais il faut pour cela que je croie qu'Adolphe n'est pas vous tout à fait, quoique malheureusement il y ait des traits semblables. Je vous envoie une lettre de ma mère[2], nous ne savons aucune nouvelle.

1. M. d'Argenson était le deuxième mari de la mère du duc de Broglie; député de Belfort (mai 1815), commissaire auprès des puissances alliées (23-24 juin 1815), député du Haut-Rhin (septembre 1815), l'un des députés libéraux les plus fermes de la Restauration. [Nous empruntons cette note à M. Rudler; voir son édition du Journal Intime, *loc. cit.*, p. 115, note 4].

2. La lettre de madame de Staël paraît perdue.

DE LA MONNAIE

Le problème monétaire, qui est peut-être un des plus complexes de ceux qui préoccupent aujourd'hui les économistes, a été en France depuis plusieurs années le sujet d'un grand nombre d'ouvrages et d'études, parmi lesquels on compte de remarquables travaux techniques. L'objet de cet article n'est donc pas de reprendre dans son ensemble une question déjà souvent exposée, mais seulement d'en souligner certaines parties pour lesquelles une comparaison avec l'étranger est intéressante; et cela permettra de dégager quelques-uns des aspects internationaux de ce problème monétaire, pour indiquer combien le cadre en dépasse les considérations intérieures qui semblent parfois le limiter.

I. — *Définition du problème monétaire.*

Le point de départ du raisonnement est dans la définition du problème, qu'on peut formuler ainsi : c'est pour un pays la recherche d'une monnaie stable au cours d'une période de temps aussi longue que possible; énoncé qui conduit à la proposition suivante, dont les deux termes se complètent : une monnaie est stable :

a) quand elle est sensiblement invariable par rapport à l'or, étalon international, c'est-à-dire quand le change sur les pays à devise or est fixe;

b) quand elle exprime sans variations appréciables pendant une certaine durée, huit ou dix ans par exemple, le prix des marchandises et des services.

Ceci définit la situation de la monnaie française telle qu'elle était connue depuis de longues années avant 1914 et répond pratiquement au but auquel nous aspirons aujourd'hui, étant entendu qu'on peut différer d'opinion sur la valeur-or à donner à notre devise, et par corollaire sur le niveau des prix à établir en France.

A des degrés divers et sous des formes différentes il n'est pas un pays au monde, depuis la crise de 1914-1918, qui n'ait vu se poser à lui la question monétaire, soit par des oscillations du change, soit par des variations des prix, le plus souvent par ces deux phénomènes; aussi les événements qui se sont déroulés depuis plusieurs années sont-ils déjà suffisamment observés et instructifs pour permettre une étude comparative du problème. Toutefois, deux remarques préalables sont nécessaires :

1° Dans les pages qui suivent il ne sera parlé de la monnaie que sous son aspect économique et financier. Tous les phénomènes psychologiques ou politiques qui depuis 1918 ont influencé le cours des devises forment un domaine dont l'importance a été souvent très grande, mais dont le caractère sort entièrement du cadre attribué à ce travail.

2° Lorsqu'on traite une question monétaire, il ne faut jamais oublier que le raisonnement, même appuyé sur l'observation la plus consciencieuse, a toujours des bases assez incomplètes, parce que la documentation de ce sujet est encore dans l'enfance. On arrive à connaître ce que l'on pourrait appeler la statique monétaire, c'est-à-dire par exemple le chiffre de l'encaisse métallique ou des billets d'une banque d'émission, mais on ignore encore à peu près totalement la dynamique de la monnaie, c'est-à-dire son action, sa vie, son rôle dans les transactions journalières; et c'est de ce rôle évidemment que découlent de nombreux phénomènes que l'on constate sans bien les expliquer. Pour prendre une comparaison familière, on peut assimiler toute étude monétaire à ce que serait celle de la circulation dans une ville si on connaissait seulement le nombre des voitures et la surface des rues, sans savoir quand, à quelle vitesse et pour quelle distance les véhicules sont en mouvement. Cette ignorance relative, sans empêcher la recherche de règles pratiques de

conduite, doit mettre en garde contre les surprises qu'on rencontre à chaque pas dans le domaine qui nous occupe.

II. — *Aspect intérieur du problème monétaire.*

Considéré à l'intérieur d'un pays, et seulement sous l'angle économique, le problème monétaire, suivant la première partie de la formule ci-dessus exprimée, consiste à stabiliser le change par rapport à l'or; c'est une opération qui nécessite, pour être entreprise, d'assez nombreuses conditions, et, pour être maintenue, l'usage de certains procédés. On se bornera ci-après à analyser deux points qui, fort intéressants pour notre pays, s'éclairent assez vivement quand on regarde à l'extérieur, même sans intention de copier nos voisins; ce sont : la fixation du taux de la monnaie en liaison avec les nécessités budgétaires, et la gestion du marché monétaire par la Banque centrale d'émission.

***

La fixation par rapport à l'or, étalon international, du taux d'une monnaie qui s'est écartée de son ancienne parité, est probablement le problème le plus ardu et le plus ingrat de ceux qu'a à résoudre un gouvernement. En effet, quelle que soit la décision prise, il y aura sûrement des intérêts très légitimes lésés; de plus des motifs politiques très respectables peuvent pousser un État à considérer que le bien général est lié à un niveau plus ou moins élevé de la monnaie, et dans la pratique il est impossible de ne pas tenir compte de ces motifs. Toutefois, si l'on s'en tient seulement à l'aspect économique du problème, on peut, en résumé, l'exprimer ainsi. Lorsqu'il s'agit de fixer la nouvelle valeur d'une monnaie, on devrait se préoccuper du volume et de l'équilibre du budget; en effet, en principe, les recettes budgétaires dont dépend l'équilibre sont constituées par les impôts; or, à la longue, le rendement des impôts se proportionne au niveau des prix, parce que d'une manière générale l'impôt est un prélèvement au profit de l'État sur les transactions de toute nature que font les particuliers; évidemment ce prélèvement

n'est pas fixe, il a une certaine élasticité, mais celle-ci en pratique est limitée, car il est bien connu qu'un tarif trop élevé diminue la matière imposable en raréfiant les échanges. Dans une large mesure donc les recettes fiscales, pour un tarif déterminé, sont proportionnelles au niveau des prix, et *grosso modo* on peut admettre que plus celui-ci est élevé, plus le rendement des impôts sera considérable, tandis qu'une baisse des prix diminue les encaissements de l'État. Or, le niveau des prix, sur un espace de temps d'une certaine durée, et quand le change est stable, est avant tout lié à la valeur de la monnaie; plus celle-ci est élevée, plus les prix seront bas, et inversement. Ainsi, par l'intermédiaire des impôts et des prix, l'équilibre du budget et la valeur de l'unité monétaire se conditionnent l'un l'autre; un budget volumineux implique des prix élevés, et si les prix baissent, il doit être réduit pour rester en équilibre. Si donc on considère que les dépenses de l'État sont fixes ou non susceptibles de réduction, et le fait que le service de la dette publique en constitue plus de la moitié mène pratiquement à cette conclusion, on doit trouver pour la monnaie le point auquel son niveau permettra de réaliser l'équilibre budgétaire.

A vrai dire, c'est là un travail difficile, dans lequel, malgré les recherches les plus sérieuses, il y a de grands risques d'incertitude, et qui a été sans doute rarement tenté. L'exemple peut-être le plus frappant qu'on puisse citer à ce sujet est celui de la Grande-Bretagne, d'autant plus intéressant qu'elle n'a pas appliqué le principe ci-dessus indiqué et qu'ainsi on peut saisir le risque que comporte cette manière de faire.

A la fin de la guerre l'Angleterre s'est trouvée en face de difficultés financières considérables; mais elle a admis que le problème monétaire était d'une importance vitale et toutes les autres questions lui ont été subordonnées, c'est-à-dire qu'elles ont été traitées en raison d'un but déterminé assigné à la monnaie, le retour à la parité-or de 1914. A tort ou à raison les experts financiers anglais ont considéré que, quelles que fussent les difficultés à résoudre et les risques à courir, il y avait un intérêt supérieur à faire reprendre à la livre sterling son rôle de monnaie internationale, et qu'il était pour

cela indispensable de la ramener à la parité avec le dollar. Sans rechercher les mérites ou les défauts de ce plan, il est intéressant aujourd'hui de souligner ses conséquences économiques et budgétaires; bien que des phénomènes de ce genre soient de par leur nature très complexes et le produit d'influences diverses, il est admis que les difficultés industrielles de la Grande-Bretagne sont dans une certaine mesure dues à la haute valeur de sa monnaie; et quant aux embarras budgétaires évidents contre lesquels les grands efforts du Gouvernement conservateur sont restés jusqu'ici à peu près sans résultat, on ne peut nier qu'ils aient un lien assez étroit avec le retour rapide à l'étalon or qui a engendré une baisse sensible des prix dans le Royaume-Uni. Cela ne veut nullement dire qu'il eût été préférable pour l'Angleterre d'avoir une autre attitude; un examen attentif de sa vie économique depuis 1918 fait penser qu'il lui était, pour de multiples raisons, pratiquement très difficile, sinon impossible, d'avoir une conduite différente. Mais ce qui est fort intéressant, c'est de constater les charges d'une telle politique. Il est indéniable que l'Angleterre a joué la difficulté, et même si elle en supporte les conséquences sans de trop grands dommages apparents, la conclusion à tirer de son expérience est bien conforme au principe posé au début de ce paragraphe; il est nécessaire, autant que possible, de fixer le niveau d'une monnaie en tenant compte du volume non réductible du budget; la méconnaissance plus ou moins grande de ce principe peut ne pas mettre en danger le change dans un pays qui pratique de bonnes méthodes financières, la résistance de la livre semble bien le montrer, mais elle entraîne des embarras économiques et budgétaires qui ont pour la nation de sérieux inconvénients.

En ce qui concerne la position actuelle de la France, les développements qui précèdent conduisent aux constatations suivantes. Comme la fixation du taux de la monnaie a une importance capitale pour la vie économique ultérieure de la nation, on devrait théoriquement choisir le niveau le plus favorable à son développement et à son bien-être; mais ce niveau est difficile à préciser et peut, en tous cas, provoquer des arguments opposés très respectables; de plus, il est

normal que des raisons de politique générale incitent un gouvernement à fixer sa monnaie à un point qui, économiquement, comporte quelques risques; ce fut le cas en Angleterre, et dans une certaine mesure c'est peut-être le cas présent en France. Quelque opinion qu'on ait sur la manière dont on est arrivé à fixer le franc depuis un an à 124 pour une livre sterling, il n'en est pas moins vrai que ce chiffre a acquis une valeur pratique déjà très forte, et qui n'a fait qu'augmenter par sa durée. Si donc on supposait que cette valeur n'est pas la plus favorable, cela n'implique pas qu'il n'y ait pas lieu de la maintenir, mais plutôt qu'il faudrait apprécier ses conséquences possibles, au point de vue de l'économie générale du pays, mettre en balance les intérêts contraires des détenteurs de valeurs à revenu fixe et des industriels ou travailleurs, supputer les embarras budgétaires éventuels, les difficultés fiscales possibles, et accepter d'avance certains sacrifices s'ils apparaissent nécessaires.

***

Le second principe qui nous retiendra en étudiant l'aspect intérieur du problème monétaire, est l'action de la Banque d'État sur le marché de l'argent, pour conserver à la monnaie un niveau qui ne varie pas au delà des points d'entrée et de sortie du métal. Ce principe nécessite quelques explications.

Dans un pays pratiquant le système de l'étalon or, l'état du marché de l'argent, qui évolue suivant la loi de l'offre et de la demande, dépend schématiquement des éléments suivants : d'une part, le volume des signes monétaires qui représentent l'offre, d'autre part, l'emploi de ces signes monétaires à l'intérieur ou pour des opérations à l'étranger, ce qui constitue la demande; le rapport de l'offre et de la demande s'exprime à l'intérieur par le taux d'escompte ou le loyer de l'argent, à l'extérieur par la cote du change. Or, d'une manière générale, c'est la Banque d'État, par sa politique de crédit, qui crée les signes monétaires, billets ou comptes utilisables par chèques, soit en représentation d'opérations commerciales, soit pour les besoins de

l'État, soit même pour acheter des devises étrangères lorsqu'elle y a été autorisée; elle augmente ainsi, ou diminue, le volume de la monnaie, et en outre, par la fixation de son propre taux d'escompte, elle incite les détenteurs d'argent à utiliser ce qu'ils possèdent d'une manière ou d'une autre à l'intérieur ou à l'extérieur. Il en résulte, qu'agissant sur le nombre des unités monétaires et sur leur mode d'emploi, la Banque d'émission a une influence capitale sur les oscillations du change, parce que celles-ci ne sont que l'expression de ce mode d'emploi dans les transactions avec l'étranger[1].

Ceci étant admis, on peut examiner comment cette action de la Banque centrale s'exerce dans un pays à étalon or; et sur ce point encore l'expérience anglaise est intéressante, parce qu'à Londres les mouvements monétaires sont très amples et le jeu des forces économiques se constate aisément; aussi une esquisse des principes utilisés chez nos voisins fera-t-elle saisir en quoi notre système est différent.

Le marché monétaire de Londres, et on entend par là l'argent espèces et les crédits en banque à vue ou à court terme, est soumis aux règles générales ci-dessus indiquées. La création des livres sterling est l'œuvre de la Banque d'Angleterre[2]; elle en émet soit en achetant du métal contre livraison de billets, soit en acquérant un titre, une lettre de change, ou en ouvrant un crédit; elle règle donc, en s'inspirant des circonstances et des nécessités de sa politique monétaire, l'offre du sterling. La demande provient des besoins du public et des ventes d'effets de commerce et de bons du Trésor à trois mois. Au moyen de son taux d'escompte et des variations qu'elle lui fait subir, la Banque a une grande influence sur les rapports, à l'intérieur du pays, de l'offre et de la demande; et en outre elle agit de même sur les acheteurs ou

1. A ce sujet il faut remarquer que le terme mouvements de capitaux d'un pays à un autre ne s'applique qu'à des opérations cambistes. L'expression importation ou exportation de capitaux, bien que générale, est trompeuse; lorsqu'un Français vend des francs à un Américain, il transfère la propriété de ses francs à son acheteur et devient détenteur de dollars, mais la transaction n'affecte ni le volume des francs ni celui des dollars.

2. L'existence des *currency notes* ou billets d'État, créés pendant la guerre et qui seront prochainement transformées en billets de la Banque, ne modifie pas ce raisonnement, car leur nombre a été légalement limité depuis 1919.

vendeurs de sterling des marchés extérieurs, surtout de New-York; par conséquent elle a une action incessante sur le change; et en fait, depuis la guerre, et plus encore depuis avril 1925, date du retour à l'étalon or, toute sa politique a été dominée par son rôle de gardienne de la monnaie; c'est sans aucun doute ce qui a permis, notamment à travers une crise aussi violente que la longue grève du charbon, de maintenir sans défaillance le niveau du change. Mais il faut bien remarquer que dans sa tâche la Banque d'Angleterre est puissamment aidée par la Trésorerie; en effet, les demandes de sterling sont en partie constituées par les bons du Trésor à trois mois qui utilisent environ un quart des disponibilités du marché, et l'évolution de leur total, semaine par semaine, est réglée par la Trésorerie; or, entre celle-ci et la Banque d'Angleterre, il y a une communauté de vues et d'action qui ne se dément jamais, pour le plus grand bien de la stabilité monétaire. On a souvent dit, avec quelque apparence de raison, que la livre sterling de 1925 n'était que la plus libre des monnaies dirigées, et il est visible qu'un grand marché où fonctionne l'étalon or nécessite aujourd'hui une surveillance étroite, assurée par des techniciens avisés; l'étude d'autres places, comme New-York, Berlin ou Amsterdam, le montrerait d'une manière identique.

Aussi est-il intéressant de se demander quel est actuellement le rôle de la Banque d'émission dans le contrôle du marché monétaire français. Le contrôle d'une Banque d'État consiste principalement dans sa politique de crédit et subsidiairement dans celle de l'escompte; or, depuis décembre 1926, l'émission de francs par notre Institut Central dépend dans une large mesure des demandes ou offres de tous les vendeurs ou acheteurs de sterling et de dollars; pour les satisfaire, pour maintenir la stabilité de notre devise, on est obligé de créer ou de supprimer du franc, et ainsi le volume de la monnaie est modifié indépendamment de ce que la Banque peut considérer comme désirable. Par ailleurs l'augmentation des signes monétaires dans un marché qui subissait un ralentissement économique, a fait depuis plus d'un an baisser le loyer de l'argent hors banque à 2 1/2 p. 100 en moyenne, et l'Institut Central avec son taux officiel beaucoup plus élevé

ne l'influence que faiblement; et cela d'autant plus que presque toutes les valeurs à court terme du Trésor ont peu à peu disparu en raison de l'action de la Caisse d'amortissement. Le rôle assigné à celle-ci pour modifier les échéances proches, a été parfaitement rempli, mais en accentuant les difficultés du contrôle du marché monétaire. Il n'y a pas lieu de rechercher ici la méthode à employer pour modifier cet état de choses, les moyens sont variables, et c'est à la fois de notre gouvernement et de nos tehcniciens que le choix en dépend; leur souci d'agir dans ce sens est d'ailleurs manifeste, car depuis le début de cette année d'importantes mesures, telles que l'abaissement du taux d'escompte de la Banque de France et une plus grande liberté donnée aux opérations cambistes, ont été prises. En fait, l'expérience de l'étranger, si intéressante qu'elle soit, ne peut servir que d'indication, car les conditions pratiques sont fort différentes d'un marché à l'autre; le seul point à souligner particulièrement, et seulement parce qu'il n'a peut-être pas été souvent noté, est la coopération à Londres de la Banque d'Angleterre et de la Trésorerie dans le système d'émission des Bons du Trésor, coopération qui n'est rien de moins que l'entente hebdomadaire de celui qui offre la monnaie avec celui qui en utilise une importante proportion, et qui, de ce fait, agit sur les éléments plus libres ou incontrôlables du marché.

***

Ainsi l'analyse de certains aspects économiques intérieurs du problème monétaire, et bien d'autres pourraient être cités, en montre la complexité et le lien étroit avec notre vie quotidienne. Le niveau-or à donner à l'unité monétaire, le rôle de la Banque centrale, voilà des problèmes qui semblent *a priori* ne devoir intéresser que les théoriciens des questions financières; pourtant c'est dans des questions de ce genre qu'est le principe même des difficultés qui réagissent si fortement sur l'économie d'une nation, et c'est seulement en leur donnant une solution satisfaisante qu'on peut atteindre le but indiqué dans la première partie de notre description de la monnaie stable : avoir un change définitivement fixe.

Quand cela est réalisé, la difficulté n'est que partiellement résolue; il faut alors penser à la stabilité des prix et participer à la gestion de la monnaie mondiale, à celle de l'or, qui malgré ses défauts et insuffisances reste encore le seul étalon d'échange admis entre les peuples; et ce sont certaines questions internationales qui se rattachent à cet aspect du problème dont un aperçu sera esquissé ci-après.

III. — *Aspect international du problème monétaire.*

Les variations du niveau des prix, ou, ce qui est la même chose, du pouvoir d'achat de la monnaie, ont toujours été iées à des périodes d'activité ou de dépression dans la vie des peuples; cependant, au cours du XIXe siècle et jusqu'en 1914, les mouvements de hausse ou de baisse s'étendaient sur des périodes de 20 à 25 ans, et comme la lenteur du rythme diminuait le caractère nuisible de ces oscillations, elles étaient assez peu sensibles au public en général. Les troubles économiques créés par la crise de 1914-1918 ont au contraire provoqué des changements plus intenses et plus rapides, et cela dans un monde où l'équilibre des finances publiques et privées est moins assuré qu'autrefois; aussi la recherche de la fixité des prix, deuxième étape du problème monétaire, est-elle devenue une préoccupation de premier plan dans l'esprit des hommes d'État et des économistes. Dans tous les pays pratiquant le système de l'étalon or, elle consiste dans l'effort à réaliser pour maintenir la constance du pouvoir d'achat du métal jaune. C'est un problème international qui jusqu'ici ne s'est fait sentir en France qu'indirectement, mais dont l'importance apparaîtra dès que sera aboli le cours forcé du billet de la banque. Et, pour donner une idée de sa répercussion dans la vie quotidienne, il suffit de rappeler l'influence de la variation des prix sur l'activité d'une nation, et certaines caractéristiques du mécanisme moderne des prix-or.

***

Les problèmes économiques, c'est un fait très normal, ne sont connus d'un peuple que par leurs avantages ou incon-

vénients apparents; et comme en France, depuis la guerre, on a surtout ressenti l'élévation des prix avec tous les désordres qu'elle entraîne, c'est devenu un axiome que la hausse est un mal, et que par conséquent la baisse est désirable. Si naturel que soit ce raisonnement, il ne correspond pourtant pas à la nature des faits, et la dépression sérieuse constatée depuis quelque temps sur les produits agricoles commence à le montrer. En réalité, quand l'économie d'un pays est adaptée à un niveau des prix déterminé, ce qui importe c'est de s'en écarter le moins possible. La hausse gêne considérablement le détenteur de valeurs à revenu fixe, et, bien qu'elle augmente l'activité productrice, elle bouleverse la plupart des budgets particuliers, parce que les salaires et traitements ne s'adaptent qu'avec un assez grand retard au mouvement ascensionnel des prix. La baisse a des effets variables suivant son origine; si elle provient d'une diminution du coût de production par suite d'un meilleur rendement industriel, d'une utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre, elle est favorable à la fois au consommateur qui paie moins cher un produit déterminé, et au producteur qui vendra davantage; si, au contraire, elle a pour cause une diminution dans le pouvoir d'achat du public, et c'est le cas le plus fréquent dans les bouleversements monétaires contemporains, elle engendre le chômage, la réduction des salaires, diminue la création des richesses, et par là peut réagir indirectement sur les détenteurs de capitaux à revenu fixe. En effet la baisse et le ralentissement économique qui en découle, diminuent le rendement des impôts; il faut alors en accroître le nombre ou le tarif, si les dépenses budgétaires restent au même niveau; et tout naturellement le nouvel effort fiscal est demandé aux rentiers, parce que ce sont eux qui bénéficient de la baisse des prix; le projet actuel de surtaxe sur le revenu du capital, élaboré par le parti travailliste anglais, en est un exemple frappant. Ce qui apparaît donc nettement, quand on étudie les crises économiques passées et récentes, ce sont les inconvénients de la variation des prix, et plus cette variation est brutale, plus les effets en sont redoutables. Ces notions se sont répandues depuis quelques années parce que l'acuité des crises écono-

miques, générales ou localisées, leur ont donné un caractère d'actualité pressante. Aux États-Unis, comme on le verra plus loin, ce problème de la fixité des prix a été traité habilement pour écarter le risque d'une hausse rapide due à l'accroissement incessant du stock d'or; en Angleterre, au contraire, depuis deux ans les prix en baisse sont partiellement responsables des embarras budgétaires, et les dirigeants du marché de Londres font tous leurs efforts pour empêcher ce mouvement de s'accentuer. Ainsi ces deux pays à économie mondiale, et dont les systèmes monétaires paraissent être les plus perfectionnés, ont, avec des motifs différents, un souci identique : obtenir une fixité aussi grande que possible du pouvoir d'achat du métal précieux. Tout porte à croire que l'on aura bientôt en France à partager cette préoccupation, et c'est pourquoi un aperçu sur le mécanisme des prix-or est pour nous d'un très vif intérêt.

***

Le mécanisme des prix est difficile à analyser, et on ne peut se flatter de le posséder entièrement; toutefois les études auxquelles il a donné lieu depuis quelques années permettent de tracer le contour de ses éléments économiques et monétaires. Encore récemment les premiers semblaient résumer tout le problème; les prix, pensait-on, dépendent du rapport de la production et de la consommation des marchandises utilisables; c'est-à-dire que d'une part la rareté ou l'abondance naturelle des produits, les méthodes industrielles et agricoles, les procédés de circulation, le niveau des salaires influencent le coût de production, tandis que d'autre part la capacité de consommation dépend de facteurs psychologiques, et d'éléments matériels tels que le pouvoir d'achat du public, constitué par le revenu du travail et de l'épargne, les moyens de transport, etc., et de tout cela provient l'importance de l'offre et de la demande qui aboutit à l'établissement des prix. Dans cette théorie la monnaie se borne à enregistrer le résultat des forces contraires ci-dessus indiquées; elle exprime l'évolution des prix, elle ne la conditionne pas.

L'expérience des dernières années montre qu'aujourd'hui

une conception nouvelle est apparue; dans celle-ci les phénomènes économiques sont toujours à l'origine du mouvement des prix, mais leurs effets peuvent être contrariés ou neutralisés par le facteur monétaire, c'est-à-dire qu'au moyen de certaines directives données aux établissements qui gèrent la monnaie, on peut influencer le niveau des prix en cherchant à le rendre stable. Cette idée procède du fait que dans l'organisation économique moderne la monnaie apparaît de moins en moins comme une marchandise étalon de toutes les autres, mais tend plutôt à devenir un symbole, une sorte de fiction, dont on peut régler la force, la faiblesse ou la stabilité par des procédés bancaires. Ce sont les États-Unis qui, sous la pression des circonstances, ont découvert et appliqué ce principe, d'une manière assez satisfaisante, semble-t-il, pour qu'on en déduise la possibilité d'utiliser la monnaie non plus seulement comme l'instrument passif des échanges, mais peut-être comme leur régulateur.

En effet, bien que depuis 1921 le mouvement des affaires ait créé aux États-Unis un développement des moyens de crédit, et que le stock d'or n'ait cessé de croître, le niveau des prix, surtout de ceux de détail, est resté très stable grâce à la politique imposée par le Federal Reserve Board de Washington aux douze Federal Reserve Banks qui se partagent le territoire de la République; celles-ci, en fait, ont stérilisé une partie de leur encaisse métallique, dont la proportion au total de leurs engagements est passée du chiffre légal de 40 p. 100 à plus de 75 p. 100. Cette politique qui se poursuit depuis six ans a donné d'intéressants résultats, en ce sens qu'elle a assuré la constance du pouvoir d'achat du dollar, montrant que l'action des banques centrales pouvait neutraliser les facteurs économiques ou financiers susceptibles de créer des oscillations dans le niveau des prix.

C'est ce fait qui conduit à considérer le problème monétaire comme étant en partie celui de la fixité des prix, et c'est ce qui pousse à rechercher comment cette fixité peut être obtenue par le rôle nouveau de la monnaie vers lequel s'orientent les pays anglo-saxons. Sans entrer dans les détails techniques du sujet on en donnera ici un aperçu en examinant seulement deux traits essentiels qui sont étroitement liés,

et sur l'importance desquels on est généralement d'accord : le rôle de l'or comme métal monétaire et celui de la politique des banques centrales.

***

Le rôle actuel du métal jaune présente des aspects qui à première vue semblent contradictoires. En effet, il est universellement admis que la santé monétaire ne se retrouve qu'en revenant à l'étalon or, et pourtant, comme on le verra ci-après, cet étalon risque d'être fort instable dans son pouvoir d'achat, ce qui lui retirerait la plus grande partie des qualités qu'on lui accorde d'habitude. Pour comprendre ce fait, il faut se rappeler que la guerre et ses conséquences économiques ont complètement modifié l'utilisation et la répartition du métal jaune dans le monde. Avant 1914 il s'était peu à peu accumulé dans les pays où les courants économiques habituels le rendaient nécessaire, et les variations toujours assez lentes de sa distribution géographique n'avaient pas d'influence sur sa valeur. Au cours des hostilités il a été partout retiré de la circulation pour être concentré dans les banques d'émission, et ces établissements ont acquis ainsi un contrôle beaucoup plus étroit sur son utilisation comme base de crédit. D'autre part, sa répartition a eu peu à peu tendance à se déséquilibrer par l'accroissement incessant des stocks américains aux dépens de ceux de l'Europe; et c'est en grande partie à ce déséquilibre, qui n'a fait que s'accentuer depuis 1919, qu'est due aujourd'hui l'instabilité éventuelle de la valeur ou pouvoir d'achat de l'or.

En effet l'accumulation du métal aux États-Unis aurait pu donner lieu à ce qu'on a appelé une inflation d'or, c'est-à-dire à une émission de signes monétaires ou crédits de banque proportionnelle à la quantité de métal détenue par les instituts d'émission; s'il en avait été ainsi, les prix en Amérique auraient monté, ce qui veut dire que le dollar, c'est-à-dire l'or, aurait baissé de valeur. On a vu comment au contraire les procédés inaugurés à Washington par le Federal Reserve Board ont, depuis 1921, empêché ce résultat; mais évidemment si la pratique bancaire américaine se modifiait, sous l'influence

de facteurs politiques intérieurs, on pourrait voir une tendance très notable à la baisse de l'or. D'autre part une influence tout à fait différente se fait sentir en Europe depuis que le système de l'étalon or y est appliqué dans de plus nombreux pays; le vieux monde souffre d'une disette de métal qui va en s'accentuant, et si rien de nouveau ne se produit en Amérique, l'usage européen de l'or semble de nature à faire monter la valeur du métal, c'est-à-dire à créer une baisse des prix. Enfin toutes les études récemment publiées sur la production de l'or font supposer que celle-ci diminuera sensiblement d'ici quelques années, à moins que de nouveaux gisements ne soient mis en exploitation, et on a toujours observé que la diminution de la production du métal s'accompagnait d'une baisse générale des prix. De tout cela il résulte une grande incertitude sur la valeur future du métal, et si on le préconise toujours pour lier ensemble le plus grand nombre possible de pays et unifier la monnaie mondiale, on se préoccupe en même temps de le stabiliser, parce que ses variations éventuelles inquiètent beaucoup ceux qui l'emploient. Le procédé imaginé pour tendre vers ce but est l'action des banques centrales.

***

On a expliqué précédemment le rôle que ces établissements pouvaient jouer dans la stabilité du change en réglant le volume de la monnaie, et en contrôlant son emploi au moyen, d'une part de l'élargissement ou de la restriction des crédits, d'autre part de la politique du taux d'escompte. En ce qui concerne la fixité des prix, leur influence n'est pas moins importante; en effet, leur action sur le change a une répercussion sur les mouvements géographiques du métal jaune, et, par conséquent, sur sa valeur; en outre, la plus ou moins grande abondance des signes monétaires créés par une Banque Centrale agit directement sur les prix à l'intérieur du territoire où ses billets ont cours. C'est, on l'a vu, ce qui s'est passé aux États-Unis depuis 1921, et c'est dans ce pays qu'apparaît pour la première fois le rôle nouveau du facteur monétaire dans le maintien des prix à un niveau déterminé.

En réalité ce fait est dû à un heureux concours de circonstances; il s'est trouvé que de 1921 à 1925 les États-Unis ont été à la fois les détenteurs de la plus grande partie du stock mondial de métal précieux et le seul pays pratiquant le système de l'étalon or intégral. Il en est résulté que les prix américains sont devenus les prix-or mondiaux, et que leur essai de stabilisation, dépendant uniquement de Washington, a pu être obtenu sans nécessiter une entente internationale. Toutefois, à mesure qu'un plus grand nombre de pays reviennent à l'étalon or, le marché américain, malgré l'influence dominante qu'il conserve sur l'évolution des prix, ne peut maintenir la stabilité d'une manière durable que si les autres grands centres mondiaux adoptent une attitude similaire à la sienne en réglant leur volume monétaire et leur politique d'escompte.

C'est ce fait qui, lié à celui des mouvements internationaux de l'or dont l'évolution influence la valeur des monnaies sur le marché des changes, met actuellement en vedette le principe de coopération internationale des banques centrales, émis pour la première fois à Gênes en 1922; mais pour que cette coopération puisse se réaliser, il est nécessaire que les dirigeants financiers des principaux pays établissent entre eux une communauté de vues assez étroite. Cela est apparu à deux reprises au cours de 1927 dans des circonstances qu'il est intéressant de résumer parce que, mieux que toute théorie, elles illustrent nettement le point de vue ci-dessus exposé.

En mai dernier, la Banque de France, qui au cours des mois précédents avait accumulé de grandes quantités de devises-or, a voulu transformer en métal une partie de ses avoirs en sterling; cette mesure se liait à l'action qu'elle devait assurer pour maintenir la stabilité du franc, et semblait très naturelle puisqu'à Londres les mouvements de l'or sont libres. Toutefois, il apparut très vite que d'importants retraits de métal influenceraient rapidement et violemment le marché monétaire anglais; en effet, le taux des Bons du Trésor montait en deux semaines de 3 5/8 p. 100 à plus de 4 1/4 p. 100, et les traites commerciales de 3 11/16 p. 100 à 4 3/8 p. 100; si le mouvement continuait, le taux officiel de

la Banque d'Angleterre allait devenir trop bas et devrait être relevé de 4 1/2 à 5 ou 5 1/2 p. 100, ce qui, à ce moment, était considéré comme devant avoir des répercussions économiques intérieures et extérieures fort regrettables. L'émotion à Londres fut pendant quelques jours très vive, mais aussitôt les représentants des Banques de France et d'Angleterre entrèrent en contact, et les mesures nécessaires furent prises pour éviter toute conséquence dommageable à Londres, tout en assurant à la Banque de France la possibilité de continuer à diriger le marché du franc. L'incident, qui aurait pu être grave, était très frappant, parce qu'il indiquait que l'étalon or anglais, qui s'était montré depuis deux ans bien adapté aux mouvements commerciaux du change, ne pouvait fonctionner pour de grands déplacements d'or à caractère non commercial. De plus on constatait que la Banque de France détentrice de devises-or ne pouvait les changer à volonté contre du métal jaune sans risquer d'amener une perturbation sur le marché de Londres, dont elle-même aurait été la première à souffrir en raison de la quantité considérable de sterling qu'elle possédait. Ces faits démontraient le caractère nouveau du système monétaire de l'étalon or et l'impossibilité de le faire sortir de son rôle de régulateur des échanges commerciaux.

Le second épisode s'est passé en septembre dernier aux États-Unis. A la suite de l'émotion causée en mai par l'action à Londres de la Banque de France, une Conférence réunissait à la fin de juin à New-York les représentants de la Reichsbank, de la Banque d'Angleterre, de la Banque de France et de la Federal Reserve Bank de New-York. Bien que les discussions de cette conférence n'aient pas été publiées, on sait qu'il y fut question du taux d'escompte des banques centrales, et la Banque d'Angleterre dut faire ressortir l'intérêt général qu'il y aurait à ce qu'elle pût maintenir le plus longtemps possible son taux de 4 1/2 p. 100. Pour cela, en raison du mode de fonctionnement et de l'influence réciproque des marchés anglais et américain, il était utile qu'aux États-Unis le loyer de l'argent fût abaissé de 4 à 3 1/2 p. 100; c'est ce que décida le Federal Reserve

Board de Washington, et cette mesure fut prise successivement dans les douze banques fédérales de réserve du 29 juillet au 13 septembre. Toutefois, l'une d'elles, celle de Chicago, protesta violemment contre cette mesure qu'elle déclarait contraire à ses intérêts propres et destinée uniquement à satisfaire le désir de la Banque d'Angleterre. Après une controverse très vive, qui fit grand bruit dans les cercles financiers américains et anglais, la Banque de Chicago s'inclina, mais le Président du Federal Reserve Board dut démissionner, et actuellement on se demande aux États-Unis quels sont en pareille matière les droits de Washington. Le litige n'est pas résolu et ne le sera sans doute pas aisément, car il met aux prises des conceptions contraires de politique financière générale sur la nature même du système bancaire américain; mais ce qui pour l'instant est à noter, c'est la lutte entre des intérêts financiers intérieurs, en l'espèce ceux du marché de Chicago, et la nécessité pour les États-Unis de prendre des mesures compatibles avec la stabilité du taux d'escompte à Londres.

***

Ces deux faits sont pour nous tout particulièrement instructifs; d'abord parce que leur origine commune se trouve dans les résultats produits par la politique que la Banque de France a inaugurée en décembre 1926 en stabilisant le franc entre 120 et 124 francs pour une livre sterling; c'est cette décision qui, en raison des circonstances psychologiques et économiques dans lesquelles elle a été appliquée, a produit sur le marché de Paris les effets exposés plus haut, et qui a rendu notre Institut d'émission détenteur de devises américaines et anglaises pour des montants si élevés qu'il a acquis du même coup une puissance sans précédent pour une banque centrale étrangère sur les marchés de Londres et de New-York. En second lieu, ces faits sont instructifs parce qu'ils montrent dans un espace de temps très court les conséquences pratiques du caractère international de l'or et de la politique du taux d'escompte des banques centrales. Quand on réfléchit à ces phénomènes, on se rend compte que

le problème n'est plus seulement régi par des règles nationales, mais aussi par des besoins internationaux, on voit que c'est par son influence financière à l'extérieur qu'un pays impose aux autres dans ces questions le respect de ses intérêts propres. Le spectacle de la France et des États-Unis, successivement à quelques mois de distance, assouplissant leur politique parce qu'il leur était nécessaire de ne pas contrecarrer des besoins anglais, est sans doute l'exemple le plus typique qu'on puisse citer de l'aspect moderne et nouveau des principes monétaires.

Et si on se rappelle que l'attitude des banques centrales influence et peut régler, comme l'ont prouvé les États-Unis, le mouvement ou la stabilité des prix, on saisira le fonds même du problème posé dans le second terme de la formule exprimée au début de cette étude : donner à la monnaie un pouvoir d'achat aussi constant que possible. Ce but ne peut être atteint que par la connaissance largement répandue de la nécessité d'une entente entre tous les pays qui pratiquent l'étalon or, pour aménager dans la mesure du possible la répartition du métal précieux, et assurer une politique bancaire conforme, non seulement aux intérêts intérieurs, mais aux nécessités mondiales. C'est là sans doute une des questions internationales qui seront les plus difficiles à régler dans les années à venir, et dont l'opinion publique commence à peine à prendre conscience; on ne peut pas dire que les événements récents l'aient fait beaucoup progresser, mais ils ont indiqué et éclairé la route à suivre.

En ce qui concerne la France, ce qui est frappant, c'est qu'avant même son retour à l'étalon or elle a eu à jouer un rôle de premier plan dans les événements monétaires de l'année 1927, et cela doit lui donner le sentiment de sa puissance aussi bien que de sa responsabilité. Dans le travail ardu de la direction monétaire mondiale, elle a un rôle important à jouer, et elle le tiendra d'autant mieux qu'elle saura les nécessités qu'il comporte et les bénéfices qu'il peut assurer. Pour l'instant, l'essentiel est de se rendre compte que la stabilisation, l'abolition du cours forcé, ne terminent pas les préoccupations monétaires; celles-ci subsistent, après comme avant, et sous une forme peut-être plus complexe, parce

qu'elles sont alors non plus une question de politique intérieure, mais un problème d'entente et de coopération internationales.

Conclusion.

De tout ce qui précède, et qui ne présente que des vues fragmentaires, on doit cependant essayer de retirer quelques idées générales qui pourraient être exprimées ainsi :

1° On a cru, en rétablissant l'étalon or, revenir à un système analogue à celui d'avant guerre, mais l'expérience montre qu'il n'en est rien, et que son fonctionnement dans les deux contrées les plus fortes, financièrement parlant, les États-Unis et la Grande-Bretagne, est soumis à des restrictions qui le défigurent entièrement, si on pense à ce qu'il était il y a quinze ans.

En effet la nature même de la monnaie se modifie; pendant des siècles elle a été une marchandise métallique qui servait de commune mesure à tous les autres produits, puis l'instrument fiduciaire a été créé, et s'est développé chaque jour davantage jusqu'au commencement du XXe siècle, sous forme de billets et de comptes de dépôts en banques; toutefois, sa base métallique, qui de plus en plus était l'or seulement, subsistait avec un rôle de première importance. La crise issue de la guerre a profondément changé cet état de choses et la conception de la monnaie est en pleine évolution; l'outil monétaire le plus répandu aujourd'hui est le chèque ou le virement de banque, l'or ne circule plus et ne joue, malgré les apparences, qu'un rôle de second plan. Ainsi la monnaie devient un signe sans existence matérielle, une sorte de symbole qui exprime la relation des diverses marchandises entre elles, en même temps que les droits et obligations réciproques des créanciers et des débiteurs.

2° La monnaie autrefois était un instrument suffisamment fixe pour que dans la pratique on ne se souciât guère de ses variations. Aujourd'hui, qu'elle soit d'or ou de papier, elle est instable et ce défaut est d'autant plus sensible que l'activité économique dont elle est l'instrument s'étend chaque jour. Cette instabilité peut entraîner des conséquences

sociales et politiques qui la rendent dangereuse, et y parer devient un des buts essentiels du gouvernement des peuples.

3° L'organisation monétaire moderne consiste dans la direction des banques centrales; c'est par leur action qu'on peut concevoir l'idée de ne plus *subir* la monnaie et ses variations, mais d'en *forger* un étalon aussi invariable que possible; c'est par ce principe nouveau qu'on peut espérer non seulement voir disparaître les brusques mouvements de prix de ces dernières années, mais encore régulariser l'action plus lente des facteurs économiques d'où dérivaient autrefois les crises périodiques du commerce et de l'industrie. C'est là, en pratique, ce que les théoriciens ont appelé la « monnaie dirigée »; elle est encore dans son enfance et souvent considérée comme irréalisable, mais il semble que la force des choses la rendra plus vigoureuse et plus largement comprise dans les années à venir. Nous vivons peut-être à ses débuts un nouvel âge monétaire, dont les développements ne sont pas encore soupçonnés, et qui, au moyen du perfectionnement des procédés bancaires, peut nous réserver dans les relations économiques autant de surprises et de nouveautés que nous en avons vu depuis cinquante ans dans le domaine industriel. Si l'on en croit l'exemple actuel des États-Unis, dont la prospérité persistante semble dérouter quelque peu les prévisions pessimistes de nombreux prophètes, on arrive à penser que l'Europe pourra progresser en suivant la voie qu'ils nous indiquent. Mais c'est seulement en prenant conscience des réalités monétaires et bancaires modernes qu'on réalisera ce progrès, et chaque peuple y participera dans la mesure où il fera siennes ces réalités.

HENRI POUYANNE

LA CONFIANCE EN L'ALLEMAGNE ?[1]

IV

LE PROBLÈME DU DÉSARMEMENT

Écoutez un Allemand; il vous dira : « L'Allemagne est désarmée jusqu'au dénuement (pour un peuple réputé militariste n'est-ce pas la huitième merveille du monde? (*sic*) Elle ne dispose que d'une armée de 100 000 hommes, c'est-à-dire d'une force de police à peine suffisante pour un territoire peuplé de 70 millions d'individus et situé aux confins de l'Empire asiatique. Elle n'a pour ainsi dire plus de marine. Elle ne possède ni aviation militaire, ni tanks, ni artillerie lourde. Comment pouvez-vous sérieusement prétendre qu'elle reste menaçante pour la paix? »

Écoutez un Français; il vous dira : « Le désarmement de l'Allemagne n'est qu'une supercherie. Le Reich dispose d'une formidable armée de cadres par laquelle passe toute la jeunesse allemande et où elle s'entraîne intensément. Il dispose d'un matériel dissimulé çà et là, camouflé en matériel « civil » — comme l'aviation — mis en réserve à proximité des frontières. Ses laboratoires sont en perpétuel état d'invention. On y prépare une guerre chimique à côté de laquelle la dernière guerre ne serait qu'une plaisanterie. La notion de

1. Voir l'article de la *Revue de Paris* du 1er mars où s'est glissée une erreur typographique que nous signalons ici : il faut lire page 39, ligne 1, *armements* et non *désarmement*. — Copyright by Gallimard.

« devoir » militaire est plus fortement inculquée que jamais à la jeunesse. Derrière sa façade décrénelée l'Allemagne, sans bruit, est un vaste camp qui s'arme. »

Telle est l'opposition radicale des jugements. L'Allemand a tendance à ne considérer que le fait de la réduction squelettique de son armée, sans tenir compte des « à côté » de la question; le Français a tendance à ne considérer que les « à côté » de la question, sans tenir compte du fait de la réduction de l'armée allemande. Il n'est pas de malentendu plus aigu ni plus funeste à la politique de rapprochement.

Pour traiter dans son ensemble la question du désarmement, il faudrait écrire un volume, et, pour écrire ce volume, un technicien. Toutefois, sans entrer dans la discussion des faits, l'on peut dégager un certain nombre de principes.

1° Un désarmement imposé par les vainqueurs comporte nécessairement quelque chose de relatif. Napoléon l'a éprouvé en 1806. Chacun le sait et raisonne pourtant comme s'il ne le savait pas.

2° Il est à peu près impossible à un État de passer brusquement et totalement du régime militaire au régime a-militaire, surtout quand il s'agit pour cet État de devancer d'autres États. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris de la persistance d'un certain esprit militaire en Allemagne. Mais il est important que cet esprit ne se développe pas ou ne trouve pas des arguments pour se développer.

3° Dans tous les pays du monde, les états-majors sont faits pour dresser des plans, les militaires pour s'entraîner à la guerre. Du moment que l'Allemagne conserve une armée avec ses cadres, même embryonnaires, il est naturel que ces cadres dressent des plans et que cette armée s'entraîne. Il est ridicule de s'en étonner.

4° Les clauses de désarmement insérées dans le traité de paix commencent par ces mots : « En vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, l'Allemagne s'engage à observer strictement les clauses militaires, navales et aériennes ci-après... » Il était légitime, en effet, que l'Allemagne fût contrainte d'abandonner les détestables pratiques qui avaient provoqué la course des armements et qu'elle fût mise dans l'obligation

de désarmer avant que les autres nations ne se préoccupassent de limiter leurs propres moyens de défense.

Mais ce serait donner aux Allemands des raisons de se réarmer clandestinement et démentir le principe même de la paix que de ne pas poursuivre le programme tracé en 1918. La limitation générale des armements ne peut s'opérer que par étapes. L'étape allemande d'abord. Puis, cette étape franchie, les États liés par le pacte de Genève doivent s'engager résolument dans la même voie. Or les entraves apportées aux travaux de la Conférence de désarmement, l'échec de la Conférence navale, créent une atmosphère qui n'est pas favorable à l'idée de désarmement. La démission de lord Robert Cecil a jeté sur ce fait une lumière éclatante. La France, en ce qui la concerne, n'a rien à se reprocher. Elle a fait à Washington le sacrifice de sa puissance navale. La réduction du service militaire à un an, votée par la quasi-unanimité du Parlement; la dissolution d'un nombre important d'unités; le statut nouveau de l'armée, en apportent les preuves irréfutables. Mais la France ne saurait persévérer seule dans cette voie; elle le peut d'autant moins qu'auprès d'elle, certains États, loin de limiter leurs forces militaires, paraissent ne songer qu'à les développer.

Pas de question qui exige une plus stricte discipline de l'esprit. De son évolution, négative ou positive, dépend le sort même de l'Europe. Ceux qui l'envisagent avec scepticisme, voire en raillant, doivent reconnaître qu'ils ont partie liée avec les militaristes allemands, et que la politique des Hohenzollern constitue leur idéal.

5° C'est ainsi que, lorsqu'on proclame à la fois « qu'il faut désarmer l'Allemagne » et pourtant « qu'il n'y a que la force qui compte », l'on s'enferme dans une dangereuse contradiction. Affirmer qu'il n'y a que « la force qui compte », c'est encourager l'Allemagne à réarmer. En politique il n'y a pas de vérités unilatérales.

6° Enfin s'il est vrai que les discussions abstraites sont toujours oiseuses et que le temps se charge à lui seul de transformer le mal en bien et le bien en mal, rien ne le prouve mieux que les questions d'ordre militaire.

Le statut légal que les Alliés ont octroyé à l'Allemagne

peut lui permettre de forger licitement un outil militaire égal, sinon supérieur, à celui qu'elle posséderait si toute liberté d'action lui était laissée. L'art militaire, d'autre part, est en constante évolution. Tandis que nous raisonnons sur des formules déjà anciennes, qui sait si l'Allemagne — contrainte et forcée — ne raisonne pas sur des formules mieux adaptées? On peut se tromper en dénonçant les « supercheries » de l'Allemagne et ne pas se tromper en disant que la force militaire allemande reste digne de préoccupation.

Ces quelques principes établis, jetons un bref coup d'œil sur le problème du désarmement tel qu'il se présente dans les faits.

***

Beaucoup de personnes en France, et de bonne foi, se plaignent encore que, du point de vue des réparations, « l'Allemagne jusqu'ici n'ait rien payé ». Quand on leur démontre, chiffres à l'appui, ce que cette affirmation a d'inexact, elles témoignent d'une réelle surprise. Pareil malentendu se produit en matière de désarmement.

Les Alliés ont imposé à l'Allemagne un certain nombre de mesures destinées à réduire ses forces militaires de telle sorte qu'elles ne puissent plus troubler la paix. *Grosso modo*, il est stipulé que l'Allemagne ne doit plus posséder qu'une armée de 100 000 hommes, officiers et dépôts compris; composée de 7 divisions d'infanterie et de 3 divisions de cavalerie; comportant, en artillerie, 204 pièces de 77 et 84 pièces de 105; celles-ci disposent d'un stock de 204 000 coups, celles-là d'un stock de 67 200 coups. L'exécution de ces clauses ne s'est pas effectuée sans de nombreuses vicissitudes. On n'a pas oublié la résistance opposée par l'Allemagne — de 1920 à 1922 surtout — dans la double question de la « Sicherheitspolizei » et des « Einwohnerwehren », formations considérables qui devaient être dissoutes avant le 10 avril 1920. Aux Conférences de San Remo, de Boulogne, de Spa, le docteur Gessler, déjà ministre de la Reichwehr, défendit pied à pied une politique de soi-disant sécurité qui dissimulait mal l'intention qu'avait le Reich d'obtenir une augmentation légale de ses effectifs. Par deux fois, les gouvernements alliés

durent menacer d'occuper la Ruhr, comme sanction. Ce n'est qu'après l'ultimatum du 30 juin 1921 que le docteur Wirth, nouvellement promu chancelier et nettement orienté vers une politique d'exécution loyale du traité, prononça la dissolution des organisations prohibées. Bientôt — le conflit des réparations devenant plus aigu que le conflit du désarmement — ce fut l'épisode de la Ruhr, et, pendant près d'un an, la cessation quasi-totale des opérations de la Commission de contrôle militaire. Après la fin de la résistance passive, lorsque cette commission fut en état de reprendre ses travaux, la Conférence des Ambassadeurs, en réponse à une note du Chancelier Marx, fixa les points — il y en avait cinq — sur lesquels devait porter l'effort des contrôleurs. C'est dire qu'à cette époque (20 septembre 1924) les formalités du désarmement étaient encore loin d'être accomplies.

De sérieux progrès ne furent réalisés qu'au cours de l'année 1926, c'est-à-dire après Locarno. Le 1er février 1927, la Conférence des Ambassadeurs pouvait en effet constater qu'à l'exclusion de deux affaires qui restaient en suspens, toutes les questions en litige (il y en avait plus de cent) avaient été correctement réglées. Les deux points réservés — fortifications de la frontière-est; exportation du matériel de guerre — furent résolus à leur tour dans le courant de 1927.

Si donc l'Allemagne a obtenu des Alliés des atténuations appréciables dans les modalités d'application du traité, reconnaissons qu'elle a exécuté un plan de désarmement qui représente une transformation radicale de son armature militaire et navale. Son potentiel militaire reste puissant. Certains faits nous donnent à penser que son réarmement pourrait s'opérer très vite. D'accord. Nous n'avons cependant pas le droit de conclure que le désarmement de l'Allemagne « n'est qu'une supercherie ». Ceux qui ne craignent pas de porter ce jugement massif se rendent-ils compte de l'outrage qu'ils adressent aux officiers de la Commission de contrôle qui, au milieu de grandes difficultés et parfois au péril de leur vie, ont accompli une besogne écrasante pour assurer le désarmement de nos adversaires? Se rendent-ils compte de la contradiction où eux-mêmes s'enferment quand ils dénient implicitement toute valeur à l'œuvre

réalisée par cette Commission et qu'ils font cependant grief aux gouvernements alliés de l'avoir dissoute?

***

Rien de plus justifié, en soi, que la crainte du non-désarmement, ou du désarmement insuffisant, ou de l'armement clandestin du Reich. Une telle préoccupation est inspirée par les mobiles les plus patriotiques et les plus humains. Mais avant de se laisser dominer par elle et de tenir pour vraies les informations qui la justifient, ne serait-il pas sage de vérifier ces informations et de considérer les faits objectivement?

On pourrait multiplier les exemples de nouvelles déformées qui ont inutilement ou exagérément alarmé l'opinion publique. Je citerai deux cas typiques. Les services forestiers de l'État prussien ont élevé, par ci, par là, dans les forêts de la Prusse orientale, un certain nombre de tours en bois, comme il en existe dans de nombreuses forêts d'Europe, et notamment, en France, dans la forêt de Fontainebleau. Il s'agit, en l'espèce, d'observatoires forestiers destinés surtout à faciliter la surveillance des incendies. Le correspondant à Berlin d'un grand journal parisien, de nuance nationaliste, n'a pas hésité à alerter ses lecteurs en écrivant que ces soi-disant « observatoires forestiers » étaient, en réalité, destinés à « remplacer les forteresses » (*sic*) démolies sur la frontière de Pologne. Au même moment, un autre grand quotidien de Paris annonçait, en termes très inquiétants, que « l'armée allemande en entier participerait aux grandes manœuvres de 1927 qui prendraient de ce fait le caractère d'une mobilisation générale de la force armée ». Cela ne sonnait-il pas comme un défi? Or, renseignements pris, cette nouvelle, d'origine polonaise, ne reposait sur aucun fondement. En 1926, deux grandes manœuvres avaient eu lieu en Allemagne, mettant en mouvement quatre divisions d'infanterie. En 1927, au contraire, une seule « grande manœuvre » était prévue, opposant la 6e division d'infanterie à la 3e division de cavalerie; les autres unités de la Reichswehr se bornant à exécuter des exercices sur le terrain coutumier.

Il convient d'ajouter que les manœuvres allemandes s'effectuent sans aviation ni artillerie lourde. En tout état de cause, il est difficile d'appliquer l'expression très alarmante de « mobilisation générale de la force armée » à ces entraînements normaux.

Avec quelle légèreté de telles nouvelles sont-elles répandues! Sans doute est-ce par zèle patriotique qu'on les accrédite si rapidement... Le premier devoir n'est-il pas de tenir l'opinion en éveil? Peu importe si l'esprit critique y perd ses droits... Disons que cette conception du patriotisme est fausse. Elle ne sert pas les véritables intérêts de la Patrie. Les pratiques qu'elle inspire ont cette conséquence que des questions, sérieuses celles-là et qui méritent toute l'attention de l'opinion française et mondiale, sont confondues avec des préoccupations inconsistantes ou négligeables que le public s'habitue vite à ne plus retenir. A dénoncer le danger là où il n'est pas, l'on n'est plus cru quand on le dénonce là où il est.

Prenons l'aviation. C'est un des chapitres les plus justement préoccupants. Il semble certain que l'aviation commerciale, intensément poussée outre-Rhin, fournirait au Reich une considérable réserve en cas de guerre. Réfléchissons cependant que des adaptations seraient indispensables pour muer les appareils de transport en appareils militaires. D'autre part, pendant un laps de temps que les techniciens évaluent à six semaines, l'armée allemande serait dépourvue d'aviation de chasse, car un avion « civil » ne peut devenir un bon avion de chasse. Cette aviation improvisée ne pourrait tenir dans le système militaire allemand la place qui revient à l'aviation dans une armée moderne. Il est donc un peu sommaire de s'imaginer que toute l'aviation commerciale, mobilisée et armée d'un jour à l'autre, pourrait venir lancer ses bombes sur Paris. Au surplus, si l'aviation s'est développée avec tant de vigueur outre-Rhin, il n'en résulte pas nécessairement que ce développement constitue un « camouflage » d'armement. L'Allemagne est un pays décentralisé où les hommes d'affaires circulent continuellement entre quelques grandes villes. Or l'aviation, en tant que moyen de transport, se répand chaque jour davantage. Nos voisins

prennent la voie des airs aussi facilement que le rail ou la route. Aucune comparaison, dans cet ordre d'idées, entre ce qui se passe chez eux et ce qui se passe chez nous.

Il reste que les chefs de l'armée allemande ont un vaste problème à résoudre pour transformer, le cas échéant, l'aviation commerciale en aviation militaire et certes ils n'ont pas manqué d'étudier et vraisemblablement de trouver les solutions de ce problème. Nous pouvons être sûrs, également, qu'ils tiennent ces solutions à jour. Mais comment supprimer de tels risques?

Préparatifs chimiques? Il est exact que la science chimique atteint en Allemagne un haut degré de perfection. Que se passe-t-il dans les laboratoires d'Outre-Rhin? Quelles sont les recherches auxquelles on se livre, les explosifs, les gaz que l'on compose? Toutes les hypothèses sont permises, même les sérieuses. Méfions-nous cependant des prédictions sensationnelles qui se plaisent à dépeindre la « guerre future » comme une sorte de cataclysme chimique capable, en quelques heures, d'anéantir des armées, des villes, des peuples. Le grand Berthelot, parlant des « explosifs » qu'il connaissait mieux que personne, avait coutume de dire qu'il était surprenant de constater combien, si chargés de mort qu'ils fussent, en fin de compte, ils tuaient peu. La grande leçon de la guerre dont nous sortons et dont je ne sache pas que les artifices chimiques fussent absents, c'est qu'elle s'est faite avec des poitrines, des fusils, des mitrailleuses, voire des couteaux, et qu'il fallait accabler un minime espace de millions et de millions d'obus, l'infecter de gaz irrespirables, pour disloquer une ligne qui se reformait aussitôt quelques cents mètres plus loin. Poitrines, fusils, mitrailleuses, couteaux resteront nécessaires pour que les guerres accomplissent leur monstrueuse besogne.

Il n'en est pas moins vrai qu'on ne saurait empêcher les chimistes allemands de se livrer à leurs travaux dans des laboratoires qui échappent nécessairement à tout contrôle.

Récemment un document ayant trait aux « préparatifs militaires du Reich » était publié dans la *Menschheit* — organe qui défend, Outre-Rhin, les idées pacifistes à la manière de notre Ligue des Droits de l'homme et du groupe « Clarté ». —

Il n'est pas exagéré de dire que cette publication, jugée « sensationnelle » et reproduite dans toute la presse française, a pesé d'un poids particulier sur les rapports franco-allemands. Le document Fœrster nous a apporté un certain nombre d'indications fort intéressantes sur l'état d'esprit qui règne dans les milieux militaristes d'Outre-Rhin. Mais peut-être une analyse attentive de ce document susciterait-elle des conclusions quelque peu différentes de celles que la presse, dans sa hâte coutumière, a dégagées ici et là. Peut-être, surtout, nous ferait-elle saisir le véritable aspect de la question militaire en Allemagne et les dangers réels qu'elle comporte. Que constatons-nous dans ce document?

D'abord ceci :

Le membre dirigeant du « Stahlhelm » qui a exposé les idées de son groupe, s'est placé naturellement dans l'hypothèse d'une guerre. Il fixe pour cette échéance un délai de cinq ou dix ans. Un choc « inévitable » est donc escompté pour la période qui va de 1932 à 1937. On se préoccupe, dès lors, de renforcer la puissance militaire de l'Empire. Pour cela que propose-t-on? La constitution d'une armée de métier, sans conscription, dont les effectifs actifs resteraient fixés à 115 000 hommes (y compris l'armée navale), mais dont les soldats, libérés après trois ou quatre ans de service, constitueraient, pendant neuf ans, une réserve. Cette réserve, en quelques années, porterait l'armée allemande à 500 000 hommes sur le pied de guerre (soit un douzième des effectifs de 1914). On réaliserait ce programme légalement et ouvertement.

C'est ici qu'apparaît la puérilité d'un tel plan, parfaitement révélateur de l'absence de sens politique — tant au point de vue extérieur qu'au point de vue intérieur — qui caractérise les gens d'extrême-droite en Allemagne, officiers, hobereaux, jeunesse patriote, membres du Stahlhelm, vieux fonctionnaires d'ancien régime, etc. — « Il appartiendra au Ministère des Affaires étrangères, — écrit l'Allemand, — de faire admettre par la Société des Nations les modifications nécessaires au Traité de Versailles. » Et pour rendre cette négociation plus aisée on suggère d'ores et déjà les « habiletés » et les dissimulations auxquelles il sera bon d'avoir recours. Mais si ces « habiletés » ne prenaient pas? Il faudrait alors passer

outre; faire voter la nouvelle loi par le Reichstag au mépris des interdictions internationales... Voilà de la bonne stratégie en chambre... Pour tous ceux qui connaissent tant soit peu l'Allemagne, il est aisé de s'apercevoir que la réalisation du programme du « Stahlhelm », du seul point de vue de la politique intérieure, soulèverait des obstacles dirimants. La colonisation de la Prusse orientale par des réservistes transformés en chevaliers d'un ordre teutonique rajeuni; le vote de lois destinées à « forcer l'Industrie » à procurer des situations aux officiers de réserve — (comme si l'on « forçait » l'industrie en Allemagne!) —; enfin, et surtout, la promulgation de ces lois à la face du monde et contre la volonté de la Société des Nations et des Puissances alliées... autant de projets qui font plus honneur à l'imagination des militaires allemands qu'à leur sens des réalités. Au sein du Reichstag actuel, où, cependant, l'élément nationaliste reste puissant, et dont la majorité penche à droite l'on peut affirmer que de telles propositions *ne réuniraient pas un dixième des voix* (un tiers du parti nationaliste et les treize députés racistes).

Nous trouvons, par ailleurs, dans le document publié par la *Menschheit*, un certain nombre d'indications intéressantes qui répondent à nos préoccupations actuelles. Laissons le représentant du « Stahlhelm » parler lui-même: « La Reichswehr a renoncé, dit-il à former des réserves en faisant appel aux associations secrètes, aux passe-volants, etc... »; « l'armée allemande ne pourra d'ici longtemps posséder un matériel de guerre aussi puissant que celui des autres états capitalistes »; « on n'a pas grande sympathie dans la Reichswehr pour les corps des officiers russes »; « le service de douze ans est déprimant et démoralisant »; « il faut renoncer à la fabrication clandestine d'armes qui n'a pas donné d'heureux résultats »; « Von Seeckt était partisan d'une alliance militaire avec la Russie. Gessler est hostile à ces idées »; le Stahlhelm « est convaincu, comme la Reichswehr, que les sociétés militaires ne sont pas en mesure de donner à la jeunesse une instruction militaire suffisante »... Puis vient un long paragraphe sur l'aviation où, tout en affirmant que « les travaux préparatoires sont poussés de telle sorte qu'en temps

de guerre l'industrie allemande pourra très rapidement se mettre à la hauteur des circonstances » (ce dont personne en France n'avait jamais douté), l'auteur du plan déclare « qu'il importe avant tout que la Reichswehr possède une flotte aérienne si minime soit-elle », ce qui tenterait de prouver qu'elle ne la possède pas, du moins comme instrument d'exercice et de manœuvre. Viennent ensuite des commentaires copieux sur le rôle que *peuvent* jouer les associations patriotiques; ce qui, là encore, inciterait à penser que celles-ci ne constituent pas dès maintenant des forces militaires toutes prêtes, et que les chefs militaires allemands songent plutôt à les utiliser pour y puiser des effectifs sûrs. Le « plan » ne fait aucune allusion, d'autre part, à la fusion de la police et de l'armée en cas de guerre, mesure que les Français les plus circonspects considèrent comme certainement prévue (peut-être les tendances républicaines de la police prussienne inquiètent-elles les chefs de Reichswehr). Il indique aussi qu'aucune mobilisation n'est préparée, et même que les dirigeants de la Reischswehr ne veulent plus d' « armée nationale », ce qui correspond bien à la doctrine d'extrême-droite. Enfin les auteurs du document semblent considérer que la réalisation de leur programme est plus ou moins liée à l'achèvement d'un « Régime national » sur lequel ils ne sont en mesure d'énoncer que de fumeuses rêveries; ils dissimulent mal la crainte que leur inspirent ceux qu'ils appellent « les ennemis de l'intérieur » (tous les hommes de gauche) et surtout leur inquiétude de ne pas pouvoir compter en cas de guerre sur l'unanimité nationale.

Ainsi donc, si l'on en croit le document Fœrster, pas de collaboration militaire évidente avec la Russie; pas d'aviation toute prête; pas de réserves fournies par les associations secrètes; pas de passe-volants ni d'armements clandestins! Que de nouvelles inattendues! et qu'il serait réconfortant de les tenir pour vraies!

Voici, toutefois, l'indication la plus précieuse :

Tout bien considéré, — ajoute le document de la *Menschheit*, — l'armée française est supérieure à l'allemande. Même une armée allemande renforcée ne pourrait s'attaquer à la puissance militaire française; mais une armée allemande constituée comme il sera dit

plus loin, pourrait dans quelques années, repousser victorieusement une attaque française... L'armée française ne vaudrait pas grand chose comme troupe d'attaque; dans la défensive, elle serait très bonne, au contraire, car les divergences politiques disparaîtraient. L'Allemagne a donc tout intérêt à ne pas attaquer la France.

Que les armements de l'Allemagne ne soient pas tournés contre la France, nous pouvons l'admettre et le comprendre. Mais la France n'est pas la seule voisine de l'Allemagne. Dès lors, autant il serait absurde d'exagérer les risques d'une guerre de revanche clandestinement préparée contre nous, autant il serait absurde de ne pas être préoccupé par les intentions moins nettes que l'Allemagne manifeste à l'endroit de la Pologne et par les précautions peu rassurantes qu'elle prend contre elle. On ne dit pas que l'Allemagne nourrit le dessein de se jeter sur la Pologne. On craint seulement qu'elle ne se tienne prête à profiter d'une occasion; pour cela qu'elle s'efforce de garder une armée à pied d'œuvre et de jour en jour perfectionnée.

Il y a dans cette attitude une contradiction que les Allemands devraient apercevoir. Un « coup de Jarnac » contre la Pologne déclancherait une guerre européenne. Or l'Allemagne ne serait pas en état de la soutenir. Elle tirerait donc économie et profits à éliminer ses dernières velléités, ses dernières habitudes militaristes et à adopter sans réserve une attitude pacifique. « Qui parle de coup de Jarnac? répondra l'Allemand, c'est de notre sécurité qu'il s'agit. Nous savons bien que nous n'avons rien à craindre à l'Ouest. Mais à l'Est? Des dangers nous menacent de deux façons. Une brusque attaque sur Dantzig... Lisez la presse nationaliste polonaise. Maintes fois elle l'a préconisée... D'autre part la situation en Prusse orientale. Notre province séparée se dépeuple en sujets allemands. Mais elle se peuple en ouvriers agricoles polonais. Ce déséquilibre peut provoquer un jour ou l'autre des troubles graves... Rappelez-vous les bandes de Korfanty. Si l'on ajoute à ces facteurs l'inquiétante incertitude baltique, on reconnaîtra que nos précautions sont légitimes... »

Si invraisemblables que de telles préoccupations nous paraissent, si osées que soient les conclusions qu'on en tire, sachons pourtant qu'elles existent. La presse nationaliste

— surtout la presse locale de l'État prussien — ne se fait pas faute de les entretenir. Il y a là une véritable « psychose », plus maladive qu'hypocrite.

***

Si, pour défendre les vrais intérêts de la sécurité française, j'ai souligné les inconvénients auxquels on s'expose en accueillant sommairement les nouvelles de tendances alarmantes; si j'ai dit que certaines inquiétudes ne se justifiaient pas, ou, du moins, ne se justifiaient pas à un degré aussi aigu, et qu'il était nécessaire, loyal, prudent de remettre parfois au point des « révélations sensationnelles », je ne dissimule pas que d'autres faits, moins apparents, moins sensationnels, appellent notre plus sérieuse attention et nous interdisent de considérer le problème du désarmement comme épuisé parce qu'il est officiellement résolu.

Deux considérations viennent à l'appui de cette thèse; l'une portant sur des faits matériels; l'autre sur des circonstances psychologiques.

Faits matériels : le budget de la Reichswehr. Pourquoi se trouve-t-il en perpétuelle augmentation? De 1924 à 1928, les dépenses de l'armée de terre ont augmenté de 38 p. 100; celles de l'armée navale de 120 p. 100; la progression d'ensemble des charges militaires représente 55 p. 100. De 1926 à 1927, l'écart est de 14 p. 100. Le budget de 1928, pour la première fois, ne comporte pas de nouvel excédent.

Cependant au moment où ils élaboraient le plan Dawes, les experts avaient prévu que les dépenses militaires du Reich ne dépasseraient pas 450 millions de marks. Or elles s'élèvent aujourd'hui à 705 millions de marks. Les prévisions se trouvent dépassés de 40 p. 100. Les forces militaires de l'Allemagne « désarmée jusqu'au dénuement » absorbent, à l'heure actuelle, le neuvième des ressources totales de l'Empire. De tous les budgets du Reich, le budget militaire est le plus élevé. En francs, la dépense atteint 4 milliards 200 millions.

Les forces militaires de la France « armée jusqu'aux dents » absorbent à l'heure actuelle le neuvième des ressources totales de a République. Soit 6 milliards 700 millions. Ici 100 000 hommes

là 550 000 hommes. Il n'y a pas de proportion dans les dépenses.

J'accorde que la vie valeur-or est plus onéreuse que la vie valeur-papier et que l'Allemand dépense en moyenne 135 p. 100 de plus que le Français. J'accorde également que l'armée de métier coûte plus cher qu'une armée formée par la conscription. Compte tenu de ces différences, l'écart entre les frais d'entretien des deux armées reste proportionnellement trop sensible et s'explique mal. Il y a lieu d'ajouter que les sommes inscrites au budget sont transférables d'un chapitre à l'autre et d'une année à l'autre. Ainsi, d'importantes réserves peuvent se contituer aisément et sans contrôle[1]. Dès lors nous avons le droit, chiffres en mains, de poser à l'Allemagne cette question : Pourquoi l'armée, la flotte allemandes coûtent-elles si cher à un pays « désarmé » et soumis par ailleurs à des charges fiscales considérables? A cette interrogation, on me répondra, je le sais, — et c'était la thèse que soutenait invariablement l'ex-ministre de la Reichswehr, le docteur Gessler, — qu'il fallait à l'Allemagne une force militaire suffisante pour tenir en respect les foyers d'agitation révolutionnaire, de gauche ou de droite, susceptibles de mettre l'ordre social et la constitution du Reich en péril, et qu'à cet égard l'armée schématique créée en 1919 avait besoin d'être sérieusement encadrée, équipée, pourvue.

On ne peut nier qu'il y ait dans ce raisonnement une part de vérité. On ne saurait contester davantage l'obligation où se trouvait l'Allemagne, non seulement du point de vue de sa sécurité intérieure, mais encore du fait de la position géographique qu'elle occupe aux confins de l'Europe et de l'Asie, de posséder une arme défensive respectable. Le problème du désarmement de l'Allemagne n'est pas seulement un problème germano-allié; il a d'autres aspects, secondaires, mais non pas négligeables. Les Allemands sont plus francs cependant quand ils avouent que, la Reichswehr étant tout ce qui leur reste d'une armée, jadis la plus puissante du globe,

1. Il y a lieu de remarquer cependant que, pour le budget 1928, ces autorisations de virement ont été limitées par une spécification plus étroite des postes entre lesquels ces virements pourraient être effectués et par une diminution de ces postes.

ils veulent en tirer le maximum d'efficacité et, dans les limites tolérables, « charger » ce contenant de tout le contenu possible. C'est ici qu'apparaît l'un des dangers de la politique militaire du Reich. Car l'Allemagne serait irréprochable si elle envisageait la Reichswehr comme une armée, atteignant même un haut degré de perfection, mais restant fidèle à l'esprit qui l'a conçue. Elle ne le serait pas si elle en faisait peu à peu l'instrument de sa politique extérieure et le point de départ ou le point d'appui de nouvelles ambitions. Question, non de technique, mais de tendance. Si l'on a tort d'exagérer la force *matérielle actuelle* de la Reichswehr, l'on a certainement raison de suivre de près l'évolution de son esprit.

A ce titre, il faut noter, comme un symptôme favorable, la désignation par le Maréchal-Président du général Grœner pour recueillir la lourde succession du docteur Gessler. Ce choix, mieux vu dans les milieux républicains que dans les milieux réactionnaires, fait honneur à l'indépendance du maréchal von Hindenburg et à son sens politique.

Mais cela n'est qu'un côté — et peut-être le moins suggestif — du problème. A ces faits matériels viennent s'ajouter des observations psychologiques d'un ordre, à mon sens, plus sérieux. Sans doute est-ce là que se trouve le nœud du problème du désarmement ou du réarmement de l'Allemagne.

Le document de la *Menschheit*, confirme sur ce point cent indications concordantes : la doctrine militaire est en train d'évoluer Outre-Rhin. L'État-Major allemand, contraint de travailler sur des données nouvelles — et sur des données limitées — a conçu une nouvel aménagement de la puissance militaire du Reich. Une armée de métier, une armée de cadres — telle que les alliés eux-mêmes l'ont fixée à l'Allemagne — une armée disposant si possible de réserves — mais de réserves sélectionnées et constituant une force absolument homogène — voilà ce qui apparaît aujourd'hui aux Allemands comme la vérité militaire. Pas de ces lourdes formations que le virus politique rend peu sûres. Pas de ces « milices armées » qui risquent d'échapper à la volonté des chefs. Les journées révolutionnaires de 1918 ne s'oublient pas. Mais l'armée de Gustave-Adolphe. L'armée anti-démocratique et prétorienne. Cent mille hommes en service actif; en réserve,

4 à 500 000 hommes éprouvés, immédiatement mobilisables. Ainsi l'Allemagne peut être pourvue d'un outil qui la maintiendra au premier rang des grandes puissances militaires; grâce auquel elle étayera sa politique. Tandis que nous nous orientons, en France, vers des formations de plus en plus vastes, vers des conceptions militaires de plus en plus démocratiques, « Nation armée », « Milices nationales », que sais-je? l'Allemagne, tout au contraire, revise ses anciens principes et revient aux traditions militaires d'avant la Révolution française. Ce faisant elle reste dans le cadre, sinon dans l'esprit, du traité. Il nous est difficile de lui reprocher le perfectionnement d'une armée de métier que nous lui avons nous-mêmes imposée...

***

Voyons les choses de plus haut. Considérons toutes ces nations, obligées de tenir prêts des moyens de défense... Jadis les monarchies disposaient d'armées — comme on dispose de domestiques — et les employaient aux desseins de leur politique. Puis — et c'est le phénomène déterminé par les guerres de la Révolution et de l'Empire — quand les luttes sont devenues des luttes de frontières, par conséquent des luttes de nations et de peuples, ces peuples se sont transformés eux-mêmes en armées. Charge bientôt surhumaine. On succombe, aujourd'hui, sous le poids de ces défenses de masses. L'idée revient que l'armée de métier a du bon... Mais qui sera plus dangereux pour la paix? La nation armée? L'armée de métier? La force diluée? La force ramassée? Tel est le mystère de l'avenir. Puisque hélas! les temps ne sont pas encore venus où deux mots suffiraient à donner à ce problème la seule réponse raisonnable qu'il mérite : désarmement général.

WLADIMIR D'ORMESSON

(*A suivre.*)

LA POLITIQUE ANGLAISE EN ARABIE

(1915-1927)

Au moment où nous mettons sous presse, des télégrammes font connaître qu'Ibn Saoud est sur le point d'envahir la Transjordanie et l'Irak. Dans quelles conditions le sultan du Nedjd avait établi antérieurement son pouvoir en Arabie, c'est ce que notre collaborateur, M. Krajewsky explique ici à nos lecteurs (N. D. L. R.).

La proclamation de la Guerre sainte par la Turquie associée aux Empires centraux imposa à l'Angleterre, plus qu'aux autres alliés, le devoir de chercher à parer aux très dangereuses répercussions qu'une pareille manifestation pouvait avoir sur ses sujets musulmans travaillés un peu partout dans ses colonies et protectorats par une propagande nationaliste très vive. Soit que le concours du Hedjaz, berceau de l'islamisme, lui ait paru susceptible d'en contrebalancer l'effet, soit qu'elle y ait vu un moyen d'encourager le loyalisme de ses soldats mahométans, soit, enfin, qu'elle ait voulu préparer le rôle que la victoire finale lui permettrait de jouer dans la Péninsule arabique où elle comptait déjà quelques clients parmi les princes régnant sur les petits Émirats échelonnés le long des côtes du golfe Persique et de la mer d'Oman, elle s'attela à la tâche de gagner à sa cause le grand chérif Hussein ben Aly, représentant à la Mecque du pouvoir spirituel du Sultan-Khalife. Elle n'ignorait pas que ce haut personnage était un ambitieux prêt à secouer le joug ottoman qui pesait à son orgueil; elle connaissait les idées séparatistes

de son deuxième fils Abdallah dont l'ambition était plus dévorante encore; elle savait que, comme partout ailleurs, la Turquie n'était pas aimée. Le terrain lui parut propice. Elle chargea Sir Henry Mac Mahon, son Haut Commissaire en Égypte, d'engager les pourparlers.

Dès la première ouverture, Hussein ben Aly se laissa persuader. Dans une lettre écrite le 14 juillet 1915, il fit connaître les conditions auxquelles il subordonnait son soulèvement contre la Turquie. L'Angleterre devait reconnaître « l'indépendance des pays arabes limités, au nord, par Mersina, Adana jusqu'au 37e degré de latitude sur lequel se trouvent Biredjik, Ourfah, Mardine, Djeziréh, Amadiah, jusqu'à la frontière persane; à l'est, par la frontière persane jusqu'au golfe Persique; au sud par l'Océan Indien à l'exception d'Aden qui restera en dehors de ces limites; à l'ouest, par la mer Rouge et la Méditerranée jusqu'à Mersina ». Elle devait, en outre, fournir les munitions et les fonds nécessaires, prêter un appui moral et matériel contre les attaques tant extérieures qu'intérieures. En échange, elle aurait la priorité dans les questions économiques.

Tout en remerciant le Grand Chérif de ses sentiments et de ses intentions à l'égard de l'Angleterre, tout en se réjouissant de constater qu'il comprenait que « les intérêts arabes étaient les intérêts anglais et vice versa », Sir H. Mac-Mahon trouva prématuré de discuter au fort de la guerre la question des frontières, alors que les Turcs occupaient encore la plus grande partie des contrées mentionnées et que les Arabes continuaient à « prêter leur appui aux Allemands et aux Turcs, au nouveau spoliateur, à l'ancien oppresseur » (Lettre du 30 août 1915).

Pour Hussein ben Aly cette lettre constituait une reculade. Devait-il, demanda-t-il à son correspondant, donner des témoignages de sa sincérité à l'égard de « l'illustre » Empire britannique et déclarer la préférence des Arabes « pour lui dans tous les cas, dans toutes les circonstances et sous toutes les formes? » Si quelques Arabes continuaient à être sous les ordres des Turcs et des Allemands il ne fallait en accuser que le retard apporté aux négociations en cours : il importait de les activer.

Je regrette, répondit le Haut Commissaire le 25 septembre, que ma dernière lettre vous ait laissé l'impression que je considérais la question des frontières avec froideur et hésitation. Tel n'est pas le cas, mais il me semblait que le moment n'était pas encore venu de discuter avec profit... Quoi qu'il en soit, votre dernière lettre m'a fait comprendre que, pour vous, cette question est vitale et urgente et, par suite, j'ai, sans perte de temps, informé le gouvernement de la Grande-Bretagne du contenu de votre lettre et c'est avec plaisir que je vous communique en son nom la déclaration suivante que vous accueillerez, j'en suis persuadé, avec satisfaction.

1° Les districts de Mersina, Alexandrette et certaines parties de la Syrie, situées à l'ouest des districts de Damas, Homs, Hama et Alep ne peuvent pas être considérés comme étant purement arabes et devraient par conséquent être exclus des limites désirées;

2° Avec ces modifications et sans préjudice pour certains traités conclus entre nous et quelques chefs arabes nous acceptons ces limites.

En ce qui concerne les parties de ces territoires comprises dans ces limites et au sujet desquelles l'Angleterre est libre d'agir sans nuire aux intérêts de son alliée, la France, j'ai reçu du gouverment de la Grande-Bretagne pouvoir de conclure le pacte suivant et de répondre comme suit à votre lettre :

I. Tenant compte des modifications qui précèdent, la Grande-Bretagne est prête à reconnaître et appuyer l'indépendance des Arabes dans les territoires compris dans les limites et frontières proposées par vous;

II. La Grande-Bretagne garantit la sécurité des Lieux saints contre toute agression étrangère et reconnaîtra leur individualité;

III. Lorsque la situation le permettra, la Grande-Bretagne donnera aux Arabes ses conseils et les aidera à établir dans ces différentes contrées les formes gouvernementales qui paraîtront les plus adaptées;

IV. D'autre part, il est entendu que les Arabes sont décidés à demander l'avis et les conseils de la *seule* Grande-Bretagne et que les conseillers et fonctionnaires européens qui pourraient être nécessaires pour la constitution d'une forme administrative solide seront anglais;

V. En ce qui concerne les Vilayets de Bagdad et de Bassorah, les Arabes reconnaîtront que la situation acquise et les intérêts de la Grande-Bretagne nécessitent des mesures spéciales de contrôle administratif en vue de protéger ces territoires contre une agression étrangère, de développer le bien-être des populations et de sauvegarder nos intérêts économiques respectifs.

« Désireux de faciliter un accord et de rendre service à l'Islam », Hussein ben Aly accepta l'exclusion de Mersina et d'Adana du futur royaume arabe, mais maintint ses prétentions sur les provinces d'Alep et de Beyrouth et sur leurs côtes qui sont des provinces arabes, « car il n'y a pas de différence entre

un Arabe musulman et un Arabe chrétien; ils descendent tous deux du même père » (5 novembre 1915). Sir H. Mac-Mahon nota (14 décembre 1915) avec satisfaction l'exclusion des Vilayets de Mersina et d'Adana des limites des territoires arabes... « En ce qui concerne les Vilayets d'Alep et de Beyrouth, ajouta-t-il, le gouvernement de la Grande Bretagne a pris soigneusement note de vos observations, mais, comme les intérêts de la France, notre alliée, sont en jeu, la question nécessitera une sérieuse considération et une communication ultérieure vous sera adressée en temps voulu ».

Dans une dernière lettre datée du 1er janvier 1916, le Grand Chérif précisa sa position.

En ce qui concerne les régions septentrionales et leurs côtes nous avons déjà exposé dans notre précédente lettre quelles étaient les extrêmes modifications possibles, et ceci n'a été fait que pour satisfaire les aspirations dont nous poursuivons la réalisation avec la volonté de Dieu. Ce sont les mêmes sentiments et le même désir qui nous ont poussé à éviter tout ce qui pouvait porter atteinte à l'alliance entre la Grande-Bretagne et la France et à l'accord conclu entre elles dans la guerre actuelle. Cependant, nous considérons de notre devoir de faire savoir à Votre Excellence qu'Elle peut être sûre qu'à la première occasion, une fois cette guerre finie, nous vous réclamerons ce que nous laissons à la France de Beyrouth et de ses côtes.

A la fin du même mois, le Haut Commissaire britannique fit savoir au Grand Chérif qu'il avait reçu de son gouvernement l'ordre de l'informer que *toutes ses demandes étaient acceptées.*

Au cours de ces négociations, des avions anglais avaient laissé tomber au-dessus de Djeddah de nombreux exemplaires d'une proclamation destinée à mettre la population au courant de ce qui se préparait. Après avoir indiqué les raisons de sa participation à la guerre, insisté sur le concours empressé qu'elle avait trouvé auprès des musulmans de ses colonies, la Grande Bretagne prenait l'engagement d'inscrire parmi les conditions de la paix future « l'indépendance de la Péninsule arabique et des Lieux Saints qui s'y trouvent ainsi que l'intégrité de ces pays dont aucun pouce ne sera ajouté aux territoires de l'Angleterre ou aux territoires de quelque autre gouvernement que ce soit. La politique anglaise est une

politique de vrai respect pour l'Islam et les musulmans, et elle ne subira aucune altération. »

Ces engagements furent confirmés en 1918 au moment où les Turcs, désirant signer une paix séparée avec les Arabes, leur offrirent de reconnaître leur indépendance. Hussein ben Aly, devenu entre temps Roi du Hedjaz, repoussa cette proposition. Mis au courant, Lord Curzon le remercia et lui affirma que, *d'accord avec ses alliés,* la Grande Bretagne confirmait ses promesses antérieures.

Pendant toute la durée de la guerre, l'Angleterre versa au Grand Chérif une mensualité de 120 000 livres anglaises « or » pour lui et ses deux fils, Aly et Abdallah, distribua dans des buts politiques et militaires des sommes dont l'importance varia d'après les circonstances. De son côté, l'Émir Feysal, troisième fils placé à la tête des contingents arabes coopérant avec les forces du général Allenby, se vit attribuer 105 000 livres-or par mois.

Au début, pour faire bloc et créer un rapide mouvement d'opinion, de larges distributions furent consenties, un peu indistinctement, à toutes les fractions bédouines établies le long de la côte de la Mer Rouge jusqu'à El Wedj. Mais les opérations se développant de plus en plus vers le Nord par l'entrée en jeu d'un nombre de tribus chaque jour plus considérable, il fut décidé que seules devaient être payées les fractions dont le concours serait utilisé. Mais les Bédouins n'admirent que très difficilement la disparition d'une très appréciable source de revenus, considérée par eux comme la condition *sine qua non* de leur fidélité et comme la caractéristique la plus palpable du nouvel état de choses. De là d'incessantes réclamations et même quelques mouvements séditieux, surtout dans la région située entre Yambo et Médine. Chaque nouvelle adhésion entraîna des dépenses considérables : le concours d'une seule tribu fut payé jusqu'à 24 000 livres. Dans la suite, malgré les efforts du gouvernement britannique pour restreindre autant que possible les sacrifices que ce système lui imposait, les sommes versées n'en restèrent pas moins importantes.

En échange de ces énormes sacrifices, le Hedjaz fournit un concours plus moral qu'effectif. Il semble difficile de consi-

dérer comme opérations militaires la lutte contre les faibles contingents turcs cantonnés à Djeddah, la Mecque et Taïf. La campagne contre Médine qui aurait pu jeter un certain éclat sur les armes hedjaziennes, aurait été un échec, si la trahison n'avait obligé Fakhry Pacha à rendre, en janvier 1919, la ville que, malgré l'armistice et malgré les ordres de Constantinople, il avait décidé de défendre jusqu'à la dernière extrêmité. Le concours de Feysal fut plus efficace, le commandant en chef des troupes britanniques, au courant des intentions de son gouvernement et des engagements qu'il avait pris, ayant facilité la marche de son contingent sur Damas de façon à placer la France devant un fait accompli.

Dans le courant du mois de novembre 1916, le grand chérif se proclama « Malik eldiyar elarabiéh, roi des pays arabes » et le notifia à la France, à l'Angleterre et à la Russie qui, le 31 décembre de la même année, le reconnurent comme « roi du Hedjaz ».

L'Italie ne vit pas sans une certaine appréhension la création de ce royaume arabe. Pour la presse romaine, cette création constituait le plus grave problème posé devant la politique italienne en ce qui concernait le proche Orient et les colonies africaines. Dans cet événement il fallait voir un nouveau coup habile de l'Angleterre, désireuse d'étendre et de consolider ses domaines et son influence entre la Méditerranée et l'océan Indien. Si la Grande-Bretagne, qui possède déjà toute la côte d'Aden jusqu'au Chatt el Arab, agrandissait son domaine par la conquête du golfe Persique, si, au moyen des chefs arabes qui lui sont liés, elle étendait son influence le long de la côte de la Mer Rouge, toute possibilité d'extension serait interdite à l'Italie dans le proche Orient, toute meilleure exploitation des colonies qui lui appartiennent déjà se heurterait à de sérieux obstacles.

***

Engagées à son insu les négociations entre Sir H. Mac Mahon et le Grand Chérif ne pouvaient en aucune façon lier le gouvernement français, et c'est avec la plus grande bonne foi qu'il apposa sa signature au bas de l'accord du

16 mai 1916 par lequel la France et l'Angleterre convenaient le partage d'une partie de la Turquie d'Asie en deux zones, la zone bleue (Vilayets d'Adana, de Siwas, de Kharpout, de Diarbékir, d'Alep, de Beyrouth, de Damas et une partie de celui de Mossoul) et la zone rouge (Vilayets de Bagdad, de Bassorah et la partie de celui de Mossoul non dévolue à la zone bleue), exclusivement placées, en partie, sous la domination et, en partie, sous l'influence, la première, de la France, la seconde, de l'Angleterre, et dans lesquelles toutes les deux s'engageaient à reconnaître et à protéger un État arabe indépendant ou une confédération d'États arabes sous la suzeraineté d'un chef arabe. Les diverses clauses de cet accord réglaient la situation et les privilèges de chacune des deux Puissances.

De l'examen de cet accord et des engagements pris vis-à-vis du Grand Chérif dans les derniers mois de 1915 il ressort que, dans son désir de donner satisfaction tant à l'un qu'à l'autre des négociateurs, la Grande-Bretagne, au Caire, disposa en faveur du Grand Chérif de La Mecque des territoires que, à Londres, elle reconnaissait à la France. La politique anglaise ne pouvait pas ne pas avoir prévu les difficultés que lui susciterait cette... inconséquence, le jour du règlement des comptes, mais elle avait dans son habileté une confiance trop grande pour ne pas supposer qu'elle lui suggérerait alors un compromis susceptible de la tirer d'embarras. Elle espérait, si toutefois elle ne l'avait pas escompté, que la solution des problèmes compliqués et délicats qui seraient posés devant la Conférence de la Paix exigerait la bonne volonté des principaux intéressés et elle savait que, comme dans le passé, elle serait appelée à jouer un rôle important qui lui permettrait d'imposer sa manière de voir.

La question de l'évacuation de la Syrie et de la Cilicie par les troupes britanniques qui en avaient assuré la garde jusqu'alors ouvrit l'ère des difficultés. Le premier ministre britannique estima (15 septembre 1919) qu'en tenant compte des engagements et des déclarations des gouvernements anglais et français non seulement entre eux mais aussi entre eux et les Arabes, les garnisons de Damas, Homs, Hama, Alep devaient être remplacées par des forces arabes, les

autres par des forces françaises. M. Lloyd George précisa en même temps la position de la Grande Bretagne en Palestine et en Mésopotamie, son droit d'obtenir du gouvernement arabe l'autorisation de construire, d'administrer et de posséder en propriété exclusive une voie ferrée reliant Caïffa à la Mésopotamie et une canalisation pour l'adduction du pétrole, sa faculté de transporter par la voie projetée les troupes en temps de guerre sans que cela constituât une infraction à la neutralité du Gouvernement français et de l'État arabe.

Pour le Quai d'Orsay, l'accord de 1916 était la seule base d'entente entre Anglais et Français. La situation de la France en Syrie et ses rapports avec les Arabes dans sa zone ne pouvaient qu'être identiques à la situation de l'Angleterre en Mésopotamie et à ses rapports avec les Arabes dans sa zone. Ce parallélisme parfait résultait de l'accord au bas duquel les deux pays avaient apposé leurs signatures. Le fait que, au cours de la guerre, l'Angleterre avait occupé au nom des Alliés la zone anglaise et la zone française constituait une situation de fait qui ne pouvait rien modifier. La position de la France et de l'Angleterre par rapport aux régions arabes était essentiellement définie par l'accord de 1916 et par la nécessité reconnue par la Conférence de la Paix de confier à une Puissance européenne un mandat sur les Arabes jugés encore incapables de se gouverner eux-mêmes, aussi bien en Syrie qu'en Mésopotamie. Les accords spéciaux entre Anglais et Arabes ne liaient pas la France à laquelle les textes de ces accords n'avaient été communiqués *qu'en février* 1919. Ils ne pouvaient d'ailleurs pas modifier les termes explicites de l'accord de 1916. Il appartenait à la France de s'entendre elle-même avec les Arabes de sa zone, comme à l'Angleterre dans la sienne, sur les données générales convenues et sans que l'une des Puissances eût lieu d'intervenir dans le mandat de l'autre. L'interdiction aux troupes françaises de pénétrer dans la zone intérieure syrienne et dans les villes de Damas et d'Alep eût été aussi contraire aux accords de 1916 que si l'on avait exigé que les troupes arabes occupassent, à l'exclusion des Anglais, les villes de la zone attribuée à l'Angleterre. La France ne pouvait substituer sa

responsabilité à celle du commandement anglais et exercer son mandat si elle n'avait pas la faculté d'intervenir en cas de troubles. Elle ne pouvait pas non plus traiter avec Feysal, s'il était permis à ce dernier de compter sur l'Angleterre pour faire interdire à la France la zone intérieure. La protection assurée par la Grande-Bretagne à l'indépendance de Feysal dans la zone française était une intrusion inconciliable avec les accords.

Cette intrusion devint plus évidente encore au moment où se posèrent les questions de la participation du Hedjaz à la conférence de la paix et du choix du personnage qui serait chargé de représenter le roi Hussein.

Prenant en considération les services rendus aux troupes alliées en Palestine par les forces du roi du Hedjaz, le cabinet de Londres fit ressortir, avant même la fin de la guerre, la nécessité de reconnaître formellement la qualité de belligérants aux alliés arabes luttant pour leur indépendance. Tout en se déclarant disposé à reconnaître cette qualité aux troupes régulières chérifiennes qui combattaient alors (septembre 1918) aux côtés des troupes anglaises et françaises, le gouvernement de Paris estima qu'il y avait intérêt à ne pas étendre ce privilège à des tribus arabes nomades, ne relevant pas directement de l'autorité du roi du Hedjaz, dont le royaume n'était pas encore délimité. Aussi, avant de donner une adhésion définitive à la note de Londres, importait-il de savoir si le gouvernement britannique entendait conférer par là au roi Hussein un caractère de souverain belligérant, pouvant l'autoriser à intervenir comme tel dans les négociations générales de paix. La réponse de Londres ne se fit pas attendre : ce que souhaitait d'urgence le gouvernement britannique c'était précisément la reconnaissance de la qualité de belligérantes aux tribus nomades ne relevant pas directement du roi du Hedjaz dont les troupes avaient déjà cette qualité.

Après avoir stipulé que la situation propre de la France, telle qu'elle résultait des accords de 1916 était et serait pleinement respectée sans pouvoir en aucune façon être affectée par cette décision, M. Pichon donna satisfaction à la demande de l'Angleterre.

La participation du Hedjaz à la Conférence de la paix

donna lieu à de longues négociations. En réponse à une communication par laquelle, en exprimant le désir du roi du Hedjaz d'envoyer une représentant, le gouvernement anglais faisait savoir que, dans son opinion, le meilleur représentant paraissait être l'Émir Feysal déjà en relations avec les autorités françaises en Syrie, M. Pichon tint à préciser la situation et à exposer les vues de son gouvernement sur la matière avant d'accepter l'envoi de l'Émir Feysal ou de tout autre délégué du roi du Hedjaz. La question de la participation au congrès devait faire l'objet d'un accord précis entre les puissances. Le droit des Puissances belligérantes était incontestable, mais celui des États nouveaux reconnus et non reconnus était sujet à discussion. Il s'agissait de décider s'ils seraient appelés soit à participer aux séances spécialement consacrées à leurs intérêts, soit à présenter leurs titres et leurs vœux dans des conditions à déterminer. Le royaume de Hussein ben Aly avait été, en 1916, nettement limité au Hedjaz par la France et l'Angleterre qui, seules, l'avaient reconnu. Dans ces conditions, il était inadmissible que l'Émir Feysal quittât la Syrie sur un bateau de guerre anglais en qualité de délégué du roi Hussein et d'un royaume hypothétique. Tout au plus, après entente entre les deux gouvernements spécialement intéressés, pouvait-il être autorisé à venir en France à titre d'envoyé particulier du roi du Hedjaz venant plaider officieusement les intérêts d'un groupement arabe, qui ne saurait être constitué que sous la direction de la France et de l'Angleterre dans leurs zones respectives (21 novembre 1918).

Ces objections restèrent vaines : par une nouvelle note l'ambassadeur d'Angleterre informa le gouvernement français de la désignation formelle par le roi du Hedjaz de son fils Feysal comme représentant à la Conférence de la Paix. Pareille notification fut faite à l'Italie et à l'Amérique. En réponse, M. Pichon maintint dans son entier le point de vue français

Malgré les termes catégoriques de la note du 21 novembre, les autorités britanniques embarquèrent l'émir Feysal à bord du *Gloucester* et se contentèrent de faire savoir au quai d'Orsay que ce croiseur arriverait à Marseille dans l'après-

midi du 25 et que, sur la requête de l'Émir, le Gouvernement anglais déléguait à Marseille le colonel Lawrence, qui s'était fait une certaine réputation parmi les Arabes. L'intention de Feysal était de présenter ses hommages tout d'abord au Président de la République française, puis de se rendre à Londres pour être reçu par le roi George.

Pour M. Pichon la décision prise par les autorités britanniques ne pouvait être que la conséquence d'un simple malentendu, mais pour éviter qu'il se prolongeât et dissiper toute équivoque le Gouvernement français décida de traiter l'Émir Feysal, tant à son arrivée que pendant son séjour, en étranger de distinction, fils du roi du Hedjaz; de lui faire déclarer dès son débarquement, qu'il n'aurait aucun titre officiel et que sa qualification pour quoi que ce soit restait à être discutée entre les Alliés; qu'en aucun cas, avant une décision formelle entre les Puissances, il ne pourrait être admis comme le représentant des Arabes à une séance publique des plénipotentiaires. En conclusion, il était à espérer que des indications claires de même nature seraient données par les soins du Gouvernement anglais, de façon à éviter toute difficulté sur laquelle les alliés en général et, en particulier, la Grande-Bretagne et la France avaient un intérêt égal à se mettre d'accord dès le principe.

A la séance du 17 janvier 1919, le Conseil suprême de la Conférence de la Paix reconnut le roi Hussein comme roi du Hedjaz et, en sa qualité de belligérant, l'admit à se faire représenter par deux délégués.

Le 6 février 1919, l'Émir Feysal fut entendu : il demanda l'indépendance de tous les peuples de langue arabe d'Asie depuis Alexandrette jusqu'à Diarbekir, à l'exception de la Palestine, dont le caractère international exigeait un statut spécial réservé à la décision des Puissances intéressées.

Le traité de Sèvres (10 août 1920) dans ses articles 98, 99 et 100 déclara le Hedjaz État libre et indépendant et renvoya à une date ultérieure la fixation de ses limites.

S'estimant lésé par l'attribution à la France et à l'Angleterre des mandats sur la Syrie, la Palestine, la Mésopotamie, le roi Hussein refusa de signer le Traité de Sèvres et son opposition se maintint irréductible.

***

Tout en manifestant au Hedjaz l'intérêt que nous venons de voir, la politique anglaise jugea opportun de reprendre, au commencement de la guerre, les pourparlers, auxquels elle s'était précédemment soustraite, avec l'Émir du Nedjd qui, représentant un des éléments les plus importants, sinon le plus important de la Péninsule arabique, pouvait seul être opposé à l'Émir du Djebel Chammar dont le concours était tout acquis à la Turquie.

Voyageant en Arabie dans les dernières années du XVIIIe siècle, le célèbre voyageur allemand Niebuhr avait constaté que, depuis quelques années, s'était élevée dans la province de El Ared (région de Riyyadh, dans le Nedjd) une nouvelle secte ou plutôt une nouvelle religion, et avait prédit qu'avec le temps elle causerait « des changements considérables et dans la croyance et dans le Gouvernement des Arabes[1] ».

Dès cette époque, l'Angleterre avait prévu la place importante que le Nedjd était appelé à tenir dans la péninsule arabique et escompté le rôle qu'elle pourrait y jouer. Maîtresse de l'île de Karek dans le golfe Persique, ayant des agents dans quelques-unes des échelles de la mer Rouge, convoitant Mascate et Aden, elle suivait d'un œil très attentif les progrès de la nouvelle doctrine dans les régions confinant au golfe Persique.

Dans la troisième partie du XVIIIe siècle, Mohamed Ibn Wahab, originaire d'un petit village du Nedjd, à la suite d'études théologiques très poussées, se convainquit de la nécessité de ramener à sa pureté première l'islamisme corrompu par les abus de toutes sortes. Ses tournées de prédication n'ayant pas donné les résultats qu'il espérait, il rentra au Nedjd et s'installa à Dirayah, dont le principal personnage, Mohamed ibn Saoud, devint son premier disciple en même temps que son gendre. Grâce aux heureuses expéditions militaires de ce chef, le premier à prendre le titre d'Émir du Nedjd, la nouvelle religion wahabite se répandit dans les villes et parmi les tribus bédouines. Telle fut l'origine du wahabisme et de la dynastie des Ibn Saoud.

1. *Voyage en Arabie*, 1774, vol. III, p. 298.

Le Nedjd était alors divisé en un grand nombre de petits territoires, de villes et de villages, totalement indépendants et sans cesse en guerre les uns contre les autres. La loi du plus fort était la seule reconnue, soit dans les campagnes, soit dans l'enceinte des villes, et la sécurité publique était toujours achetée au prix de la propriété individuelle. La liberté désordonnée des tribus bédouines du voisinage, leurs guerres interminables et leurs expéditions de pillage rendaient le Nedjd et les pays limitrophes le théâtre de dissensions perpétuelles et sanglantes. Ce ne fut qu'après une longue lutte qu'Abd-ul-Aziz, fils et successeur de Mohammed Ibn Saoud, imposa le wahabisme à tout le Nedjd et, devenu le chef d'une province importante et vaste, s'empara du pouvoir. Il ne chercha pas à asservir ses compatriotes; au contraire, il les laissa jouir de leur liberté, tout en les obligeant à vivre en paix, à respecter la propriété, à obéir aux décisions de la loi. La forme de son gouvernement était libérale parce que fondée sur le système d'une république bédouine.

Grâce à leurs talents militaires, les successeurs d'Abd-ul-Aziz étendirent le wahabisme au-delà des limites du Nedjd, s'emparèrent de La Mecque et de Médine, sanctuaires de l'Islam, d'où ils furent chassés par les fils de Mehemet Aly, Pacha d'Égypte, agissant au nom du sultan de Constantinople, luttèrent avec des alternatives de succès et de revers contre les Émirs du Djebel Chammar, leurs principaux adversaires. La bataille de Judi (1885) leur fut fatale : Ibd Rechid, Émir du Djebel Chammar, entra dans Riyyadh, capitale du Nedjd, et annexa le pays à ses États. Les membres de la famille saoudienne se dispersèrent, les uns au Hedjaz, les autres, dont Abd-ur-Rahman, sur les côtes du golfe Persique. Quinze ans plus tard, Abd-ur-Rahman, aidé par l'Émir de Koweyt, entreprit de libérer son pays de la domination des Chammars, mais battu à Tarafiyah, il se désista de tous ses droits en faveur de son fils Abd-ul-Aziz alors âgé de dix-huit ans qui, par un merveilleux coup d'audace, fut, quelque temps après, assez heureux pour s'installer à Riyyadh et se faire proclamer Émir du pays de ses aïeux.

C'est lui qui règne encore aujourd'hui sous le nom de Ibn Saoud.

Dès son avènement, il avait envisagé son attitude vis-à-vis du gouvernement ottoman. Préoccupé de la politique nationaliste du Comité Union et Progrès, désireux de reprendre la province de El Hassa qui, autrefois, avait fait partie du Nedjd et que la Turquie avait annexée en 1871, Ibd Saoud s'était mis, en 1911, en relation avec le capitaine Shakespear, agent britanique à Koweyt, qu'il avait connu pendant son exil. En échange de l'appui qu'il sollicitait, il s'engageait à accueillir un représentant anglais dans un des ports de ses États et à maintenir sur la route des caravanes une sécurité parfaite, dont profiteraient largement les relations commerciales de l'Angleterre avec l'intérieur du pays. Le capitaine avait répondu que le gouvernement britannique, cantonné dans ses intérêts maritimes, ne se préoccupait pas des affaires de l'Arabie centrale et que, entretenant des relations cordiales avec la Turquie, il désirait éviter même une apparence d'intrigue contre elle. L'entretien n'avait eu aucune suite malgré la pressante intervention de Sir Percy Cox, chief political officer dans le golfe Persique.

Deux ans plus tard, sans aucun appui, Ibn Saoud avait envahi la province de El Hassa, chassé sans grandes difficultés les petites garnisons turques et s'était établi à Qatif et à Ojaïr, sur la côte même du Golfe Persique, ce qui le mettait en contact direct avec les chefs des petits Émirats, clients de l'Angleterre, et donnait au Nedjd une importance plus grande encore.

En juin 1914, rentré à Londres après une longue tournée en Arabie centrale au cours de laquelle il avait visité Riyyadh, le capitaine Shakespear témoigna devant le Foreign Office de l'incontestable autorité qu'Ibn Saoud avait réussi à asseoir grâce à sa vigoureuse personnalité et à ses qualités de commandement, ainsi que de la considération dont il jouissait au delà même de ses propres frontières. Tous ses arguments se seraient sans doute heurtés à de nouvelles hésitations sans la guerre mondiale. En octobre 1914, il reçut l'ordre de partir d'urgence pour le golfe Persique et de se mettre en rapport avec Ibn Saoud. Il importait de prévenir des troubles possibles dans l'intérieur de la Péninsule et, dans le cas d'une guerre avec la Turquie, de s'assurer

que celle-ci ne recevrait de ce côté aucune assistance. Avant que le capitaine eût atteint sa destination, le Gouvernement ottoman avait pris fait et cause pour les Empires centraux. Un courrier, dépêché de Koweyt à Ibn Saoud, l'informa de la visite imminente de Shakespear, chargé de reconnaître sa position au Nedjd et au Hassa et de la garantir contre des représailles par terre et par mer, dans le cas où il consentirait à prendre part à la guerre contre les Turcs. Ibn Saoud répondit qu'il conservait intact son désir d'entrer en relation intime avec l'Angleterre. Il se montra, cependant, peu empressé à se déclarer ouvertement, aussi longtemps qu'il ne serait pas certain que ce revirement de la politique de Londres devait être durable et, malgré la confiance qu'il avait dans la parole du capitaine Shakespear, il lui fallait quelque chose de moins périssable qu'un simple engagement verbal.

Quelques semaines plus tard (26 décembre 1915), le Gouvernement britannique et l'Émir du Nedjd, « désireux de maintenir et de consolider les liens amicaux existant depuis longtemps entre eux et de liquider leurs intérêts spéciaux », conclurent un accord qui fut ratifié, le 18 juillet suivant, par le vice-roi des Indes à Simla et le secrétaire du Gouvernement indien au Foreign Office, à Londres. Par cet acte, le Gouvernement britannique reconnaissait que le Nedjd, Hassa, Qatif, Giubeil, leurs territoires et leurs ports sur les côtes du Golfe Persique appartenaient en toute propriété à Ibn Saoud, « souverain indépendant de ces pays et chef absolu des tribus qui y résident », admettait que la désignation de l'héritier au trône fût laissée, au souverain vivant mais posait comme condition que ce choix ne se porterait pas sur un prince ayant, dans une circonstance quelconque, donné des preuves de son hostilité envers la Grande-Bretagne; s'engageait, en cas de violation de ces territoires par un État étranger, à donner, dans la limite et la forme qu'il jugerait opportunes, après entente avec Ibn Saoud, l'appui le plus large pour la protection du pays et de ses intérêts. De son côté, Ibn Saoud promettait de ne pas entamer des pourparlers en vue d'un accord ou d'un traité avec n'importe quelle nation ou quel État étranger; d'informer immé-

diatement les autorités politiques anglaises de toute tentative de la part d'un État quelconque de s'immiscer dans les affaires des territoires ci-dessus mentionnés; de ne pas vendre, hypothéquer, affermer, disposer d'une manière quelconque de la totalité ou d'une partie des dits territoires; de n'accorder aucune concession à un État étranger sans l'approbation du Gouvernement britannique; d'obéir sans aucune restriction aux suggestions de celui-ci; de maintenir ouvertes dans son territoire les voies conduisant aux Lieux Saints; de protéger les pèlerins dans leur voyage d'aller et de retour; de s'abstenir, ainsi que ses aïeux l'ont fait avant lui, de toute violation et immixtion dans les affaires des territoires de Koweyt et de Bahrein, des Cheikhats de Qatar et des côtes d'Oman qui sont sous le protectotat de l'Angleterre ou lui sont liés par des traités.

Le texte de ce traité fut publié à plusieurs reprises en 1924 et 1925 par divers organes de la presse égyptienne sans donner lieu à un démenti ni par l'une, ni par l'autre des parties contractantes. On peut donc croire à son authenticité.

En apprenant le soulèvement du grand Chérif de la Mecque et les premiers succès remportés sur les faibles contingents turcs, Ibn Saoud écrivit à Sir Percy Cox pour lui exprimer, en même temps que sa satisfaction pour la défaite des Ottomans, ses craintes de voir le Grand Chérif chercher à établir son autorité sur les régions du Nedjd. Il fit observer qu'en proclamant l'indépendance des Arabes, l'Émir de la Mecque paraissait les considérer comme un seul peuple et que, dans ces conditions, ses appréhensions étaient pleinement justifiées. Sir Percy Cox le tranquillisa en lui donnant l'assurance que les opérations militaires des Hedjaziens étaient trop étroitement contrôlées pour risquer de créer un danger pour le Nedjd dont la Grande-Bretagne garantissait l'intégrité.

A partir de 1916, Ibn Saoud devint le principal appui de la politique anglaise dans la partie orientale de l'Arabie centrale, comme le Grand Chérif Hussein ben Aly l'était dans la partie occidentale. Il visita les établissements anglais du Bas Tigre, y fut reçu avec de grands honneurs et prit part à une réunion, présidée par Sir Percy Cox, au cours de laquelle les principaux chefs de la région, notamment ceux

de Mouhammerah et de Koweyt, s'engagèrent à prêter leur concours entier contre les Turcs.

Cependant, dans le courant de 1917, son loyalisme parut fléchir : il se prit de querelle avec le Cheikh de Koweyt, client de l'Angleterre, pour des questions d'hospitalisation de certaines tribus rebelles, encouragea la contrebande des vivres pour les troupes turques assiégées dans Médine, s'abstint d'inquiéter Ibn Rechid, Émir du Djebel Chammar, qui en profita pour envoyer une expédition de secours à l'ennemi. Ces deux derniers griefs, formulés en termes très violents par le roi du Hedjaz, inquiétèrent le Bureau arabe du Haut Commissariat britannique en Égypte. Redoutant une tension dangereuse entre le souverain de la Mecque et l'Émir du Nedjd, ce Bureau pressa le Political Office de Mésopotamie d'agir sur celui-ci, s'engageant à exercer, de son côté, une pression sur celui-là.

Le colonel Hamilton, political officer à Koweyt, délégué par Sir Percy Cox, se rendit à Riyyadh, négocia avec succès le règlement des difficultés entre le Nedjd et Koweyt, mais fut moins heureux sur les autres questions. Ibn Saoud repoussa avec indignation l'accusation de favoriser la contrebande, persista dans son refus d'attaquer le Djebel Chammar et donna des assurances très vagues de son bon vouloir à l'égard du roi de Hedjaz. Le colonel Hamilton fut rappelé et remplacé par M. Philby, du Civil Service des Indes, chargé par le Gouvernement anglais de discuter les questions relatives à l'Arabie centrale, d'étudier la situation dans cette région et d'amener l'Émir du Nedjd à prendre, si possible, une part plus active dans la lutte contre l'Émir du Djebel Chammar, partisan des Turcs. La politique de Londres avait trois buts : établir des relations amicales entre les divers États arabes qui avaient épousé la cause des Alliés; rendre plus efficace, du côté des Arabes, le blocus du territoire ennemi; utiliser dans la direction la plus propice les ressources militaires des États arabes amis.

M. Philby sut gagner la confiance d'Ibn Saoud dont l'intelligence, et l'énergie le frappèrent. L'Émir du Nedjd comprit bien vite les avantages qu'il tirerait de cette collaboration : stabilisation de sa situation vis-à-vis de ses voisins;

appui financier du gouvernement britannique si nécessaire au développement d'un pays qui portait encore les marques d'une longue période d'anarchie et de désordre. La rapide élévation du Grand Chérif de la Mecque à une situation prépondérante dans la politique arabe lui fit comprendre que l'avenir de son pays dépendait de l'adoption d'une attitude énergique, pour laquelle l'occasion était mûre. Tout délai serait préjudiciable. Il promit son concours le plus entier tout en se tenant sur une grande réserve sur la question de sa collaboration avec le roi du Hedjaz, dont il refusait de reconnaître la suprématie et le titre de « roi des pays arabes » qu'il s'était donné. De Riyyadh, Philby gagna Taïf et Djeddah, où il se rencontra avec le commandant Hogarth, envoyé par le Bureau arabe du Caire faire sur Hussein ben Aly la pression promise. Dans son entrevue avec les deux délégués anglais, le souverain de la Mecque répéta, en les aggravant, les accusations qu'il avait précédemment formulées contre Ibn Saoud. Cependant, pour répondre au désir de la Grande Bretagne et dans l'intérêt de la cause commune, il promit de maintenir avec l'Émir du Nedjd des relations de bon voisinage. Le commandant Hogarth ne conserva aucune illusion sur la sincérité de cet engagement qui, pris du bout des lèvres, ne résisterait pas à une occasion favorable.

Les deux agents anglais quittèrent le Hedjaz en janvier 1918.

Quelques mois plus tard, Philby retourna au Nedjd avec des instructions précises : renforcer l'autorité effective d'Ibn Saoud; surveiller activement la contrebande; écraser les Chammars dont l'appui prolongeait la résistance de Médine. Des promesses de récompenses furent faites à l'Émir du Nedjd dans le cas où il occuperait Haïl, capitale du Djebel Chammar. Ibn Saoud ayant argué qu'il ne pouvait pas faire la guerre sans argent, un prêt lui fut consenti. Les opérations allaient commencer lorsque se produisirent les événements de Khourma.

Chérif Khalid ben Louway qui, autrefois, avait collaboré avec l'Émir Abdallah, deuxième fils du roi du Hedjaz, aux opérations contre Taïf et qui avait été investi du gouvernement de Khourma, point stratégique très important au sud-est de La Mecque, se révolta contre l'autorité de Hussein

ben Aly. Celui-ci envoya une expédition qui fut honteusement battue dans deux rencontres. Cette double victoire gagna à la cause de Khalid les tribus nedjdiennes voisines et l'appui d'Ibn Saoud qui proclama que toute nouvelle agression par les troupes chérifiennes serait considérée par lui comme une provocation personnelle et refusa de commencer les opérations contre les Chammars, alléguant qu'il lui était impossible de quitter le Nedjd sans avoir les flancs protégés contre les Hedjaziens. Il rendrait le prêt qui lui avait été consenti, plutôt que de partir en guerre dans des conditions aussi défavorables. Il garda l'argent et renvoya la campagne à une époque indéterminée.

Au mois de juillet 1918, les chefs des différentes tribus de la frontière orientale du Yemen restées fidèles à Constantinople écrivirent à Ibn Saoud, lui vantant les bienfaits du régime ottoman et l'invitant à se joindre aux Turcs qui, eux, ne manqueraient pas de défendre l'indépendance du Nedjd contre les visées du roi du Hedjaz. Une conférence eut lieu entre Ibn Saoud et son père, grand chef religieux du wahabisme, au cours de laquelle ce dernier déclara qu'il fallait mettre les Anglais dans l'alternative soit de donner une preuve tangible de leur prétendue amitié en assurant leur concours effectif contre le roi du Hedjaz, soit d'admettre leur complète incapacité à contrôler les affaires de l'Arabie centrale.

Consultées par Londres qui avait été mis au courant de cette démarche, les autorités britanniques d'Égypte, poursuivant une politique dont elles étaient les instigatrices, suggérèrent l'adoption d'une méthode qui tout en maintenant intacte la situation spéciale reconnue au roi du Hedjaz, permettrait de soutenir Ibn Saoud sans cependant le rendre trop fort de peur d'inquiéter les voisins. Les pourparlers entamés dans ce sens furent brusquement interrompus par un incompréhensible coup de tête de l'Émir Abdallah, le plus turbulent, le plus orgueilleux des fils du roi du Hedjaz. Désirant, ainsi qu'il le déclara, « faire sentir sa force et donner une bonne leçon à Ibn Saoud » qu'il accusait de favoriser le soulèvement de Khourma en ravitaillant Khalid en armes, munitions et vivres, il organisa, au début de 1919, une très forte expédition

de troupes régulières sous le commandement d'officiers syriens et bagdadiens et de Bédouins sous la conduite de plusieurs chefs importants. Campé près du village de Tarabah il attendait le moment favorable pour tomber sur son adversaire, lorsque, dans la nuit du 25 mai, vers une heure du matin, Khalid, se jetant à l'improviste sur les forces hedjaziennes, y sema la panique. L'Émir ne pensa qu'à son salut; il prit à brides abattues le chemin de La Mecque. Ce fut un véritable désastre : 79 officiers furent tués et, parmi eux, le capitaine français Raho, instructeur de l'armée hedjazienne.

Cette défaite jeta la consternation dans tous les milieux mecquois. Le roi lui-même n'y échappa pas. Il fallait arrêter la marche de l'adversaire sur la capitale, sauver le trône. Hussein ben Aly sollicita le concours des autorités anglaises d'Égypte, demanda des tanks, des avions, des munitions. La Grande-Bretagne recula devant cette intervention effective, qui la mettait en demeure de se déclarer franchement en faveur de l'un de ses clients au détriment de l'autre, Elle préféra agir sur Ibn Saoud; la campagne, si heureusement commencée, s'arrêta soudain. Elle devait reprendre cinq ans plus tard et avoir des conséquences désastreuses pour la dynastie hachémite.

***

La guerre finie, le roi du Hedjaz se demanda si la réalité confirmerait le rôle grandiose que les promesses de la Grande-Bretagne avaient fait miroiter à ses yeux et si le vaste royaume que son ambition avait entrevu ne se résumerait pas dans les quelques kilomètres carrés qui constituaient l'ancienne province ottomane du Hedjaz.

Avant même que la Conférence de la paix eût réglé la question arabe, la Grande-Bretagne jugea nécessaire de porter un coup sérieux aux illusions que pouvait encore nourrir son client et elle chargea de ce soin le maréchal Allenby, le seul personnage dont l'autorité donnerait tout leur poids aux déclarations qu'elle comptait faire.

Sans se laisser influencer par la réception qui lui fut faite, ni par les cadeaux royaux dont il fut comblé, le conquérant de

Jérusalem signifia dès la première entrevue à Hussein ben Aly, qui demandait le rattachement de la Syrie au Hedjaz, que cette question posée devant la Conférence de la paix, laquelle seule avait le pouvoir d'en décider, ne concernait que la France. Reconnu comme souverain du Hedjaz, il devait s'abstenir de rien entreprendre dans la direction de la Syrie, pas plus d'ailleurs qu'en Mésopotamie, dans le Nedjd et en Assir; toute son activité devait être employée à l'organisation et au développement de son royaume, œuvre pour laquelle le gouvernement de Sa Majesté britannique était disposé à lui prêter son concours le plus entier.

Hussein ben Aly joua le désespoir, déclara sur un ton tragique qu'il ne lui restait qu'à mourir ou à abdiquer, suivi dans sa retraite par tous ses fils, dont aucun ne consentirait à ramasser la couronne qu'il aurait laissée choir. Lord Allenby accueillit avec indifférence cette menace dont il comprenait sans doute la valeur et passa à un autre sujet : celui du subside dont, avec la fin de la guerre, l'importance allait évidemment diminuer. Dorénavant, le trésor anglais verserait mensuellement en banknotes indiennes la contre-valeur de vingt mille livres à la condition que la totalité serait consacrée aux besoins intérieurs du pays. Enfin, en ce qui concernait la frontière entre le Hedjaz et le Nedjd et l'attribution de Khourma et de Tarabah réclamées par les deux États, le gouvernement anglais emploierait tous ses efforts pour aboutir à un règlement à l'amiable.

Le roi sortit de ces entrevues complètement désemparé : son attitude abattue, ses accès de colère, son intempérance de langage ne laissèrent à son entourage aucune illusion sur son état d'âme. Il avait été joué; sa révolte contre le Sultan-Khalife de Constantinople l'avait ravalé aux yeux du monde musulman; il n'était le roi que de trois villes, La Mecque, Médine et Djeddah; il régnait sur une population, dont une partie le haïssait et dont l'autre lui refusait obéissance; il était entouré d'adversaires dont le plus faible était plus fort que lui.

Tout en réglant les questions concernant le Hedjaz, Lord Allenby ne négligea pas les intérêts de la Grande-Bretagne devenue, par le fait de la guerre, protectrice en même temps

que créancière du Hedjaz. Il négocia la désignation d'un conseiller financier, la monopolisation des opérations bancaires par la création d'une banque munie du privilège de banque d'État et la cession du service sanitaire et quarantenaire. De ces demandes, seules la première et la dernière reçurent un commencement d'exécution.

Jugeant sans doute trop cassante l'attitude de Lord Allenby et désirant ménager quand même le roi, le gouvernement anglais envoya une seconde mission placée sous les ordres de l'amiral Pelley, dont le commandement comprenait la Mer Rouge, ce qui pouvait expliquer cette nouvelle visite. Le colonel Wilson, gouverneur de la province de Port Soudan et ancien chef de la Mission militaire anglaise au Hedjaz, l'accompagnait. Le yacht de la marine royale qui amena les deux visiteurs débarqua vingt-quatre cassettes de livres sterling offertes en addition de la mensualité ordinaire. Il n'y eut pas de conversation politique, le colonel Wilson s'étant contenté de déclarer à l'Émir Abdallah, délégué à sa rencontre, puis de téléphoner au roi, que l'amitié et la sollicitude de la Grande-Bretagne demeuraient entièrement acquises au Hedjaz.

Cet empressement n'effaça pas la cruelle impression produite par le langage ferme et décidé de Lord Allenby. Hussein ben Aly conserva intacte sa rancune, mais n'osa pas la manifester ouvertement par crainte de son voisin et ennemi Ibn Saoud que la Grande-Bretagne agitait devant lui comme un épouvantail, toutes les fois que les circonstances le voulaient. Le vieux souverain n'ignorait pas le danger qui le menaçait de ce côté; il avait trop conscience de sa faiblesse et de son impuissance pour ne pas se rendre compte qu'il succomberait facilement. On assurait que par une des clauses d'un accord signé entre l'Angleterre et le Nedjd, Ibn Saoud s'était engagé à ne pas attaquer le Hedjaz, mais quelle est la valeur d'un tel engagement, lorsque celui qui l'a imposé a intérêt à ce que, le cas échéant, il ne soit pas respecté? Au lieu de se tenir coi, le roi du Hedjaz profita de toutes les occasions pour manifester en public sa reconnaissance envers la Puissance qui contribua si efficacement à assurer l'indépendance des Arabes, mais au fond du cœur il conserva un

vif ressentiment, que les efforts de Londres ne purent pas effacer.

Le choix de Feysal pour le trône de Mésopotamie et celui de l'Émir Abdallah pour le gouvernement général de la Transjordanie ne furent pas du goût de Hussein ben Aly. L'Angleterre se trompa en pensant cicatriser par là quelques-unes des plaies ouvertes au flanc de Sa Majesté Hachémite. Ces choix, faits malgré les légitimes objections de la France qui ne voyait pas avec plaisir deux princes, dont elle connaissait les sentiments, placés aux frontières mêmes de la Syrie, ne contribuèrent qu'à rendre plus difficile encore la position du roi du Hedjaz devant le monde arabe. En demandant à l'Angleterre de lui assurer un vaste royaume, le Grand Chérif avait certainement eu en vue le placement de ses fils, mais il voulait être le dispensateur, de façon à avoir sous la main des instruments dociles et utiles. En disposant d'eux à son gré, le gouvernement anglais les affranchit de cette tutelle et en fit des créatures plus portées à obéir à ses directives qu'à celles du roi du Hedjaz. Celui-ci resta peut-être le père, mais ne fut certainement pas le souverain.

***

Fatigué, cependant, de la constante tension entre les tribus de la Péninsule, désireux de mettre un terme à leurs luttes perpétuelles et de prévenir les agressions contre les territoires arabes pour l'administration desquels il était responsable, le gouvernement de sa Majesté britannique envisagea, dans le courant de 1921, l'octroi de subsides à quelques chefs arabes. Pour rendre cette politique efficace, il jugea essentiel de comprendre le roi du Hedjaz dans cette distribution, à condition que par une déclaration publique il reconnût le mandat de la Grande-Bretagne en Mésopotamie et Palestine et celui de la France en Syrie, qu'il apposerait sa signature au bas d'un accord avec le gouvernement britannique ayant pour but de faciliter le règlement pacifique des disputes et des différends affectant des sujets britanniques, d'édicter des améliorations dans les règlements du Pélerinage conformément aux garanties internationales.

Consulté, le Quai d'Orsay envisagea avec faveur l'idée du gouvernement britannique, mais estima d'importance capitale d'amener le roi Hussein à renoncer à son insoutenable théorie d'après laquelle tout musulman débarquant au Hedjaz devenait *ipso facto* son ressortissant, de maintenir le régime des Capitulations, de faire cesser les vexations auxquels étaient soumis les sujets étrangers, d'obtenir des règles fixes en matière douanière et économique ainsi que la question de l'arbitraire.

Le choix de Londres se porta sur le colonel Lawrence[1], qui, par le rôle qu'il avait joué en Arabie pendant la guerre, pouvait être considéré comme *persona gratissima*. Il eut deux entrevues avec Hussein ben Aly. Dans la première, le souverain Hachémite remercia le roi-empereur pour l'aide qu'il voulait bien donner en vue de rétablir l'ordre et l'idée arabe et pour son désir de tenir les engagements pris. Dans la seconde, il refusa catégoriquement de souscrire aux propositions qui lui furent soumises. Il était et entendait rester roi des Arabes par la volonté des musulmans du monde entier dont les uns lui avaient juré fidélité en 1916 et dont les autres l'avaient reconnu dans la suite, ainsi qu'en faisait preuve une volumineuse correspondance : il ne connaissait pas d'autre souverain dans la péninsule. Quant à la subvention de 80 000 livres qu'on lui proposait, elle était insuffisante; il fallait la porter à 200 000. Après ces déclarations, il reprit le chemin de La Mecque laissant à l'héritier du trône

1. En 1914, T.-E. Lawrence, jeune archéologue, se reposait au Caire des fatigues d'une longue campagne de fouilles en Mésopotamie. Dès les premiers jours de la guerre, il offrit ses services à l'État-Major de l'armée d'occupation en Égypte, mais vite dégoûté de la vie inutile de bureau il demanda, et obtint un congé dont il profita pour se donner tout entier au mouvement arabe mis en branle par la révolte du grand Chérif de La Mecque. Il débarqua à Djeddah, se heurta à de grosses difficultés matérielles, mais finit par réussir à se joindre à l'Emir Feysal, qui, au nom de son père Hussein ben Aly, commandait un fort contingent arabe. Il se rendit célèbre par son raid de 1 500 kilomètres à travers le désert à la tête d'un léger détachement de méharistes, au cours duquel il réussit à détruire sur plusieurs points le chemin de fer du Hedjaz isolant ainsi les troupes turques assiégées à Médine du reste de l'Empire ottoman. Il suivit l'Emir Feysal pendant toute la campagne de Syrie, l'accompagna à la Conférence de la Paix, et ne le quitta que lorsque le Traité de Sèvres eut porté un coup mortel à son rêve pan-arabe. Son récent ouvrage, *Revolt in the Desert*, a été très diversement commenté.

le soin de continuer les pourparlers dès lors condamnés à un échec certain. Lawrence quitta Djeddah furieux de cet échec contre l'éventualité duquel il avait cru pouvoir se porter garant.

Conscient, cependant, de la nécessité de ne pas rompre définitivement avec la seule puissance capable de mettre un frein aux visées ambitieuses de son voisin wahabite, le roi Hussein formula, l'année suivante, des contre-propositions au projet apporté par Lawrence. Son ambassadeur, en cette circonstance, fut un certain Nadji Elassil, jeune Mésopotamien à peine sorti, avec son diplôme de docteur, de la faculté américaine de Beyrouth.

En butte dans les deux Chambres du Parlement à de périodiques interpellations sur la nécessité, pour l'honneur anglais, de tenir vis-à-vis du roi du Hedjaz quelques-uns des engagements souscrits en 1915, désireux, de son côté, de poursuivre sa politique arabe, le cabinet de Londres, tout en faisant au jeune négociateur un accueil très empressé, ne lui cacha pas la désillusion que lui causa la lecture du projet : la Grande-Bretagne était invitée à concéder tout, sans rien obtenir en échange. Le Foreign office enjoignit à son représentant à Djeddah de faire savoir à sa Majesté Hachémite que le gouvernement britannique ne pourrait prendre en sérieux examen les propositions en question qu'après l'insertion des deux clauses suivantes : admission des mandats; reconnaissance d'une situation privilégiée dans la péninsule arabique.

Malgré le refus du roi de souscrire à cette demande, les pourparlers se poursuivirent à Londres et aboutirent à un texte que Nadji Elassil, embarqué à Suez sur une canonnière anglaise, fut chargé de soumettre à la signature de son souverain.

Le 17 mai, premier jour de la fête qui suit la rupture du jeûne, une proclamation royale fut, à La Mecque et à Djeddah, lue devant les notables convoqués à cet effet.

Le salut soit sur vous, disait-elle, généreux peuple arabe! Avec l'aide de Dieu nous venons d'obtenir l'accord arabo-britannique basé sur nos conditions essentielles par lequel Sa Majesté britannique reconnaît l'indépendance des Arabes dans leur Péninsule et dans les

autres pays. Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne s'engage à nous aider efficacement pour l'établissement de la confédération générale qui comprendra tout le pays, avec la Mésopotamie, la Palestine, la Transjordanie et les autres pays de la Péninsule arabique, à l'exception d'Aden. Cette journée sera considérée comme fête commémorative de l'indépendance arabe.

Le même jour, Hussein ben Aly envoya au comité arabe de Jérusalem un télégramme portant, avec la bonne nouvelle, l'affirmation que la Palestine était comprise dans cette indépendance et que le projet Balfour se trouvait ainsi supprimé. Sans plus tarder, sir Herbert Samuel, haut commissaire britannique en Palestine, donna un démenti officiel à cette affirmation : aucun changement n'avait été introduit dans le statut politique de la Palestine, et, à l'appui, il livra à la presse le texte même du traité.

Après avoir constaté dans l'article 1 l'existence d'un état de paix entre les deux gouvernements et avoir imposé à chacun d'eux l'obligation de ne pas permettre que son pays servît de théâtre d'hostilité contre l'autre, S. M. Britannique s'engageait (article II) à « reconnaître et à appuyer l'indépendance arabe en Mésopotamie, Transjordanie et dans les autres pays de la péninsule à l'exception d'Aden. En ce qui concerne la Palestine, elle n'y agira d'aucune façon qui puisse léser les droits civils et religieux de ses habitants. Si l'un ou la totalité de ces États exprimait le désir de conclure un traité douanier ou autre, dans le but de la constitution définitive d'une confération arabe, S. M. Britannique ferait son possible pour appuyer ce désir, si elle était sollicitée par l'une des parties intéressées. De son côté, S. M. Hachémite reconnaît la position privilégiée de S. M. Britannique en Palestine, Mésopotamie et Transjordanie et s'engage à employer tous ses efforts pour exécuter ses engagements dans les questions tombant sous l'influence de S. M. Hachémite dans ces pays ». L'article V constituait pour la Grande-Bretagne l'obligation de réprimer par tout moyen pacifique et possible toute agression contre les territoires de S. M. Hachémite dans l'intérieur des frontières telles qu'elles seront définitivement fixées. Par l'article XVIII chacune des deux parties contractantes s'interdisait de conclure avec un tiers

un accord contraire aux intérêts de l'autre. Les autres clauses envisageaient le statut des sujets respectifs et remplaçaient les capitulations abolies par certaines dispositions soustrayant les ressortissants britanniques à l'administration des autorités hedjaziennes. Le traité était prévu pour une durée de sept ans.

Cette publication souleva dans tous les milieux musulmans une indignation et une colère qui se manifestèrent par des articles violents contre le roi du Hedjaz. L'accusation d'avoir vendu aux Anglais les sanctuaires de l'Islam se réveilla plus aiguë que par le passé. Les sanctuaires, « centre national et métropole religieuse des musulmans du monde entier », n'appartiennent pas au roi du Hedjaz pour qu'il puisse en disposer à son gré en faveur d'une Puissance étrangère; ils sont la propriété de la communauté mahométane. Nadji Elassil fut traité de « néfaste voyou » et S. M. Hachémite se vit attribuer des épithètes qui lui arrachèrent des cris d'étonnement. Les communautés musulmanes de Java, des Indes et d'ailleurs votèrent des résolutions vouant Hussein ben Aly à l'exécration de tous les fidèles et promettant leur entier concours pour écarter le fléau menaçant les Lieux Saints.

Ces critiques et ces accusations n'auraient probablement pas influencé le roi Hussein, si un des paragraphes de l'article II n'avait suscité dans son entourage une énergique résistance : reconnaître à l'Angleterre une situation privilégiée c'était implicitement admettre le protectorat ou tout au moins le mandat. Le roi se laissa convaincre : il écarta cette clause, à laquelle la Grande-Bretagne tenait par-dessus tout. Le traité reprit le chemin de Londres tellement transformé par les corrections et les additions qu'il restait peu de chose du texte primitif.

Le refus du roi du Hedjaz d'apposer sa signature au bas du traité créa à Londres un très vif mécontentement et une sérieuse déception.

Dans le courant de 1923, Hussein ben Aly crut utile de faire appel à l'opinion anglaise. Il adressa « à la noble Nation » un message exposant « l'injustice commise contre les Arabes qui continuent à se considérer comme les alliés de l'Angle-

terre alors que se sont dispersés ceux qui se disaient les alliés véritables » par la non-exécution des engagements pris. « Sans qu'ils aient commis le moindre méfait, sans qu'ils aient en aucune façon forfait à la loyauté, ils voient leur liberté foulée aux pieds, leur contrée divisée. En présence de cette situation, quels arguments peut-il, lui le roi, opposer au monde musulman en général et à son peuple en particulier qui l'accusent de vendre le pays à l'Angleterre, accusation suffisante pour ternir l'honneur de sa famille et en salir l'histoire? » La fidélité à la parole donnée vaut mieux que les grandes flottes et les puissantes armées. Si, pour remédier à l'humiliation de l'état auquel on les a réduits, les Arabes avaient recours à des moyens violents, il ne faudrait ni s'en étonner, ni leur en faire un grief. « Dieu seul sait à quelles extrémités ils pourront être poussés maintenant que la situation est désespérée. Je ne menace pas, j'avertis. »

***

A la suite de la bataille de Tarabah, les différends entre le Nedjd et le Hedjaz se renouvelèrent périodiquement. Inquiète de cette situation qui pouvait compromettre sa politique en l'amenant à prendre parti pour l'un ou l'autre des deux adversaires, la Grande-Bretagne convoqua, en décembre 1923, la réunion à Koweyt d'un Congrès auquel l'Irak, le Nedjd, la Transjordanie, et, un peu tardivement, le Hedjaz, envoyèrent des délégués. Placée sous la présidence du colonel Knox, agent politique anglais à Koweyt, cette réunion inscrivit en tête de son programme la question de la délimitation des diverses frontières et la conclusion d'une entente entre les États représentés de façon à mettre un terme aux difficultés qui les divisaient. Elle invita Ibn Saoud à renoncer à sa politique de conquête, à restituer au Hedjaz les villes de Tarabah, Khourma, Khaïbar et Teïma dont il s'était emparé, à abandonner toute prétention sur les tribus nedjdiennes réfugiées en Irak, à oublier ses visées du côté du Golfe Persique.

Le sultan du Nedjd opposa le refus le plus catégorique à chacune de ces propositions et, en prévision des répercussions que son attitude pouvait avoir, activa ses préparatifs

militaires avec une telle hâte que, dès le mois d'avril suivant, il pouvait entrer en campagne. Il avait concentré une de ses armées à Haïl, capitale de l'ancien Émirat du Djebel Chammar, pour marcher contre l'Irak; une autre à El Djouf destinée contre Amman, capitale de la Transjordanie; une troisième à Tarabah pour les opérations contre Taïf et le Hedjaz, celle-ci placée sous le commandement de Khalid ben Louway, le vainqueur de Tarabah et l'adversaire le plus acharné de la famille royale hachémite.

Dans une lettre adressée, le 26 février 1924, au journal *El Mouqattam* du Caire, Feysal ben Abdul-Aziz, fils aîné d'Ibn Saoud, accusa en termes formels le roi du Hedjaz d'avoir intrigué auprès des populations de certaines provinces du Nedjd pour les amener à se révolter contre leur souverain. Il offrit de publier des documents officiels trouvés à Tarabah, Khourma et dans l'Assir, lesquels montrent « que le roi Hussein et son fils Abdallah ne travaillent que pour leurs intérêts personnels, quand même ceux-ci devraient amener la ruine de l'édifice arabe ». Ces accusations, rentrant dans le cadre des aménités que les chefs arabes de la Péninsule échangent dans les circonstances ordinaires de la vie, furent accueillies avec indifférence. Cette même indifférence se manifesta lors d'une proclamation du prince invitant les Arabes à s'unir dans un effort commun en faveur de l'unité arabe, les assurant du concours entier du Nedjd « le seul pays de la Péninsule qui ait gardé intacte son indépendance, dont le sol n'a jamais été foulé par les pieds de l'étranger usurpateur, qui n'a aucune ambition de conquête au delà de ses frontières naturelles, mais qui ne peut admettre rien en dehors de l'indépendance complète et réelle de tous les pays arabes sur lesquels ne doivent avoir de pouvoir que les enfants du pays ».

S'étant assuré l'appui des principales tribus guerrières du Nedjd, se sachant encouragé par le « Comité indien pour le khalifat musulman », Ibn Saoud déclencha la campagne contre le Hedjaz le dernier vendredi du mois de Moharrem 1342 (29 août 1924) par une attaque contre Taïf défendu par le prince héritier Aly. La prise de cet important point stratégique ouvrit devant les vainqueurs la route de la

Mecque autour de laquelle s'étaient concentrées les principales forces hedjaziennes. Malgré l'empressement de la population à prendre les armes contre les envahisseurs, le roi estima que, comme après le désastre de Tarabah, le salut ne pouvait venir que de l'Angleterre. Il sollicita son intervention. La situation était très grave : il était à espérer qu'en considération du concours volontaire que le Hedjaz et la famille royale hachemite avaient apporté aux alliés pendant la guerre mondiale, l'Angleterre consentirait sans tarder à empêcher d'autres agressions de la part des Wahabites contre la Cité sainte menacée d'un grand péril. La présence d'une demi-douzaine d'avions aurait pour effet de contenir les tribus nedjdiennes dans leur marche en avant. Le gouvernement hachemite en possède deux ou trois que des pilotes arabes peuvent manier, mais il manque totalement de bombes par suite de la destruction, dans des conditions suspectes, d'un considérable dépôt de munitions laissées par les Turcs.

Fidèle à sa politique de non-intervention dans les questions de « religion », l'Angleterre ne consentit pas à prêter le concours sollicité. Des avions et des tanks anglais avaient, il est vrai, collaboré à repousser une attaque wahabite contre la ville d'Amman, mais cette collaboration se légitimait par le fait que « la Transjordanie est sous mandat anglais ».

Cédant à la pression d'une Commission des habitants de La Mecque et de Djeddah, le roi Hussein abdiqua le 3 octobre 1924 en faveur de son fils Aly qui, dans l'espoir de convaincre Ibn Saoud de la sincérité de ses intentions, renonça au titre de « roi des pays arabes » pris par son père pour celui plus modeste de roi « du Hedjaz ». Des ouvertures de paix furent même faites auxquelles le Sultan du Nedjd fit répondre qu'il ne pouvait être question de négocier aussi longtemps qu'un prince de la famille hachémite continuerait à régner sur les lieux saints. Le 13 octobre, La Mecque tomba au pouvoir du Nedjd; le roi et le gouvernement se retirèrent à Djeddah qui ne tarda pas à être assiégée.

A Akabah, où il s'était retiré après son abdication, Hussein ben Aly, par des intrigues auprès des tribus, suscitait de sérieuses appréhensions aux autorités de la Transjordanie

peu désireuses d'avoir maille à partir avec Ibn Saoud, qui s'était déjà plaint que Maan et Akabah avaient été transformés en ports militaires pour l'expédition de recrues au Hedjaz. Le gouvernement britannique, responsable de la tranquillité publique en Palestine et dans la partie orientale de l'Arabie, y compris Maan et Akabah, placés sous son mandat, décida l'éloignement de l'ex-roi. Après une longue hésitation et de nombreux marchandages, celui-ci consentit à se laisser conduire à Chypre, choisie comme lieu de sa future résidence. Le 18 juin, le *Delhi*, de la flotte britannique, leva l'ancre ayant à son bord Hussein ben Aly, sa famille et sa suite. Interwievé à son passage à Port-Saïd, il eut la franchise d'admettre qu'il avait commis de lourdes fautes « par suite de son ignorance des méthodes occidentales et des intentions des Grandes Puissances à l'égard de la question arabe ». Tous ses actes, cependant, avaient été dictés par les motifs les plus louables; il n'avait jamais eu en vue qu'un seul but : la prospérité des Arabes et s'il croyait que le sultan du Nedjd pût l'assurer, il prierait Allah de donner la victoire à Ibn Saoud.

De Nicosie, Hussein ben Aly se plaignit au premier ministre britannique de la façon dont il avait été traité. L'accusation formulée contre lui était mensongère; il n'avait pas transformé Maan et Akabah en ports militaires et n'y avait jamais enrôlé un seul soldat pour prendre part à la guerre contre le sultan du Nedjd. « Ce fut, écrivit-il, de la part de votre gouvernement un procédé assez injuste de m'inviter à quitter le pays à la suite d'un tissu de mensonges d'Ibn Saoud, alors qu'en même temps il était permis à celui-ci de poursuivre ses opérations sans entraves, d'attaquer La Mecque, d'enlever la vie et les biens des habitants, de commettre des sacrilèges et des destructions dans la ville sainte des musulmans et parmi les tribus qui ont droit de compter sur l'Angleterre pour protection et appui ». Il demanda que l'on reconnût que ses actes avaient toujours été inspirés par sa « sincère fidélité envers le gouvernement et le peuple anglais » et rappela les circonstances ainsi que les conditions de sa participation à la guerre mondiale « au moment où la situation militaire était très angoissante ». « Dans cette période d'anxiété,

votre nouvel ami Ibn Saoud vivait heureux et en sécurité, considéré par tous comme un ennemi commun. Si des faits de cette importance peuvent être oubliés par la Nation britannique, l'histoire certainement les perpétuera comme une leçon pour les petits peuples ». Il est du devoir de la Grande-Bretagne de faire les démarches que lui dictent « son honneur et sa dignité » pour empêcher la continuation d'événements en complète contradiction avec les déclarations du Haut Commissaire de S. M. Britannique en Égypte, lequel, le 30 août 1915, exprima le désir de Sa Majesté et de son honorable gouvernement de voir les Arabes progresser et retrouver la prospérité et l'indépendance du passé et affirma que les intérêts des Arabes seraient considérés comme étant ceux de l'Empire Britannique... « L'Angleterre, si elle a un intérêt spécial à occuper une certaine partie du monde, est assez puissante pour le faire ouvertement sans avoir recours à des expédients qui aboutiraient à désastres humains ».

Le 13 novembre, Médine se rendit et, le 15 du mois suivant, le consul Anglais, sur la requête du roi Aly, négocia avec Ibn Saoud la reddition de Djeddah. Cinq jours après, le dernier représentant de la dynastie hachemite s'embarqua à bord d'un aviso de la marine britannique à destination d'Aden.

***

Ibn Saoud resta maître du Hedjaz, mais comprenant que son autorité sur les Lieux saints ne serait réellement établie que s'il obtenait la reconnaissance du monde musulman et que le wahabisme ne pourrait agir avec efficacité que si les représentants des divers pays musulmans qui fournissaient le moyen, tout au moins moral, de s'attaquer aux divers abus qu'il souhaitait supprimer comme autant de pratiques hérétiques, il convoqua la réunion à la Mecque d'un Congrès pan-islamique. Son premier rappel resta sans écho. « Ne désespérant pas du zèle de ses coreligionnaires vis-à-vis des Lieux Saints », il lança une seconde invitation qui fut plus favorablement accueillie, bien que, des gouvernements invités, seuls ceux d'Afghanistan, de Turquie et d'Égypte — celui-ci même assez tardivement — aient consenti à envoyer

des délégations. Dans un communiqué officiel, le Shah de Perse expliqua son refus, en le basant sur les « actes de vandalisme commis par les Wahabites sur les tombes vénérées et les édifices religieux ». Le roi de l'Iraq et l'Émir de Transjordanie, tous deux fils de l'ex-roi Hussein ben Aly, ne pouvaient pas prêter leur concours à celui qui avait porté le coup fatal au pouvoir royal de leur père, si toutefois ils n'obéissaient pas aux instigations de la Grande-Bretagne, puissance mandataire. Les principales associations privées de l'Inde, de Java, de la Palestine, de l'Égypte, de la Syrie, du Soudan, de la Russie, du Turkestan, du Yemen et de l'Assir se firent représenter par une cinquantaine de délégués.

Le Congrès qui siégea à la Mecque du 7 juin au 5 juillet 1926, avec quelques jours d'interruption pour les cérémonies du pèlerinage, fut chargé de discuter l'application de la Cheria ou loi religieuse; de fixer les intérêts religieux et civils du Hedjaz; d'étudier le moyen de purifier la religion de toutes les innovations et superstitions; d'assurer l'indépendance absolue du pays et de le débarrasser de toute influence étrangère.

Tout en laissant aux congressistes pleine et entière liberté d'action dans le cadre de ce vaste programme, trop vaste et trop compliqué peut-être pour un premier contact, Ibn Saoud, dans son discours d'inauguration, déclara que la seule entrave qu'il mettait à leurs travaux était la défense de « s'immiscer dans les questions de politique internationale et dans les différends qui peuvent exister entre certains peuples musulmans et leurs gouvernements, ces questions étant du ressort exclusif des intéressés ».

Les discussions, souvent violentes, surtout dans la bouche des deux célèbres agitateurs indiens, Aly Mohammed et Chefket Aly, aboutirent à un certain nombre de propositions de réformes administratives à effectuer avec le concours financier des musulmans, ce qui leur donne un caractère purement platonique. Sur les questions religieuses, les résultats furent tout aussi problématiques, quand ils n'aboutirent pas à un échec. C'est ainsi que la plus importante, celle des rites, sur laquelle le wahabisme comptait pour faire établir la suprématie du rite hanbalite, auquel il appartient, donna lieu à un ordre du jour, proposé par le président de la délé-

gation égyptienne et approuvé à une grande majorité, maintenant comme orthodoxe les trois autres rites, hanefite, malekite, chafiite, demandant pour tout musulman se rendant au Hedjaz, « centre religieux universel », liberté entière de « remplir ses pratiques religieuses ordinaires et celles du pèlerinage conformément à la doctrine du rite auquel il appartient », et, enfin, donnant aux seuls théologiens de chaque rite le droit de juger de la légalité de ces pratiques. C'était pour le Wahabisme une défaite très marquée due à la violente intervention du délégué afghan, qui prononça un discours menaçant contre le gouvernement d'Ibn Saoud, et à celle de Mohammed Aly qui en termes peu mesurés s'éleva contre les conséquences du wahabisme.

Au point de vue politique, la seule question posée devant le Congrès fut celle d'Akabah et de Maan, ces deux centres du nord de la Péninsule arabique reconnus par le Traité turco-égyptien du 1er octobre 1906 comme faisant partie du Hedjaz, alors province turque, et cédés, en 1926, à la Transjordanie par le roi Aly. Après avoir démontré l'illégalité de cette cession, invoqué la raison religieuse qui s'oppose à la présence en territoire sacré d'une Puissance chrétienne, allusion au mandat anglais sur la Transjordanie, le délégué nedjdien demanda aux congressistes de s'élever contre cette cession et de travailler par tous les moyens possibles à la restitution au Hedjaz des deux villes en question. Les délégués égyptiens protestèrent contre cette proposition qui n'entrait pas dans les attributions assignées au Congrès et quittèrent la salle; la Turquie et l'Afghanistan s'abstinrent. La proposition fut cependant votée.

Loin de donner au souverain wahabite les satisfactions qu'il avait escomptées, ce premier congrès ne laissa aucun doute sur l'indifférence du monde musulman. Aussi longtemps que les routes de la Mecque et de Médine seront ouvertes, aussi longtemps que la visite aux lieux saints ne se heurtera pas à de trop grosses difficultés, aussi longtemps qu'aucune entrave ne sera mise à la liberté des rites, le musulman ne se souciera ni du personnage qui gouverne le pays, pourvu qu'il soit musulman, ni de la dynastie à laquelle il appartient. Les 60 000 musulmans qui, l'année dernière, débar-

quèrent à Djeddah de tous les coins du monde pour accomplir une des cinq obligations fondamentales de l'islamisme, en sont une preuve évidente.

Le nouveau souverain du Hedjaz dut ressentir d'autant plus vivement cet insuccès que, sous cette tentative de Congrès pan-islamique sous l'égide de l'Arabie, il cachait certainement le désir de faire de La Mecque, rendez-vous annuel de milliers de musulmans, le siège du tribunal permanent, devant lequel, sous le couvert des cérémonies religieuses du pèlerinage, seraient discutés les intérêts politiques des pays musulmans placés sous des régimes divers. La création du Sultanat du Nedjd, des royaumes du Hedjaz et de l'Iraq, de l'Émirat de Transjordanie, la retentissante explosion du nationalisme turc ont certainement rendu à l'islamisme une importance qu'il n'avait plus depuis longtemps et créé un indiscutable mouvement politique qui, comme dans les Indes anglaises et néerlandaises, se cache sous un masque religieux.

D'autre part, la suppression du Khalifat a posé un problème d'une importance telle qu'il faudra, tôt ou tard, en chercher la solution. Qui sera le chef spirituel? L'ex-roi du Hedjaz s'était affublé de la dignité khalifale qui ne lui fut pas reconnue et à laquelle son successeur dut renoncer. Certains regards s'étaient tournés du côté du roi d'Égypte, mais le rôle encore important qu'une puissance chrétienne joue dans le pays constitue un veto canonique. Interrogé sur ses intentions, Ibn Saoud déclara qu'il n'avait aucune visée dans cette direction, déclaration sans doute sincère qui cadre avec les théories wahabites, mais n'a-t-il pas pensé que, grâce au tribunal permanent de La Mecque, il serait progressivement et naturellement amené à contrôler et à diriger le mouvement islamique, exerçant ainsi virtuellement le pouvoir spirituel avec des conséquences pratiques peut-être plus grandes que s'il se contentait du simple titre de Khalife?

***

Il est certain qu'au point de vue économique, la péninsule arabique, non compris la Mésopotamie, ne présente aucun intérêt. Très peu peuplée, sans industrie d'aucune sorte,

sans marine marchande, sans voies ferrées, sans ports, sans commerce, elle aurait probablement échappé à toute convoitise, si sa situation géographique ne lui donnait une importance politique. L'Angleterre n'avait pas attendu la guerre mondiale pour s'en rendre compte. Maîtresse d'Aden, important point stratégique, liée par des traités spéciaux aux petits Émirs dont les territoires bordent les côtes de la mer d'Oman et du golfe Persique, elle avait surveillé d'un œil très attentif les événements de l'Arabie centrale où la lutte entre le Djebel Chammar et le Nedjd pouvait lui fournir l'occasion d'intervenir en bienfaisante médiatrice. On peut même supposer, connaissant les tendances turcophiles de la dynastie des Ibn Rechid régnant sur le Djebel Chammar, qu'elle avait fait le choix entre les deux adversaires et se demander si son influence sur le Cheikh de Koweyt n'avait pas valu à la dynastie des Ibn Saoud l'appui dont elle avait eu besoin pour se réinstaller à Riyyadh. En les accentuant, la guerre ne fit que dévoiler les visées de la politique anglaise restées jusqu'alors totalement insoupçonnées ou tout au moins insuffisamment connues. En même temps que le haut commissaire britannique en Égypte négociait, en 1915, avec le grand chérif de La Mecque les conditions du soulèvement du Hedjaz contre la Turquie et de sa coopération aux côtés des alliés, le gouvernement de l'Inde signait avec l'Émir du Nedjd un traité qui, par certaines clauses, reconnaissait à l'Angleterre une situation privilégiée.

Aussi longtemps que par les tergiversations d'une politique apprise à la cour du sultan Abd-ul-Hamid, pendant les vingt-cinq années de son séjour forcé à Constantinople, le roi de La Mecque laissa subsister l'espoir de la possibilité d'une main-mise complète sur le Hedjaz, le Cabinet de Londres fit preuve de patience et poursuivit, malgré de sérieuses objections, sa conception d'une confédération arabe, à la tête de laquelle elle aurait placé naturellement le souverain du Hedjaz devenu sa créature. Aussi longtemps que les circonstances le permirent, elle resta fidèle à son programme qui peut se résumer en ceci : maintenir Hussein ben Aly dans l'illusion qu'il était le préféré tout en ne lui laissant pas ignorer que, le cas échéant, cette préférence pourrait bien

aller au sultan du Nedjd, dont la puissance, après la conquête du Djebel Chammar, était devenue prépondérante. Mais, de son côté, avec un entêtement qui devait lui être fatal, le roi Hussein fut tout aussi fidèle au programme qu'il avait juré de suivre : n'admettre dans les affaires du pays aucune ingérence étrangère, quelles que dussent être les conséquences de cette attitude. Entre ces deux politiques le choc devait se produire tôt ou tard. Il se produisit dans le courant de 1923, à l'occasion du traité projeté. Au lieu de la confirmation du titre de « roi des Pays Arabes », ce traité, rédigé à Londres, n'offrit que des garanties restreintes au seul Hedjaz et la promesse d'intervenir, le cas échéant, dans la conclusion de conventions commerciales et douanières avec les autres Émirs de la Péninsule, mais, en retour, exigea pour la Grande Bretagne la reconnaissance d'une situation privilégiée. Le texte retourna à Londres tellement revu, corrigé et modifié par Hussein ben Aly que le Cabinet anglais refusa d'abord de le discuter, mais, dans la suite, cédant à des pressions parlementaires, consentit à poursuivre les négociations rendues plus difficiles encore par une campagne engagée dans la presse arabe contre les visées de l'Angleterre sur les sanctuaires de l'Islam. Malgré une bonne volonté plus affectée peut-être que réelle, les pourparlers se poursuivirent avec des alternatives de calme et d'orage, les deux négociateurs se montrant irréductibles dans leurs prétentions.

C'est dans ces conditions que se produisit l'agression wahabite. Tenant compte de l'attitude du souverain de La Mecque à l'égard de la Grande-Bretagne et des liens qui liaient celle-ci à Ibn Saoud, l'opinion publique suspecta la politique anglaise d'avoir, sinon suggeré, tout au moins permis cette agression. Le roi Hussein en fut convaincu. Déjà, après la défaite de Tarabah, il avait dans son journal *El Kibla*, demandé d'où « proviennent les sommes considérables, tellement considérables que peu d'États peuvent les fournir, ainsi que les munitions qui permettent à Sa Seigneurie Ibn Saoud de déplacer des armées dont une des extrémités se trouve à Koweyt et dont l'autre va jusqu'aux confins méridionaux de l'Arabie, alors que sa puissance militaire et ses ressources financières sont connues ». Au moment du

pèlerinage de 1920, l'Émir du Nedjd avait envoyé à La Mecque une délégation chargée de rétablir les relations entre les deux puissants voisins. « Cette délégation, écrivit-il à cette occasion dans le même journal, comprenait deux représentants de la Grande-Bretagne : l'agent anglais de Bahreïn et le chef des tribus de l'Iraq, inféodé lui aussi à la politique anglaise. Nous ignorons quelle était la qualité de ces deux personnages mais nous savons qu'ils faisaient officiellement partie de la mission saoudienne ». Dans la lettre que de Chypre, il adressa au premier ministre britannique, ne reprocha-t-il pas au Gouvernement anglais de l'avoir sacrifié en faveur d'Ibn Saoud?

Ceux qui accusent la connivence anglaise trouvent un argument dans le prétexte invoqué par le cabinet de Londres pour expliquer son refus d'intervenir entre les deux adversaires. Il ne s'agissait pas, disent-ils, d'une question religieuse, mais purement et simplement d'une guerre de conquête. Malgré le refus du Sultan du Nedjd d'admettre son intervention, la Grande-Bretagne, soutiennent-ils, aurait su l'imposer, si sa politique y avait vu son intérêt, comme elle avait su, pendant les hostilités mêmes, négocier avec Ibn Saoud et résoudre à son entière satisfaction le problème délicat des frontières entre le Nedjd, la Transjordanie et la Mésopotamie, problème qui s'était heurté à une opposition systématique lors du Congrès de Koweyt au mois de décembre précédent. Ces négociations avaient abouti à deux traités : celui de Bahra, 3 novembre 1925, pour les questions pendantes entre le Nedjd et la Mésopotamie et celui de Haddah (2 novembre 1925) pour celles mettant en cause le Nedjd et la Transjordanie. Certaines clauses du premier de ces actes, dont un résumé fut publié par le journal *El Mouqattam* du Caire dans son numéro du 25 novembre 1925, concèdent à la Grande-Bretagne le privilège de représenter à l'étranger, ainsi qu'en Syrie, les intérêts du Nedjd et d'avoir un résident permanent à la cour d'Ibn Saoud, alors que le sultan refuse de se faire représenter à Londres « faute d'une personne capable de remplir une telle charge ». Sans opposer un démenti formel à cette information, le représentant wahabite au Caire affirma que son souverain ne s'était lié à l'Angleterre en aucune

façon. Quoi qu'il en soit, le fait même que des négociations, qui n'avaient aucun caractère d'urgence, furent entamées et menées à bonne fin pendant les hostilités entre le Nedjd et le Hedjaz, alors que les précédentes tentatives avaient été très mal accueillies fut considéré comme une preuve suffisante du fait que la Grande-Bretagne pouvait, quand elle le voulait, agir efficacement sur l'esprit du sultan Wahabite.

Le rêve d'une confédération arabe que, de derrière les coulisses, elle aurait pu manœuvrer au gré de ses intérêts, s'étant évanoui devant les difficultés dont elle n'avait pas su prévoir l'importance, tous ses efforts en vue de faire établir par un document officiel son droit à une situation privilégiée s'étant brisés contre l'entêtement de Hussein ben Aly, la Grande-Bretagne, avec cet opportunisme qui fait sa force, adapta sa politique au nouvel état de choses. Aussi longtemps que l'Arabie centrale était menacée de rester le champ clos où les deux adversaires videraient de temps en temps leurs querelles sans résultat définitif ni pour l'un, ni pour l'autre, il ne serait pas possible de poursuivre une œuvre qui, pour donner des résultats appréciables, devait pouvoir compter sur le lendemain. Ses tentatives de réconciliation ayant été mal accueillies, elle ferma les yeux sur les agissements du sultan du Nedjd, se réservant peut-être le privilège de couronner le vainqueur.

D'ailleurs, la perspective de la conquête du Hedjaz par les armées nedjdiennes et la proclamation d'Ibn Saoud en qualité de roi du Hedjaz et de sultan du Nedjd, c'est-à-dire de souverain des deux tiers de la péninsule arabique, n'avait pas laissé indifférente la presse anglaise. Deux opinions s'étaient manifestées, l'une préconisant l'abstention de toute immixtion ultérieure, l'autre, au contraire, prêchant une action plus directe et plus active.

Militairement, disait la première, l'Arabie n'est pas un danger pour l'Angleterre : au sud, le Yemen est trop faible pour constituer une menace contre Aden, et, au nord, la Palestine, la Transjordanie et l'Iraq n'ont rien à craindre des Arabes qui, manquant de cohésion, sont incapables d'un effort soutenu, surtout contre des troupes régulières que l'Angleterre devra maintenir sur les lieux pendant un temps

assez long encore. Dans ces conditions, les intérêts britanniques ne courent aucun péril; il faut adopter une neutralité amicale que les Arabes accueilleront avec une satisfaction d'autant plus grande qu'ils suspectent toutes les manifestations de la politique anglaise. Il est inutile de signer des traités avec des souverains, qui, faute de stabilité, ne peuvent pas prendre des engagements sérieux; il suffit d'avoir dans les ports de la mer Rouge et du golfe Persique des Consuls et une canonnière pour surveiller la situation. Autour de l'Arabie, sur terre et sur mer, l'Angleterre a une armature d'acier grandement suffisante pour assurer la sécurité et imposer le respect.

L'autre, admettant la possibilité d'une nouvelle guerre et d'une offensive turque contre l'Europe, examinait quelle serait alors la situation de l'Angleterre. A l'en croire, tout dépendrait de l'attitude des Wahabites. « Pendant longtemps, écrivait-elle par la plume de M. Philby dans le *Daily Telegraph*, nous nous sommes contentés de traiter Ibn Saoud comme un ami que l'on peut négliger, alors que, pendant ce temps, il nous donnait des preuves de patience et de cordialité dans l'espoir que ses rapports avec nous se consolideraient, au moment opportun, en une amitié durable. Il a eu, néanmoins, la prudence d'explorer d'autres terrains pour se couvrir dans le cas où l'Angleterre ne répondrait pas à ses aspirations. Il est entré en rapports avec les Turcs et les a trouvés prêts à l'accueillir à bras ouverts. L'alliance turco-wahabite, basée sur un appui bolchevique, a été pour la première fois acceptée par Ibn Saoud. Un jour, l'Angleterre se repentira de sa folie. Elle ne pourra rétablir une situation favorable que par beaucoup de patience et des efforts laborieux. Il lui faudra pour cela transformer sa politique dans l'Orient moyen ou se préparer à perdre tout son prestige et toute son influence dans cette partie du monde ».

La supposition d'une entente turco-nedjdo-bolchevique est probablement due à la création, au Hedjaz, d'un consulat soviétique dont les quatorze membres, tous musulmans, circulent dans les contrées interdites aux chrétiens et se mêlent librement aux pèlerins. La politique anglaise, qui connaît les sentiments de Moscou à son égard, ne peut pas

rester indifférente devant cette création d'autant moins justifiée, que les intérêts russes sont nuls dans la Péninsule. Il est peu probable qu'un gouvernement qui a aboli la religion de son programme se soit laissé entraîner par le seul désir de faciliter à ses sujets musulmans le pèlerinage de La Mecque, alors qu'il interdit à ses sujets chrétiens celui de Jérusalem.

Il convient de ne pas perdre de vue l'importance pour l'Angleterre du chemin de fer du Hedjaz. Construite sous le règne du sultan Abd-ul-Hamid pour desservir les lieux saints de l'Islam et faciliter le transport des pèlerins, cette voie a perdu son unité par suite du démembrement de l'Empire Ottoman. Aujourd'hui, le tronçon Samakh-Deraa est à la France, les tronçons Caïffa-Samakh et Nassib-Amman à l'Angleterre, et celui d'Amman-Médine au Hedjaz. A la Conférence de Lausanne, la Turquie, invoquant le caractère de « fondation pieuse » de la voie, en demanda la cession. En réponse, la France et l'Angleterre s'engagèrent à conserver à cette fondation son caractère et à en confier l'administration à une commission internationale, ce qui, d'ailleurs, n'empêcha pas la première de céder sa part à une société privée, et la seconde, de rattacher ses deux sections à la direction générale des chemins de fer de la Palestine. De son côté, le roi du Hedjaz chargea un conseil musulman, présidé par son fils Aly, d'administrer le trajet Amman-Médine, mais cette administration fut tellement déplorable que la valeur commerciale et stratégique de toute la ligne en fut considérablement diminuée. Pendant son voyage en Transjordanie, Hussein ben Aly chercha à concentrer entre ses mains l'administration entière et proposa à cet effet une direction unique. Il se faisait l'illusion que la France et l'Angleterre accueilleraient avec plaisir cette proposition, encouragé, d'ailleurs dans cette idée par la cession que lui avait faite le représentant de l'Angleterre en Transjordanie du secteur Amman-Maan. La question était encore pendante, lorsque se produisit l'attaque wahabite. La disparition du gouvernement hachemite, l'entrée en possession par l'Angleterre du secteur Nassib-Kalaat Elmoudawarah lequel, avec celui de Caïffa-Samakh, représente les deux tiers du parcours entier, semblent devoir activer la solution. La « Palestine Weekly » assure que la Grande-

Bretagne est disposée à faire les réparations nécessaires et pense que le secteur tombé au pouvoir du Hedjaz sera confié par Ibn Saoud, désireux de voir affluer les pèlerins et incapable de se procurer les ressources financières nécessaires, à l'administration anglaise. Le jour où Caïffa sera reliée à Médine ne paraît pas lointain, car s'il n'était pas possible d'obtenir la cession du secteur français Samakh-Deraa, rien n'empêcherait de construire une ligne parallèle. Au point de vue commercial, la possession de toute la ligne assurerait à la Transjordanie, à la Palestine et aux régions septentrionales de l'Arabie, des avantages très appréciables pour l'exportation des céréales, et, au point de vue stratégique, l'Angleterre garantirait la sécurité de ses lignes aériennes vers l'Irak et, par un prolongement déjà envisagé, s'assurerait une seconde route plus courte que celle du canal de Suez.

***

Fidèle à son programme de politique arabe, l'Angleterre avait récemment entamé avec le sultan du Nedjd, en sa qualité de roi du Hedjaz, des négociations pour la signature d'un *pacte d'amitié et d'entente*. Après dix jours de pourparlers, l'Émir Feysal, représentant d'Ibn Saoud, et Sir Gilbert Clayton, le précédent négociateur des traités de Bahrah et de Haddah, ont signé au mois de juin dernier, un traité basé, ainsi que l'annonce le journal officiel de La Mecque, « sur le respect de l'absolue souveraineté nationale ». Ce traité entrera en vigueur dès qu'il aura été signé par les deux souverains.

Son importance est trop grande pour qu'il soit permis de se livrer à des suppositions; nous devons donc attendre la publication promise du texte officiel pour pouvoir l'apprécier et le commenter. Peut-être ne serait-elle pas inutile pour comprendre le nouvel épisode qui commence de se dérouler aujourd'hui.

LÉON KRAJEWSKI

TA MAIN GAUCHE...[1]

Le soleil d'octobre, dans Curzon Street, glaçait les pierres et les vitres. Quel dîner sir Thomas avait fait la veille avec cette canaille de Devereux : des perdreaux, de la fine Napoléon, comme au temps de leurs premières escapades à Magdalen College; en sortant de cette petite salle, où des maîtres d'hôtel à gestes lents et en silence brassaient une buée bleue pleine de sourires, d'épaules nues, ils étaient allés en face, aux Ambassadeurs, entendre Sybil Courtneidge chanter ses délicieuses et sottes chansons de toujours. « Évidemment, Archibald a raison », songeait sir Thomas, « puisque, après trente ans de cette vie, rien ne lui paraît meilleur. » Il resserra le nœud de son écharpe et prit la direction de Hyde Park Corner.

Ce qu'il ferait de Grace, il ne le savait que trop. La semaine précédente, en arrivant d'Écosse, il avait téléphoné au club d'Eaton Place : elle était en vacances pour quelques jours encore. Aujourd'hui, sans doute la trouverait-il enfin. Quant à Carpenthwaite, il allait rentrer, disait-on, du Devonshire. Alors, en quelques instants, tout s'arrangerait. Sir Thomas avait télégraphié à lady Crosse, à Palerme, de prendre patience. Une grille. Le parc. Il crut voir la vie s'ouvrir

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er mars.

devant lui, vaste étendue enfin libre; et cette sensation extraordinaire se compliquait d'un amour si tenace du passé, d'une soif et de craintes si vives, d'un sentiment si nouveau de ce qu'il avait trop souvent négligé, les petites manœuvres, les chagrins et les plaisirs de tous les jours, qu'intimidé, ménageant ses joies, il ne passa point la grille et la longea lentement au dehors, dans Piccadilly. « L'essentiel est de laisser les gens agir en paix. Et vivre... » Au prix de quels efforts il devient un homme comme les autres! Bientôt Édith sera mariée à ce charmant Carpenthwaite. Et Grace... Il arrivait à Eaton Square, s'engageait dans Eaton Place.

Au coin des fenêtres, entre les rideaux de dentelle et la vitre, d'ignobles pancartes l'invitaient : *Board and lodging. — Room and breakfast.* Instinctivement, il s'éloigna des murs, suivit le bord du trottoir. L'aspect des bâtisses, soudain, lui parut répugnant : ces grilles en dents de piège, ces volets, ces murs sales, ces persiennes chocolat, cet air de pension pour voyageurs de commerce et jeunes gens pauvres... Reconnaîtrait-il la maison où habitait Grace?

Une grande femme rousse lui ouvrit. Elle le dévisageait à travers ses lorgnons.

— Vous êtes le monsieur qui a déjà téléphoné l'autre jour?

Il reconnut la voix sèche qui avait répondu à l'appareil, nia comme un enfant pris en faute, dans ce lieu malpropre où jamais il n'aurait dû s'aventurer.

— Miss Underhill n'est pas ici.

— Miss...? — répéta-t-il vaguement.

Pouvait-on placer Grace sous le signe de « Miss Underhill »? Il ne la reconnaissait pas, ni soi-même. Il s'était fourvoyé.

— Quand... reviendra-t-elle?

— Je ne pourrais vous le dire, — fit la femme rousse en refermant la porte.

Sir Thomas déjeuna seul. Évaporée, toute sa bonne humeur de la veille; il n'en restait qu'un appétit douloureux, le sentiment d'une mystérieuse résistance à ses projets de bonheur.

Cette après-midi-là, dans les bureaux de White Hall où il traînait, on lui trouva l'air absent. Vers six heures, toujours à pied, il remontait Regent Street, traversait Hanover

Square; dans Maddox Street, une forme mince, rapide, le heurta.

— Grace!... On me disait que vous n'étiez pas rentrée à Londres...

Surprise, elle se tenait là devant lui, charmante et muette figure de mensonge, de ce que son vieux cœur détestait le plus.

— Quelle mine splendide, Grace!...

Sur le trottoir, près d'eux, des gens passaient qui pouvaient reconnaître sir Thomas. Il crut voir glisser sur le visage de Grace une lueur inquiétante.

— Je reviens du bord de la mer, — fit-elle enfin en baissant les yeux. — Et vous?

— Moi?

Où était-il allé après sa disparition? Dans des endroits absurdes, en Écosse... à Bute... Et, tout à coup, en parlant, il sentit qu'elle l'interrogeait pour détourner d'elle-même la conversation. Elle désirait s'en aller, changer pour une autre robe ce simple tailleur bleu : elle dînait en ville. Tout Maddox Street en était témoin.

— Prenons un taxi, — offrit sir Thomas très mal à l'aise.

— Oh, vous ne devriez pas... Vous avez d'autres occupations... J'irai seule...

Qu'elle était fraîche ainsi, plus fraîche encore qu'en juillet, et d'une jeunesse inconcevable. Ses joues roses illuminaient son visage. Devant l'oreille, la petite mèche de cheveux châtains s'échappait de sa toque. Sa main gantée jouait impatiemment avec la fermeture d'un sac. Sir Thomas allait-il attraper cette main et ne plus la lâcher?

— J'aimerais vous accompagner, Grace.

Elle se mit en route à pas lents, dans cette rue, traînant sir Thomas sous toutes les lumières, sous tous les regards, sans qu'il pût résister à l'horrible envie de se perdre pour la suivre. Une voiture eut pitié de lui.

— Vite, Grace, montez.

Et, à peine s'y était-il jeté à son tour, rompu d'inquiétude, qu'entre lui et l'objet des désirs avec lesquels il avait vécu, il éprouva une présence étrangère, comme au soir de Thames Ditton.

Deux fois, dans Piccadilly, des encombrements arrêtèrent la voiture. Derrière leurs vitres, les passagers des autobus rouges, poissons d'aquarium, roulaient des yeux aveugles. L'appel d'une trompe, l'aspiration des moteurs, rouvraient les écluses de ce fleuve lent et noir.

— Nous ne pouvons pas dîner ensemble, ce soir, Grace...?

Elle ne répondait rien.

— Quand vous reverrai-je?... Vendredi?

Elle craignait un empêchement.

— Samedi?...

Un frein, sous eux, patina.

— C'est si difficile, — balbutia-t-elle, — si difficile...

— Mais Grace, chère...

Les lumières de Belgrave coulaient dans la voiture et s'évanouissaient. Grace, enfoncée dans son coin, détournait la tête. Une griffe brûlante étreignait sir Thomas : lâché, il s'effondrerait; dans tout Londres il n'y avait plus d'autre femme que Grace. « Stupide! ruminait-il paralysé. Il s'est produit, pendant mon absence, un accident stupide! » Tout haut :

— Vous ne m'aimez plus, Grace?

D'une voix étrange, en se tordant les doigts :

— Vous savez bien que je vous trouve très gentil, vieux Tom.

— Alors?... — articula-t-il, sentant sur ses épaules tout le fardeau d'un demi-siècle.

Ils étaient arrivés.

— Je pense, — dit-elle, — que nous ne pouvons pas continuer à causer sur le trottoir...

— Pourquoi pas?

Il escalada le perron derrière elle. La tête de Grace, mécaniquement, remuait de droite à gauche, de gauche à droite.

— Soyez gentil. Laissez-moi... Je vous écrirai...

— Vous n'écrirez pas.

— Pas dans la rue, vieux Tom...

— Il y a bien, — éclata-t-il, — dans votre sale club un endroit...

La porte s'était ouverte. Une autre porte...

— C'est ça le salon? — jeta sir Thomas à la femme de

chambre. — Voudriez-vous avoir la bonté de nous donner de la lumière?

Il se promenait de long en large, une main dans la poche de son épais manteau, tenant de l'autre main son chapeau de feutre gris bordé de ruban clair, le talon lourd, le menton levé, l'épaule droite un peu plus haute que l'épaule gauche, tout à fait Crosse de la plante des pieds à la pointe des cheveux grisonnants. Debout dans l'encoignure de la cheminée, sous un globe électrique, Grace continuait de se tordre les doigts.

— Oh, Tom!

— Vous avez rencontré quelqu'un, — coupa-t-il, — au bord de la mer, cet été; vous lui avez plu; il vous l'a dit...

S'arrêtant :

— Pourquoi ne pas l'avouer tout de suite?

— J'avais peur...

Il s'était placé devant la porte.

— Peur, de quoi?

— Je craignais que vous ne vous fâchiez...

— Parce qu'un homme vous a trouvée à son goût?... Ma pauvre petite Grace...

Elle était à la torture.

— Et si vous connaissiez cet homme...

Les yeux de sir Thomas se dilatèrent.

— Si cet homme était justement un de vos amis...

— Ma chérie, vous ne connaissez aucun de mes amis.

A peine avait-il parlé que, de sa mémoire, une scène jaillit : dans la maison de couture de Hanover Square, la première fois qu'il y était allé, Carpenthwaite, ce diable d'homme, se penchant vers lui : « N'est-elle pas ravissante? » C'était Carpenthwaite qui avait remarqué Grace, qui la lui avait montrée. Et cette conversation à trois, ensuite...

— Un... docteur, Grace?

De la tête, elle faisait un petit signe d'aveu. Il sentit en soi quelque chose se dissoudre, articula :

— Carpenthwaite est revenu vous voir, pendant mon absence?...

Et, sur un nouvel aveu, péniblement, se mit à rire, d'un rire sourd, incoercible, que Grace entendit s'élever peu à peu, emplir le salon, l'antichambre, résonner sur le perron,

où cet homme de six pieds un pouce, aux épaules en porte-manteau, se retourna enfin, le chapeau de feutre de travers, l'air égaré :

— Mais, ma pauvre enfant, c'est une infernale plaisanterie! Toutes les femmes qu'il rencontre...

— Non! Non! — gémit-elle.

— A toutes!... Vous entendez?... Il leur sert les mêmes mots! Ah! l'imbécile!...

Sir Thomas se retrouva dans South Audley Street, comme un cheval près de son écurie, sans trop savoir par où il était passé. Fallait-il donc croire à cette ironie du sort dont lady Crosse et Carpenthwaite trouvaient tant d'exemples dans les romans français? Il fit appel à sa raison, à sa mémoire : « Ce Carpenthwaite ne peut vivre sans femme. Il a cru qu'on lui refusait Édith; il s'est rabattu sur Grace... Et moi, je suis un imbécile qui ne sait pas arranger sa vie! »

Du Devonshire Club, il demanda le numéro de téléphone de Carpenthwaite, et raccrocha le récepteur avant qu'on le lui eût donné... Carpenthwaite! Délicieux Carpenthwaite! Universel Carpenthwaite! Assis dans la cabine, sur le bord de la chaise, il voyait un Carpenthwaite homme à femmes se dégager du Carpenthwaite médecin, violoniste, amateur de belles-lettres, du Carpenthwaite ami de la famille Crosse, comme la Cynthia réelle s'était dégagée de lady Crosse au temps où sir Thomas croyait que Carpenthwaite l'avait embrassée sur la bouche. Carpenthwaite étreignait Édith dans le jardin de Hill Street; sur une plage de galets, Carpenthwaite serrait les mains de Grace. « Toutes les femmes l'aiment, ce petit sauteur! Il peut se vanter d'avoir dérangé ma vie, en se jouant! » Le démon de l'hypocrisie habitait Carpenthwaite, sous ce visage sans ride. « A tout prix, décida sir Thomas, il faut lui reprendre Grace, et me débarrasser de lui, une bonne fois... »

Il habitait près de Cavendish Square.

— Le docteur Carpenthwaite est revenu, n'est-ce pas?

Sans attendre la réponse, sir Thomas monta. Carpenthwaite, en tenue de soirée, choisissait ses gants.

— Hullo?

Et sir Thomas, tout d'une traite :

— Mon cher Carpenthwaite, nous sommes entre gens d'honneur : voici mes excuses. Ma femme, d'Écosse, vous a fait une réponse un peu brutale. Elle était malade. Elle est malade. En réalité, elle voulait vous voir. Vous savez ce que sont les mères : sensibles, impressionnables... Enfin je sais pourquoi vous désiriez venir à Inchmore Lodge. Tout va bien. Tout sera comme vous le souhaitiez. Édith vous aime. Positivement, elle est folle de vous, Carpenthwaite!

***

Grace aussi était folle de lui. « Folle, voilà le mot! » se disait sir Thomas en la regardant pleurer. Il avait d'abord eu envie de mettre sa jaquette; mais un chapeau de soie, des gants, intimideraient Grace. « Il faut être bon enfant avec ces jeunes filles. » Épreuve redoutable pour un Crosse, ancien sous-secrétaire aux Travaux publics, et qui jamais n'usa d'abréviations.

Durant un long quart d'heure, une cigarette entre les doigts, il s'était obligé à parler du temps et des théâtres. Lorsqu'enfin il avait glissé : « A propos, ma petite Grace, je pense qu'un changement s'est produit dans la vie de Carpenthwaite; j'ai cru comprendre qu'il était fiancé... » Grace avait blémi. Les larmes s'étaient mises à couler. « Folle! Complètement folle! »

Elle pleurnichait :

— Tout à coup, ainsi, c'est impossible!...

Il balbutia des regrets, la pria de croire qu'il accomplissait un devoir très pénible. Des prunelles défiantes le scrutèrent.

— Vous veniez m'apporter des billets pour le Daly's, et soudain, voilà Carpenthwaite qui sort. C'est une affaire qui ne vous regarde pas.

Sous le choc, sir Thomas rebondit : le docteur Carpenthwaite l'avait, en quelque sorte, prié d'être son interprète.

— Vous!

— Évidemment...

Elle écarquilla les yeux, les ferma dans un spasme; un sanglot l'étouffait qu'il eût voulu recueillir sur ses lèvres.

— Tous les hommes...

Il l'appela « enfant », la supplia de ne point généraliser.

— De toutes façons, — gémit-elle, — Carp est un lâche, un lâche, un lâche, un lâche...

Sir Thomas la laissa répéter, à perte de souffle, ce mot qui lui faisait mieux sentir sa propre valeur et le stoïcisme romain des Crosse, branche aînée. Les larmes de Grace, en tombant, lui infligeaient le supplice de la goutte d'eau. Il ne pardonnait pas à Carpenthwaite d'avoir permis d'absurdes espérances. Au fond de son âme, le cri d'Édith résonnait encore : « Le sot animal! » Tout le monde avait-il raison chez sir Thomas, sauf sir Thomas qui était la raison même?

Au club d'Eaton Place, le lendemain, il apprit que Grace avait essayé de téléphoner à Carpenthwaite, lui avait envoyé un message téléphonique.

— Il ne vous a pas répondu?

— Non, — avoua-t-elle, — pas encore...

— Pardi!

— Vous trouvez cela naturel, vous?

Il se mordit les lèvres. Elle menaça de forcer Carpenthwaite au gîte; elle se plaindrait publiquement, ferait se sauver la fiancée.

— La connaissez-vous? Je parie qu'elle a des dents de lapin sur le devant, et qu'elle mange du porridge à tous ses repas sans réussir à engraisser... Je parie...

— Grace chérie... — supplia sir Thomas scandalisé.

Et comme, pour lui-même, il murmurait : « *De quibus ignoras, tace!* » elle cria :

— Je le giflerai, si je le rencontre... Je le giflerai le jour de son mariage!

Un frisson, comme une aiguille, passa dans les vertèbres de sir Thomas. Les cheveux de Grace battaient autour de sa tête, ses narines palpitaient. Elle se remit à sangloter, sous un globe électrique, reniflant ses larmes jusqu'aux poumons, les bras raides, les doigts agrippés dans les plis de sa jupe, les omoplates heurtant le papier à ramages du mur.

Carpenthwaite, mis au courant, la croyait sincère dans ses divagations.

— Ce qui est certain, — corrigea le futur beau-père, —

c'est qu'elle divague; et les femmes qui divaguent sont toujours dangereuses.

— Pfhou... — fit l'autre.

« L'insupportable fat! Ma fille se chargera de le corriger. Surtout, qu'il ne lui écrive pas avant que la paix ne soit certaine ici. De la prudence... »

Sir Thomas envoya un second télégramme dilatoire à Palerme. Puis, comme un patron d'équipage mutiné qui, pendant deux jours, a couru de la barre aux soutes et, le bâtiment sauf, revoit enfin, exténué, dans sa cabine, ses portraits préférés, son thermomètre incrusté d'écaille, ses fleurs en velours : « Quelle odieuse histoire! » expira-t-il, le cœur rompu par cet effort monstrueux contre soi-même.

Sa foi n'était pas si simple, son éducation ne l'avait point fait tel qu'il aimât la souffrance. Au plus intime, il souffrait. « Comment ne puis-je atteindre aux douceurs faciles? Toujours un accident, un déclic m'arrêtent, là où tous réussissent! » Il n'était venu au monde pour aucun des travaux où il avait excellé. Ce qu'il croyait souhaiter uniquement, c'était le calme domestique, ou ces humbles plaisirs des hommes libres que désignent — en grand mystère — par « joie de vivre » tous ceux qui ne les trouvent pas naturels. Un besoin l'habitait, attendrissant et presque puéril, d'être choyé, endormi, d'écouter de mauvais tziganes en regardant des images, d'entendre rire. Parfois l'épuisait un désir de se coucher, plus puissant que la vie. Forçant ses doigts gourds, sa maladresse, son ingéniosité, poussant son bonheur comme la pierre de Sisyphe, il reprenait la manœuvre.

— Vos amis, chère Grace, seraient si heureux de vous voir meubler un petit appartement...

— Oh! les amis, est-ce que ça existe?

« Comme Didon, songeait-il, elle brûle, donc elle parle! »

Il la laissait se consumer, demandait aux agences des adresses, visitait des maisons. Enfin il trouva trois pièces, au quatrième étage, dans Lennox Gardens.

— Le local est exigu, mais vous vous sentirez chez vous. Et naturellement, Brompton vaut tellement mieux que ceci! Brompton est décent. N'aimeriez-vous pas traverser Cadogan Square tous les matins, Grace?

Elle se laissa convaincre, sauver, passa de l'autre côté de Sloane Street, avec ses malles, et mesurant soudain le coût des rideaux, des baignoires, des tapis, s'aperçut que tout ce qu'elle avait gagné au poker ou aux courses, grâce à sir Thomas, depuis quinze jours, ne suffisait pas aux commandes déjà faites. Elle parla de prendre des meubles à crédit dans New Oxford Street.

— Comment les payerez-vous?

— Je gagnerai bientôt quatre livres par semaine. Je peux économiser quinze à vingt shillings...

— Manger de la salade et vous acquitter en trente ans... — acheva-t-il avec un sourire.

— Mais, Thomas, quinze shillings par semaine!...

— Vous êtes délicieuse!... — dit-il, bouleversé.

Cette lady Crosse, qui savait tout, possédait tout, n'avait jamais besoin de lui...

Cynthia, Édith, que font-elles en ce moment? Sa pensée descend le long de l'Italie, le long du temps, vers ces femmes, et ne trouve, sur un fond de ciel dur, que les deux marbres quotidiens. Rien où se prendre, tout glisse.

Tandis qu'autour de Grace, l'air circule; elle aime le *Daily Sketch*, à en faire collection; elle sauve un terrier velu à pattes molles et l'oublie dans la cuisine devant une boîte à mouchoirs pleine de coquillages; ses hanches sont un peu trop larges; ses cheveux se défont par mèches, frôlent l'arc mince et haut des sourcils, la boule mouvante qui termine son nez, sa petite bouche charnue qui les attrape. Elle a des dents pour mordre les pommes, des mains parfois gercées pour prendre la pelle à charbon et remuer le feu, des robes de l'an dernier qu'elle tire de son armoire pour qu'on les touche : « Voyez ces haillons! » Devant la glace, elle se masse les cils, fait des découvertes :

— Vieux Tom, nous avons presque les mêmes yeux!

Il montait chez elle presque tous les jours vers sept heures, au lieu d'aller au Devonshire Club, et s'asseyait, une cigarette à la main, près du feu. Les poèmes de Tennyson abandonnés dans une vitrine, contre l'*Annuaire de la Mode*, le mensonge de Grace lorsqu'elle prétendait avoir mangé sou-

vent du caviar, le plus simple remerciement pour une botte de pivoines, pour quelques roses rouges, touchaient sir Thomas aux endroits les plus secrets et les plus délicats. « Supposons, avait dit un jour Archibald Devereux, en raillant, supposons qu'une marchande de fleurs de Piccadilly Circus, belle comme le jour, tombe amoureuse de vous à en mourir... » Certes Grace n'avait pas l'intention de mourir, elle vivait aussi naturellement que Cynthia parlait d'Archipenko. Ses pleurs et ses plaisirs, ce petit appartement au quatrième étage dans Lennox Gardens, les rideaux tirés, les lumières basses, la lueur joyeuse et courte de la flamme sur le tapis où parfois traînait un soulier de cuir marron, une pantoufle, le dernier volant de la robe mauve, faisaient goûter à sir Thomas de navrantes délices, une satisfaction amère. « Pourquoi ne venons-nous pas du même pays? Nous ne parlons pas la même langue! » Il se réveillait.

— Quelles richesses en vous, ma chérie!

— Vieux Tom, — répondait-elle, en contemplant les brosses d'ivoire de son nécessaire de voyage, — c'est ce que disait Carp.

— Oh, Carpenthwaite...

Ne sachant s'il la désirait, n'osant s'avouer combien il la trouvait charmante, il se louait d'accomplir une œuvre charitable, à force de consolations. Il exerçait son cœur, comme on tire sur la langue d'un noyé; le cœur reprenait vie à merveille. Sir Thomas n'eût pas risqué un geste, tant il craignait de rompre ces charmes. Même la mélancolie de Grace lui plaisait.

« Si je pouvais, plus tard, emmener cette petite à Hyères... » Il se la figura, sous un tamaris, en costume de bain, les mollets dans l'écume, jouant avec un de ces chevaux de caoutchouc gonflés d'air qu'il avait admirés à la devanture de Barker; Grace jouait comme une enfant; Grace n'était qu'une enfant. Cette rencontre d'un sentiment paternel avec son désir lui fut une surprise délicieuse. Il se laissa flotter. La fumée de ses cigarettes faisait des ronds minces au-dessus de sa tête renversée. Qu'il eût aimé pouvoir aimer Édith de cette façon, tendrement, avec un peu d'admiration pour le corps! Rien que de l'admiration, bien entendu. Toute cette songerie

n'était pas très convenable. Et songe aussi, l'image du cheval de caoutchouc, du tamaris, d'Hyères, de cet impossible voyage. Mais sans doute se risquerait-il à rejoindre Grace, un jour, dans quelque petit trou du Devonshire, un trou comme celui où Carpenthwaite l'avait naguère rencontrée, peut-être emmenée. Une indécise jalousie naissait en sir Thomas, dans un coin sombre de son âme. Il la vit montrer la tête, et ramper. « Vilain! Très vilain! » jugea-t-il. On ne devrait jamais entrer dans les chambres de débarras. Les femmes, assurément, ne haïssent pas Carpenthwaite. « Édith sait ce qu'elle fait. Elle est ma fille, après tout... »

Il ne recevait d'elle et de lady Crosse que de brefs et calmes messages, sur des cartes d'Agrigente, de Messine, de Naples. Ne travaillait-il pas pour elles, pour son gendre, pour les Crosse, en apaisant Lennox Gardens? Le sentiment de ses devoirs l'emplissait tout entier. Ce pouvait être, découvrait-il, un sentiment assez doux et, en somme, très humain.

Comme il devait à Grace beaucoup de petits plaisirs nouveaux, à son tour il s'efforçait de lui en procurer qui ne l'effarouchassent point, et même, de lui faire partager des distractions qui n'avaient jamais été les siennes. Il lui parlait, pour exciter sa curiosité, de certains dancings, de certains clubs de nuit, où lui-même n'était jamais entré, sinon une fois par hasard, comme de lieux très intéressants et pleins de merveilles dont il gardait la clef; puis, négligemment, affirmait avoir retenu une table de quatre places pour les « Follies » du soir même, au Princes. Mais, comme il craignait qu'on ne le rencontrât, ou que Grace ne s'ennuyât avec lui, il choisissait un soir de réunion politique et ajoutait aussitôt qu'empêché de l'accompagner, il la laisserait aller seule avec les amies ou les amis de son choix. La crainte de la voir sauter de plaisir donnait à sa générosité un piment extraordinaire. Il guettait dans les yeux de Grace la joie qu'elle ne manquerait pas de dissimuler, la laissait s'abîmer dans de profondes réflexions et, quand elle avait accepté, niait tout pour jouir de sa déconvenue. Enfin le carton que lui avait donné le maître-d'hôtel du Princes, avec l'indication de la table, sortait de sa poche. Grace, qui ne l'attendait plus, criait au faux. Vexée, elle boudait, refusait de sortir. Ne

voulait-elle rien devoir à sir Thomas? Elle ne l'aimerait jamais, se souviendrait de Carpenthwaite toute sa vie. Elle l'accusait de malice. C'était à qui soupçonnerait l'autre de vouloir l'éprouver. Quand tout bouillait, tremblait en Grace, elle partait pour le Princes; et, le lendemain, sir Thomas avait peine à ne pas sourire quand elle lui disait quelle affreuse déception elle avait subie sans lui, en compagnie de deux danseurs médiocres.

— Au fait, Tom, — demandait-elle, encore tout agitée, — savez-vous danser?

Il prenait l'air mystérieux d'un homme qui a passé sa nuit dans une de ces grandes réunions où des messieurs parlent, et parlent au milieu des éclairs de magnésium; et Grace, sentant planer sur elle l'ombre de Pitt, de Gladstone, de Chamberlain, se taisait.

Ceux qui ont suivi de près la vie politique de sir Thomas Crosse s'accordent à témoigner que sa tendance au socialisme s'accentua durant cet automne. « Il est aussi vain, soutenait-il, de vouloir faire un bon ministre d'un bourgeois qui n'a jamais connu les gens du peuple, que de vouloir faire un bon général d'un officier qui jamais n'aurait habité une caserne. Aucune nation ne sait utiliser ses richesses morales. » Sir Thomas fit, à la même époque, d'autres déclarations non moins étonnantes. Le plus étonné par ces découvertes avait sans doute été sir Thomas lui-même. Il paraît certain qu'il ne livra pas ses sources à ses amis politiques. Archibald Devereux apprit de lui, plus tard, beaucoup plus tard, qu'un des plus instructifs spectacles offerts à Londres, aux hommes de clairvoyance et de sensibilité moyennes, était celui d'une existence féminine à trois livres dix par semaine. Devereux, cela va de soi, ne crut jamais que Grace Underhill avait pu enseigner de si étranges leçons à sir Thomas; Grace était une de ces jeunes personnes peu importantes qu'on « négocie » sans pied-à-terre dans Clarges Street, et qu'il est bien inutile de gâter, puisque tant d'autres hommes s'empressent autour d'elles. Malheureusement pour Grace, les hommes, jusque-là, ne s'étaient jamais disputé le plaisir de la gâter; les amis de sa famille, de son beau-frère, lui offraient des dîners chez Lyons,

et, les jours fastes, un fauteuil de troisième série à l'Empire; rien de cela ne dure toujours. Quant aux membres des clubs de nuit, comme Devereux, ils croyaient trop aux générosités de leurs amis : sir Thomas et Carpenthwaite partis, qui les remplacerait? Les joues de Grace, à vrai dire, n'étaient pas de ce rose fané qui seul colore le visage de Cynthia et les lèvres des héroïnes troyennes; son jeune teint eût justifié à demi l'ironie de Devereux, en expliquant les illuminations de Crosse. Pour les illusions, si ce dernier en cultivait, ce n'étaient point encore celles de l'amour. Il croyait devenir meilleur. Il possédait une nouvelle baguette de coudrier. Les joies de Grace l'attendrissaient, et son effort pour mieux vivre. Cet homme qui, pour sa part, avait déjà vécu et se flattait, malgré Devereux, d'avoir bien vécu, ce père et cet époux à qui sa fille et sa femme ne permettaient pas d'aimer, ce sous-secrétaire à l'Éducation et aux Travaux publics, qui ne pouvait parler de ses affaires, d'égal à égal, qu'à une cinquantaine d'autres hommes en Europe, prenait un plaisir extrême à partager avec Grace des plaques de chocolat aux noisettes dans les stations suburbaines du « tube ».

Voici du moins la lumière du tableau. Grace, dans l'ombre, était secouée par de brusques retours de colère.

— Ce Carp, pouvez-vous imaginer un homme pareil?

Sir Thomas qui, souvent, se posait la même question, se croyait obligé de défendre le futur mari de sa fille.

— J'espère, — renvoyait Grace, — qu'il n'a jamais été vraiment votre ami!...

Son ami? Oh non... Un être séduisant, détestable, qu'il enviait pour sa légèreté, comme il aimait Grace pour sa faiblesse, parce qu'avec tous leurs défauts ils étaient mieux faits que lui, avec son intelligence et ses vertus, pour inspirer l'amour et trouver le bonheur. Parfois, étourdi de paroles, il embrassait Grace, lentement, maladroitement, sur les tempes, sur la gorge, comme il avait embrassé jadis Édith enfant ou Cynthia jeune. Elle se laissait faire. Elle lui permit d'accrocher lui-même dans l'appartement de Lennox Gardens des gravures, de revenir, pour son anniversaire, aux cadeaux utiles : le ramasse-miettes en argent, les fourchettes à huîtres.

— Carp n'aurait jamais pensé à cela, vieux Tom. Il

n'était pas avare pourtant, mais il aimait les petits riens. A Torquay, il m'avait acheté tout un coupon de dentelle si fine, si fragile, qu'au bout de trois jours, elle tombait en loques. Et il aimait répandre du parfum par demi-bouteilles dans les chambres. Pur gaspillage, ne pensez-vous pas? Parieur, joueur, bavard... mais si gentil.

Sir Thomas était consterné.

— Et quelles chansons il chantait! Si drôles... Savez-vous qu'il a une très jolie voix, Carp?... Et l'histoire de ses chemises de soie...

— Ma chère, — dit sir Thomas, — ne pourrions-nous parler un peu de nous-mêmes?

Il se demandait, en descendant, si toute son existence n'était qu'une vaste affaire Carpenthwaite.

Grace, du moins, ne menaçait plus. Sir Thomas, ce soir-là, écrivit à lady Crosse : tout était enfin arrangé. Le lendemain, il télégraphia. Trois jours plus tard, il écrivit de nouveau. Pendant une semaine, il attendit la réponse. Le douzième jour, il reconnut l'écriture de lady Crosse sur une enveloppe, gonflée, ouvrit la lettre, la parcourut : Édith était fiancée « pour être mariée », au capitaine l'honorable Malcolm Corrie, des Hussards royaux, en congé à Capri.

***

— Non plus que vous, — expliqua lady Crosse en descendant du train, — je n'ai jamais douté des moyens et de l'avenir de Carpenthwaite... Mais Malcolm Corrie est déjà quelqu'un.

— Je vois, — dit sir Thomas, — où est-ce arrivé?

— Amalfi, je crois. C'est là qu'Édith a dû se décider.

— L'orage... le parfum violent des fleurs?

— Ne soyez pas sarcastique, Thomas, mon cher.

— Je ne le suis pas. L'éducation d'Édith...

— Elle n'a rien eu d'extraordinaire, que je sache...

— Éducation admirable : votre fille aurait pu tomber dans les bras d'un chevalier napolitain, d'un mormon, d'un marchand d'huiles lourdes avec manoir; l'orage n'a fonctionné que pour Malcolm Corrie. Voilà qui décèle de la tête chez

Édith, de la prévoyance, et un sentiment exact des propositions acceptables et de celles qui ne le sont pas.

— Elle a promis...

— Et il ne me reste, je suppose, qu'à ratifier. Qui préviendra Carpenthwaite?

La question méritait un débat d'où sir Thomas sortit extrêmement déprimé. Édith ne s'était jamais engagée envers Carpenthwaite; elle n'en avait pas eu le temps, la pauvre créature. Sir Thomas, cause de tout le mal, devait le réparer.

Cent cloches de mariage sonnaient à la fois dans sa tête. Il vit sa fille écartelée. C'était lui qui souffrait. « Le plus étrange, c'est qu'elle semble satisfaite de son Corrie. » Grace lui apparut dans sa robe mauve. Cette robe changeait comme une peau de serpent... « *Mulier cupido quod dicit amanti, in vento et rapida scribere oportet aqua...* » Que croire? Où s'appuyer? Qu'apprendrait-on demain?

— Je n'ai aucune excuse, — avoua-t-il à Carpenthwaite. — Les faits sont ce qu'ils sont. Pour les dédommagements, choisissez.

Carpenthwaite restait appuyé contre la table. Il y resta pendant un quart d'heure.

— Je hais les scènes, — ajouta sir Thomas. — Vous aussi, je pense. Inutile de voir Édith. Ne souhaitiez-vous point étudier les maladies d'estomac?

Sir Thomas, qui avait des amis à Berlin, s'arrangerait pour faciliter son voyage et pour rendre son séjour en Allemagne très agréable.

— Vous n'aurez à vous occuper de rien.

Il avait médit de Carpenthwaite : quel homme! « Pensez à ce choc, rapporta-t-il à sa femme, et à la manière dont il l'a reçu. » Lady Crosse persistait à douter de l'homme, à ne rien admirer; elle aurait plutôt versé dans la moquerie, dont il rejaillissait toujours quelques gouttes glacées sur sir Thomas. Il la persuada enfin d'abandonner pour quelque temps ce sujet de conversation et se retrancha lui-même où l'on ne pouvait le combattre.

— Comme votre séjour en Sicile vous a réussi! Vous n'avez pas eu une aussi bonne mine, Cynthia, depuis des siècles.

On ne l'eût peut-être pas étonné, en lui montrant que la fatigue et un grand désir de paix l'empêchaient seuls de critiquer ce miracle.

***

Le mariage eut lieu le 20 décembre à Saint-Margaret, Westminster. On s'écrasa pour admirer les demoiselles d'honneur, les porteurs de traîne vêtus de blanc, de violet et d'argent. Les journaux revélèrent au public six petites filles agenouillées dans le chœur, un lys à la main. Malcolm Corrie, dans son uniforme était un Raeburn haut de couleurs; Édith, pâle d'émoi, un Lawrence. Le couple passa sous une voûte de sabres croisés; tous l'acclamaient.

Que ferait Cynthia? Elle désirait s'amuser pendant quinze jours à Cannes : « Édith ne détient pas le monopole des plaisirs! » Sir Thomas jugea préférable de ne pas répondre. Ses devoirs l'empêchaient d'accompagner sa femme; il crut les détester.

Il se retrouva seul, la nuit, dans le fumoir. Édith, l'honorable Malcolm Corrie, Carpenthwaite, Cynthia, tous s'étaient évanouis. Il se mit à jouer avec une boîte d'allumettes; le contact du bois était la première réalité au sortir d'un rêve peu plaisant. Édith, blême, se coiffait dans une chambre inconnue; debout derrière elle, près de la porte, Corrie la regardait avec des yeux bizarres. Lui, Corrie, sous l'uniforme. Mœurs bestiales. Une nausée souleva sir Thomas et le laissa retomber, les mains tremblantes, la bouche entr'ouverte, ses fortes mâchoires de Crosse mâchant l'air. La vie? Un jeu de voleurs d'où l'on s'échappe dépouillé. A quoi bon agir, puisque rien de ce que nous prévoyons ne sort de nos actes?

Il retourna chez Grace, s'excusa de l'avoir abandonnée. Elle écoutait, d'une oreille tendue, paraissant ne saisir qu'avec peine les paroles même les plus simples. Elle montrait un visage où il lut de la compassion, et une sorte d'étonnement inexplicable.

— Ce sont de rudes bêtes, ma petite Grace, ceux qui prétendent qu'on peut aimer une femme pour son corps seulement...

Elle ne voulut point discuter cette opinion. Sir Thomas se demanda pourquoi il l'avait émise et s'assit. Bientôt, certain d'avoir dit une sottise et cherchant à la corriger, il connut la vanité de son effort.

Grace allait et venait sur le tapis brun qu'il avait choisi lui-même. Il se réjouissait de ne rien percevoir du bruit de ses pas, souhaitait l'entendre jurer qu'avant lui, jamais elle n'avait été si légère. Il l'appela. Elle vint. Il la prit sous les poings et tenta de la soulever; son poids le stupéfia.

— Vous devriez vous lever, — conseilla-t-elle.

Il la saisit aux jambes, au-dessus des genoux, l'arracha du sol, la laissa glisser dans ses doigts. En riant, elle se débattait. La robe, froissée, se releva. Les mains de sir Thomas touchèrent un peu de peau, près des jarretelles. Se l'avouait-il? Ces subterfuges lui étaient nécessaires. Sa grande faim, sans qu'il s'en aperçût, passait.

— Jolie robe, Grace...

— C'est celle que vous m'avez offerte, vieux Tom. Vous ne vous souvenez pas?

Le désir naïf de dérober des faveurs effaçait en lui la mémoire de ce qu'il avait fait pour les mériter.

Il l'emmena dîner dans un « salon de thé » du quartier, où on leur servit, sur un guéridon, de la limonade et de très petits plats, auxquels il ne toucha que du bout de la fourchette. Grace parlait. Sir Thomas, qui croyait la comprendre au mouvement de ses lèvres, poursuivait sur un miroir ses propres pensées. En serait-il ainsi toutes les autres fois? Il entrevit son avenir, longue rivière sans rides : la mer était au bout. Fallait-il faire des cadeaux à une femme, ou une pension? Ce doute le tourmentait.

— Si on s'en allait... — murmura Grace.

Il sursauta, régla l'addition.

Dans un naufrage, les plus braves sont parfois ceux qui n'ont jamais su nager. Au moment où le canot prend la mer : « Ce n'est que cela! » disent-ils en mesurant les vagues.

La robe-fourreau de laine verdâtre collait aux jambes, aux hanches de Grace, la moulait jusqu'à la poitrine. Pour la première fois, sir Thomas vit la forme des deux seins exactement reproduite par l'étoffe. Son regard vacilla, descendit.

Grace avait enlevé ses souliers, mis des pantoufles souples; le cou-de-pied brillait sous la soie du bas. Le mollet...

— Grace...

Elle vint s'asseoir sur le canapé, contre sir Thomas; il se mit à l'embrasser sur la gorge, à petits coups. Il imitait les opérés qui haïssent l'anesthésiant et l'aspirent à pleins poumons, pour en finir. Deux doigts glissaient sur son menton. Il entendit qu'on le félicitait d'être bien rasé, chercha un sujet de conversation très facile et, ne trouvant rien, se remit à embrasser, les yeux clos, de toutes ses forces. Un moulin tournait en lui : « Je l'aime. Je l'aime. Je l'aime! » Le désir montait, plomb liquide et tiède; cette sensation l'étourdit.

— Donnez-moi le journal, vite...

— Le journal, Grace!...

— Oui... Joué deux shillings sur un cheval quelque part... Comment l'avais-je oublié?...

Un bras passé autour de la taille de Grace, il feignit de chercher avec elle, de page en page. Qu'elle l'eût interrompu ne le peina point; il y vit la preuve qu'elle était à l'aise près de lui, puis un artifice innocent : Grace voulait être distraite, dérangée, pour mieux sentir qu'il l'aimait. Un condamné sent mieux la mort si, la première fois, le peloton le rate.

— C'est Imperator qui a gagné...

Sir Thomas mordillait Grace à l'oreille. Enfin, comme si c'eût été un geste qu'il avait fait mille fois il lui tourna la tête et fit semblant de lui mordre la bouche. Elle ne lâcha pas le journal.

— Imperator, c'est un nom latin, n'est-ce pas?

— Oui, Grace...

Soudain, il s'aperçut qu'elle ne regardait plus le nom des chevaux, qu'elle souriait à quelqu'un dans le vide.

— Cela me rappelle, — disait-elle, — une histoire de Carp qui m'a tant amusée, ou plutôt une histoire arrivée à une de ses amies... Cette dame s'était mariée. Et figurez-vous que la nuit de ses noces...

A demi renversée contre l'épaule de sir Thomas, Grace riait.

— ... Le mari, tout à coup, se met à lui parler en latin...

Il avait blémi, son visage se décomposait.

— Tom! Qu'y a-t-il? Qu'ai-je dit?... — Affolée, ne comprenant rien : — Tom... Tom... — bégayait-elle.

Il mettait son manteau, son écharpe, ses gants, comme des pièces d'armure, d'un poids immense. « Une amie de Carpenthwaite? En latin? Que c'est étrange... Au revoir, Grace. Étrange!... » Dans ses doigts le feutre gris tournait. Il resta planté devant une des gravures en couleur, la regardant fixement, et soudain, parut se rappeler quelque chose, pivota sur ses talons sans ajouter un mot, sortit.

« En latin... » Sa propre nuit de noces, avec Cynthia, leur première semaine à Cannes, il venait de les revivre, en un éclair. Temps à jamais perdu, où tout, entre lui et Cynthia, était prétexte à confidences, à familiarités. En latin... Oui, un soir, il avait employé des mots latins devant sa femme : « Asinius Marrucinus, quel larron tu deviens... » Et ces mots, nés gaiement, étaient devenus pour les jeunes époux, pour eux seuls à cette époque, le symbole de leur fortune la plus intime. « Thomas, cher, vous marrucinasinez! » Un mari qui parle latin. Le mari d'une amie de Carpenthwaite... Quoi? C'était cette pauvre plaisanterie de jadis dont Carpenthwaite abusait aujourd'hui pour faire rire Grace, ou n'importe qui? Et d'abord, cette plaisanterie, comment la connaissait-il? Il fallait que Cynthia n'eût pas eu honte de l'exhumer devant lui. Cynthia, devant Carpenthwaite, n'avait donc pas de pudeur? Elle se déshabillait en public. La main de Carpenthwaite se posait sur elle. Sa main de docteur. Un docteur voit quelquefois une malade sans vêtements. Sir Thomas, tout à coup, se représenta qu'un de ses amis avait le droit de voir sa femme nue. « Moi, je n'ai jamais exigé de Cynthia qu'elle se montrât autrement que par morceaux. » Ces pensées dansaient une sarabande monstrueuse. Il tenta de les rattacher à des souvenirs. « Toujours je laissais Carpenthwaite seul avec Cynthia, afin qu'il pût l'interroger à loisir, l'ausculter. Comment ausculte-t-on les femmes? Une fois, au mois d'août, il a demandé à Cynthia d'entrer dans sa chambre. » Sir Thomas ne s'était jamais figuré ce qu'il y allait faire. Et toutes les fois où lady Crosse, alitée, avait reçu Carpenthwaite, lui, l'époux, était sorti; quoi de plus simple? Il n'était bon, même auprès d'une jeune femme, qu'à

parler latin. « D'ailleurs, poursuivait sir Thomas en faisant tourner la clef de sa maison dans la serrure, Carpenthwaite, pour voir Cynthia, n'avait pas besoin d'invoquer des consultations. Il venait ici trois fois par semaine. Il laissait son violon ici. Il prêtait des livres à Cynthia. Il causait avec elle, des heures durant... Bates! » Sir Thomas s'assit dans un fauteuil, devant la cheminée du fumoir. « Bates, voulez-vous allumer du feu, s'il vous plaît, et me préparer un grog, avec beaucoup de brandy. — Mauvais temps ce soir, Monsieur. — Je crois que j'ai pris froid. Je ne me sens pas très bien ce soir, pas bien du tout. — Monsieur devrait aller se coucher. — Merci, Bates. Brûlant, le grog, s'il vous plaît. » Sous les boulets de charbon, des copeaux prirent feu, puis le bois sec. La flamme se partagea, se tordit, monta. Ses ondulations étaient celles des cheveux sur le front de Carpenthwaite. Un soir, l'hiver dernier, en rentrant du ministère, sir Thomas avait été choqué de voir Carpenthwaite penché sur l'épaule de lady Crosse; Cynthia était au piano; elle avait toujours mal joué, mais Carpenthwaite insistait pour qu'elle acceptât de l'accompagner. Il avait attrapé son archet sous le petit doigt de sa main gauche, sans lâcher le violon; de la main droite, il battait la mesure sur l'épaule de Cynthia, en lui parlant. Quand sir Thomas était entré dans le salon, il s'était redressé un instant, et avait repris aussitôt ce déplaisant exercice sur l'épaule de lady Crosse. « Je n'existais même pas pour eux! Pourquoi ne me demandaient-ils jamais rien au sujet de leur musique? Je vaux bien Carpenthwaite! » Bates posa le grog sur la table voisine. « Bonne nuit, Monsieur. » Sir Thomas prit le verre et but une gorgée de liquide qui lui brûla le gosier. Un frisson, sitôt après, le glaça. « J'ai la fièvre! » Sa tête lui apparut faiblement éclairée, dans une glace : elle était couleur de terre. Il s'assit de côté dans le fauteuil, pour ne plus la voir, et fixa ses regards sur le feu, jusqu'à en être ébloui. « Ce Carpenthwaite ne la quittait pas. Il connaît toujours tout ce qui est nouveau, disait Cynthia. Il est si prévenant, si attentif. Elle le tenait pour un homme plein d'idées originales. C'était elle qui l'invitait, le retenait. Je crois que cette femme aimait être malade. Elle est curieuse, même des maladies. Et cette curiosité devient, à son tour,

une maladie, un vice. » Carpenthwaite dansa dans le feu. « Pourquoi l'aimerait-elle? Pour sa figure? Basse, cette supposition. Pour les idées originales? Il avait le temps d'en former, bien sûr. C'est un amateur. Et moi, j'ai travaillé toute ma vie. » Il se revit au ministère, dans les salles de réunions, en voyage, à la bibliothèque du British Museum. « Cynthia m'aimait jadis parce que j'étais capable de devenir quelqu'un, de conquérir des places, d'écrire un livre sur Pinturicchio. Mais pendant que je devenais quelqu'un, que je conquérais des places, que j'écrivais un livre sur Pinturicchio, je ne m'occupais plus de Cynthia comme Carpenthwaite savait s'en occuper. » Le sentiment de son impuissance l'écœurait. « Tous nos actes, comme toutes nos idées, ont deux faces opposées. La vieille histoire de Sémélè se répète chez les femmes d'aujourd'hui : elles demandent un Dieu, avec tous ses attributs, et le Dieu les ennuie quand il ne les écrase pas... » Le grog était buvable maintenant; sir Thomas en avala une moitié, et se rapprocha du feu. Marrucine Asini... mots convenus, vieux de vingt ans. « Alors, nous avions un code qui n'était point fait pour le reste du monde. » Il tremblait de tous ses membres. « Cynthia aurait honte de s'en servir aujourd'hui entre nous; mais elle en découvre le secret à d'autres, qui s'en souviennent, en parlent, en rient. » Une flamme jaillit entre deux charbons. « Je ne suis plus l'ami de Cynthia, c'est Carpenthwaite son ami. » Pendant quelques instants il resta dans une immobilité si profonde, que même son sang lui parut avoir cessé de circuler. « L'ami? rien de plus? » Il chercha, ne vit rien : Cynthia, en tous cas, sauverait les apparences. « Elle ne serait pas lady Crosse sans cela. Mais le fond, quel est-il? » Sir Thomas ferma les yeux, fit un effort terrible pour exprimer de cette nuit une image claire. La lueur d'une lampe suspendue très haut coula sur un visage de cadavre. C'était la nuit de Thames Ditton, la nuit où Carpenthwaite avait embrassé Édith dans le jardin de Hill Street. Cynthia! Elle avait les yeux rouges, humides; elle avait pleuré, parce que sa fille et Carpenthwaite s'embrassaient. « Mon Dieu! fit sir Thomas. Son ami... elle a fait en sorte qu'Édith n'épousât point cet homme. Elle l'aimait. De quelle façon l'aimait-elle? »

Je sens parfois, ma très chère, portait la lettre qu'il écrivit cette même nuit à sa femme, *que nos longues séparations...*

Lady Crosse, depuis quinze ans, n'avait rien lu de pareil. Une émotion singulière la prit. Elle fit ses malles et quitta Cannes, le lendemain, pour Londres.

***

Souvent un accès d'amour suit les révoltes profondes de la pudeur. Nous n'y comprenons rien. Les mouvements qui se produisent, au rebours de tout ce que nous avions prévu, sont ceux de l'autruche ou de Gribouille. Mais qui nous dit que Gribouille et l'autruche ne soient pas soulagés?

De même sir Thomas : pour ne plus voir Cynthia, il la tiendrait étroitement embrassée. Il était un amputé qui demande à toucher sa jambe, la remet à sa place au bout du moignon, et s'endort en rêvant qu'il n'a rien perdu, ou que les deux morceaux se sont recollés. Au réveil, l'inquiétude, la fièvre, le faisaient claquer des dents.

Le dévouement de Cynthia l'étonnait, le touchait. D'anciens émois remontaient du fond de son âme et troublaient sa fatigue. Comme sa vie avait changé de sens, sir Thomas croyait son cœur changé. Un court-circuit l'empêchait d'y voir. Des vagues d'angoisse et de joie le traversaient. Au grief qu'il faisait à Cynthia de n'être pas morte de honte, succédait une phrase de gratitude navrante. Il se cabrait, se couchait. Les crises duraient peu, suivies de longues périodes d'affaissement.

Peu à peu, sir Thomas, malgré lui, concevait des monstres. « La fidélité souvent ne couvre qu'une profonde tromperie. Que coûte la trahison du corps, après cette longue trahison du cœur et de l'esprit, après ce muet divorce entre Cynthia et moi? Le mari, c'était Carpenthwaite; c'était Carpenthwaite son maître, puisqu'elle lui confiait ce qu'elle répugnait à me dire. Personne n'y changera rien, ni aucun certificat de bonne conduite. »

Il va sans dire que la grippe, la fièvre et la faiblesse peuvent seules être causes de pensées pareilles.

Étendu sur le canapé devant le bow-window, il contemplait, au delà du jardin maigre, sombre, noyé, du parterre boueux où les géraniums avaient pourri, le garage de lord Carneagle et le toit des Surtees-Dalrymple, plus solides, plus durables que les saisons et les femmes.

Ses forces, la maladie les avait prises pour les transfuser en Cynthia. Ce mystérieux équilibre, ce jeu d'écluses qui réglait, de son corps à l'autre corps, le flux d'une même vie, eussent suffi à lui faire sentir un irrémédiable et délicieux attachement. Cynthia n'était plus sèche. Cynthia n'était plus laide. A peine se souvenait-il de l'avoir vue si brillante et les joues si pleines; ses gestes avaient perdu leur raideur, ses lèvres leur vilain pli. Elle ne se plaignait plus. Traitement de Delbecque, ou séjour en Italie?

— Ne vous paraît-il point étrange, Cynthia, que je sois le malade ici? Tout va de travers.

Il avait cru qu'il saurait l'interroger. Ses bontés inattendues le baillonnaient. « Elle est riche, songeait-il, du plaisir qu'elle trouve ailleurs! » Puis il méprisa cette pensée. La vérité se déroberait toujours. A quoi bon la poursuivre?

Cynthia le voyait triste. Il niait, ayant dans sa jeunesse aimé Sylla qui voulait pour seul épithète : heureux.

Il ne la croyait ni tout à fait innocente, ni tout à fait coupable. De toutes les souffrances, la fin de cette incertitude eût été la plus terrible. Car Cynthia coupable, il ne pouvait lui pardonner; tandis qu'innocente, il ne pouvait s'absoudre. N'ayant ni la force ni le courage de tirer d'elle un aveu, il déguisait en générosité sa faiblesse et, sans cesser de maudire le silence auquel il s'imaginait condamné, pourtant il y prenait goût, comme à une drogue calmante.

« Ne pas être trompé. Bon. Et puis? Tout est tromperie. On raisonne trop... » Il aimait cette peine vague, cette sagesse, doux brouillards de l'âme. Son affection renaissante gagnait à chaque sacrifice muet. Mais parfois, il ne pouvait s'empêcher de feindre d'avoir tout appris, de n'être point dupe : ce qui, dans son esprit, engagerait Cynthia à lui rendre en confidences la menue monnaie de son pardon. Elle lui infligeait alors les déceptions les plus délicieuses. Ils se dévisageaient en souriant

comme des gens qui se sont passé des pièces fausses, et les acceptent.

« Je croyais, se disait sir Thomas, avoir mal employé mon temps. Ce dont j'usais mal, c'était Cynthia. Si nous n'avions pas tué le naturel entre nous, Grace n'eût jamais paru. » Les scrupules moraux, les conventions sociales, son éducation, son esprit, tout ce qui l'avait aidé à vivre pendant vingt ans, avant qu'il se résolût à chercher ailleurs, soutiendrait longtemps encore son vieil amour maladroit réveillé par la jalousie. Mais seuls, un Carpenthwaite, ou Grace, avaient su lui montrer ce qu'il eût dû faire de Cynthia. « Ne puis-je encore, se demandait-il, commencer avec elle une nouvelle vie, moins contrainte, moins éreintante, la vie de tout le monde? »

Elle devinait où il voulait en venir. Qu'il l'eût tant regrettée la flattait. Romanesque, elle eût imaginé ce vieil époux grimpant à sa fenêtre par une échelle de soie. Édith mariée, leur vie, bien sûr, tournait. Édith, lady Corrie : ce nom, excuse à bavardages, bannière d'hypocrites las et attendris, prétexte, paravent, on le déployait. Voici les derniers fourrés sourds, les dernières colonnes du silence; voici l'eau, les onguents, la clairière, et les vieilles cariatides du temple sans fronton, qui baissent enfin les bras; on en a pris la mesure.

Un samedi, après le déjeuner, Devereux téléphona : Carpenthwaite était revenu de Berlin.

— Mon vieux, — expliqua-t-il à sir Thomas, — il voulait aller au concert. J'ai eu beau lui répéter que la musique m'assomme, impossible de lui faire lâcher prise. Bref, j'ai trois places; et tout à l'heure, je viendrai chercher Cynthia.

Son chapeau sur la tête, déjà elle poussait sa main, doigt par doigt, dans un gant de peau havane. Que sir Thomas invitât Carpenthwaite, elle se moquerait peut-être de sa complaisance; qu'il refusât de le voir, elle l'accuserait tout haut d'injustice, tout bas de peur. Il s'était promis de ne témoigner ni empressement ni rancune. D'absurdes spectres l'entouraient, des questions mortelles lui remontaient aux lèvres : que faire?

— Pour nous du moins, — suggéra lady Crosse, — le mieux serait sans doute de ne rien changer.

Quelle candeur! Pourquoi Cynthia demandait-elle un avis, puisque, son chapeau sur la tête, elle était décidée à cette rencontre et que, dans un instant, Carpenthwaite serait avec elle, dans ce fumoir, là peut-être? Ne rien changer. Ainsi, la vie recommence, descend de cercle en cercle, et se dissout dans l'ombre bienfaisante.

— Qu'en pensez-vous?

— Je pense, — admit-il, — que vous avez raison.

Elle remuait un peu, boutonnait le gant de sa main gauche, s'avançait, lui administrait un suprême, un bienfaisant et horrible conseil.

— Savez-vous, Thomas, que si, dans l'avenir, vous étiez malade, ce serait encore Carpenthwaite qui vous soignerait le mieux. Il vous insuffle la vie...

De toutes les fibres de son corps, maintenant, il la comprenait. Les femmes, évidemment, veulent être aimées; qu'on les aime, elles se détachent encore. C'est que souvent elles veulent aussi — et, dans la seconde partie de leur existence, elles le veulent ardemment, passionnément — être amusées. « L'amusement, voilà une idée qui me manquait! » songeait sir Thomas. Elle s'emparait de lui, de l'édifice de ses cinquante années, et, bête à longues tentacules, bloc par bloc, le descellait. Sur son front, une longue et mince nudité, dos de main, paume, s'avance. Grace... tendre, fraîche et insuffisante petite Grace...

— Vous avez aujourd'hui beaucoup moins de fièvre, cher...

Il saisit le poignet de Cynthia, devina sous son pouce le jet nerveux du cœur, le tremblement interne de cette femme qui, les paupières battantes, attendait qu'on la prît; et, soudain, comme on sent l'approche du facteur, de la mort, du dégel, il sentit Carpenthwaite et Devereux s'arrêter dans Hill Street.

— Cynthia, vous allez mettre une fourrure pour sortir!

Ici reparaît la pudeur : rien ne ressemble plus à des maladresses que ses artifices. Ce fut cette minute, où l'automobile ronflait à la porte, où le vestibule s'emplissait de voix, où s'élevaient dans l'escalier, au tintement des baguettes de

cuivre, les pas de la femme de chambre en quête du manteau de fourrure, ce fut cette seconde où Cynthia finissait de boutonner ses gants, que sir Thomas choisit pour lui révéler qu'il ne l'avait jamais parfaitement comprise; sans doute, n'avait-il pas bien essayé; il devait lui demander pardon.

— Qu'est-ce que vous dites? — fit-elle suffoquée.

Un léger courant d'air soufflait du vestibule.

Très bas et très vite :

— De quoi voulez-vous que je vous excuse? Pourquoi me demandez-vous pardon?

Il eut un sourire enfantin, touchant.

— Je pense que c'est juste...

— Thomas, cher!

Elle en appelait de son acquittement au juge. Un peu de sang lui montait aux joues. Imperceptiblement :

— Un homme comme vous devrait savoir...

L'homme s'avançait, une folle lueur de bonté dans les yeux. Se retournant, elle vit Archibald Devereux, la porte ouverte, et, plus loin, effacé contre le porte-manteaux, ses beaux cheveux ondulés sur le front, l'éternel, le fascinant Carpenthwaite.

Déjà, insensiblement, elle glissait vers lui et, les yeux ailleurs, d'une voix monotone, triste, éteinte, lui reprochait d'avoir commencé, la veille, quelques heures après son retour à Londres, à la négliger.

Le froid du vestibule, par grandes bouffées, franchissait la porte, n'apportant à l'oreille de sir Thomas qu'un sombre murmure. Ces paroles, ou d'autres qui l'eussent rassuré, il ne devait jamais les entendre.

Que sa femme eût rompu le mariage de Hill Street, qu'elle eût — comme elle devait plus tard s'en vanter cruellement devant Carpenthwaite — triomphé d'Édith à Palerme, en interceptant, en tronquant toutes les lettres de Londres, sir Thomas, sans doute, n'était pas incapable de le concevoir. Mais que cette jalousie d'amitié qui l'avait fait séparer Carpenthwaite d'une rivale, que ces remous d'égoïsme et d'affection n'eussent jamais été le prétexte, le lieu d'une défaillance, à quoi bon le dire? Les serments, pour sir Thomas, n'avaient plus d'importance. Ce qu'il voyait du bow-window,

par-dessus les épaules du major Devereux, c'était ce que voient tous les hommes, ceux qui ne savent rien, ceux qui dévorent leur ignorance : le sourire bizarre de Cynthia, la gêne de Carpenthwaite, et, comme ces figures muettes qui sortent des grandes horloges-cathédrales, partageant d'un geste les jours, la femme de chambre, impassible derrière la fourrure ouverte.

— Chère, — cria-t-il, — au moins fermez bien votre manteau.

A travers le jardin, par-dessus les plaques de gazon et de terre, s'enfuyait en désordre la faune artificielle de son esprit. Enfoncé dans son fauteuil, son menton de Crosse tendu vers le mirage, comme le soir où, mourant de sécheresse, il était sorti au-devant de Grace, il voyait la Minerve trembler, le mur et le noyer se confondre, des chevelures claires descendre du ciel à travers la voûte des nuages et se perdre. Le sentiment de sa dissolution le hantait. Il prit un cigare : l'allumette flamba d'une flamme rouge qui, happée, se courba, se redressa, revint, et s'éteignit. Le havane brûlait; sa fumée montait à l'âme. Ouverte la porte, sur un vestibule vide : ainsi fuient les gens, au seuil des chambres, au bord des aveux, des trahisons, de l'amour, à la limite du cohérent et de l'inexplicable, des imaginations et du souvenir; ni en mer, ni sur terre, toujours le long des plages. « *Sylla felix*! » Il haussa les épaules. « Rien au monde n'est aussi simple », étendit une couverture sur ses genoux. « Pourvu que Cynthia n'aille pas se refroidir et retomber malade, avec ces deux hommes. J'aurais dû l'empêcher de sortir. » Les prolongements de ses pensées, des reflets, des hontes transparentes, flottaient entre lui et les rayons de livres, entre lui et le bonheur le plus simple, entre lui et Grace. « Pourquoi serais-je heureux? » se demandait-il. « Aujourd'hui, c'est absurde! » Il crut sentir une fraîcheur sur sa face, fruits, neiges, cris d'oiseaux; à ses lèvres remontaient les mots d'Oxford, de Cannes, de Cynthia, signes de sa jeunesse et de sa misère, question à jamais sans réponse : « Asinius Marrucinus, que deviens-tu, lorsque le vin te monte à la tête?... »

PIERRE FRÉDÉRIX

TABLEAUX DE PARIS

La naissance de l'Aéroplane. — A la même table, je voyais récemment réunis — c'était dans le cadre de l'Opéra, autour de cet escalier de marbre qui, sans doute, tout seul dans Paris, continue de donner l'impression « fête » — pendant le dîner devenu fameux des *Petits Lits Blancs*, — trois hommes Gabriel Voisin, Louis Blériot, Henri Farman. Un quatrième manquait : Santos-Dumont. A des titres divers, les premiers, ces quatre hommes ont donné au ciel de Paris, depuis les frères Montgolfier, un autre intérêt que celui qui semblait le seul qu'il pût offrir... Un azur intense où les nuages, fugitifs passagers de la nue, couraient sur Paris, précurseurs des averses, — et puis des aurores, des couchants, des crépuscules et les nuits — : c'était le ciel.

... C'était beaucoup. Mais, aujourd'hui, je me demande comment notre enfance ne souffrit point de ce silence, de ce vide du ciel, où jamais encore l'homme n'avait pu se diriger.

Un peu après vingt ans, je fis le « voyage » de Paris à Tours, en ballon libre, en compagnie d'un des aéronautes les plus célèbres, le comte Henry de la Vaux. C'était, précisément, le temps des grands essais, sur les pelouses de Bagatelle. Santos-Dumont conviait ses amis à le voir parfois quitter le sol et voler pendant quelques instants. Les dames portaient d'immenses chapeaux, des robes très longues; c'était juin. Elles étaient pareilles à des caravelles de mousseline et de tulle, avec leurs voiles. Alors, on ne voyait de ces modes que leur élégance. Car il est, en dépit des modes, des femmes, qui savent demeurer élégantes. Elles sont rares. On les compte — par siècles! Santos était petit, mince et léger. Il avait l'air d'un adolescent

qui fait de la bicyclette. Il souriait. Il était aimable. Les femmes paraissaient l'être également avec lui. Il demeurait aux Champs-Élysées, tout en haut d'un immeuble, qui alors était neuf. Il rêvait de s'envoler de ses propres fenêtres.

Il avait des émules... Les frères Voisin, Blériot, les frères Farman.

Vingt ans ont passé. Le soir des *Petits Lits Blancs*, la volonté d'un grand journaliste les avait réunis. Ils furent présentés aux sept mille personnes et davantage qui emplissaient la salle de l'Opéra. Ces trois précurseurs survivants de l'aéroplane, parurent en tête des as de l'aviation française de l'armée, de la marine et des grands raids à travers le monde.

Leurs cheveux sont mêlés de fils d'argent. Henri Farman est tout blanc. M. Blériot grisonne. Gabriel Voisin est celui qui semble demeuré le plus jeune. S'il faut attacher — et sans doute le faut-il, impérieusement, — quelque importance aux indices de la phrénologie, il a le profil de l'oiseau des grandes hauteurs. Un beau visage de nerveux, d'impulsif, de décision, de courage. Le regard de l'homme qui ne veut pas voir le danger et, plus même, de l'homme pour lequel le danger est une si grande jouissance, que bien des plaisirs lui deviennent ensuite d'une extrême fadeur, s'ils sont paisibles.

Ce soir, chez lui, dans sa maison de Boulogne, Gabriel Voisin se montre avec toute l'originalité de son caractère, dans cette sorte de villa qui regarde les arbres du Bois. Tout ici semble construit, aménagé, pour celui qui habite. Les pièces n'ont ni les proportions ni les formes habituelles. Le hall est d'une hauteur d'atelier de prises de vues, de forme irrégulière, avec, réunies au centre, quatre colonnes accouplées, hors de proportion avec ce qui a pour habitude de se faire à l'intérieur d'une maison. Elles semblent, se touchant presque pour ne laisser entre elles, à la base, qu'un petit rectangle de mosaïque dorée rempli d'eau, — elles semblent destinées à supporter une tour immense... Au contraire, le long de la cheminée, dans un renfoncement, le plafond est tout bas, à le toucher de la main, avec un divan à chaque extrémité, et le feu à portée du corps, comme un hôte sensuel et insinuant. Bientôt, après le dîner, c'est là que les invités se rassembleront, s'allongeront, attirés par cette

sorte d'antre plongé dans la pénombre des grands abat-jour de papier plissé.

Entre les colonnes babyloniennes, est pendu le modèle, la réplique en fils de métal, du premier, de l'un des premiers appareils de vol... Il est là, déjà ancien, dans sa forme et ses proportions, léger, arachnéen, — immense insecte des nuits tropicales — et un peu aussi pièce de musée.

Gabriel Voisin a écrit — non pas des mémoires ni des souvenirs, ni un volume ni même un livre. Ce serait lui déplaire, j'en suis certain, que de donner un nom de librairie aux pages qu'il vient de publier sur la *Naissance de l'Aéroplane*. C'est un relevé schématique — une feuille de température — de ce qui a été fait, mois par mois, année par année, aux premiers âges de l'aéroplane. On peut voir, avec le recul de plus de vingt années déjà, l'effort magnifique d'hommes tels que les frères Voisin et ce qu'on leur doit dans le passé, — à une époque, où, il faut bien le dire, la confiance n'existait pas.

Est-ce le roi Louis-Philippe qui avait dit que le chemin de fer serait *un amusement* pour les Parisiens? Longtemps, l'aéroplane fut moins encore.

Aujourd'hui, Gabriel Voisin s'est consacré à l'automobile. Il est bien un homme de ce temps, avec son activité, son air réfléchi et toujours comme déjà reparti plus loin, l'air de pouvoir, en smoking, s'installer au volant pour y passer la nuit ou s'allonger sous une voiture afin de s'assurer de ce qu'elle a dans le ventre, puis tenir tête, à table ou à son bureau, à des hommes d'affaires américains. Il possède le sens de la vie pratique, auquel se joint le goût de ce qui est nouveau et de ce qui vaut, en tant qu'œuvre d'art.

A terre, à peine surélevé au-dessus du sol par une marche, dans un angle de ce hall si particulier, devant les plis des grands rideaux qui couvrent les baies, le groupe du sculpteur Jeanniot : *A la gloire de Jean Goujon*, qui ornait l'entrée des jardins, devant le Pont Alexandre III, à l'Exposition des Arts Décoratifs de 1925. Les trois jeunes femmes, demi-nues ou drapées, évoquent Jean Goujon, mais aussi Botticelli, dans leur pierre polychromée, avec leurs lèvres légèrement carminées, leurs yeux pâlis, leurs cheveux aux reflets roux.

Celle qui forme le centre de la composition avance la main droite qui serre un oiseau. Il semble qu'on ait l'impression de l'oiseau vivant et tiède dans la main. M. Jeanniot stylise, il déforme pour créer une humanité à sa manière, comme le fit son maître, Jean Goujon. Le groupe plut à Gabriel Voisin, qui le fit apporter là, où il semble mêlé désormais à la vie quotidienne des hôtes.

Gabriel Voisin voulut que sa fille unique possédât un métier, qu'elle pût, dans un cas imprévu, et toujours à prévoir, gagner, comme on dit, sa vie. C'est encore un trait d'homme bien moderne... Mademoiselle Janine Voisin, qui n'a pas dix-huit ans encore, voulut la danse.

— Très bien, — répliqua le père. — Mais, alors, tu l'étudieras comme une véritable professionnelle!

Ainsi fut fait. Mademoiselle Voisin pourrait débuter à l'Opéra. Ce soir, elle va danser, pour les quelques amis réunis devant la cheminée et parmi lesquels se trouve madame Raymonde Heudebert, ce jeune peintre de talent, dont le ravissant visage évoque la figure centrale du groupe de Jeanniot.

En maillot, le tutu de mousseline blanche autour des hanches, les bras nus, la guimpe échancrée, les membres longs et fins, avec un grand air de jeunesse, une grâce incomparable, mademoiselle Voisin est entrée dans le hall en bondissant, comme autrefois Nijinsky... Puis, elle fait des pointes et tous ces gestes gracieux des bras que l'on enseigne aux ballerines. Dans le hall si haut, entre les quatre colonnes accouplées, géantes, et le groupe des trois déesses maniérées, auxquelles un invisible réflecteur prête une vie surnaturelle, la danseuse évolue, lance les bras en l'air, s'allonge encore dans sa sveltesse juvénile, sur les grandes ombres de la pièce déserte.

... Auprès du gramophone, Gabriel Voisin surveille tour à tour l'instrument et la danseuse, d'un air sérieux, le front barré d'un pli.

***

L'Exposition de la Bibliothèque Nationale. — *La Révolution.* Une révolution française véritablement présentée

à merveille pour l'éducation des jeunes individus et la gloire du régime, — une révolution sans les victimes! Monsieur Roland Marcel a du tact. Vous chercheriez en vain une tête coupée. Il n'est point question de femmes décapitées. Les horreurs ont été supprimées, — radicalement. C'est la mise en valeur, en beauté, des tribuns, des grands beaux parleurs enflammés. L'ardeur des journées brûlantes de ces grands étés qui allèrent de 89 à 95. Ce fut une période chaude. Nous en éprouvons le reflet sur le visage et les mains... Mais, à part le fameux tableau de David à la baignoire, la Révolution n'a véritablement l'air d'avoir fait qu'une seule victime : Marat.

J'ai pris, comme tout le monde, un plaisir extrême à cette visite. Elle commence par les fameuses gravures de Debucourt, qui nous montrent le Palais Royal, les *Galeries du Palais Royal* et *la Promenade Publique*, en 1789, pour terminer par la vue de quelques *merveilleuses*, — sur des gravures de moins bonne qualité, le long du *boulevart*, au temps de Barras. Ainsi, entre les femmes amplement juponnées, coiffées d'immenses chapeaux, — qui ne paraissent plus invraisemblables, lorsqu'on revoit au cinéma ce que portaient nos contemporaines à peu de temps de la guerre! — entre ces femmes si vêtues et celles du Directoire qui ne le sont plus du tout, la Révolution a tenu... Comme a tenu toute la guerre et les dix années suivantes, entre les femmes empanachées de 1913 et celles qui n'ont plus qu'une étroite et courte chemise pailletée, aux soirs de 1928...

Cette exposition est à la gloire de la Révolution. Une Révolution où les tribuns ont encore des jabots, de grands cols, des revers de soie et posent devant des sculpteurs en renom pour leurs bustes en terre cuite. La tête se porte beaucoup alors, en buste — ou autrement, n'évoquons ni le panier de Samson, ni les piques poissées de sang, puisque la Bibliothèque Nationale nous a donné une version refondue, une édition revue et corrigée de la Révolution — sans doute avec raison, pour mieux l'opposer à celle de la Russie.

On sort de la galerie Mazarine avec l'impression que la Révolution est une époque pendant laquelle on a beaucoup parlé, beaucoup chanté, beaucoup remué, énormément écrit, mais qui gardait une tenue excellente. C'est la Révolution-

idées, la Révolution-changement de régime, mais ce qui choquerait la vue, ce qui étrangle par la violence de l'odeur, ce qui fait vomir par l'abus des tripes répandues et des carotides tranchées, — inutilement disons-le bien! — par une populace qui ne réfléchissait guère, qui agissait sans but, en proie à quelques meneurs ignobles, — comme dans toute révolution, — tout cela s'est effacé, volatilisé.

C'est la Révolution « Serment du Jeu de Paume », la Révolution de la *Constituante*, cette grande laborieuse, encore chimérique et qui pensait autant à l'Humanité qu'à la France, — ce qui n'était pas très raisonnable et nous a conduits bien loin!... Mais, enfin, la *Constituante* avait quand même été formée par une sorte d'élite nationale...

C'est évidemment l'esprit de la Constituante qui, dans ses choix, guida M. Roland Marcel, dont l'intelligence et la mesure ne sont point pour nous surprendre.

Quelques visiteurs ont dit qu'ils trouvaient un abus de petites choses sur les murs de la longue salle des fêtes de M. Mazarin. Il faut réfléchir que la Révolution vivait au jour le jour et même au soir le matin... Les œuvres importantes y sont rares. On ne peut pas toujours exposer le *Serment du Jeu de Paume*! Il est déjà surprenant que Mirabeau, que l'abbé Barthélemy, que Le Pelletier de Saint-Fargeau, que le maire de Paris, Bailly, etc., aient trouvé les loisirs de poser pour Pajou, pour Houdon, pour Deseine, pour Philippe-Laurent Roland (le propre ancêtre de M. Roland Marcel), un sculpteur de grand talent, élève de Pajou, dont le Louvre possède différents bustes, entre autres celui de Suvée, peintre du roi, — qui fut décapité. — Pourquoi ne l'a-t-on pas apporté à la Bibliothèque Nationale?...

Il y a, dans les vitrines, des manuscrits et des autographes bien précieux. Mais, des enfants, trop jeunes encore pour y rien comprendre — et certaines dames, qui n'y comprendront jamais rien — s'y accoudent comme pour un repas. Il faut attendre qu'ils se soient éloignés. Alors, on peut apercevoir quelque chose. Par exemple, le manuscrit original des *Confessions*, de Jean-Jacques. Cela est un manuscrit! Non seulement pour la valeur, aujourd'hui universellement qualifiée de *marchande*, mais pour l'intérêt documentaire, psycholo-

gique... L'aspect de ces petites pages est impressionnant. Elles sont de la dimension ordinaire d'un roman, sans marges. Les lignes commencent tout en haut de la page, la remplissent dans toute sa largeur et jusqu'en bas. L'écriture est microscopique, régulière, sans presque de ratures et, malgré sa petite dimension, elle se lit avec une grande facilité. Le caractère de l'homme est là.

Les gravures de Debucourt, datées de 1789 — celle de Lecœur : la *Promenade dans les jardins du Palais Royal*, qu'on attribue souvent à Debucourt, — sont aussi infiniment révélatrices, non d'un caractère mais d'un temps. Nous sommes exactement à la veille de la prise de la Bastille. Qui croirait la crise approchant du paroxysme, devant le luxe inouï des femmes, la grâce des hommes habillés de satin blanc? Tout est rose et bleu céleste. Tout est gracieux, exubérant, voyant, surchargé, incommode à force d'élégance et d'extravagance dans le goût. Les hommes et les femmes n'ont presque plus rien d'humain. Ils ne sont préoccupés que de plaisir, ils sont bavards, coquets, galants. Mais, ils ne songent point qu'à la galanterie, ils ont des désirs immédiats, qu'il faut rapidement satisfaire. Ils courent se faire magnétiser au baquet de Mesmer. Ils demeurent ensuite à boire du café, du chocolat — du thé au rhum... Quelle hygiène déplorable! D'autres attendent, déjà, dans la coulisse, pour prendre leur place. A ce fleuve de satin, de plumes et de dentelles, il faut un autre fleuve, qui sera de boue et de sang...

Quel sang merveilleux, — celui de ces hommes que porte le souffle d'un peuple qui s'est émancipé! Il faudrait pouvoir regarder longuement les bustes. Ce sont ceux des grands ancêtres des politiciens d'aujourd'hui. Ils détruisaient la Royauté, mais avec des armes qu'elle-même avait forgées — et qui étaient encore splendides. Sous un meuble on a relégué un modèle lilliputien de la guillotine. J'entendis un couple d'Allemands s'enquérir auprès d'un gardien de l'endroit où on l'avait placé. Lorsqu'ils l'eurent regardé, ils s'éloignèrent sans avoir jeté les yeux sur rien d'autre. Une jeune Américaine leur succéda :

— Oh! — s'écria-t-elle, — jamais on ne me fera croire qu'on ait pu couper tant de têtes avec un si petit instrument!

C'est un temps que l'on se passionnerait à revivre. L'un des plus surprenants qui aient été. La galerie Mazarine de la Bibliothèque n'y suffit pas. Mais telle quelle, avec ses omissions — et toutes les heureuses dispositions et le goût de M. Roland-Marcel, — elle permet quelques évocations de choix, elle ranime, elle ressuscite des êtres qui ont plus que d'autres brûlé de la flamme de vie. Ils ont cessé d'être, en pleine force, remplis de rêves, de désirs et d'ambitions. Le sang qu'ils répandaient fut si chaud, qu'ils semblent avoir beaucoup plus que d'autres, gardé l'impulsion, le mouvement. Ils demeurent vivants, entre tant de morts qui les précédaient ou qui les suivent, — et dont l'Histoire n'est jamais que le tombeau.

***

Répétition. — L'après-midi est ensoleillé et puis, crac, aussitôt la porte de l'*Entrée des Artistes* franchie, la pénombre grise. Dans l'escalier, une ampoule luit au plafond du palier de l'entresol. Les êtres que l'on croise dans le foyer prennent un aspect fantomatique. Une porte de fer sépare des ténèbres de la salle, dans laquelle il faut avancer à tâtons. Sur la scène, un décor provisoire, non peint, blanchâtre, quelques meubles de raccroc, en attendant les définitifs. M. Émile Fabre est assis au cinquième rang d'orchestre, devant une sorte de table, à laquelle j'ai vu jadis M. Claretie, qui portait une calotte noire. M. Claretie était pâle, ivoirin; il gardait aux commissures des lèvres la petite contraction de quelque amertume indélébile, — pourtant il s'efforçait encore de sourire; il parlait bas, assez vite... Il donnait l'impression de se consumer à un travail épuisant...

M. Émile Fabre, qui est plus jeune, a pâli et blanchi lui-même. Il semble que le poste d'Administrateur Général de la Comédie-Française soit de ceux qui veulent avoir leur homme.

M. Émile Fabre a pensé remettre à la scène du Théâtre-Français, où elle n'avait pas été jouée depuis une dizaine d'années, la *Sapho*, d'Alphonse Daudet, qui est une pièce humaine, une de ces œuvres ayant franchi tous les caps et qui viennent aussitôt après *Manon Lescaut*, pour la durée de

leur influence sur le public. Manon a dix-huit ans. Sapho en a peut-être quarante. Elles tiennent dans la courbe de ces trente années qui sont données à l'homme — et aux femmes — pour aimer. Elles ne prennent guère de rides; en tout cas, il est facile de les atténuer aux reprises, car elles ne se forment que sur les personnages accessoires, non sur les deux protagonistes. Un jour viendra, où, comme pour *Manon*, il faudra jouer *Sapho* dans les costumes de l'époque à laquelle Daudet écrivit le roman; bientôt, — lorsqu'un demi-siècle complet sera révolu.

... A la répétition, il arrive fréquemment que tout cloche, comme aussi qu'une scène ou plusieurs mêmes soient jouées comme elles ne le seront que rarement par la suite.

Cet après-midi, devant la salle ténébreuse et les housses grises qui couvrent les fauteuils, les artistes jouent l'acte de la petite maison de campagne, celle où Sapho s'est retirée avec Jean Gaussin. Dans le désarroi d'une de ces répétitions qui approchent de la représentation devant le public, on essaie des effets de lumière, des éclairages de soleil, des robes nouvelles, des postiches de grimes, des tableaux, des sièges — ... et de nombreux accessoires font défaut.

M. Émile Fabre dit un mot, M. Lucien Daudet, qui a surveillé toutes les répétitions et apporté tous ses soins à la mise au point de l'œuvre paternelle, M. Lucien Daudet, dans son fauteuil, parmi les toiles qui recouvrent le parterre, suit le jeu des artistes avec une tension de tous les instants. Il fera ensuite ses observations. Entre le grand souvenir paternel, *l'Arlésienne*, *Jack*, *Sapho* et la vitalité prodigieuse de Léon Daudet, son frère aîné, la personnalité de M. Lucien Daudet, qui était marquée, originale, douloureuse, ardente, dut maintes fois, sinon s'effacer, du moins se contraindre. Sans doute, a-t-elle pris plus d'intensité à ce rôle difficile. Elle se maintient volontairement dans une réserve, dont la dignité ne doit pas effacer la valeur morale et intellectuelle. Marcel Proust rendait grand hommage à l'intelligence et à la valeur de Lucien Daudet, qui a publié des ouvrages où se révèle toute la diversité de ses dons.

Pendant que Sapho et Jean Gaussin jouent leurs scènes, madame Cécile Sorel y paraît dans le plus grand naturel,

avec la simplicité et l'ardeur qui anime cette combattive, jamais satisfaite, jamais rassasiée, jamais apaisée, qui veut faire mieux, faire davantage, faire autrement et plus, — toujours.

Si le public ne demandait pas aux artistes de lui chanter indéfiniment la même antienne, s'il ne les spécialisait, ne les étiquetait pas, — comme ce public, souvent, goûterait à des jouissances qu'il ignore! Quelle diversité d'expressions on trouverait chez un comédien, quelle imagination chez un auteur, un peintre, qu'on ne condamnerait pas à recommencer sans fin le même sujet!

Un jour qu'une certaine baronne Durand félicitait M. Maurice Donnay pour *la Douloureuse*, mais ajoutait : — « Pour moi, M. Donnay, vous serez toujours l'auteur d'*Amants*! », celui-ci répondit : — « Madame, pour moi vous serez toujours madame Durand! » On ne demande qu'un air, un morceau, un tableau, une pièce, un rôle à un artiste, lorsque le succès lui est venu. C'est bien dommage, pour ceux qui se contraignent à mériter honorablement la constance de la vogue.

Avec sa cigarette aux lèvres, ses narines frémissantes, ses cheveux rebelles et qui suivent les mouvements de la tête, son regard direct, ses sourcils froncés, madame Cécile Sorel joue ce rôle dans une forme de son talent qu'on lui laisse rarement l'occasion de montrer et qu'Henry Bataille avait mise en valeur dans *Poliche*.

L'entr'acte venu, les amis gagnent la loge du troisième étage, à l'angle de la place du Théâtre-Français. On ne se doute point de ce qu'une grande comédienne qui tient à sa réputation et qui débute dans un rôle, peut *monopoliser* autour d'elle de personnages accessoires, de fournisseurs, d'ouvrières, et combien elle se préoccupe des moindres détails... La scène est un miroir impitoyable. Tous les défauts s'y montrent à l'instant, grossis. Ce qui peut avoir été oublié même choque autant que ce qui n'est pas réussi... A l'acte suivant, celui d'Avignon, Sapho, qui s'en est allée tenter de reprendre Jean Gaussin, Sapho va pleurer. L'habilleuse lui tend un mouchoir bordé de dentelle.

L'artiste s'emporte :

— On ne pleure pas dans de la dentelle, voyons! — s'écrie-

t-elle... — Il faut aller m'acheter des mouchoirs... Un peu grands, vous entendez?... Un peu grands! Et assez fins!... Sapho doit avoir des mouchoirs assez fins... Ah! avec un ourlet à jour!...

Mais, pour dissimuler le mouchoir, il faut un petit sac quelconque; les robes d'à présent n'ont plus de poches... On en présente quelques-uns. Ils sont trop grands, trop petits... Il faudra passer chez Hermès!

Mais, voici la modiste armée de longs ciseaux. Que de progrès pour la simplicité des chapeaux de femmes! Le feutre est muni de larges bords, mais il n'est que de les couper à la taille requise... Encore un peu ... C'est comme pour un ongle qu'on rogne... La demoiselle s'applique, tandis que la patiente, — qu'on est en train de chausser, après lui avoir passé des bas plus sombres, se regarde dans le triple miroir.

— Assez... assez!... Laissez mon chapeau! Nous verrons après la répétition... Et madame Sorel ajoute : — Quand les femmes pleurent, elles n'aiment montrer leurs yeux qu'à ceux qui les font pleurer!...

***

Hernandez. — Au Pavillon de Marsan (*Musée des Arts Décoratifs*) un sculpteur espagnol, M. Hernandez, expose des ouvrages qui, pour le mérite du travail et des difficultés vaincues, sont parmi les plus surprenants qui se puissent voir.

M. Hernandez ne se soucie point des matières malléables. Il dédaigne la pierre même, comme trop facile. Ce qu'il aime, ce diable d'homme, sauvage et policé, que j'ai vu dans son froid atelier de la rive gauche, par un matin glacé, — ce qu'il aime, c'est se battre avec le granit le plus dur, le basalte des Égyptiens. Les œuvres terminées semblent porter déjà — avec quelle sérénité! — les quarante siècles qui ne leur pèseront guère, lorsque nos bien lointains et très étranges descendants les contempleront.

Les heures, les jours, les mois ne sauraient compter pour un homme qui ne travaille pas pour des contemporains, mais pour l'éternité. Qu'importe à M. Hernandez l'effort considérable d'amener un bloc, dans lequel l'outil peut à peine mordre,

à prendre la souplesse et la moelleuse consistance d'une aile! Ce sont les oiseaux des grandes hauteurs, le faucon, l'aigle, le gypaëte, qui attirent ce titan — et aussi les fauves. Il parvient à donner à la panthère la souplesse de sa démarche ente, prudente et feutrée. Il nous en fait sentir de la main tous les muscles... Dans l'atelier, ces pièces si importantes étaient un peu rapprochées. Aux Arts Décoratifs, elles ne prennent pas encore toute leur importance, car il faut l'isolement aux œuvres d'art. On n'imagine pas une tigresse au milieu d'oiseaux. Une seule sculpture de M. Hernandez emplit tout un atrium...

Le succès de cet artiste vient d'être très grand en Espagne et, d'ailleurs, partout où il expose. Il nous donne l'impression que nous sommes encore un peu les émules de ces maîtres de la forme, les Égyptiens. Ceux-là n'étaient pas encore abâtardis par ce commensal de l'art européen, depuis la Renaissance; — le goût, — puisqu'il faut l'appeler par son nom!... Le goût peut donner à notre œil, en effet, des plaisirs incomparables. Il faut bien compter avec lui, puisqu'il existe. Mais M. Degas disait, avec une mine bien dégoûtée, à un artiste qui se piquait de tous les raffinements : — « Le goût, Monsieur, le goût!... Mais, c'est la mort de l'art!... »

***

Ciné. — Des amis, dans le jugement de qui j'ai grande confiance, sont revenus de la Salle Marivaux plus enthousiastes que je ne les avais jamais vus. Ils m'ont évoqué des pèlerins miraculés. Avec le *Cirque*, Charlot leur semble n'avoir jamais atteint à plus de perfection, dans un métier incomparable déjà. Madame de Noailles est des plus enthousiastes. Elle retrouve le poète en Charlot. Et elle n'a point tort.

Je suis retourné voir le film une seconde fois, car je redoutais de m'être laissé influencer à la première séance... Mon impression ne s'est guère modifiée. Charlot est égal à lui-même. Mais la qualité de la photographie est mauvaise, grise, sans intensité, sans variations dans les éclairages; au point de vue tableau, artiste, *peinture*, comme progrès, comme perfection : rien.

Secondement : la médiocrité des protagonistes. Non seulement dans leur manière de jouer, mais encore dans leur absence de pittoresque. Le monde des clowns, les coulisses d'un cirque évoquent des êtres aériens ou déchus, des séraphins et des gnomes. On imagine ce que les Scandinaves ou les Allemands — et pourquoi pas peut-être aussi des Français? — eussent tiré de cet accompagnement au personnage principal. Ici, Charlot semble l'unique préoccupation du metteur en scène. Il l'est. Tout ce qui approche la vedette doit être sacrifié, on dirait presque invisible, en tous cas, sans consistance ni relief. La jeune personne même à laquelle est dévolu, si l'on ose dire, le rôle d'héroïne, ne compte pas, ou si peu! Visage insignifiant, toujours si mal éclairé, sans qu'il soit possible de discerner jamais si l'on se trouve au début ou à la fin du jour. Et puis, pour une danseuse, vêtue d'un maillot et d'un tutu, les jambes ont bien quelque importance! Celles qu'on nous montre méritaient moins.

Un cirque exerce sur l'esprit de la plupart des hommes une séduction que certains tentent vainement de goûter. Rien pourtant ne semble moins évolué. Le nouveau film de Charlot bénéficiera de cet attrait du cirque et de la vue de ses coulisses. Mais, que le cirque américain est peu pittoresque! L'ouvrage eût gagné à ce qu'on le tournât chez nous, où les forains ont conservé leur relief. L'esprit de Toulouse-Lautrec l'eût peut-être animé. Il ne faut pas aimer ou ne pas connaître Lautrec pour ne pas s'apercevoir que les coulisses de ce Cirque ressemblent à un mauvais décor de théâtre. Toute vie en est absente. On est là comme au milieu d'individus aussi incolores que dans un bureau de placement de corps de métiers divers, où l'on ne sait attribuer quelle profession aux figurants avec certitude.

Certes, tout le monde, peut voir ce film, — sans danger. Des enfants de quatre ans pourront y conduire leur nourrice. La pudeur n'y est pas offensée. Mais sommes-nous en 1928 ou en 1895? On comprend que le propriétaire d'un pareil cirque fasse de mauvaises affaires.

— Mais tout cela est voulu! — me crie-t-on — car j'entends tout le monde crier, lorsqu'on parle de Charlot et du *Cirque*. ...Tout cela est volontaire, tout ce qui vous

paraît faiblesse n'est que la preuve d'une mise au point plus exquise!

— Alors, la photographie couleur d'imprimerie, ce gris sans relief?

— Voulu, vous dis-je, sublime... Sublime!

Et nous devons entendre parler de la poésie, de la philosophie de Charlot, de la mélancolie de Charlot, de la tragédie-Charlot, du drame-Charlot, qui se joue dans le cœur de cet homme... « qui ne sait plus s'il va pouvoir faire rire encore plusieurs milliards d'êtres humains! » (*sic*), etc.

Eh! bien, s'il ne peut plus nous faire rire, qu'il nous fasse pleurer. Nous ne demandons pas mieux. Que certains admirateurs sont dangereux pour le talent d'un homme!... Tout de même ces *milliards* d'hommes vivraient encore sans Charlot.

J'avoue que cette face de plus en plus pâle, immobile, qui ne semble jamais qu'effleurer une expression, finit par m'agacer, comme certains visages de primitifs, qu'on admire mais qu'on n'embrasserait pas. Ils doivent avoir les lèvres froides. Charlot, c'est un de ces saints de cire qui font *relique*, sous les autels. Son « *divin* » frise le musée de cire. Et puis, ce pantalon trop large et trop court, ce veston, ce chapeau, cette canne, ces souliers, nous les avons assez vus! On compare Charlie Chaplin à l'Arlequin de la Comédie Italienne, qui ne changeait pas. Mais, aujourd'hui, les comédies d'Arlequin pourrions-nous les suivre longtemps?

Je me demande, tout à coup, comment se faire une idée du goût du public au cinéma, lorsqu'on voit *Ben-Hur* se jouer depuis un an, et le *Cirque*, qui est exactement à l'inverse, rencontrer une faveur qui dépasse tous les succès précédents?

... Mon Dieu, je sais bien que le contraire de tout ce que je viens de dire pourrait être prouvé et que madame de Noailles a raison — parce que, d'abord, quelques grands poètes ont toujours eu raison — lorsqu'elle dit au reporter de l'*Intransigeant* que Charlot possède « un don indéfinissable de stoïcisme et de bonté... »

Mais, pourquoi veut-on faire de cet artiste de cinéma autre chose qu'un artiste de cinéma?... Le Saint-Charles Borromée de l'écran. N'ai-je pas entendu dire, — je donne

ma parole! — que si les Alliés résistèrent pendant la guerre, si le moral avait *tenu*, c'est à cause des films où l'on voyait Charlot?...

Cependant, les populations des pays envahis, qui vécurent dans les caves n'avaient pas de cinéma, pas de Charlot... Il ne faudrait pas exagérer..., tout de même!

***

AUTRE FILM — DONT ON PARLE MOINS : *La Tragédie de la Rue*, aux *Ursulines*, avec l'artiste danoise Asta Nielsen. Nous l'avions déjà vue dans la *Rue sans joie*. C'est une merveilleuse actrice de l'écran, une femme qui n'est plus toute jeune, qui n'est pas très belle et qui possède le pouvoir d'évoquer les minutes heureuses, de créer l'angoisse, d'animer l'atmosphère autour de soi, d'y répandre des fluides par un regard, un froncement des sourcils, un tressaillement de la chair aux commissures des lèvres... Cette actrice est un poète, elle aussi, une fille de Baudelaire. Elle évoque à la fois Réjane et Berthe Bady. C'est une créature vivante, inquiète, malheureuse, damnée; elle est comme le symbole d'une force de la nature.

Avec son blanc visage, Charlot finit par devenir une sorte d'entité. Asta Nielsen ne cesse point de vivre.

Et puis, ce film est d'une matière photographique, si l'on peut dire, infiniment plaisante aux yeux. Il y a là des ombres chargées de mystère, une tonalité d'eau-forte, qui ajoute on ne sait quelle puissance immatérielle à l'atmosphère qui environne les individus.

Chaque figurant fut choisi pour le rôle qu'il remplit. Ce ne sont point des acteurs passe-partout. Ils ne sont pas camouflés.

Charlot nous charme par un air d'inconscience, une grâce funambulesque, un art de tomber par terre et de se relever, d'avancer, à pas lourds qui ne semblent pas appuyer sur le sol. C'est un fantaisiste parfait. Mais il y a des drames qui deviennent humains et dont les interprètes, sans paraître renoncer à leur aspect réaliste, savent exprimer des sentiments éternels ayant les racines mêmes de la vie...

Asta Nielsen est de ceux-là. Mais qu'elle reste en Europe!

Qu'elle ne fasse pas comme sa compatriote, Greta Garbo, qui jouait elle aussi dans *la Rue sans joie* et que Los Angeles vint cueillir aux studios allemands. Je l'ai vue récemment, en province, dans un film tourné en Amérique. On ne retrouve plus en elle une seule des qualités qui nous avaient séduites. Les Américains opèrent dans des halls immenses, éclairés par des constellations de phares électriques. Les Allemands, eux, donnent l'impression de travailler dans des coins remplis d'ombre épaisse, que traversent soudain, comme la lampe d'un détective, des projecteurs impitoyables.

Greta Garbo, a d'ailleurs déclaré dans une interview, qu'elle voulait revenir en Europe, pour ne point perdre toutes ses qualités en Amérique.

Après avoir vu Charlot dans le *Cirque* et Douglas Fairbanks dans le *Gaucho*, il faut aller aux *Ursulines*, voir la *Tragédie de la Rue*, avec Asta Nielsen. Il ne semble pas qu'on ait dépensé des millions... Mais il est bien difficile de n'être pas ému et de ne pas conserver de ce spectacle une sorte de hantise, animée par ce visage de femme, par cette nuque même, si adroitement alourdie. Et, dans sa vulgarité de prostituée, l'élégance de cette créature, triste et de grande race demeure ineffaçable.

ALBERT FLAMENT

LE MOUVEMENT DRAMATIQUE

La Comédie-Française a repris *Turcaret*. Cette pièce célèbre fut, en 1709, une pièce d'actualité. L'opinion était très montée contre les traitants. Les impôts étaient lourds et encore alourdis par les exactions de ces intermédiaires. Aujourd'hui, au moins, nous avons la satisfaction de n'être dépouillés que par l'État, et non par les percepteurs. Nous payons autant ou davantage, mais notre argent n'est pas intercepté au passage et entre bien dans les caisses publiques. Celles de Louis XIV étaient vides, et pour les remplir un peu il recevait à Marly un Samuel Bernard, à qui d'ailleurs ce que Saint-Simon appelle cette « prostitution du roi » coûta onze millions. Si le roi se prostituait, ce n'était pas encore à bas prix. Pourquoi vendait-il sa faveur aux traitants au lieu de leur faire rendre gorge comme jadis à Fouquet? Et pourquoi y avait-il des traitants, au lieu d'honnêtes commis, comme ceux d'à présent, qui ne nous grugent qu'au profit du Trésor? Ce n'est pas mon affaire de le rechercher, n'étant pas historien. Il suffit à mon propos de noter qu'en écrivant *Turcaret*, Le Sage plaisait du même coup au peuple et à la Cour. La pièce dut être jouée par ordre. Les comédiens hésitaient, craignant la rancune des financiers, et fondant peut-être quelques espérances sur leur protection. La ferme générale offrit, paraît-il, cent mille francs à Le Sage pour qu'il retirât sa pièce! Mais c'était une tête de Breton, et qui préférait la gloire. Supprimer une œuvre que l'auteur croit un chef-d'œuvre! C'est à quoi il ne consentira jamais. Dans ces conditions, tout véritable homme de lettres est incorruptible. Mais après avoir joué *Turcaret* (il le fallait bien sous peine du Fort-

l'Évêque) les comédiens s'arrangèrent pour le rayer de l'affiche sous quelque prétexte, le plus tôt possible. La ferme avait plus facilement trouvé des complaisances dans le Comité, et sous tous les régimes les administrations ont su éluder dans une certaine mesure les volontés du pouvoir. *Turcaret* n'eut donc en 1709 que sept représentations, ce qui du reste était honorable à cette époque, et bien que les traitants n'eussent rien négligé pour en détourner le public. Mais le succès grandit considérablement aux reprises de 1730 et 1731. Depuis lors, *Turcaret* a fait partie de ce qu'on pourrait appeler la réserve ou le second ban du répertoire, c'est-à-dire de ces pièces classées, entrées dans l'histoire de la littérature, qu'on ne joue pas couramment, mais qui reparaissent de loin en loin et ne sont jamais définitivement mises en réforme.

Il faut bien avouer pourtant que, si cela se lit encore avec plaisir, grâce à l'aisance et à la finesse du dialogue, l'impression aux chandelles est un peu froide. Eugène Lintilhac, dans son livre sur *Le Sage* (collection des Grands Écrivains), a écrit, en parlant de *Turcaret*, le grand mot de génie, et J.-J. Weiss, dans une leçon sur la *Comédie en France*, n'a pas craint de dire : « Est-ce trop s'avancer de supposer que l'auteur de *Gil Blas* aurait pu être lui-même Molière, si la première disgrâce de sa vie n'eût été de naître trop tard? » (*Essais de littérature francaise.*) Mais oui! Weiss et Lintilhac s'avancent beaucoup trop. Le Sage était peut-être surtout romancier. En tout cas, comme auteur comique, il n'était pas de la grande école et a bien fait de s'établir plutôt fournisseur du Théâtre de la Foire. Il y a plus de force et de relief scénique dans la moindre scène de Molière que dans tout *Turcaret* : par exemple dans les épisodes du *Bourgeois gentilhomme* et de la *Comtesse d'Escarbagnas* dont manifestement ce *Turcaret* s'inspire. D'autre part, Le Sage est dépassé de beaucoup, sur des thèmes analogues, par Balzac dans *Mercadet*, par Becque dans les *Corbeaux* et par Mirbeau dans les *Affaires sont les affaires*. Le Sage a de l'esprit, mais il manque de puissance.

Je ne crois pas, avec Sarcey et Brunetière, que *Turcaret* pèche par absence d'intérêt, de curiosité ou de personnage sympathique. L'intrigue me semble très suffisante : il y en a bien autant que dans Molière. Quant aux personnages

sympathiques, on en connaît de deux sortes : les raisonneurs, chargés de venger la raison et le bon droit, par d'éloquentes tirades et sans participer directement à l'action, puis ceux qui y sont engagés à fond et qui, persécutés par les méchants, doivent nous attendrir d'abord, et finalement triompher. Le sujet de Le Sage ne comportait ni parabase, la cause étant assez claire par elle-même, ni appel au pathétique, parce qu'il ne composait pas un drame, mais une comédie de mœurs. C'est en fonction de principes unanimement professés par les honnêtes gens, et qui gagnent donc à rester sous-entendus, que tout ce personnel est odieux. En outre, il est surtout ridicule, et je veux bien qu'ainsi Le Sage ait un peu étroitement limité son dessein, mais il faut poser autrement la question. Étant donné la pièce qu'il a faite, il n'a sur le point en litige commis aucune faute, puisque son intention morale ne prête à aucun doute et que tout le monde s'intéresse et prend parti pour la probité, dont l'idée implicite et présente domine et éclaire tout. On n'a donc rien à dire de ce chef contre la pièce, et il est vrai seulement que Le Sage aurait pu en faire une autre.

Nous ne voyons pas les victimes de Turcaret, comme nous voyons celles des *Corbeaux*, qui nous émeuvent profondément sans que Becque ait échappé davantage au grief d'être constamment âpre et noir. Au fond, les grands partisans du personnage dit sympathique détestent toute vérité de peinture et se réclament du vaudeville ou de la berquinade. Mais Becque, dramaturge nettement supérieur à Lesage, nous a montré ses corbeaux dans l'exercice de leur cannibalesque activité. Nous voyons les pauvres êtres encerclés et dévorés par les horribles oiseaux de proie. Au contraire, Le Sage nous dit que Turcaret est un grand rapace, mais ne nous exhibe aucune de ses opérations, ne lui fait couper aucune bourse, détrousser aucune diligence ni jeter aucune famille sur la paille, devant nos yeux. Il y a tout juste une exception : la scène de M. Rafle, ce subalterne qu'il emploie à quelques menues entreprises d'usure et de prêt sur gages. Elle est courte et assez terne. C'est peu.

Tout au contraire, d'un bout à l'autre de ces cinq actes, le terrible forban Turcaret se mue en jobard et en poire molle.

C'est lui que dépouille méthodiquement une bande d'escrocs, une baronne ou soi-disant telle, dont il est amoureux, comme M. Jourdain, de la marquise Dorimène, le chevalier, parent du Dorante de Molière, et à qui la baronne ne refuse rien, plus le Frontin et la Lisette classiques, qui écument tout ce qui passe à leur portée. « A combien l'amour revient aux vieillards » : c'est le titre d'un chapitre de Balzac. Celui de *Turcaret* pourrait être : « A combien l'amour revient aux financiers ». D'ailleurs, Le Sage n'explique pas si Turcaret cède à une vraie passion, ou seulement à la vanité, ou, comme on dit maintenant, au snobisme, et s'il se montrerait aussi généreux pour une plébéienne avouée. « J'admire le train de la vie humaine, dit Frontin. Nous plumons une coquette, la coquette mange un homme d'affaires, l'homme d'affaire en pille d'autres : cela fait un ricochet de fourberies le plus plaisant du monde. » Et cette drôlerie semble presque avoir suffi à Le Sage, plus amateur de farces, de parades et de clowneries scéniques, au fond, que véritable psychologue ou moraliste.

Mais il y a des chances plus heureuses que méritées, et il arrive qu'un esprit un peu superficiel atteigne à la profondeur sans le savoir. Il m'apparaît que Le Sage a eu ici cette bonne fortune. On a bien souvent remarqué pour s'en étonner l'énorme jocrisserie de Turcaret, parfait imbécile sur toute la ligne, et non pas seulement en amour, où il y a des circonstances atténuantes. L'homme le plus fin peut devenir idiot quand il est sincèrement épris, mais il retrouve la disposition de ses facultés dès que son idole n'intervient plus. Turcaret ne dit que des niaiseries en toute occasion, pendant toute la pièce. C'est un queue rouge.

Il est encore plus borné que M. Jourdain, lequel avait tout bonnement pris la suite de son père dans un commerce facile et allant tout seul. Fils d'un maréchal-ferrant, ayant débuté dans la vie comme laquais, on se demande comment Turcaret a pu se pousser et s'enrichir dans la finance. On croit généralement que la canaillerie ne pourvoit pas à tout dans cette carrière, qui serait encore bien plus encombrée, car les bonnes volontés ne manquent pas. On s'imagine qu'à l'absence de scrupules il faut y joindre une certaine intelligence. Or Tur-

caret lui-même déclare : « Un bel esprit n'est pas nécessaire pour faire son chemin. Hors moi et deux ou trois autres, il n'y a parmi nous que des génies assez communs. Il suffit d'un certain usage, d'une routine, que l'on ne manque guère d'attraper... » Heureusement, cela ne se sait pas. Trop de gens restent honorables parce qu'ils sont modestes et ne se croient pas aptes à réussir comme fripons. Mais Le Sage, qu'on n'en croira pas, n'en est pas moins dans le vrai. Cette roublardise spéciale n'exige que la vilenie morale, non la valeur intellectuelle. Rappelez-vous l'interrogatoire de Thérèse Humbert, à la suite duquel Emmanuel Arène écrivait dans une spirituelle chronique : « On ne distingue pas encore le roman, mais on voit déjà la portière ». Dans notre pièce, la baronne apparaît aussi jobarde que sa dupe, tout en disant que Turcaret l'est trop et que l'on commence à le plaindre. Seul le valet Frontin semble un peu moins stupide, mais ce n'est qu'une apparence. Dans son mot de la fin, lorsqu'il annonce à Lisette qu'il a volé quarante mille francs : « Nous allons faire souche d'honnêtes gens », l'ironie appartient à Le Sage, et Frontin parle sans doute très sérieusement. Et c'est bien plus drôle ainsi. En définitive, cette comédie est un réjouissant tableau de la sottise humaine, laquelle ne s'étale jamais mieux que dans cette bassesse sans vergogne, alors qu'il y a tant de choses ici bas infiniment plus attrayantes que l'argent mal acquis. Mais il faut être capable de les comprendre. En définitive, Le Sage professe une morale intellectualiste, comme Socrate. J'avoue que Socrate en avait mieux conscience et s'en expliquait plus nettement.

Excellente interprétation. M. Bernard est un Turcaret admirable; madame Dussane, une remarquable madame Turcaret; et mademoiselle Tania Fédor, une piquante baronne.

La retraite de madame Marie Leconte a été une grande perte pour la maison. Je crois bien qu'elle n'avait jamais été doublée dans *Primerose*, qui fut une de ses plus brillantes créations et qui n'a jamais quitté l'affiche depuis 1911. La charmante comédie de Robert de Flers et Gaston de Caillavet a maintenant pour principale interprète une des plus jeunes sociétaires, mademoiselle Marie Bell, qui s'y est révélée aussi exquise que sa devancière et n'a pas été moins fêtée.

Le Gymnase a repris avec un éclatant succès le *Secret*, dont la première, aux Bouffes, date de 1913. C'est une des meilleures pièces de M. Henry Bernstein. Elle n'a pas vieilli d'une ligne, et fait autant d'effet qu'au premier jour. Tout Paris va de nouveau s'y porter en foule.

Je suis sensible, comme tout le monde, à la maîtrise du puissant dramaturge. Mais j'avoue que ce *Secret* en reste un pour moi. Qu'est-ce que c'est que cette Gabrielle Jannelot? Je ne la comprends pas. Elle s'amuse à faire du mal sans aucun intérêt, simplement pour le plaisir. Elle a, par ses machinations, brouillé son mari avec la sœur d'icelui, ce qui à vrai dire est un fait assez banal. Beaucoup de femmes ordinaires détestent leur belle-famille, qui le leur rend bien, et s'efforcent d'éloigner les vieux amis de leur époux. C'est pour mieux le dominer et régner sur lui sans partage. Jalousie et ambition : ce n'est pas très joli, mais c'est très fréquent et cela n'a rien de mystérieux. Gabrielle s'acharne sur son amie intime Henriette Hozleur. Celle-ci, veuve ou divorcée, était la maîtresse de Charlie Ponta-Tulli, qui l'adorait et voulait l'épouser. Gabrielle a persuadé à Henriette que Charlie la menait en bateau et ne la mènerait jamais à l'autel sous aucun prétexte. Mortellement offensée, Henriette a congédié Charlie, qui en a profondément souffert, mais n'a trouvé aucun moyen de se disculper, et cela me paraît un peu étrange. Les amants ont coutume de s'expliquer directement, tête à tête, et de ne pas s'en rapporter à des intermédiaires. Rien n'était plus facile à Charlie que de prouver sa sincérité, en offrant d'aller tout de suite chez le notaire et à la mairie pour faire publier les bans. Mais passons. Quelque temps après, Charlie étant liquidé, Henriette convole avec Denis le Guenn. Ils s'aiment, ils sont heureux. Gabrielle n'a pu empêcher leur mariage. Elle a bien essayé de le faire rater, en conseillant à Henriette d'avouer à Denis son ancienne liaison avec Charlie. Elle a découvert que Denis était un jaloux, et cette révélation l'aurait, paraît-il, mis en fuite. Nous observons que cette féroce jalousie du passé est un sentiment connu sans doute, celui dont souffre le Dechartre du *Lys rouge*, mais que si Denis y est accessible à ce point, Henriette commet une grave imprudence en lui dissimulant

un épisode de sa vie qu'il risquera fort de découvrir un jour, même sans intervention de Gabrielle, et qu'il aura d'autant plus de peine à pardonner qu'Henriette lui en aura fait mystère. Passons encore. A Deauville, Gabrielle et son mari Constant sont en villégiature chez une parente, qui a invité non seulement les nouveaux mariés Henriette et Denis, mais Charlie, l'ancien amant éconduit par fraude. Est-ce une gaffe? Non. La bonne vieille tante n'a invité Charlie, très innocemment, que sur la demande machiavélique de Gabrielle. Voilà une bonne vieille qui n'est guère au courant des potins. Et comment peut-elle croire qu'on ne saura jamais qu'elle a Gabrielle, conseillé cette dangereuse invitation? Elle me paraît un peu bête.

Ce qu'elle a prévu et souhaité arrive. La poudrière où elle a jeté une torche fait explosion. Je veux dire que Charlie a un revenez-y pour son ancienne maîtresse et entame un flirt pressant; que Denis, le mari jaloux, s'en aperçoit et s'agite; qu'Henriette est au supplice; et que la vérité sur la fameuse liaison d'Henriette et de Charlie finit par éclater comme une bombe. Denis fait du drame; le bonheur d'Henriette est détruit. C'est ce que voulait Gabrielle. Mais pourquoi? Elle est naturellement pincée. C'était fatal. Alors elle s'explique, mais je ne conçois rien à ses explications. Elle n'avait aucun grief contre Henriette, et n'en était pas jalouse. Elle avait même de l'amitié pour cette gentille camarade, et l'a soignée avec dévouement dans une grave maladie. Mais quand elle la voit heureuse, c'est plus fort qu'elle : il faut qu'elle lui fasse du mal, même au péril de s'en faire à elle-même. Gabrielle est atteinte d'une espèce de sadisme et de satanisme.

Dans un article qu'il a publié au *Journal*, M. Henry Bernstein convient que le cas de sa Gabrielle ne ressemble pas à celui d'Iago, ni d'Hedda Gabler, qui sont intelligibles. C'est démodé. Depuis que le dostoïevskisme sévit en Occident, il faut créer des personnages convulsés par des passions anormales, morbides ou surnaturelles. M. Henry Bernstein parle, dans cet article, de « l'étrange force destructive que les chrétiens ont toujours signalée comme la force de l'Enfer ». Il nous invite à interroger « les psychiâtres ou les confesseurs ». Donc Gabrielle est une possédée ou une névropathe, d'après l'auteur, et non pas

un monstre exceptionnel, mais un type humain assez courant. « Surtout, descendez en vous-même », conclut M. Henry Bernstein. Eh bien! j'ai beau y descendre de mon mieux, je n'y découvre rien d'analogue. Je ne crois pas aux démoniaques, ni même aux malades de cette espèce, dont la prétendue maladie me semble pure simulation. Gabrielle paraissait parfaitement normale, avant la découverte du fameux secret. Nulle trace en elle de diablerie ni seulement de névrose. Savez-vous à quoi elle me fait penser, avec sa manie de faire du grabuge par amour de l'art? A quelque concierge potinant sur les locataires jusqu'à mettre la maison sens dessus dessous, pour se distraire, parce qu'elle n'a pas d'autres distractions ou que celle-là convient le mieux à son niveau intellectuel. Et je n'oublie pas les rédacteurs de lettres anonymes. Oh! tout cela existe, et je ne prétends pas que l'héroïne de M. Bernstein soit imaginaire. Mais elle réalise selon moi un simple type d'infinie bêtise, car il faut être vraiment bas de plafond pour ne s'intéresser qu'à de pareilles choses. Qu'est-ce que cela peut bien faire à un être intelligent que le torchon brûle ou ne brûle pas dans le ménage voisin? Si elle était moins sotte, Gabrielle trouverait même les relations plus agréables avec un couple heureux et par conséquent gai. Quoi de plus assommant, excepté pour madame Gibou, que les scènes domestiques? Encore une fois, je reconnais l'existence de madame Gibou, même habillée parfois en femme du monde, mais ce que je ne comprends pas, c'est cette Gabrielle présentée par l'auteur comme une pathétique héroïne de tragédie, non comme une mégère simplement grotesque. Dostoïevsky accapare un personnel qui appartient de droit à Courteline.

Une femme si insupportable, on s'en débarrasse au plus vite, si l'on peut. Prise en flagrant délit, Gabrielle devrait être matée. Eh bien! Henriette lui pardonne tout de suite, et Constant se penche sur « sa pauvre femme » avec une pitié russe. Plus elle est stupide et vile ou criminelle, plus elle attendrit ce mari slavisé. Et l'auteur voudrait nous associer à ce petit culte de la souffrance humaine. J'avoue que je résiste et que tout cela ne me paraît ni clair, ni sain, ni intéressant. Faut-il avoir l'intellect désœuvré pour donner dans

ces tortillages moscovites! Je n'en fais pas un reproche particulier à M. Henry Bernstein, qui a suivi la mode. Mais je voudrais bien que cette mode, importée du pays des pogroms et du bolchevisme, ne durât pas trop longtemps.

La pièce n'en est pas moins merveilleuse en soi, et jouée à miracle par mesdames Simone et Gaby Morlay, MM. Pierre Blanchar, Vargas et Charles Boyer.

Celle de M. Lucien Descaves, *Les Fruits de l'amour*, est allée aux nues le soir de la répétition générale et poursuit une triomphante carrière au Théâtre des Arts. Elle fait moins penser à Dostoïevski qu'à Brieux. J'aime autant cela. Soyez bons pour les filles-mères! nous dit M. Lucien Descaves. Il a raison, et cela vaut mieux que de s'extasier sur la crapule ou l'idiotie. Les clientes de l'asile fondé par madame de Bienne, où nous introduit M. Lucien Descaves, n'ont fait de mal à personne, excepté à elles-mêmes. L'humanité, et le souci de la repopulation, commandent de les traiter avec douceur. Nous sommes d'accord.

Dans cet asile, attendant leur délivrance, se trouvent mademoiselle Antoinette Ribaudier, dix-sept ans, fille d'un riche bourgeois qui ignore son état; et une dactylographe de vingt-trois ans, mise dans ce même état par son patron, lequel n'est autre que le père d'Antoinette. Et cette dactylo informe, par vengeance, ce père qui arrive en trombe à l'asile, avec des injures pour sa misérable fille et les infirmières qui l'ont séquestrée. Madame de Bienne lui ferme la bouche, en lui présentant sa victime. Excellente situation de théâtre! On s'y réjouit toujours d'une bonne nasarde sur un mufle.

Observons pourtant que la conduite du père ne justifie pas celle de sa fille, et qu'il n'y a point parité entière entre le cas de Jeanne et celui d'Antoinette. Cette dernière a pour circonstances atténuantes son extrême jeunesse et l'incurie de sa mère qui l'a mal surveillée. Cependant elle est bien nigaude d'avoir cédé si facilement à un rat d'hôtel, et sa faute est particulièrement nuisible, antisociale, en ruinant d'avance le foyer normal qu'elle était appelée à fonder. Jeanne, la dactylo, à vingt-trois ans, a dû savoir ce qu'elle faisait et préférer délibérément la galanterie à la vie

régulière. Ménagères ou courtisanes! disait Proudhon. Il y a toujours eu des unes et des autres. La morale en gémit, mais ne peut l'empêcher. En tout cas, Ribaudier père n'a pas pris Jeanne en traître, et le principal tort de cet homme a été de ne pas bien faire les choses. Il ne pouvait épouser Jeanne, puisqu'il est marié et qu'elle le savait. Il aurait dû assumer les soins et les frais nécessaires, au lieu d'abandonner la jeune femme et le futur enfant, avec une somme dérisoire. Voilà tout. Il n'en garde pas moins le droit d'être désolé et furieux de la faute d'Antoinette.

Et au troisième acte, celle-ci le prend d'un peu trop haut. Non seulement elle refuse un mariage réparateur, parce que son cœur n'a pas parlé (soit! bien que ce petit cœur ne parle pas toujours fort à propos), mais elle prétend « vivre sa vie » et c'est tout juste si elle ne réclame pas un prix Montyon. Nous voulons bien ne la point lapider, mais l'apothéose est de trop. Après tout, cette petite oie qui n'est plus blanche s'est galvaudée, et le mariage avec fleur d'oranger conserve toute sa valeur. Je crains que M. Lucien Descaves ne donne un peu dans l'utopie. Mais quelle excellente pièce, émouvante et constamment scénique! Mesdames Grumbach, Mad. Carlier, Renée Ludger et M. Arquillière y ont été très applaudis.

A la Petite Scène, deux proverbes qui portent le même titre : *On ne saurait penser à tout.* L'un, de Musset, imitant de près Carmontelle; l'autre, de madame Gérard d'Houville, plus original et pleinement délicieux. Mais on a pu le lire dans son volume : *Je crois que je vous aime.* Il n'a pas eu moins de succès qu'en librairie.

Un éminent critique de Buenos-Ayres, M. Juan Pablo Echagüe, a publié un recueil de ses principaux feuilletons, le *Théâtre Argentin*, traduit de l'espagnol par M. Georges Pillement, avec préface de M. Lugné-Poë. Il y a en République Argentine toute une éclosion d'auteurs dramatiques, dont il est intéressant de comparer les tendances à celles de leurs confrères européens, et parmi lesquels pourra surgir quelque jour un Calderon austral. M. Juan Pablo Echagüe est capable d'en favoriser l'avènement par ses sages conseils. En attendant, on lira son livre avec un vif plaisir.

PAUL SOUDAY

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

H. Coutière : Le Monde vivant.
Tome Ier (*Société des Atlas pittoresques*).

Les œuvres de vulgarisation comportent toujours une très grande difficulté de principe. Elles exigent chez l'auteur des connaissances précises et étendues, une sérénité scientifique absolue, des qualités vraiment rares de clarté dans l'exposition, la faculté de retenir et de fixer l'attention du lecteur. On trouvera tout cela dans l'ouvrage que M. H. Coutière, professeur à la Faculté de Pharmacie, membre de l'Académie de Médecine, consacre au *Monde Vivant*, et dont le Tome Ier a paru récemment.

A en juger par ce premier volume, M. Coutière a magnifiquement gagné l'extraordinaire pari qu'il a engagé. Condenser en cinq volumes la somme de nos connaissances actuelles en sciences naturelles, était une tâche qui pouvait paraître impossible. Dans ce domaine en effet, plus peut-être que dans d'autres, l'évolution des idées est constante, et vient à chaque instant, en même temps que les découvertes nouvelles, modifier, parfois jusque dans ses fondements, l'édifice déjà construit. Ce fait semble peu conciliable avec le désir de certitude au moins relative qui inspire ceux de nos contemporains qui cherchent à se tenir au courant. Pris entre ce fait et cette aspiration, l'auteur doit éviter le dogmatisme, indiquer les diverses solutions données aux grands problèmes et cependant conclure : objectivité et courage intellectuel sont également nécessaires. On y atteint en exposant les choses d'un point de vue philosophique. Qu'on nous comprenne bien : nous ne voulons pas dire que M. Coutière « philosophe » à propos du Monde Vivant; il ajoute seulement un sens philosophique tout à fait élevé à la présentation, et, le cas échéant, à l'interprétation des faits extrêmement nombreux qu'il relate.

Son introduction est un modèle. Elle est consacrée aux généralités, et, dans ces pages où la conviction se hausse naturellement à l'éloquence, l'auteur délimite exactement la place, en somme modeste, que tient la matière vivante dans l'ensemble de la nature, si l'on considère son étendue dans l'espace. Et cependant, quelle extraordinaire complexité elle présente! Le plan, encore une fois « philosophique » (mais au bon sens du mot), que suit M. Coutière l'amène ensuite à parler de la vie de la terre, support du Monde

vivant ; les théories les plus modernes sur la distribution des terres et des mers, sur les formes des continents, et sur leurs mouvements sont résumées de main de maître, et suivies d'un exposé également magistral des périodes géologiques. Puis l'auteur passe à l'homme, et s'efforce de suivre son évolution et son développement depuis les origines les plus reculées, en faisant leur juste place aux découvertes les plus récentes (Glozel même est mentionné) et en indiquant l'état actuel de la répartition des races, avec leurs caractères anthropologiques. Enfin M. Coutière étudie les Mammifères, et l'on ne manquera pas d'être frappé du souci qu'il apporte, quand c'est utile, à envisager les choses sous leur aspect pratique, en dégageant même alors toute leur portée générale.

Tout cela est dit dans un style précis, vigoureux, plein d'images heureuses et de raccourcis saisissants. L'honnête homme de notre temps trouvera dans cet ouvrage tout ce qu'il doit savoir, et l'étudiant le lira avec fruit, tant à cause des précisions scientifiques qu'il apporte que des vues d'ensemble auxquelles il s'élève.

G. Lenôtre : La Proscription des Girondins (*Hachette*).

Les Girondins bénéficient dans l'histoire de l'horreur qu'inspirent beaucoup des actes de leurs ennemis et successeurs les Montagnards. Faisant figure de martyrs, ils sont généralement sympathiques, et, comme ils n'ont pas été jusqu'au bout de leur politique, les bases même d'une critique réaliste de leur œuvre possible font défaut. Pourtant leurs actes et leurs discours avant leur chute inspirent quelques doutes sur ce qu'aurait pu être leur action. Le livre dans lequel M. G. Lenôtre raconte, avec son art consommé, l'histoire de leur proscription ne peut que confirmer ces doutes. Quand ils quittent Paris pour gagner d'abord la Normandie, les Girondins peuvent encore entamer une lutte vigoureuse pour reprendre le pouvoir. Il est difficile de dire ce qu'eût été l'issue; mais des hommes politiques dignes de ce nom auraient tenté quelque chose. Les Girondins à Caen semblent être écrasés par la sentence qui les a mis hors la loi et aussi... par leur légèreté : des paroles, des gestes, pas un acte. L'occasion perdue ne se retrouve plus. Et c'est la fuite vers la Bretagne, puis la dispersion, la vie des proscrits dans la région de Bordeaux, la fin de la plupart d'entre eux. Récit émouvant où l'on voit le caractère chevaleresque des Bretons et la terreur qui règne sur tout le pays et en définitive l'emporte. Cette fin tragique et sans gloire ne pouvait trouver un historien à la fois plus exact et plus bienveillant que M. Lenôtre. Ce n'est plus de la petite histoire : c'est l'étude des mœurs poussée jusqu'au point où elle fait toucher du doigt le fond de la nature humaine.

J. Lucas-Dubreton : Charles X (*Hachette*).

Il appartenait à M. Lucas-Dubreton, qui s'est spécialisé dans la période de la Restauration et de la Monarchie de Juillet, de donner un portrait de Charles X. Ce portrait est traité avec la sûreté d'information et la légèreté de touche que les lecteurs de la *Revue de Paris* ont pu apprécier chez l'auteur. Et, si un ouvrage postulait ces deux qualités, c'est bien celui-là. Il est difficile d'imaginer une carrière plus mouvementée et plus diverse que celle du comte d'Artois à Versailles et à Paris d'abord, puis en émigration et de nouveau à Paris; de Charles X, lui aussi à Paris d'abord et derechef en émigration : ces titres successifs suffisent à en marquer la variété extérieure. Quant à l'âme du personnage, elle a subi une épreuve décisive : il est certain que la mort de madame de Polastron, et les dernières paroles de cette femme tendrement aimée, ont ramené le futur roi du libertinage à la religion, d'une façon définitive, irrévocable.

Avouerons-nous que c'est le seul trait qui nous paraisse vraiment attachant chez le dernier des Rois de France? Ses fantaisies avant la Révolution n'ont rien de particulièrement original. Sa politique en émigration est fugace et anarchique, pour ne pas dire anarchiste, puisqu'elle contrecarre souvent celle du roi et du prétendant. Son attitude à l'égard de la Vendée est franchement déplaisante : est-elle due à un manque de courage personnel ou à une vue inexacte des choses, et à l'influence de mauvais conseillers? Il ne nous appartient pas de prendre parti. Ce qui est sûr, c'est que les Vendéens n'ont guère été encouragés par la famille royale dans leur entreprise bientôt désespérée. Après le retour en France, Monsieur fut comme avant un partisan; et Charles X ne cessa pas d'en être un : ce qui causa sa perte. Du moins garda-t-il de la mission royale sur la terre une notion très élevée : la dignité royale périt entre ses mains, elle ne s'abaissa pas.

J.-M. BOURGET

M. Octave Homberg publie une nouvelle édition de son ouvrage sur *La France des Cinq Parties du Monde*, dont nous avons dit tout l'intérêt dans la chronique bibliographique du 1er janvier dernier. Sous sa nouvelle forme, le livre présente un attrait de plus : c'est une série d'illustrations (photographies; reproductions de cartes et d'estampes anciennes) choisies avec un goût parfait, et qui mettent en valeur certains points de l'histoire passée et du présent de nos Colonies. Cette nouvelle édition aidera encore, on doit l'espérer, à la diffusion de cet ouvrage de propagande, au

sens élevé du terme, parmi les jeunes gens, c'est-à-dire dans le public qu'il importe de toucher plus que tout autre.

J.-M. B.

***

L'Ame primitive, par **Lucien Lévy-Bruhl** (*Alcan*).

Poursuivant ses célèbres travaux sur les fonctions mentales dans les sociétés inférieures, M. Lévy-Bruhl s'est proposé de rechercher « comment les hommes qu'on est convenu d'appeler primitifs se représentent leur propre individualité », les notions qu'ils peuvent avoir de leur vie, de leur âme et de leur personne. Mettant à profit les récits des missionnaires, les rapports des ethnographes, les renseignements amassés par les administrations coloniales, les critiquant à la lumière des résultats déjà obtenus par lui et par les collaborateurs de Dürckheim, il est arrivé à dégager des modes de pensée communs à tous les primitifs, qu'il s'agisse des Indiens de la Guyane anglaise, des Cafres du Sud Africain, des Esquimaux, ou des Mélanésiens. — Il part d'abord de cette constatation générale, c'est qu'ils ne s'attachent pas avant tout, comme nous, à distinguer les uns des autres les êtres et les objets qui nous entourent, à « les disposer en séries de classes, de genres et d'espèces nettement distinctes les unes des autres, correspondant à une échelle de concepts, d'extension et de compréhension logiquement définies ». Pour eux, sous la diversité des formes « existe et circule la même réalité essentielle, une et multiple, matérielle et spirituelle à la fois ». Elle passe constamment des unes aux autres. La forme de chaque objet est un pur accident; ce qui importe seulement, c'est cette force mystique qu'il contient. Ils ne voient donc aucune difficulté aux métamorphoses les plus subites, et qui ne sont qu'un effet de cette force interne, mystérieuse, commune à tous les êtres. Certaines pierres, certains arbres possèdent particulièrement cette force, et à cause de cela, sont sacrés. Du reste une parenté étroite existe entre les hommes, les pierres, les arbres et les animaux. Les primitifs admettent du reste que les facultés des animaux ne le cèdent en rien à celles des humains. Les animaux peuvent par moments vivre comme des hommes, être des hommes, tenir lieu d'ancêtres ou de protecteurs aux hommes. De là ces formes monstrueuses si fréquentes dans l'art des primitifs : animaux à têtes humaines, corps humain à tête de lion, de crocodile; ces formes, pour le primitif, ne sont pas des créations de la fantaisie; elles expriment des objets ordinaires et familiers, des faits, la coexistence mystique de la forme humaine et de la forme animale.

Ces données premières nous permettent de mieux comprendre la vie de l'individu dans le groupe, l'unité réelle étant le groupe et non l'individu; la solidarité physiologique et presque organique, qui existe entre les membres d'un même groupe, les frères pouvant, dans certains cas, être substitués l'un à l'autre, — solidarité qui fait du mariage une affaire de groupe. — Nous saisissons mieux aussi les éléments et les limites de l'individualité : l'individualité n'est plus seulement le corps, mais ce qui croît sur lui, les ongles, les cheveux, ce qui en sort, ce qui le touche, les empreintes des pieds, les restes de ses aliments, son ombre, son image, son reflet; elle peut se dédoubler, comme le montrent tous les récits sur les hommes-tigres, les hommes-léopards; elle peut se manifester au même moment dans plusieurs lieux à la fois. — L'individu ne vit vraiment qu'une fois agrégé au groupe social, mais mort il survit, il entend, il voit, il éprouve la faim, la soif; les morts peuvent comme les vivants avoir deux formes, ou jouir de la bilocation; ils peuvent se réincarner plusieurs fois. Et ces pages évoquent les récits émouvants de Stevenson sur les croyances polynésiennes.

Ce beau livre, si clair, si intelligent, apporte une précieuse contribution non seulement à l'étude de la psychologie primitive, mais à celle de la magie, du folk-lore, des formes élémentaires de la vie religieuse. Mais après s'être pénétré des interprétations sociologiques, d'une si grande portée, de l'auteur, on trouvera sans doute piquant de voir comme les métapsychistes, le professeur Richet, René Sudre (*Introduction à la science psychique*, Payot), sir William Barrett (*Au seuil de l'invisible*, Payot), le docteur Osty (*La connaissance supra normale*, Alcan), interprètent les croyances analysées par M. Lévy-Bruhl, voient des faits objectifs dans ce qui n'est pour le sociologue qu'une survivance subjective de croyances primitives (bilocation, pouvoir des « appartenances », légende des hommes-tigres, prémonition), et s'efforcent de les observer, de les provoquer, selon les bonnes règles de la méthode scientifique.

Les Horizons de la Science, par Pierre Chanlaine (*Flammarion*).

M. Pierre Chanlaine a eu l'heureuse idée de s'adresser à des personnalités connues, pour la plupart hautement qualifiées, et de leur demander comment elles entrevoyaient les progrès prochains de la science. Les réponses qu'il a obtenues forment un ensemble d'anticipation singulièrement suggestif, et capable de passionner le grand public comme du Jules Verne, ou un roman (première

manière) de Wells. Les spécialistes qui se sont entretenus avec M. Chanlaine sont tous des chercheurs, des organisateurs, des créateurs, habitués à féconder leur action quotidienne par la divination de l'avenir prochain et qui n'ont eu qu'à laisser parler leurs imagination féconde. En outre, ils ont eu la prudence de ne parler des progrès prochains que des sciences appliquées, de celles qui interviennent dans notre vie, qui s'imposent à notre besoin de confort, à nos désirs de mouvement, que nous sommes en état de comprendre. Quel est l' « honnête homme » de quarante ans qui, de nos jours, serait en mesure d'apprécier le progrès des sciences théoriques, tant elles ont marché vite depuis le temps où, au lycée il s'initiait à la physique et à la chimie. M. Jean-Louis Faure nous retrace les progrès immenses, depuis cinquante ans, de la médecine; il compare la chirurgie de 1870 à celle de 1928, mais il entrevoit la médecine chimique restreignant peu à peu le domaine de la chirurgie, lui reprenant le traitement des affections cancéreuses, et toute la gynécologie... M. Louis Bréguet expose les prochaines conquêtes de l'aviation : la *résistance relative minimum* descendant de 14 à 6 p. 100, les prix de revient tombant à un taux rémunérateur, l'avion de 55 tonnes d'ici dix ans; il entrevoit l'auto ailée, et la torpille aérienne guidée par T. S. F. et portant à 6 000 kilomètres. M. Auguste Rateau annonce, avec le vol aux hautes altitudes, le tour du monde en quatre jours. — M. Horsent, M. Breton annoncent des transformations profondes dans l'art nautique et l'aménagement des ports. — M. Marlio proteste contre la crise dont souffre l'équipement de nos ressources hydroélectriques, alors que MM. Boucherot et Claude, les dédaignant, ne voient le salut de notre civilisation que dans les infinies ressources d'énergie des eaux chaudes et froides des mers tropicales.

La Caravane aux éperons verts,
par **Pierre Deloncle** (*Plon*). Préface d'Octave HOMBERG.

La liaison par voie de terre de l'Afrique du Nord et de l'Afrique occidentale, par delà le Sahara, est pour la France une nécessité politique. Elle a été entrevue très vite : dès l'entrée à Tombouctou, dès l'occupation d'In-Salah, les projets de chemin de fer transsaharien apparaissent. Maintenant que la paix française règne du Sud Marocain, du Sud Algérien et du Sud Tunisien au Hoggar et au Soudan, la liaison longtemps espérée semble prochaine, facilitée grâce aux découvertes techniques, celle de l'auto, celle de l'avion, et par un puissant concours moral, celui du grand tourisme saharien. Nul ne peut se désintéresser de la question au

moment où de prochaines négociations vont mettre en évidence combien il importe, pour la cohésion de notre empire, de garder *toutes* les routes sahariennes, de la Mauritanie à Ghat et Ghadamès. La mission à laquelle prit part l'auteur de ce livre, en novembre 1926, a eu précisément pour objet de démontrer que, sans battre de record, et en usant normalement des ressources existantes, il était possible à n'importe qui de franchir en une dizaine de jours les 3 000 à 3 500 kilomètres qui séparent Alger, Oran ou Constantine de Tombouctou, Bourem ou Gao. Trois groupes d'autos furent formés; le second, dont M. Deloncle évoque avec talent les aventures, — cette caravane aux éperons verts comme la baptisa un chef du Sud, parce que, précédée par la pluie, elle semblait faire renaître la végétation, — atteignit dans le délai prévu le Niger, ayant transporté sans incidents ses 22 voyageurs et ses 3 tonnes de marchandises à la vitesse moyenne de 18 kilomètres à l'heure. — Le récit de ce voyage est extrêmement attachant, car à chaque étape le lecteur sent davantage — et de façon concrète — le passé et l'avenir du Sahara. L'auteur rend avec vie l'aspect étrange du Sud mystérieux, mais au delà des apparences pittoresques, historien et économiste, il sait dégager les réalités politiques, impériales, qui s'imposent à la France; on goûtera particulièrement le chapitre consacré au général Laperrine, où il esquisse notre pénétration au Sahara, et le maintien de notre occupation pendant la guerre, — l'histoire des compagnies sahariennes, dont la situation matérielle devrait être améliorée, et de curieux détails recueillis sur les Touareg du Hoggar. Dégageant de l'expérience les conclusions qu'elle comporte, M. Deloncle examine comment améliorer les liaisons transsahariennes; en reconstituant le « cheptel camélin » appauvri, perfectionnant des pistes, d'où naissent des oasis nouvelles, en les jalonnant de façon pratique à la fois pour l'aviateur et l'automobiliste, — et enfin en donnant corps aux rêves de la fin du XIXe siècle, en construisant le chemin de fer, mais pour des locotracteurs à moteurs Diesel, utilisant les huiles végétales si abondantes en A. O. F.; et en prélevant l'argent nécessaire sur les annuités Dawes.

JEAN POIRIER

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber - PARIS-IXe

Viennent de paraître :

JACQUES FONTELROYE

LE BAISER DU VOYAGE

L'incompréhension en amour de deux êtres qui s'aiment

Un volume : 9 fr.

Du même auteur :

CONSTANTINOPLE SOUS LES BARBARES
CHANTAL
AYEZ PITIÉ DE CEUX QUI S'AIMAIENT
LA VIE
DES MORTS AU SOLEIL

Chaque volume : 9 fr.

W. B. MAXWELL

LE JARDIN du DIABLE

Traduit de l'anglais par M. LANOIRE

Un des plus beaux romans de la littérature anglaise contemporaine.

Un volume : 9 fr.

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE		100 »	51 »	26.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES.		106 »	54 »	28 »
ÉTRANGER	Demi-tarif postal	130 »	66 »	34 »
	Plein tarif	160 »	81 »	41.50

LA LIVRAISON — 240 pages — **7** francs.

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de **1** franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . **3** fr. 50
Deuxième Table décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . **4** fr. 50

Coulommiers. — Imprimerie BRODARD et TAUPIN.